

HISTOIRE

DU CONSULAT

ET DE L'EMPIRE

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET
RUE DE VAUGIRARD, 9

HISTOIRE

DU CONSULAT

ET

DE L'EMPIRE

PAR

M. CH. DE LACRETELLE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

VI

PARIS
LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR
6, RUE DE LA PAIX
1848

HISTOIRE

DU CONSULAT

ET DE L'EMPIRE.

L'EMPIRE.

CHAPITRE XXXVI.

RETOUR DE L'EMPEREUR A PARIS (1813).

SOMMAIRE.

Brusque arrivée de l'Empereur à Paris et dans son palais. — Surprise, embarras, stupeur de sa cour, de ses dignitaires, de ses ministres. — Manière dégagée dont il s'explique sur sa campagne et sa retraite. — La colère qu'il témoigne à son ministre le duc de Rovigo est bientôt calmée. — Le préfet de la Seine, Frochot, expie seul sa faiblesse et sa crédulité lors de la conspiration de Malet. — Forte réaction qui s'annonce dans l'esprit public contre Napoléon. — Les fautes de la campagne de Russie sont amèrement relevées dans tous les entretiens. — La France se sent humiliée d'être dépouillée de tous les droits conquis par sa Révolution. — Cependant le Sénat et le Corps législatif lui prêtent encore une obéissance muette dans l'urgence des périls de la patrie. — Il excite imprudemment le ressentiment de Murat par le blâme qu'il

lui inflige. — Nouvelles mesures qu'il prend pour la réorganisation de son armée. — Formation de nouveaux régiments sous le titre de gardes-d'honneur. — Visite qu'il fait au pape, son captif, à Fontainebleau. — Il en obtient un nouveau concordat que celui-ci rétracte bientôt.

Tandis que l'Empereur volait vers Paris, sans repos, ni de jour ni de nuit, dans une calèche délabrée et dans un sombre incognito, cette capitale était plongée dans un deuil profond et livrée aux plus affreux présages. Le vingt-neuvième bulletin, sinistre avant-coureur de l'arrivée de Napoléon, ne l'avait précédé que de deux jours, et déjà il constatait des pertes épouvantables avec une franchise forcée qui, pourtant, n'était pas un tableau complet de nos misères, car le désastre de Vilna, le seul qui blessât l'honneur, n'était pas encore connu de l'Empereur. Les prévisions les plus chagrines se trouvaient surpassées. Ces heureuses familles de cour, qui, depuis longtemps, ne rêvaient que de gloire et de fortune, connaissaient ou présumaient leurs pertes. Les mères croyaient assister aux derniers moments de leurs fils, qui, dans les horreurs de la faim et du froid, avaient encore prononcé leur nom avec tendresse et désespoir; celles qui savaient leurs fils prisonniers, se représentaient les

tourments d'une captivité en Sibérie. Au ministère de la guerre où venaient se prendre les informations, on entendait à chaque instant répéter ces lugubres mots : mort, prisonnier ou sort inconnu! Le sceau du silence imposé sur toutes les lèvres était rompu par cette vaste communauté de malheurs. Le fléau d'une invasion se présentait à tous les esprits; on passait en soupirant devant des monuments magnifiques; ne pourraient-ils pas être dévastés ou détruits? A cette pensée, les âmes les plus fières s'exaltaient; on voyait bien que la race des héros n'était pas éteinte; ce n'était pas pourtant l'effervescence tumultueuse, effrénée, de 1792. La liberté perdue avait contenu ses transports, et l'ordre fermement rétabli ne permettait plus des fureurs homicides. Le peuple-roi comprenait qu'il était déchu de sa souveraineté au dehors, et sentait plus le poids de sa servitude au dedans, lorsqu'elle n'était plus colorée par la victoire et par d'immenses conquêtes. La France n'avait plus que des représentants muets ou asservis. Silence à la tribune, silence dans les journaux; la discussion des bulletins se faisait dans les cercles intimes avec une liberté que protégeait l'honneur. Chacun avait appris l'art de soulever les voiles, de

rectifier les mensonges des relations officielles. On restait Français par le don de la franchise, seulement les fonctionnaires disaient plus bas ce que les indépendants disaient plus haut. Plusieurs vétérans de nos assemblées publiques et surtout de l'assemblée constituante, des députés du corps législatif et même des sénateurs, raisonnaient sur ces calamités, sur leurs causes, avec force et profondeur. J'ai encore l'esprit assez frappé de ces entretiens pour en présenter une esquisse nécessaire à l'histoire des événements ultérieurs. C'est de tels entretiens qu'est sortie notre liberté constitutionnelle qu'il serait affreux d'échanger contre la liberté révolutionnaire. « Quoi! disait-on, les Espagnols, engourdis par trois siècles de despotisme et d'abrutissement monacal, viennent de se remontrer comme un peuple généreux et souvent héroïque. Ils ont sonné pour toute l'Europe le tocsin de l'indépendance, et il vient de retentir de Cadix à Moscou. C'est trop pour nous que de survivre à notre gloire, après avoir survécu à notre liberté. Allons-nous tomber au dernier rang des peuples, nous qui nous en étions proclamé le premier, ou qui, du moins, ne reconnaissions qu'un seul peuple rival, l'Anglais? Quoi, la liberté va s'étendre et re-

fleurir partout, et elle sera déracinée sur son sol natal ! Un peuple vaut mieux qu'un grand homme pour conserver ses droits et sa dignité. Il est beau de la faire briller au dehors, mais ce n'est plus qu'un froid mensonge, si on ne la conserve au dedans.

« Voilà donc où nous a conduits l'homme à qui nous avons livré nos destinées ! Nul n'en paraissait plus digne par l'éclat de ses victoires, par la hauteur et la fermeté de son génie ; mais il ne nous a tirés d'un abîme que pour nous faire tomber dans un autre. L'anarchie nous dévorait, le despotisme nous écrase ; c'est un gouvernement corrupteur et surtout pour celui qui l'exerce.

« Qu'est devenu ce législateur dont nous avions admiré le droit sens ? C'est un visionnaire effréné de conquêtes ; nous avions beau crier grâce, il voulait nous en accabler encore. Cette fièvre redouble pour lui, lorsque nous en éprouvons l'indéfinissable malaise. Sa diplomatie est aussi conquérante que ses armes. C'est un homme d'un autre siècle, d'une autre nation ; ce n'est pas un Français : c'est un Macédonien, un fils de Jupiter Ammon. A force de se croire supérieur au genre humain, il s'y rend étranger. Nous sommes le piédestal sur

lequel il veut toujours exhausser sa statue; nous ne lui paraissons grands que parce que nous l'élevons en pouvoir. Il emploie ce qu'il conserve d'esprit positif à réaliser des chimères. C'est nous, cependant, nous-mêmes, disciples fidèles de Montesquieu, de Turgot et de Mirabeau, qu'il traite d'esprits chimériques. Et cependant, avons-nous entrepris de vaincre la nature, de soutenir la guerre contre les éléments? Seul, il a voulu cette guerre fatale contre la Russie, et, auparavant, cette guerre déloyale et déplorable contre l'Espagne. Ses ministres sont ses commis, son conseil est son écho. Deux hommes d'État savaient encore lui donner quelques avertissements salutaires; il les a frappés de disgrâce. Il ne veut que des talents serviles; c'est se priver du secours des vrais talents. Une telle guerre eût-elle été entreprise, eût-elle été surtout portée jusqu'à Moscou, si la nation avait eu de véritables représentants? Entouré des plus grands hommes de guerre que nous ait encore montrés l'histoire, a-t-il écouté leurs avis, leurs représentations, ou même interprété le chagrin qu'ils portaient dans leur obéissance? Lui seul, dans cette guerre, a délibéré, eux seuls ont agi; leur gloire approche trop de la sienne; ne pouvant

l'étouffer, il cherche à l'amoindrir. Consultez cependant ses propres bulletins; en dépit de ses efforts et de ses restrictions, plusieurs de ses généraux, et Ney surtout, y brillent plus que lui-même; est-ce là ce qu'on pouvait remarquer dans ceux d'Arcole et de Rivoli, dans ceux d'Ulm et d'Austerlitz? Qu'il tienne toujours le premier rang parmi ses généraux, c'est ce qu'on ne peut contester; c'est à lui à présider encore au salut de la patrie que lui seul a pu amener si près de sa ruine. Ses talents sont immenses, ses prestiges sont infinis. Il est encore adoré de cette armée qu'il a frappée d'un si cruel désastre, et certes, c'est un rare exemple de patriotisme et de respect pour une grande gloire. Mais est-il aussi propre à ramener la paix qu'à donner un grand éclat à la guerre? Voilà le problème. Croit-on que la paix, après un désastre si nouveau dans l'histoire, puisse être obtenue sans de grands sacrifices, et l'Empereur, dans son orgueil inexorable, y consentira-t-il? Ne courons-nous pas le risque de voir compromises, par ses délais et ses refus, jusqu'aux conquêtes si importantes que la République française avait faites avant lui, et les seules qui nous soient indiquées par la nature même? Quand tout lui échappe, ne vou-

dra-t-il pas tout conserver? D'où vient qu'il n'a point fait encore refluer, sur son armée réduite à n'être plus qu'une ombre d'elle-même, ses garnisons de Dantzick, de Thorn et de plusieurs forteresses prussiennes? D'où vient qu'il n'a point abandonné cette désastreuse Espagne où tout, dans les chaumières, est armé contre lui? Il va combattre encore et sans doute avec vaillance et génie; mais il ne combattra qu'avec une fraction de ses forces, tandis qu'il faudrait en réunir tout l'ensemble pour résister au grand choc qui se prépare contre lui dans l'Europe tout entière. Ce choc sera bien autrement sérieux que celui des années 1792, 1793 et 1794; car alors les rois ne s'avançaient qu'avec leurs soldats rendus automates à force de discipline, et maintenant ils s'y avanceront, sinon avec la masse, du moins avec l'élite de leurs peuples révoltés d'une longue oppression. »

C'étaient des hommes d'un ordre imposant et d'un nom historique qui présentaient de telles considérations. Il me suffit de citer Lafayette et Sieyès; je pourrais y joindre d'autres hommes autrefois séparés par leurs opinions, et maintenant réunis dans un sentiment commun, tels que Lanjuinais, Montlosier, les deux Lameth, l'abbé de Montesquiou, Dupont

de Nemours, Garat, Lainé, Raynouard, et le marquis de Jaucourt, qui vont bientôt se faire connaître comme hommes publics.

Tout restait morne dans le palais des Tuileries. Le vingt-neuvième bulletin y avait chassé le sommeil. Toutes les lumières étaient éteintes, lorsque le 18 décembre, à onze heures du soir, on sonne violemment à la grille; les gardes s'étonnent, interrogent, résistent; ne serait-ce pas ici l'entreprise d'un nouveau Malet? Enfin, l'Empereur est parvenu à se faire reconnaître; il monte vivement dans l'appartement de l'impératrice. Une femme de chambre veillait dans l'antichambre; elle recule effrayée à l'aspect de l'Empereur, et en voyant son étrange costume et ses épaisses fourrures, elle croit voir un général de l'armée russe, un chef de Cosaques. Mes lecteurs se rappellent la surprise plus brusque que galante que Napoléon fit à son auguste fiancée, arrivant de Vienne, lorsqu'il se précipita dans sa voiture; ici la surprise devait être plus effrayante encore. L'Empereur en rit et l'effroi se dissipa; mais quel changement dans ces deux scènes! quelle révolution, quel contraste dans ces deux fortunes! Malgré tout le poids de ses revers, il éprouvait et ne pouvait dissimuler la joie de se

voir délivré de fatigues si atroces et de périls renouvelés sous toutes les formes. C'était en quatorze jours qu'il était revenu de la sombre Lithuanie à Paris. Dans son passe-port, il s'était présenté comme un secrétaire de M. de Caulincourt. Après avoir échappé, comme je l'ai dit, à un corps de Cosaques; il avait failli, aux environs de Dresde, être pris par des partisans prussiens. La nature physique reprenait enfin sur lui ses droits, et on le vit se récrier sur le bonheur de se trouver près d'un grand feu, pensée qui devait être suivie d'un cruel retour, lorsqu'il se peindrait les souffrances de son armée; mais il revoyait son épouse et son fils, et il pouvait encore bénir la Providence.

A neuf heures du matin, l'Empereur était prêt à recevoir ses ministres avertis dans la nuit de son arrivée et tout effarés encore de la lecture du funèbre bulletin. Le maître et les serviteurs éprouvent un besoin réciproque de composer leur visage et leurs paroles. Cette gêne est peu de chose pour celui qui commande; tout va se conformer au ton qu'il prendra; la joie de le revoir sera l'expression dominante, mais on se permettra quelques nuances d'un chagrin patriotique pour un si vaste deuil.

Quant à l'Empereur, il n'a plus qu'à répéter le thème qu'il a débité par saccades à Varsovie. « J'ai vaincu partout les Russes; c'est un peuple dégénéré; je n'ai plus reconnu leurs soldats d'Austerlitz, d'Eylau et de Friedland. Tout leur courage a consisté dans un acte parricide et pour eux sacrilége; ils ont brûlé leur ville sainte et ont livré, soit à l'incendie, soit à mes soldats, des richesses immenses. Dans la retraite, nous ne faisions plus guère de distinction entre leurs troupes régulières et leurs Cosaques, tant ils étaient prompts à la fuite après leurs tumultueux hourras. J'ai laissé de fortes garnisons à Dantzick, à Thorn et dans la Prusse, qui me permettront de marcher sur Pétersbourg, suivant ma convenance; car la paix me paraît préférable à des campagnes si lointaines, et je n'ai entrepris celle-ci qu'à mon corps défendant, parce que l'empereur Alexandre s'est laissé entraîner et dominer par une noblesse factieuse dont il n'est plus le maître. Nous n'avons eu vraiment à combattre que l'hiver, mais il a été aussi perfide que terrible; car nous jouissions, à Moscou, de la plus douce température; une seule nuit, dans notre retraite, nous a coûté plus que trois batailles. »

L'Empereur, après plusieurs paroles de ce genre, prit un ton irrité, car il était pressé de se délivrer, par la colère, d'aveux embarrassés.

« Mais vous, messieurs, dit-il, qu'avez-vous fait pendant mon absence? Vous n'avez pas eu, à Paris, comme nous à l'armée, une nuit désastreuse, mais une nuit de honte qui fait tache dans mon Empire. Quoi! pendant quatre heures, Paris a été au pouvoir d'un misérable aventurier, d'un traître que ma bonté trop facile avait épargné. » L'Empereur, tout chaud encore de son ressentiment, s'en expliqua avec le prince Cambacérès. On sait que, dans cet entretien il se plaignit surtout de ce que personne, pendant ces quatre heures de vertige, n'avait paru songer ni à l'impératrice ni au roi de Rome. « La grande plaie de la France, dit-il, c'est que la foi monarchique y est ébranlée. » Ces paroles tombaient peut-être par inadvertance sur ce prince qui, membre de la Convention et juge sévère de Louis XVI, avait contribué au plus cruel ébranlement de la foi monarchique. Ensuite, il parut se plaindre des fautes commises dans l'instruction et le jugement de Malet et de ses complices. « Comment, disait-il, a-t-on eu la maladresse de présenter comme des conspirateurs dangereux, des offi-

ciers coupables seulement d'une extrême stupidité? C'était autoriser mes ennemis à croire qu'il existe des mécontents dans mon armée, tandis qu'elle vient de surpasser toutes les preuves de dévouement que j'en ai reçues. Admirable armée qui ne fait qu'une âme, qu'un corps avec moi! »

Celui des fonctionnaires qui attendait avec le plus d'anxiété l'audience de l'Empereur, était le duc de Rovigo, ce ministre si dévoué qui s'était laissé conduire et enfermer dans une prison dont il avait la clef. Il est vrai que le cas de force majeure était ici évident. « Que pouvais-je faire, seul, contre un bataillon? » disait l'infortuné ministre. La réponse de l'Empereur fut analogue au fameux *qu'il mourût* de Corneille, son auteur favori. Cependant il parut frappé de l'observation du duc de Rovigo, que ce meurtre aurait pu être le signal d'un massacre nocturne commis par un chef perfide et par des soldats aveuglés qui auraient cru, au milieu de leur fureur, être les exécuteurs de la loi, et que Malet aurait pu désirer cet engagement coupable, afin de se donner plus de complices et de les rendre ensuite inaccessibles au repentir. Les reproches s'adoucirent bientôt. Si l'Empereur inspirait un dévouement ab-

solu aux plus intimes de ses serviteurs, c'est qu'il était lui-même fidèle dans les récompenses, et montrait de l'indulgence pour des erreurs. Cette qualité paraissait encore moins inhérente à sa politique qu'à sa nature, et plus d'une fois, il se la reprocha comme une faiblesse. L'apologie présentée par le duc de Rovigo, servait pour M. Pasquier, préfet de police. La colère de l'Empereur ne retomba plus que sur M. Frochot, préfet du département, qui avait montré plus de crédulité pour la fable de Malet et du sénatus-consulte. C'était un magistrat intègre que l'Empereur désignait souvent par ces mots : « Mon honnête homme de préfet. » Mais, ancien membre de l'Assemblée constituante et disciple fervent de Mirabeau auquel il avait souvent servi de secrétaire, il conservait des traces assez profondes de son culte pour la liberté; il ne parut ni effrayé ni étonné de la voir renaître sous les auspices du Sénat conservateur. C'est qu'il avait pénétré dans l'âme de plusieurs des fonctionnaires de ce corps, dont l'obéissance paraissait suivre en quelque sorte des lois mécaniques, tandis qu'ils soupiraient en secret pour un ordre de choses plus conforme à leurs premières pensées. Voilà ce qui explique l'excès de sa crédulité et

les ordres qu'il donna pour préparer une salle aux délibérations des prétendus membres du nouveau gouvernement. L'Empereur, après avoir consulté son Conseil d'État, se contenta de destituer le préfet de la Seine. Le despote évitait avec soin, au milieu de ses malheurs, de tomber dans les voies de la tyrannie.

Le lendemain était un dimanche, et tous les corps de l'État furent convoqués pour venir féliciter l'Empereur sur son retour. Le féliciter! Combien ce mot était différent de l'acception qu'il avait eue pendant quatorze années de triomphes toujours croissants! L'éloquence officielle n'avait jamais rencontré un thème plus difficile; il fallut s'en tirer par l'emphase des témoignages de dévouement. L'Empereur écoutait tout sur son trône avec un calme soucieux. Sa coutume, dans les jours de réception, était d'interroger les membres qui lui étaient le plus connus et il faisait décliner leurs noms aux autres, afin d'avoir occasion de leur dire des paroles le plus souvent obligeantes; il se garda bien d'y manquer dans une occasion si difficile et qui leur coûtait un si pénible effort. Il soutint cette épreuve avec une liberté d'esprit qui me parut aller jusqu'au prodige. Il parlait littérature, beaux-arts, finances, instruction

publique, comme s'il eût passé cet intervalle si rempli de sa vie, au milieu d'entretiens savants et d'occupations paisibles. Je me souviens surtout d'une singulière apostrophe qu'il adressa à nos plus savants chimistes : « Eh bien! messieurs, leur dit-il, est-il vrai que vous vous laissez aujourd'hui battre par les chimistes anglais? vous, les créateurs de cette science nouvelle, qui paraît destinée à changer la face du monde! » Ceci était une allusion à quelques découvertes nouvelles faites en Angleterre par l'illustre Davis, mais qui ne compromettaient en rien celles de notre grand Lavoisier. Il lui échappa même quelques traits de gaieté, à l'occasion de réponses assez gauches que lui faisaient des savants ou des gens de lettres un peu intimidés de son regard et du brusque laconisme de ses questions; mais cette gaieté n'avait rien de blessant; c'était un soin continuel de paraître supérieur à la fortune même.

Cependant la fermentation du travail n'a jamais été plus grande autour de l'Empereur et surtout chez lui-même. Il s'agit de tout recréer pour son armée : hommes, chevaux, canons, discipline, et enfin un matériel immense. Cette âme de feu, ce héros homérique, est obligé de

se consumer sur des registres, sur des états de dépenses, et sur les tableaux désespérants de ses pertes, qu'il voit chaque jour s'étendre. Jamais l'ambition et la nécessité n'ont plus renouvelé d'épreuves et de tortures sur un martyr plus indomptable. Tandis qu'il s'occupe de ces soins avec ses généraux d'artillerie, avec son ministre de la conscription, il apprend coup sur coup le comble de ses désastres à Vilna, le pillage de son trésor par son armée, et la défection du général York, qui va servir de modèle à tant d'armées, à tant de cabinets, aujourd'hui encore ses auxiliaires. Entre ces blessures, celle qui saigne le plus dans son cœur, c'est Vilna. Quel désordre honteux dans l'occupation de cette ville! quelle précipitation infâme dans la fuite, dans la fuite au bout de vingt-quatre heures! Voilà donc l'ennemi qui se gorge de ces approvisionnements amassés avec tant de soin, de vigilance et de sacrifices. Des Russes, des Cosaques sont entrés en partage avec ses soldats dans le pillage du trésor de la grande armée. Oh! quel regret pour lui d'avoir donné sa confiance à son beau-frère Murat, dont le bras est si fort et la tête si faible! Qu'a-t-il fait pour arrêter tant de désordres? quelle parole menaçante est sortie de sa

bouche? Lui qui devait et pouvait tenir un mois dans Vilna, il a tout précédé, tout entraîné dans sa fuite dès le second jour. Ses liens, ses devoirs envers l'auteur de sa fortune, envers ses frères les Français, envers ses compagnons de gloire, il les a foulés aux pieds, parce qu'il s'est souvenu avant tout qu'il était roi de Naples. Roi de théâtre! héros incomplet! moitié de héros, qui semble tout devoir dans l'action à la chaleur de son sang, et que le courage abandonne dès que son sang s'est refroidi! Napoléon èst tellement transporté de fureur à la pensée d'une telle conduite, d'une telle défection, que lui-même méconnaît la voix de la politique, et qu'il écrit les deux lettres suivantes, dans lesquelles est gravé un outrage que le cœur d'un soldat et d'un roi n'oublie pas. Nous en verrons bientôt le salaire.

Extrait d'une lettre de l'Empereur à sa sœur Caroline, reine de Naples.

Fontainebleau, le 24 janvier 1813.

« Le roi a quitté l'armée le 16!... Votre mari est un fort brave homme sur le champ de bataille; mais il est plus faible qu'une femme ou qu'un moine quand il ne voit pas l'ennemi. Il n'a aucun courage moral. »

Extrait d'une lettre de l'Empereur au roi de Naples (Murat).

Fontainebleau, le 26 janvier 1813.

« Je ne vous parle pas de mon mécontentement de la conduite que vous avez tenue depuis mon départ de l'armée ; cela provient de la faiblesse de votre caractère. Vous êtes un bon soldat sur le champ de bataille ; mais hors de là, vous n'avez ni vigueur ni caractère. Je suppose que vous n'êtes pas de ceux qui pensent que le lion est mort. Si vous faisiez ce calcul, il serait faux !... »

Cette offense, du moins, était secrète ; mais l'Empereur ne se fit pas scrupule de l'insinuer dans le passage suivant du *Moniteur* :

« Le roi de Naples étant indisposé a quitté le commandement de l'armée, qu'il a remis entre les mains du vice-roi. Ce dernier a plus d'habitude des grandes administrations ; il a la confiance de l'Empereur. »

Napoléon n'aurait-il pas dû se souvenir qu'il avait vu des désordres du même genre, quoique plus faibles, à Smolensk, lorsque la grande armée ne faisait que débuter dans la carrière de misères qu'elle avait à parcourir ? Le roi Murat, sans l'absoudre, ne se trouvait-il pas dans

des circonstances beaucoup plus désespérées, et ne pouvait-il pas répondre à son beau-frère : Eh ! qui donc a quitté l'armée le premier? Votre départ n'a-t-il pas dû être un signal d'indiscipline chez des soldats affamés, en qui le froid suspendait toutes les facultés morales, et qui ne conservaient plus que le besoin de courir?

Le prince Eugène, miroir de fidélité et des vertus qui l'accompagnent, n'accepta que par contrainte un tel commandement. Il sut cependant mettre un terme à ces épouvantables désordres. L'armée tint ferme quelques jours derrière l'Oder. Il est vrai qu'elle ne pouvait plus être que faiblement poursuivie, tant l'atroce rigueur du froid avait sévi sur tous les combattants et sur ces enfants du Nord. Le combat n'existait plus qu'entre deux fantômes d'armées. Celle des Russes, de quatre-vingt dix mille hommes, était réduite à trente-cinq mille à Vilna, d'après le témoignage d'un de leurs historiens.

D'un autre côté, la position du prince Eugène s'aggravait encore par un événement facile à prévoir. La défection du roi de Prusse devait suivre d'assez près celle du général York. Il est vrai que ce monarque l'avait désavouée avec

les signes d'une colère peut-être sincère dans le premier moment, mais il cédait au cri de son peuple, qui déchirait lui-même le traité et se chargeait du parjure. Cependant les Prussiens ne commirent que des attentats faibles et isolés contre une armée qu'ils voyaient dans toute sa misère, après l'avoir vue naguère dans toute sa splendeur. Le prince Eugène s'établit ensuite derrière les rives de l'Elbe. Le roi de Prusse se regarda comme libre dès qu'il eut quitté Postdam, et renouvela sans ménagement ses intelligences avec l'ami de son cœur, l'empereur Alexandre.

Ainsi tout vient assaillir Napoléon d'alarmes nouvelles. Les chiffres de la diplomatie ne lui ont paru jamais offrir plus d'embûches. Sa juste défiance s'étend jusque sur son beau-père. L'Autriche reprend un langage plus fier ; un homme d'État consommé, M. de Metternich, n'a plus que des avis à offrir à qui lui demande des secours. L'allié n'est plus qu'un médiateur suspect ; sous ce titre, il ouvre ses communications avec l'Angleterre et la Russie, avec les sociétés allemandes, qui maintenant ne se donnent plus la peine d'être secrètes, et enfin avec les États allemands, vassaux devenus suspects et bientôt ouvertement rebelles du grand pro-

tecteur de la confédération du Rhin. Ce qui rend toutes ces machinations plus dangereuses, c'est qu'elles sont couvertes, pour l'Autriche, de l'intérêt du sang, et M. de Metternich excelle à donner à une diplomatie hostile les fausses couleurs du pathétique.

L'activité de Napoléon, sa constance inouïe au travail, le zèle intelligent de ses ministres, l'obéissance ardente et passionnée de ses officiers, de ses préfets, et surtout ses nouveaux coups de génie, ont réussi à lui fournir les cadres d'une armée avec laquelle il croit pouvoir recommencer sa carrière, comme si elle n'avait été qu'interrompue. Les provinces allemandes qu'il occupe, et dont les souverains fléchissent encore pour le moment sous sa volonté de fer, lui fourniront des remontes pour sa cavalerie, réduite, de cinquante-cinq mille chevaux, à huit cents. Ressources cependant beaucoup trop faibles, car la nouvelle campagne s'ouvrit avec une notable infériorité de cavalerie, ce qui fit avorter ou rendit peu signifiantes les trois nouvelles victoires par lesquelles l'Empereur annonça le réveil du lion. Il a résolu, par un coup hardi, de réparer les pertes immenses de son artillerie, en désemparant ses vaisseaux de canons et d'excellents artilleurs, devenus inu-

tiles pour une marine condamnée à l'immobilité dans nos ports. Il se félicite maintenant d'avoir laissé dans l'intérieur de la France de nombreuses cohortes, troupes nouvelles, qui, pendant son absence, ont été activement exercées au maniement des armes et aux manœuvres. C'est le travail de la conscription qui l'occupe le plus et qui doit le plus lui percer le cœur. Qu'a-t-il fait, depuis cinq ans surtout, de cette jeunesse belliqueuse qui a couru avec tant d'ardeur sous ses drapeaux? il n'en reste plus guère que de jeunes invalides qui montrent avec fierté leurs blessures, et ceux qui viennent à peine d'atteindre l'âge des combats. Elle peut, il est vrai, suffire à un nouvel effort; mais pourra-t-on la retrouver pour un second, qui sera le plus fatal et le plus décisif, puisqu'il s'agira peut-être de défendre le territoire même de la France? Il est vrai que le scrupule de s'adresser aux classes libérées arrêtera peu Napoléon; mais faudra-t-il livrer à des femmes les travaux de l'agriculture, et tant d'autres qui épuiseraient leurs forces? Ici se présente à l'esprit de Napoléon une idée digne de sa hardiesse et de sa pénétration profonde. Sous le nom de gardes d'honneur, il appellera, comme un corps d'élite, et décoré de plusieurs distinctions particulières,

des jeunes gens tirés des classes les plus aisées, les plus opulentes, et surtout de la noblesse, dont les titres remontent à l'ancienne monarchie. Ils seront à la fois des auxiliaires pleins de feu et des otages. Leur repos leur a fait violence au bruit des victoires de Napoléon et à la vue des honneurs éclatants dont il comble ses heureux guerriers. Ils brûlent de rafraîchir par de nouveaux exploits les titres de leurs ancêtres; et que ne pourraient-ils entreprendre contre lui-même dans son absence, si les chances de la guerre, les séductions de l'étranger, et enfin les passions et les préjugés dont leurs pères sont encore imbus, faisaient naître de nouveaux troubles et ressuscitaient des Vendées? Maintenant l'honneur du drapeau va répondre de leur fidélité. Le succès de cette mesure en justifia l'audace et en prouva la profondeur. Au lieu de dix mille hommes, qu'on avait espéré obtenir par ce moyen, il s'en présenta douze mille, dont on forma quatre régiments. On vit entrer avec joie, dans cette nouvelle garde, les fils ou les neveux de plusieurs des héros les plus illustres de la Vendée, tels que les Charrette et les La Rochejaquelein. Le patriotisme et l'horreur de l'invasion étrangère eurent sans doute une grande part à cette noble résolution.

Malgré les embarras toujours croissants des armées françaises en Espagne, l'Empereur se détermine à en tirer non plusieurs corps à la fois, mais de nombreuses compagnies qui vont servir d'instructeurs et de modèles à ces jeunes soldats. Déjà il avait fait filer sur l'Allemagne plusieurs corps de l'armée d'Italie.

On ne peut trop admirer ces merveilles, on pourrait presque dire ces impromptus du génie organisateur; il est vrai qu'il a été parfaitement secondé par son ministre de la guerre, Clarke, duc de Feltre, et par les généraux Haxie et Gassendi. Tout grandit autour d'un grand homme.

Enfin il la tient, cette armée qu'il pourra encore une fois mettre en ligne un jour de bataille, au nombre de quatre-vingt mille hommes, dans cette Saxe témoin de ses exploits les plus miraculeux. Tenir une armée, pour Napoléon, c'est tenir la victoire: on dirait qu'il en a trouvé la pierre philosophale. Parmi tant de généraux de toutes nations et de tout âge qui lui ont été opposés, nul n'a pu encore lui en dérober le secret. Quelques-uns ont pu la rendre douteuse et sanglante; mais le dernier mot lui est toujours resté. Cette armée, il est vrai, sera bien jeune. Eh bien! c'est avec une armée aussi jeune, et qui, de plus, sortait d'une défaite, qu'il a

commencé, en Italie, cette merveilleuse campagne qui l'a fait monter, à l'âge de vingt-six ans, au rang d'Annibal. Cette armée sera, d'ailleurs, moins inexpérimentée que ses ennemis pourront le supposer. Les marches qu'il fait faire à ses jeunes bataillons sont si habiles et calculées avec un art si nouveau, qu'elles deviennent pour eux un excellent apprentissage des combats. Comme on lui faisait quelques objections sur les difficultés de ces manœuvres faites en courant, il s'est contenté de répondre : « Vous ne connaissez pas le caractère et le génie du soldat français. »

Toutes les mesures de conscription, de levées d'hommes, sont déjà sanctionnées par le Sénat conservateur. L'opposition faisait de sourds progrès dans ce corps si richement doté. Sieyès et ses vieux partisans y élevaient de fréquents murmures dans des entretiens secrets; mais ils se trahissaient peu par la délibération et par le nombre des boules. Les sénateurs se demandaient si c'était le moment de prononcer une opposition plus énergique. N'importait-il pas de préserver l'Empire d'une vaste chute, et la France même d'une invasion colossale? Des sentiments analogues, mais d'une opposition déjà plus prononcée, régnaient dans le Corps

législatif ; on y savait que l'Empereur, si la fortune l'avait encore une fois favorisé dans une expédition si décisive pour l'empire du monde, avait résolu de supprimer ce dernier et faible vestige du régime représentatif comme un rouage inutile, ainsi qu'il avait fait du Tribunat. Cette résolution n'était que trop facile à prévoir puisque, dans le cours de l'année 1812, il n'y avait eu nulle convocation du Corps législatif. Plusieurs de ces nouveaux membres cachaient peu, dans la société, leur réprobation pour cette soif ardente de guerres et de conquêtes. Parmi eux, on distinguait M. Lainé, homme grave, caractère intègre, chez qui la modération n'excluait pas la vigueur, et dont l'éloquence avait l'accent du cœur; M. Raynouard, auteur de la tragédie des *Templiers*; M. Gallois, ami dévoué de Sieyès ; M. Flaugergues, esprit ardent et nerveux, cœur intrépide, et M. Maine de Byran, ami intime de Royer-Collard et de Camille Jordan, et qui déjà conspirait avec eux pour donner à une liberté mieux entendue l'étendard du spiritualisme. J'indique d'avance des noms qui ne prendront que dans l'année suivante (1814) une importance historique. Ils sentaient avec amertume les difficultés de leur position. Refuser une grande armée à Napo-

léon, c'était ouvrir le territoire à l'invasion étrangère; lui donner ce nouveau moyen de victoire, c'était lui faire oublier les leçons du malheur, et le rendre intraitable pour une paix nécessaire qui ne pouvait manquer de blesser son orgueil. De là, pour cette année, le silence inquiet et morne du Corps législatif et du Sénat. Le 14 février 1813, Napoléon ouvrit la session par un discours où respirait l'énergie du grand homme et la dignité d'un malheur fortement supporté. Sa parole est triste, mais ferme, trop ferme peut-être, parce qu'elle répond peu au besoin impérieux que la France éprouve de la paix. « Je la désire, dit-il; elle est nécessaire au monde; mais je ne ferai jamais qu'une paix honorable et conforme aux intérêts de la grandeur de mon empire : une mauvaise paix nous ferait perdre jusqu'à l'espérance. » Ces paroles sont accueillies dans un silence douloureux.

Pour couvrir les dépenses de la création d'une armée en quelque sorte nouvelle, l'Empereur vient proposer des mesures violentes et qui semblent comme un dernier vestige de celles de la Convention nationale. Les revenus de l'État se portaient à huit cent cinquante millions; il devenait nécessaire d'y en ajouter trois cents. Dans des circonstances aussi urgentes, la res-

source ordinaire de tous les gouvernements était de procéder à des emprunts en créant un impôt nouveau, destiné seulement à en acquitter l'intérêt. Mais l'Empereur, malgré la vigilance et la fermeté de son administration, s'était enlevé cette ressource par les espèces de banqueroutes partielles, ou du moins de dénis de justice qu'il avait couverts du nom de liquidation.

Les trois cents millions vont être pris sur les biens des communes et des hospices, que l'on dédommagera de la perte de leurs propriétés en leur servant annuellement un intérêt égal à celui de leurs revenus actuels. Une telle mesure fut qualifiée, dans le temps, par une expression dure, mais qui ne manquait pas de justesse : emprunt forcé sur les pauvres, les malades et les moribonds. Dans l'heureux temps de son Consulat, l'Empereur, pressé de prendre une mesure de ce genre, quoique beaucoup moins violente, avait répondu par ce mot d'une politique habile : « Je ne veux pas soulever contre moi les vieilles femmes. » Ici il se compromettait non-seulement avec le peuple entier des campagnes, mais avec celui des villes. Fut-ce la voix du patriotisme et celle de la nécessité qui étouffèrent cette fois l'opposition si dange-

reuse du peuple ou qui la firent s'en aller en clameurs passagères? C'est ce qu'il est honorable de présumer. Une calamité intérieure se joignait au fléau d'une guerre désastreuse : la récolte de 1811 avait été mauvaise, et le prix des grains s'était élevé d'une manière effrayante. Après l'émeute de la ville de Caen, suscitée par des femmes dont plusieurs furent punies de mort, il n'y eut plus un seul mouvement séditieux.

Cette ressource extrême semblait réfuter d'avance le tableau brillant que M. le comte de Montalivet, nouveau ministre de l'intérieur, venait de présenter des ressources et des prospérités de l'Empire. L'année qui venait de finir leur avait porté un coup fatal dont on ne voulait pas encore calculer les résultats. Ce tableau, quoique exagéré, prouvait cependant qu'une administration ferme et intègre avait porté des fruits heureux, malgré la fatale erreur du système prohibitif, gouffre dans lequel elle allait chaque jour s'enfonçant davantage. Jusqu'où Napoléon n'aurait-il point porté ses résultats, si, imposant la paix à l'Europe intimidée, il eût favorisé le génie actif du peuple français, qui brûlait de prendre sa part dans les grandes ressources industrielles que le génie des sciences

venait de faire éclore, et dont la France avait donné le premier signal? Je ne ferai qu'une remarque sur ce rapport; on y lisait que la population avait augmenté d'un dixième, et cependant la classe propre aux armes y était bien près d'être épuisée, ainsi qu'on en fit la douloureuse épreuve dans l'année suivante, 1814.

Le budget fut adopté à une majorité imposante, et pourtant l'opposition prenait de plus fortes racines au fond des cœurs; on voulait juger ce que l'Empereur pouvait faire des nouvelles ressources qu'on lui accordait avec un regret profond. Le mot de paix serait sans doute sorti de plus d'une bouche éloquente; mais le Corps législatif avait été créé muet. Tandis que l'Empereur prenait des mesures si directement impopulaires, il cultivait encore sa popularité avec un calme intrépide. Au milieu des travaux urgents qui le préoccupaient nuit et jour, il prenait de temps en temps des moments de distraction pour parcourir, à cheval et avec l'escorte de deux ou trois de ses amis, des faubourgs si terribles à la monarchie et si redoutés de la Convention, même depuis qu'elle avait fait tomber la tête de Robespierre et des principaux complices de sa tyrannie. Le peuple s'obstinait à voir, dans le destructeur

des principes de la Révolution, la Révolution incarnée.

Napoléon avait conçu la pensée de détacher de la ligue toujours croissante de ses ennemis un souverain qui, malgré l'exiguïté de ses possessions, pouvait leur prêter encore un appui imposant; c'était le pape, son ancien ami, son captif à Fontainebleau. Il avait doré ses fers et lui avait laissé, dans un château royal, un certain état de dignité, sinon de splendeur, auquel il ne manquait que la liberté. On lui avait même proposé de venir occuper le palais de l'archevêché à Paris, qu'on aurait plus magnifiquement décoré pour recevoir un tel hôte. Le pape s'y était refusé avec la fierté d'un souverain et la prévoyance d'un habile politique. Il lui semblait que c'était s'installer dans l'office d'un primat des Gaules, d'un grand aumônier de l'Empereur, et enfin d'un vassal ecclésiastique chargé de ranger spirituellement l'Église catholique sous ses lois. Des mots amers s'étaient échangés entre ces deux puissances. Le pape paraissait décidé à ne vouloir entendre aucune proposition que du haut du Vatican. Après son retour à Paris, l'Empereur prend le parti d'aller conduire et conclure une négociation si difficile, en personne. Sous le prétexte d'une partie

de chasse, il se dirige sur la route de Melun avec une suite brillante, mais peu nombreuse; puis il s'en détache pour venir rendre, à Fontainebleau, une visite inattendue à son auguste prisonnier. On juge que l'accueil fut froid et embarrassé; mais Napoléon rappela, avec une grande effusion de cœur, des jours d'intimité qui avaient fait leur bonheur réciproque et la joie de la chrétienté. Le pape ne peut s'empêcher de se montrer sensible à ce souvenir, qui avait toujours été présent à son cœur. Dès qu'il le vit ému, l'Empereur fit les plus chaudes protestations de son zèle apostolique, que des discordes d'un ordre temporel n'avaient pu éteindre. « Mon vœu le plus ardent, dit-il, aurait été de faire servir les triomphes de mes armes à ramener l'unité de la foi, non, il est vrai, par des persécutions, mais par l'ascendant d'un zèle éclairé, d'une volonté constante. Avec qui suis-je en guerre aujourd'hui? Avec des princes et des peuples qui ont porté un coup si cruel à la religion catholique, avec des anglicans et des schismatiques grecs. Si le ciel eût béni le succès de mes armes dans cette campagne, comme il l'a fait dans les précédentes, et ainsi que j'ai lieu de l'espérer pour celle que je vais ouvrir avec des forces immenses et un génie

que je tiens de sa grâce, croyez-vous que je n'eusse pas suivi l'exemple du grand Théodose, dont la mémoire est si chère à l'Église? Il est vrai que j'aurais procédé par des moyens moins violents et plus conformes à l'esprit du siècle où nous vivons. Déjà n'ai-je pas fait offrir à Votre Sainteté de créer des évêchés à Hambourg, à Amsterdam, à Dusseldorf? J'en aurais établi un à Moscou, si le cruel hiver m'eût permis d'y prolonger mon séjour. La vivacité de nos débats temporels m'a-t-elle engagé dans une seule mesure qui fût contraire à l'intérêt de la foi? J'ai droit encore à m'appeler votre dévot fils (l'Empereur s'exprimait en italien). Eh bien, recevez les supplications d'un fils respectueux; que je n'aie plus lieu de voir votrè puissance temporelle servir la cause de mes ennemis, qui, après tout, sont les vôtres, et auparavant signons un concordat qui termine les discordes élevées dans les églises de mon Empire. Que Votre Sainteté ne refuse plus des institutions aux évêques et archevêques que j'ai nommés durant ces débats affligeants. Voici les propositions que j'apporte à Votre Sainteté : elles sont de nature à calmer tous ses scrupules. Le saint pontife parut vivement ému de cette ouverture. Le concordat proposé l'engageait, il est vrai,

dans des concessions nouvelles, et l'Empereur les regardait comme assez larges pour décider la séparation absolue du spirituel et du temporel. Le cardinal Daria les appuya avec un zèle dont l'Empereur fut très-reconnaissant. Il est vraisemblable que la pensée de ce prince de l'Église et celle même du souverain pontife fut celle-ci : « La liberté d'abord, et nous verrons ensuite. » Le concordat fut signé et ne reçut point d'exécution. C'était le moment où les peuples usaient de leurs forces pour délier les souverains de leurs engagements, et ceux-ci s'y prêtaient avec assez de complaisance. Le sacré collége en fit autant.

Napoléon éprouva une joie très-vive de ce concordat illusoire et crut que ce nouveau succès de sa politique présageait un retour brillant du succès de ses armes.

Dans plusieurs écrits du temps on a parlé de violences que Napoléon aurait exercées sur le saint-père, ou du moins de gestes menaçants qui auraient dû lui paraître une audace sacrilége. Le pape, redevenu libre, les a démentis formellement; mais la rétractation tarda peu, et tout le soin de Napoléon fut de la tenir secrète.

CHAPITRE XXXVII.

LIGUE DES PEUPLES (1813).

SOMMAIRE.

La ligue des peuples contre Napoléon a son centre principal en Allemagne. — Plusieurs hommes d'État y concourent avec les professeurs et les étudiants des universités. — Les ministres Hardenberg, Stadion, etc., en sont les moteurs principaux.—Grandes paroles du professeur Fichte en s'enrôlant comme soldat. — Chants belliqueux et brillant enthousiasme de Arndt, Kœrner, répétés dans toute l'Allemagne. — La Suède va prendre part au mouvement des peuples.— Griefs de Bernadotte, prince royal de Suède, contre Napoléon. — Le gouvernement britannique est plutôt le banquier que l'instigateur de cette ligue, dont le mouvement est spontané. — L'empereur Alexandre en devient le chef et le général Blücher le bras. — L'Autriche y assiste d'une manière occulte. — Le comte de Metternich joue un rôle de médiateur qui deviendra fatal à la France. — Formation de la puissante armée de Bohême. — Les Italiens, sous le titre de *Carbonari*, entrent dans cette ligue, à laquelle les Espagnols ont donné la première impulsion. — La fidélité de Murat, roi de Naples, commence à s'ébranler. — Appât que l'Angleterre et l'Autriche offrent à son ambition. — L'opposition fermente en France. — Le regret pour la liberté perdue commence à se déclarer dans le Corps législatif et se répand sourdement dans le Sénat même. — De graves entretiens suppléent au silence forcé de la tribune et de la presse.— Les sociétés frivoles manifestent leur improbation et leurs murmures par des allusions piquantes au théâtre. — Les femmes élèvent contre Napoléon le cri des familles.

Un grand tableau se présente à mes yeux, et

l'histoire, depuis les croisades, n'en offre point de plus animé. C'est la cause de l'émancipation des peuples qui vient se substituer à celle de la délivrance du tombeau de Jésus-Christ. Un ferment de l'esprit de 1789 vient se mêler à ce mobile d'enthousiasme et réagit contre nous qui l'avions si vivement excité. Le drapeau de la liberté passe à d'autres mains, jusqu'à ce que nous parvenions nous-mêmes à le ressaisir et à le faire flotter chez des peuples moins avancés que nous dans les épreuves sanglantes et l'étude difficile de cette liberté si nouvelle pour le monde. Comme chez nous, en 1789, les missionnaires sont, en Allemagne, des philosophes, des publicistes, des orateurs véhéments, et encore plus des poëtes qui s'animent de l'esprit des vieux bardes pour rendre leurs chants plus populaires. Les chaires de professeurs sont devenues des tribunes; les écoles, des forum. Fatiguée de ses défaites l'Allemagne, si fière auparavant de sa discipline et de son savoir militaire, n'a plus de confiance que dans l'enthousiasme dont nous lui avons montré les prodiges; elle corrobore son esprit nouveau en le faisant remonter à des sources antiques; elle veut opposer à Napoléon les armes par lesquelles la vieille

Germanie et la Teutonie plus vieille encore, bravait les Romains, pénétrait au centre de leur empire, exterminait les légions d'Auguste par le bras d'Arminius, lançait ses féroces peuplades contre la caducité méprisable de cet empire, l'inondait de sang, le couvrait de ruines et le démembrait pour y fonder des monarchies; elle s'anime encore de cette résistance si longtemps indomptée que la Saxe, sous Witiking, opposait aux exploits de Charlemagne et à ses baptêmes de sang. En invoquant la sauvage énergie des temps féodaux, elle veut cependant en détruire les résultats anarchiques qui la rendent trop faible contre l'ennemi commun. Son lien fédéral est tombé comme un arbre vermoulu. Celui que Napoléon a voulu lui substituer n'est, à ses yeux, qu'un principe d'oppression et de servitude; elle veut le briser et compte même sur le concours des grands vassaux que Napoléon s'est associés en les décorant d'un vain prestige de royauté. Pour recouvrer ou plutôt pour conquérir un principe d'unité nationale qu'elle n'a jamais possédé, elle n'a pas même le faisceau d'une religion commune, puisqu'elle est divisée en deux sectes opiniâtres qui ont soutenu l'une contre l'autre une guerre de trente ans,

dont les feux se sont souvent réveillés. De plus, elle est partagée entre deux royaumes prépondérants, l'Autriche et la Prusse, qui, dans le XVIII[e] siècle, se sont combattus avec acharnement, mais avec des armes et surtout une gloire inégales. Le seul lien qui subsiste encore, c'est une langue commune, quoique fort altérée par la diversité des dialectes. Mais de cette langue est sortie une littérature qui, depuis un siècle, fait de nobles efforts pour marcher rivale de celle de la France, de l'Angleterre et de l'Italie. La littérature, secondée par la presse et par les vastes moyens de publicité que fournit la civilisation, est un principe de vie pour toutes les nations qu'elle instruit, décore et immortalise; elle est de plus un lien fédéral, un principe de fraternité pour tous les peuples, qui abreuvent leur esprit à la même source.

On voit qu'il existait bien du vague et même du chimérique dans cet enthousiasme; mais c'est précisément ce qui aidait à le propager. Dans le champ de l'indéfini, chacun s'empare de ce qui flatte sa passion et croit pouvoir poser la borne là où ses intérêts s'arrêtent. Il y avait encore un mobile plus ardent pour cette confédération spontanée, c'était la vengeance. Certes, les peuples allemands, et surtout les

Autrichiens, avaient montré, sous nos invasions redoublées, une patience qui étonnait leurs vainqueurs; mais les fardeaux étaient devenus trop accablants, et nous avons vu chez le peuple de Vienne une haine ardente se prononcer contre nous, à l'époque même où le mariage de l'archiduchesse avec notre Empereur semblait promettre des jours plus paisibles à l'Autriche. Les peuples de la confédération du Rhin, c'est-à-dire les Bavarois, les Wurtembergeois, les Badois se montrèrent fort impatients du vasselage onéreux et servile imposé à leur souverain. Le contingent qu'ils avaient fourni à la fatale expédition de la Russie avait répandu le deuil dans toutes les familles. Leurs soldats avaient encore moins résisté que les nôtres aux horreurs du froid et surtout de la famine. Quant aux Saxons, peuple plus fier, plus lettré, plus inflammable, ils blanchissaient leur frein d'écume; c'était dans leur patrie que s'allumait le grand foyer de haine contre Napoléon. De leurs villes, de leurs universités les étincelles de cette haine se répandaient dans leurs camps. Ils aimaient leur sage et bienveillant souverain; mais ils voyaient avec regret, avec murmure, la fidélité opiniâtre que ce prince gardait à Napoléon. Quant aux

Prussiens, dont la capitale, les forteresses étaient encore gardées par nos soldats, leur haine ne cessait de s'aggraver dans un sombre silence. Les jours de leur gloire étaient encore trop présents à leur pensée pour ne pas leur faire un supplice de leur humiliation actuelle. Quoique pauvres et vivant avec peu d'industrie, sur un sol sec et maigre, ils avaient été rançonnés impitoyablement; Napoléon semblait en avoir fait les objets privilégiés de ses ressentiments, quoiqu'il n'eût à soutenir contre eux qu'une lutte bientôt terminée par le plus éclatant et le plus facile de ses triomphes. Il prenait goût à leur ruine et y joignait le châtiment de paroles outrageantes pour leur noblesse, et surtout pour une reine adorée, qu'après sa mort ils avaient nommée la sainte de la patrie. Leur culte pour elle était partagé par tous les peuples allemands et même par la froide et jalouse Autriche; on eût dit qu'après sa mort elle levait encore des troupes et leur distribuait des cocardes, des écharpes et des aigles. Des chants, à la fois mélancoliques et guerriers, répétaient partout son nom. Les mères et les jeunes épouses s'animaient de son exemple et prenaient la fierté de ses regards pour pousser au combat leurs fils et leurs ma-

ris, lors même que ceux-ci, par leurs professions paisibles et leurs goûts studieux, semblaient étrangers aux armes. Il n'y avait plus un sourire de jeune fille pour le jeune homme timide qui s'isolait de ce mouvement patriotique. Les noms d'Arminius, de Witikind et de Frédéric le Grand restaient toujours unis. Les poëtes se plaisaient à les représenter comme les héros d'Ossian faisant résonner leurs boucliers et leurs cris de guerre, à travers les nuages devenus pour eux un belliqueux Élisée. Le théâtre auquel Schiller et Gœthe avaient imprimé une couleur profondément nationale donnait souvent lieu à ces explosions de patriotisme que prolongeait une musique guerrière. Kotsebüe se montrait alors ardent pour cette cause commune; le professeur Fichte descendait des hauteurs de son spiritualisme pour saluer de paroles éloquentes la liberté, don du ciel, noble apanage de l'homme. « Trêve, disait-il à nos hautes spéculations philosophiques, il est temps de prouver qu'elles ont nourri en nous la flamme des plus nobles vertus. Désertons pour un temps ces écoles où nos âmes se sont élevées ensemble, et qui ne seraient plus pour nous qu'un théâtre de discussions oiseuses. Répondons à la patrie qui nous ap-

pelle et qui nous montre son sein meurtri par l'étranger. Par notre zèle à la servir, prouvons que nous sommes dignes de la patrie sublime vers laquelle nos regards se sont souvent élevés. Chassons de notre cœur toute autre ambition; soyez mes compagnons ou mes maîtres à votre tour, mes jeunes amis; je veux entrer dans ce bataillon sacré qui rappellera celui des Thébains; montrez-moi le maniement des armes, enseignez-moi les manœuvres, vous qui vous êtes préparés à la guerre ou qui en avez déjà soutenu les épreuves. Socrate servait dans les rangs les plus obscurs de l'armée, et ses vertus y trouvaient encore un vaste champ pour s'y développer. Mourons obscurs s'il le faut, mais mourons dignes de nos aïeux et dignes du ciel. » De telles paroles étaient accueillies avec un vaste enthousiasme, et l'imagination croyait entendre un grand bruit d'armes raisonnant dans cette paisible enceinte. Nombre de professeurs prenaient la même résolution et tenaient le même langage à des auditeurs qui ne pouvaient plus trouver de consolation et de charme que dans les camps.

Écoutons en ce moment les chants de deux jeunes poëtes, Arndt et Kœrner. Voyez avec quel enthousiasme le premier ne désespère pas

de créer, à travers tant d'obstacles, la patrie allemande et l'unité de peuple : « Dites-moi, mes amis, où est la patrie des Allemands, est-ce la Prusse? est-ce la Souabe? est-ce aux bords du Rhin où fleurissent les vignes? Non, ma patrie est quelque chose de plus grand! Ce n'est pas là l'Allemagne! Où donc est ma patrie? Est-ce la Bavière, la Westphalie, les lieux où roule le Danube, le Tyrol, la Suisse? Ah! ce sont de braves et beaux pays, mais ma patrie est quelque chose de plus grand! Ce n'est pas là l'Allemagne, l'Allemagne! l'Allemagne! Dites-moi donc où elle est? — Elle est partout où retentissent les sons de la langue allemande, partout où des hymnes de piété s'élèvent vers Dieu, partout où, en se serrant la main, on jure de mourir ensemble pour la liberté; partout où l'honnêteté est dans les yeux et l'amour dans les cœurs; c'est là, mes amis, c'est là qu'est l'Allemagne! »

Kœrner, doué d'une beauté mâle et d'une âme de feu, dans des chants qui retentissaient des bords de la Sprée jusqu'à ceux du Rhin, consolait ainsi dans la tombe la belle reine Louise de Prusse, objet de son adoration patriotique : « Comme elle dort doucement! ses traits respirent encore je ne sais quel air de vie. Ah!

puisses-tu dormir jusqu'au jour où ton peuple lavera dans le sang la rouille de son épée; dormir jusqu'à la nuit, la plus belle des nuits, qui verra briller sur les montagnes les signaux de la guerre! Éveille-toi alors, éveille-toi, sainte patronne de l'Allemagne; sois son ange, l'ange de la liberté et de la vengeance! »

La plume de l'historien tremble lorsqu'il pense que de tels chants ont conduit les guerriers qu'ils inspiraient jusque dans nos murs; mais loin de moi le lâche scrupule de refuser un hommage à l'amour de la patrie et à l'héroïsme, parce qu'ils ont éclaté dans les rangs de peuples alors nos ennemis, aujourd'hui nos voisins et nos frères par ce saint amour de la liberté. J'abrége et me borne à citer trois autres fragments de ce même poëte Kœrner; (nous les devons à une traduction de M. Saint-Marc Girardin).

« Le phénix de la Russie s'est élancé du bûcher, jeune, immortel et déployant ses ailes qu'a ranimées la flamme. »

« Le peuple se lève, l'orage commence; fi du lâche qui reste la main dans son manteau! Fi du poltron qui se cache derrière le poëte. Va, tu n'es qu'un misérable! Loin de toi les baisers des jeunes filles allemandes, loin de toi la joie

des chansons allemandes; loin de toi l'ivresse des vins d'Allemagne; mais nous, trinquons d'homme à homme et l'épée hors du fourreau! »

On croit être transporté dans un autre siècle lorsqu'on entend le dernier chant, le chant funèbre que ce même Kœrner fit avant la bataille de Dresde. Tout y est étranger à notre goût moderne, mais c'est Tyrtée qui semble animé du génie de Shakspeare.

« Dis-moi, ma bonne épée, l'épée de mon flanc, pourquoi l'éclair de ton regard est-il aujourd'hui si ardent? Tu me regardes d'un œil d'amour, ma bonne épée, l'épée qui fait ma joie. Hourrah! — C'est que c'est un brave chevalier qui me porte; voilà ce qui fait ma joie. Hourrah! — Oui, mon épée, oui, je suis un homme libre, et je t'aime du fond du cœur; je t'aime comme si tu étais ma fiancée; je t'aime comme ma maîtresse chérie. Hourrah! — Et moi, je me suis donnée à toi, à toi ma vie, à toi mon âme d'acier! Ah! si nous sommes fiancés, quand me diras-tu : Viens, viens ma maîtresse chérie! Hourrah! — Aux heures de l'aurore, au beau matin des noces, quand la trompette sonnera les airs de fête, quand le canon retentira, viens alors, dirai-je, viens, mon amour! Hourrah!

— O beau jour! ô douces étreintes! que je l'attends avec impatience! O mon ami! dis-moi de venir. Je suis belle et vierge; c'est pour toi que je me réserve. Hourrah! — Mon amie, ma belle amie d'acier, pourquoi tressaillir ainsi dans le fourreau? pourquoi cette colère et cette ardeur de bataille? Mon épée, qui te fait tressaillir? Hourrah!

— Pourquoi je tressaille dans le fourreau? c'est que j'aspire au jour du combat, c'est que j'ai soif de sang. Voilà, cavalier, voilà pourquoi je tressaille dans le fourreau. Hourrah! — Patience, mon amour, demeure, demeure encore. Patience, jeune fille, reste dans ta chambrette, bientôt je te dirai de venir! Hourrah! — Ah! ne me fais pas longtemps attendre! que je voie le champ de bataille, que je voie ce jardin d'amour semé de roses sanglantes! comme la mort s'y épanouit! Hourrah! — Viens donc, viens, ô toi qui fais la joie du cavalier; viens, ma fiancée, viens, mon épouse, je vais te mener dans la demeure de mes pères. Hourrah! » (L'épée hors du fourreau) : « Je suis libre! Ah que cet air est pur! Salut, danse des noces! vois comme mon acier brille au feu du soleil! c'est la joie de l'amour qui lui donne cet éclat. Hourrah! » (Le cavalier

à ses compagnons) : « Et nous, marchons, mes amis! En avant, cavaliers allemands! Votre cœur tarde bien à s'échauffer! Allons! prenez votre maîtresse dans vos bras. Hourrah! Elle est trop longtemps blottie à votre gauche, à droite maintenant! C'est de la main droite que Dieu veut que les amants se fiancent! Allons, embrassez votre fiancée, pressez ses lèvres d'acier sur vos lèvres. Allons! et honte à qui délaissera sa maîtresse. Hourrah! Et toi, chante, mon amour, chante; va, laisse pétiller l'éclat de tes yeux, voici le matin des noces. Hourrah! Ma belle fiancée, ma fiancée d'acier! Hourrah! »

Ce chantre inspiré de la patrie allemande eut le sort du prince Louis de Prusse, bouillant provocateur de la guerre que termina si tristement la victoire d'Iéna. Il fut tué à la bataille de Dresde, après y avoir fait des prodiges de valeur, mais il mourut avec l'immortalité de ses chants patriotiques consacrés par une si belle mort.

On les répétait dans des réunions enfumées, où figuraient, à côté de jeunes étudiants et même de jeunes officiers, le prince de Hardenberg ministre du roi de Prusse; l'Autrichien comte de Stadion, tous deux animés de la haine la plus profonde contre Napoléon; le baron de

Gneizenau, orateur véhément de la société des amis de la vertu, dont le zèle puritain s'exhalait en imprécations contre la France et contre Paris qu'il appelait la nouvelle Babylone; le baron de Stein, politique enthousiaste, habile à souffler l'ardeur de ses vœux et l'audace de ses espérances à la confédération nouvelle, et enfin un homme de lettres, Gentz, qui en écrivait les manifestes avec une plume facile et brillante. A la tête de ces amis de la vertu, figurait le général Blücher, qui certes ne pouvait avoir de prétentions qu'aux vertus guerrières, caractère aussi impétueux dans le plaisir que sous le feu des batteries, toujours prêt à jouer sa fortune comme sa vie, génie militaire peu perfectionné par l'étude et la méditation, mais doué d'un coup d'œil prompt et d'un courage à la fois fougueux et opiniâtre. Le coup de désespoir qu'il avait tenté à Lubeck, quoiqu'il eût été fatal à cette ville neutre et même à ses soldats, avait paru aux Prussiens une révolte de l'honneur indigné. Depuis ce temps, il était leur espoir, et par un singulier pressentiment, on se le montrait déjà comme le guerrier qui devait porter le dernier coup à la grandeur de l'empereur des Français. Parmi tous ces ennemis de Napoléon, il y en avait

un dont la haine était encore plus acérée, plus indomptable, c'était son compatriote Pozzo di Borgo, animé d'une de ces haines héréditaires qui, chez les Corses, va toujours s'aggravant de génération en génération. La force de cette haine, l'éloquence brûlante avec laquelle il l'exprimait et la vivacité de son imagination ingénieuse à trouver des ressources dans le plus profond découragement des cabinets, faisaient de ce personnage une espèce de ministre auxiliaire et voyageur, qui, ne tenant à aucune cour, ne semblait dévoué qu'à leur cause commune. Son désir permanent était de réunir en faisceau toutes les haines qu'il savait aiguiser. Ce qui le rendait plus redoutable, c'est qu'il forçait ces différentes cours, dans leur abattement, à se rapprocher de l'esprit libéral qui fermentait autour d'elles. Poursuivi dans tous ses asiles par les victoires subites, écrasantes qu'obtenait son ennemi, il fuyait de Vienne, de Berlin et même de Pétersbourg, la rage dans le cœur. Comme il ne pouvait plus revenir sur ses pas que cernaient partout nos baïonnettes victorieuses, il fut obligé d'aller chercher jusqu'en Turquie un refuge momentané. Enfin un vaisseau le transporta en Angleterre, et muni de renseignements précieux, il obtint un

grand crédit dans le cabinet britannique, et respira en voyant qu'il avait trouvé là une haine aussi opiniâtre que la sienne. Bientôt ses courses recommencèrent, et il devint l'âme des conseils de l'empereur Alexandre.

Tous les cabinets, même ceux qui étaient engagés à l'empereur des Français par les liens les plus forts et les plus intimes, encourageaient activement ces sociétés qui devaient leur faire la loi. Un enthousiasme libéral assez fait pour les inquiéter, était accueilli par eux avec complaisance, et un sourire suspect. Le mot de liberté entrait pour la première fois dans leurs actes publics. Résolus d'éclater contre Napoléon, ils ne le firent pas d'un mouvement spontané, mais successif et à de faibles distances. L'art des défections était à l'étude; on aurait voulu y mettre de la décence et des prétextes plausibles, mais les cris des peuples et les arrêts de la fortune les dispensèrent bientôt de ces formalités. La Prusse allait éclater, tout le reste devait suivre; l'Autriche y mettait pourtant encore une sorte de pudeur politique; l'empereur François II aimait sincèrement sa fille, et entretenait avec elle une correspondance assidue. Le prince de Metternich, déjà tout-puissant dans cette cour où il

devait conserver un empire que quarante ans, tant de révolutions diverses et un changement de maîtres n'ont point ébranlé, trahissait bien un désir de borner la puissance de Napoléon et d'en obtenir pour l'Autriche de très-importantes restitutions, mais il en parlait encore avec les formules d'admiration qu'il avait naguère prodiguées comme ambassadeur au palais des Tuileries. Napoléon, pour maintenir une cour si suspecte dans les termes de l'alliance, s'il était possible, ou du moins dans ceux de la neutralité, y avait envoyé deux négociateurs d'un ordre distingué. L'un était M. Otto, à qui l'on avait dû le plus beau et le plus triomphant des traités de paix de Napoléon, celui d'Amiens, et l'autre, M. Louis de Narbonne, qui faisait de grands progrès dans la faveur et l'estime de Napoléon. Les événements trahissaient d'heure en heure les efforts de ces négociateurs. M. de Metternich avait sondé les plaies profondes de Napoléon; il le voyait tomber avec une délectation secrète, mais il craignait que l'Autriche ne passât d'un joug si accablant sous celui de la Russie qui, depuis près d'un siècle, était l'objet de ses jalousies et de ses alarmes politiques. En différant, il mettait son alliance à prix et pouvait l'accorder soit à l'un, soit à

l'autre de ces empereurs rivaux, suivant le degré de leur *complaisance*. Une autre défection devait précéder celle-là, c'était celle de la Suède où régnait un général français, sous le titre de prince royal. On a vu, dans le cours de cette histoire, à dater du 18 brumaire, naître et se développer timidement une rivalité entre Bonaparte et Bernadotte. Ce dernier l'avait secondé dans ses exploits, plutôt pour ne pas manquer à sa propre gloire, que pour ajouter à celle d'un rival devenu son maître impérieux. Ce n'était point à Napoléon qu'il devait son élévation sur le trône de Suède. Dans son commandement de la Poméranie suédoise, il s'était habilement rapproché des généraux et des officiers qui recevaient avec orgueil le titre de Français du nord. Après la conspiration qui fit tomber du trône Gustave IV, les nobles s'étaient souvenus d'un général qui leur avait parlé avec enthousiasme des jours de gloire de leur nation, et qui leur avait paru propre à les faire renaître. Un tel choix pouvait exciter l'ombrage de Napoléon qui n'était nullement porté de cœur vers Bernadotte. Mais comme il avait un lien de famille avec l'Empereur, comme époux de la sœur du roi Joseph, cette adoption lui était présentée comme un acte de

déférence pour son pouvoir; il semblait qu'on ne pouvait plus élire de roi hors de cette famille faite pour occuper tous les trônes, sous la main et la tutelle d'un tel suzerain. Aussi, Napoléon avait-il fait taire son dépit secret et tâché de ne voir dans l'heureux Bernadotte qu'un instrument de plus à sa disposition. Il l'avait reçu avec bénignité et lui avait fait don de deux millions pour les frais de son établissement chez une nation aussi pauvre que fière. La reconnaissance avait été médiocre, parce que les conditions du bienfait n'avaient pas tardé à lui être imposées d'une manière tyrannique. Il fallait que la malheureuse Suède concourût et avec d'immenses sacrifices à l'établissement du blocus continental, elle qui ne devait ses faibles ressources qu'à son commerce avec l'Angleterre à qui elle fournissait les métaux et les bois nécessaires à sa marine et à son industrie. La noblesse suédoise frémissait sous des lois aussi dures, qui allaient porter sa pauvreté au dernier terme de la misère; et son prince royal n'était pas homme à la sacrifier ni à se sacrifier lui-même à des volontés aussi sévères. Il ne porta le joug du blocus continental qu'avec une légèreté qui approchait de l'indépendance ou de la dérision. La fureur de

Bernadotte fut au comble lorsqu'il apprit et subit les résultats de l'entrevue et de la paix de Tilsitt conclues aux dépens de la Suède.

La France ou du moins son maître avait pu consentir à ce que la Russie ajoutât la belle et fertile Finlande aux provinces qu'elle avait envahies après les désastres de Charles XII. Napoléon s'étant montré sourd aux cris et aux représentations de son faible allié. Bien plus, il lui avait refusé la restitution de la Poméranie suédoise encore occupée par ses armes. C'était cruellement blesser l'orgueil d'une nation belliqueuse qui tenait à ce dernier prix des victoires de Gustave-Adolphe et des autres héros suédois dans la guerre de trente ans.

Bernadotte, malgré des griefs si cuisants qui le tenaient dans une position ingrate et humiliée vis-à-vis sa nouvelle patrie, garda la neutralité dans le terrible conflit qui s'éleva entre la Russie et la France. Il était retenu, non-seulement par des scrupules légitimes, mais par la crainte de subir la colère de l'un des deux empires géants. Il attendait l'arrêt de la fortune et savait le prévoir. Habitant du Nord, il en connaissait les rigueurs; ses regards se portaient encore vers la France dans son exil royal. Il y avait joué le rôle du chef d'une opposition

circonspecte, mais qui allait toujours se grossissant. Il savait combien le despotisme pesait à la France et même à plusieurs de ses principaux agents. Ses liaisons, auparavant intimes, et encore continuées avec Fouché, lui avaient fait connaître les vagues désirs des mécontents. Il avait d'abord consenti à entrer, soit dans le triumvirat, soit dans la pentarchie qui aurait remplacé Bonaparte si la fortune l'eût trahi à Marengo. Le désastre de la campagne de Moscou paraissait offrir une chance plus favorable à une révolution de ce genre; mais le pouvoir de Napoléon s'était fortifié par l'empire. Les habitudes républicaines s'étaient perdues, et le penchant monarchique avait été renouvelé par ceux-là même qui s'en étaient montrés les plus rigoureux adversaires. Si la France, fidèle encore aux premiers principes de sa révolution, se soumettait à un nouveau chef, ce ne pouvait être que le général Moreau, toujours cher à une grande partie de l'armée, non moins cher au Sénat, et plus encore à la nation, qui eût attendu d'un guerrier si modéré un retour vers le régime représentatif. La persécution qu'il essuyait, son séjour chez un peuple libre, l'amitié fidèle de ses lieutenants et de plusieurs anciens chefs de la Révolution, tout semblait le

mettre au dessus des défiances que l'exemple de Bonaparte pouvait justifier. Les regards de Bernadotte se portèrent vers son ancien chef exilé. Il s'ouvrit entre eux une correspondance dont l'issue fut fatale à la vie et même à la mémoire de l'un des deux. L'empereur Alexandre y intervint en tiers, et par des offres trop séduisantes pour l'orgueil blessé et les ressentiments du général exilé.

Deux autres personnages entrèrent dans cette intrigue, dont le but leur paraissait tout libéral : c'étaient Mme de Staël et son ami Benjamin Constant. L'illustre fille de Necker n'avait cessé d'être poursuivie par les victoires du conquérant. Lorsqu'elle avait cherché et cru réussir à ranimer des sentiments de fierté et de résistance dans quelques cours d'Allemagne, et principalement en Autriche, un triomphe nouveau de Napoléon décidait cette puissance à la repousser comme un génie funeste. Elle se consolait de ses tribulations renaissantes par son commerce avec des auteurs allemands dont le nom commençait à pénétrer en France, mais qui n'y jouissaient pas encore d'une renommée digne de leurs talents et de leur noble caractère. Elle avait pour guide, dans ce voyage, l'un de ses amis les plus dévoués, Frédéric Schlégel, qui

portait dans la critique une sorte de génie révolutionnaire. Notre littérature expiait, sous son éloquence amère et patriotique, les torts de nos victoires sur les Allemands. Il reprochait surtout au théâtre, dont nous sommes fiers à juste titre, un assujettissement trop servile à des règles arbitraires, un élan trop timide, un goût trop vétilleux, trop efféminé, trop emprunté de la cour de Louis XIV. Il poussait le cri de la liberté pour le théâtre et pour la poésie, et déjà il avait été devancé par les productions hardies et irrégulières de plusieurs de ses illustres compatriotes. Ils ne voulaient plus marcher que sous les lois de Shakespeare, c'est-à-dire à peu près dans l'absence des lois. Cette sève antique paraissait mieux convenir à une littérature retardée dans son essor et dont le premier instinct était une fierté rude. Mme de Staël ne pouvait ouvertement se déclarer rebelle à ses admirations héréditaires; elle était trop femme, trop française pour croire à l'incompatibilité du goût et du génie. Elle transigea avec son maître Schlégel, et rendit plus acceptables ses décisions tranchantes en les modifiant. On peut la considérer comme un ingénieux précurseur de la révolution qui éclata dans notre littérature théâtrale, et dont le résultat sera, je l'espère,

de nous donner une liberté plus étendue, au lieu d'une liberté anarchique. C'est assez pour nous de l'avoir connue dans l'ordre politique.

A l'aide de ce même professeur Schlégel, Mme de Staël pénétra dans les mystères de la nouvelle philosophie des Allemands. Je ne sais si elle en fut un interprète fidèle; mais elle eut l'art d'y porter plus de lumières en y répandant la flamme d'un spiritualisme, que l'esprit sceptique ou plutôt indécis de Kant avait trop amortie, que Fichte, dans son vol transcendental, avait trop laissée s'égarer dans la région des nuages, et que Schelling semblait avoir un peu trop voilée des ombres du panthéisme. Ici Mme de Staël eut encore une fois la gloire d'être précurseur, dans sa patrie, d'une révolution ou plutôt d'une réforme importante et salutaire; celle qui nous dégagea de l'accouplement honteux du matérialisme avec une liberté qui aspirait à fonder une ère de noblesse et de sympathie universelle pour le genre humain. Dans son bel ouvrage sur la littérature allemande, Mme de Staël n'avait point abordé la politique; elle était trop sûre d'en rendre la circulation impossible en France, sous un gouvernement aussi ombrageux que celui de Napoléon. Cette réserve, qui avait dû coûter le plus pénible effort à une âme

aussi passionnée, ne put pourtant préserver l'ouvrage d'être livré au pilon. A peine avait-il paru, que tous les exemplaires en furent saisis. Le motif de cette rigueur vandale fut une page éloquente où Mme de Staël avait tracé le portrait d'Attila. Il aurait fallu tout l'aveuglement de la haine pour assimiler à ce conquérant féroce notre héros législateur. D'un autre côté, c'était montrer une déplorable défiance que de vouloir prêter une telle intention à une femme d'un esprit aussi éminent. Ce ne fut point à cette brutale injustice que le livre de la littérature allemande dut un succès qui ne peut périr avec les circonstances. Par un rare privilége, le goût de Mme de Staël s'était perfectionné à l'étranger et même chez les Allemands. Son style, sans cesser d'être élevé, avait acquis plus de souplesse, et reproduisait mieux les grâces piquantes de sa conversation. En peignant les Allemands, elle avait rendu cette nation, alors subjuguée, plus fière d'elle-même, plus confiante dans son avenir, plus ardente à recouvrer son indépendance avec une gloire et peut-être avec une liberté nouvelles.

Ce fut ainsi qu'elle contribua au mouvement belliqueux et patriotique dont je viens d'esquisser le tableau. Elle y prit une part plus directe

dans ses entretiens avec les publicistes et les auteurs les plus distingués de l'Allemagne. Leur langage, quelque irrité qu'il fût, paraissait froid auprès de ses philippiques contre le gouvernement absolu et l'esprit de conquête. Comme missionnaire de la liberté, elle avait le don des langues, du moins elle possédait celles qui avaient une littérature, et se pénétrait de leur génie. Elle devenait Allemande avec les Allemands, Italienne avec les Italiens, et surtout Anglaise avec les Anglais.

En arrivant à Stockolm, battue par tant de tempêtes, éprouvée, mais non domptée par tant de fatigues, elle goûtait la consolation intime de retrouver un Français, presque un ami, du moins un homme qui avait eu avec elle le rapport dangereux de diriger mystérieusement une opposition. Bernadotte pouvait lui paraître un digne objet de son enthousiasme, un digne instrument de ses espérances politiques. Son républicanisme était un peu vague, comme celui de la plupart des militaires. Son titre de prince royal de Suède n'avait pas dû le fortifier; mais il faisait sa retraite sur le régime représentatif, dénoûment probable même des plus anciennes monarchies. Il avait de l'élégance dans sa taille élevée, et beaucoup de finesse et

de pénétration dans sa figure martiale et pleine de feu. Né près du berceau de Henri IV, il reproduisait, dans sa vivacité gasconne, quelques-unes des manières de ce héros. Enfin, auprès des soldats, il était populaire avec dignité. C'était par la gloire militaire que la liberté avait péri en France; ne pouvait-on pas se servir du même moyen pour la faire renaître? A défaut de Moreau, ne pourrait-on se servir du général Bernadotte pour un tel objet? Sans doute il n'était point alors celui des généraux dont la gloire fût la plus retentissante. Ce n'était point une objection pour Mme de Staël. On aurait moins à craindre qu'il n'entrât dans les voies de Napoléon : son ambition trouverait des contradicteurs plus redoutables.

Sans préciser l'époque où cette combinaison encore vague prit quelque consistance, sans examiner si elle ne fut formée qu'après la mort du général Moreau, je dirai qu'elle fut pendant plusieurs mois le rêve ou le système favori de Mme de Staël, et qu'elle lui gagna bientôt un partisan dont la plume habile pouvait en préparer le succès : c'était Benjamin Constant. Il avait voulu partager l'exil de cette dame, pour laquelle il éprouvait ou affectait un dévouement absolu. Ses ressentiments contre Napo-

léon, qui l'avait arbitrairement éliminé du Tribunat avec plusieurs de ses collègues, égalait, sinon en véhémence, du moins en amertume, ceux de Mme de Staël elle-même. Libre enfin de donner jour à ses opinions par sa retraite en Allemagne, il préparait un écrit fort supérieur, par la noble fermeté du style, la finesse et la profondeur des vues, à ceux qui ne doivent leur succès qu'à la passion du moment. Il s'efforçait d'y démontrer que, chez Napoléon, l'esprit de conquête était une conséquence forcée de son usurpation. On croit que cet écrit fut modifié plus d'une fois; ce qu'il y a de certain, c'est que le prince royal de Suède y fut désigné comme le monarque qui pouvait le mieux faire refleurir parmi nous la liberté sous l'ombrage du gouvernement représentatif. On éviterait ainsi le danger le plus redouté de l'armée et de la nation, celui de rappeler une famille et surtout une cour, une noblesse, un clergé, imbus des sentiments les plus hostiles contre la Révolution, et qui seraient considérés comme des instruments dans la main des étrangers. Mais l'intrigue formée à Stockholm se briserait contre le même écueil, du moment où Moreau et Bernadotte uniraient leurs armes aux armes étrangères. Ils perdaient tous leurs

titres à la confiance de la nation. Comment aurait-elle pu préférer pour ses chefs suprêmes, ceux qui auraient contribué à l'abaissement de la France, aux généraux qui, après l'avoir enrichie de tant de conquêtes, compromise par l'ambition d'un seul homme, auraient disputé chaque pouce de son territoire à ses ennemis? Est-ce que ceux-ci auraient jamais plié sous les lois de leurs anciens compagnons, devenus les soldats de l'empereur Alexandre?

Ce jeune souverain voyait s'ouvrir devant lui une carrière qui exaltait vivement son âme. La fortune lui avait réservé l'avantage d'entrer en concurrence de gloire avec le plus grand homme des temps modernes. Tout à l'heure il avait brigué son amitié et l'avait achetée par d'insignes complaisances. Maintenant, tout lui présentait l'espoir de devenir son vainqueur, et peut-être l'arbitre de son sort. Non-seulement, tous les cabinets, mais encore toutes les armées de l'Europe, toutes les sociétés conjurées contre Napoléon, se rangeaient volontairement sous les lois de leur plus puissant vengeur. On présentait, comme le signal de la délivrance universelle, cet incendie de Moscou qui avait dû coûter tant de scrupules et tant de gémissements à son cœur. Les poëtes allemands le comparaient

au phénix, qui renaît plus jeune, plus beau, plus triomphant, des cendres de son bûcher. Une sérénité gracieuse brillait dans ses paroles non moins que sur ses traits; son affabilité empreinte de modestie relevait tous ces rois, tous ces princes qu'avait courbés l'orgueil de Napoléon. Il n'en reproduisait ni le génie guerrier ni les vastes combinaisons; mais il se proposait d'être, comme lui, infatigable dans ses courses, dans ses périls, dans le travail du cabinet. Ses audiences étaient des jours de fête pour tous ceux qu'il y admettait. Il écoutait les vieux généraux comme un disciple, traitait avec les princes sur un pied d'égalité, se jouait de l'étiquette, tandis que Napoléon, penché vers son déclin, en ressuscitait les observances les plus strictes et souvent les plus puériles. Les camps semblaient sa patrie naturelle, tant il y portait d'enjouement et d'ardeur. Ce qui paraissait merveilleux, c'est que celui de tous les souverains du monde dont le despotisme était le mieux cimenté par la foi et l'adoration du peuple, parlait avec grâce et même quelquefois avec une touchante effusion le langage de la liberté. C'était chez lui un souvenir des leçons de l'un de ses instituteurs, le colonel Laharpe, et des lectures fréquentes de nos auteurs du

XVIIIe siècle. Le despotisme lui avait apparu dans toute sa laideur sous les traits menaçants de son père Paul Ier. D'un autre côté, il devait ses qualités les plus aimables aux inspirations de l'impératrice sa mère, cette princesse allemande que la France avait saluée, célébrée comme une Française, lorsqu'elle avait paru à Versailles sous le nom de la comtesse du Nord. On oubliait, près d'elle, qu'on était à la cour d'un despote. Où règne la grâce, on croit toujours sentir un parfum de liberté. Sous les auspices d'une telle mère, Alexandre, malgré un sinistre avénement, avait donné toute son âme à des actes de bienfaisance. Son vœu permanent était l'affranchissement des serfs de son empire, entreprise difficile même pour un despote, dans un pays où les nobles comptent leurs richesses par troupeaux d'esclaves. L'empereur Alexandre tenait, d'ailleurs, du génie des Russes, peuple essentiellement imitateur, et qui paraît s'approprier tout ce qu'il sait reproduire. Enfin il aimait la gloire et une popularité noble. Voilà pourquoi il s'empara, avec un vif attrait et un succès remarquable, du rôle d'un restaurateur des libertés, foulées aux pieds par Napoléon. On reconnaissait plutôt en lui les traces d'un bon naturel et d'un esprit flexible

que les combinaisons artificieuses et gênées de la politique. Le peuple allemand fut ébloui; les Polonais eux-mêmes se sentirent quelque temps attiédis dans leur haine contre leurs anciens oppresseurs. C'est à cette conduite qu'il faut attribuer les rapides succès de la confédération, alors même que le génie de Napoléon se reproduisait par toutes les merveilles d'audace, de combinaisons neuves et d'une exécution soudaine comme la foudre, qui avaient signalé le général Bonaparte.

Quels que fussent les griefs de la Suède contre l'empereur Alexandre, il ne lui en coûta qu'un faible effort pour faire entrer dans la ligue ce peuple belliqueux gouverné par un guerrier habile qui ne craignait pas de se déclarer rival de Napoléon. Il ne parla point, il est vrai, de lui restituer la Finlande; mais il le délivrait du blocus continental, qui était pour lui comme le signe d'une servitude aussi onéreuse qu'humiliante; puis il offrit une indemnité au prince royal, en l'invitant à prendre possession de la Norwége, soumise aux lois du Danemark. Tous les fléaux retombaient sur cet État, obstiné à une neutralité dangereuse, et qu'il avait défendue avec un noble et malheureux courage. A la perte de sa marine, il allait ajou-

ter celle de la Norwége. Bernadotte était vivement stimulé par la gloire de relever l'éclat des armes suédoises. Les griefs de sa nouvelle patrie, de celle qui l'avait appelé sur un trône, amortissaient pour lui le remords de tourner ses armes contre sa première patrie.

L'Italie elle-même fermentait d'un impatient désir d'indépendance. Les peuples étaient mortellement fatigués des républiques satellites que leur avait données le Directoire, et des rois satellites que leur avait imposés Napoléon. On juge combien l'ancienne capitale du monde, qui l'était encore du monde catholique, devait être irritée de n'être plus que le chef-lieu d'un département français et la seconde des trois bonnes villes de l'empereur Napoléon. Elle gémissait profondément de la captivité du saint pontife qui avait rendu la paix à l'Église. Était-ce là le prix de tant de sacrifices dont sa conscience même avait eu à gémir? La Toscane regrettait un gouvernement paternel et presque libéral à force de condescendances, dont le sage Léopold avait légué l'exemple à des successeurs fidèles à l'imiter. Ce n'était pas sans un sentiment d'orgueil et de patriotisme que les divers peuples d'Italie avaient vu les éloges donnés par l'Empereur au courage, à l'habileté, à la constance

que les soldats de leur nation avaient montrés dans les guerres d'Espagne, d'Allemagne et de Russie. Cette renaissance du courage guerrier semblait leur promettre un réveil de la gloire et de la puissance de leurs aïeux. Tandis qu'en Allemagne on nourrissait un vague espoir de recouvrer l'unité germanique, au delà des Alpes on soupirait pour l'unité italique, plus difficile encore à reconstruire. Ces peuples avaient aussi leurs sociétés secrètes, dont l'importance et le but politique étaient déguisés sous le nom ignoble de *carbonari* (charbonniers). Des cardinaux, des évêques, des magistrats même, employés par Napoléon, y entraient concurremment avec une foule de nobles ruinés, de jeunes étudiants et d'aventuriers qui soupiraient après un rôle politique et militaire. Les serments s'y prêtaient avec un appareil sombre et terrible, futile épreuve d'un héroïsme fanfaron! Bientôt j'aurai à désigner un roi, et un roi souverainement guerrier, qui entra dans ces sociétés secrètes avec l'ambition de devenir le résurrecteur de l'unité italique. Ce roi, c'était le beau-frère de Napoléon, c'était ce Murat dont l'héroïsme paraissait faire renaître celui des temps fabuleux. Mais il couvait encore ses profonds ressentiments contre Napoléon, qui avait avili son ca-

ractère dans un bulletin, et lui avait adressé des reproches voisins de l'outrage.

Je viens de décrire les éléments de la ligue formidable qui se forme contre Napoléon, et je n'ai point encore parlé de son moteur principal, ou du moins de son moteur apparent, le gouvernement britannique. La vérité est que, dans ce mouvement spontané, l'influence de l'Angleterre se faisait plus sentir aux souverains qu'à leurs peuples. Rien de plus froid et de plus éphémère que des fureurs soldées. Celles-ci provenaient d'un patriotisme indigène. L'Angleterre n'avait plus qu'à soutenir ce mouvement par la voix d'émissaires faiblement considérés. Ses guinées roulaient dans les cours et dans les cabinets; mais elles ne soldaient pas ces réunions ardentes de jeunes enthousiastes, ces écrits pleins de la séve teutonique, et encore moins ceux où la haine s'exprimait en tonnantes hyperboles.

La politique de Pitt avait survécu à ce puissant homme d'État, et même elle n'avait obtenu ses plus grands succès que depuis sa mort. Aucun de ses successeurs n'avait hérité ni de ses vastes combinaisons ni de son éloquence, mais il semblait encore les inspirer et les protéger du fond de sa tombe de Westminster. A quoi du-

rent-ils la force de soutenir l'accablant fardeau qui pesait alors sur l'Angleterre? aux deux énormes fautes qu'avait commises Napoléon par l'invasion de l'Espagne et de la Russie, et surtout à ce système impraticable du blocus continental, instrument d'oppression pour tous les peuples qui en subiraient les entraves, de ruine et de servitude pour tous ceux qui voudraient s'y soustraire. Un tel système devait amener la réunion de tous les Anglais en un seul parti. Tous étaient atteints dans leur orgueil national, dans une domination qui comprenait presque la cinquième partie du genre humain, dans leurs richesses ou dans les moyens les plus bornés de leur existence, dans leur industrie, leur agriculture, et enfin dans leur liberté d'hommes.

Aussi toutes les lois proposées pour la défense commune, toutes les dépenses, tous les sacrifices, tous les secours accordés aux nations et aux cabinets qui secouraient de telles entraves, étaient-ils votés comme d'une seule voix. Une telle harmonie d'intentions et de résistance donnait à ce peuple une force d'unité telle, que le législateur le plus absolu et le plus doué de génie n'aurait pu la produire. Les tories donnaient ainsi une garantie à la plus superbe existence dont des aristocrates aient encore joui sur

la terre. Les whigs, de leur côté, et tous les esprits animés de libéralisme, avec plus ou moins de sincérité et de profondeur, se réjouissaient de voir des nations telles que l'Espagne, le Portugal, et plusieurs peuples allemands, sortir d'un long sommeil pour briser les fers de l'étranger et relâcher en même temps leurs chaînes domestiques.

Lord Persival ne fut que le chef insignifiant et passager du cabinet britannique. Ses talents n'avaient eu encore que de rares occasions de se produire sur la scène parlementaire, lorsqu'il tomba sous les coups d'un assassin qu'animait contre lui une vengeance atroce. Deux disciples de Pitt, lord Castelreagh et M. Cunning, unis par des opinions communes, devinrent, dans les progrès de leur rivalité, des ennemis irréconciliables, et donnèrent le spectacle affligeant d'un duel entre deux dépositaires de l'autorité publique. Le premier y fut blessé légèrement, mais il resta maître du terrain politique, concurremment avec un ministre d'un caractère moins aigre et d'un esprit plus souple, lord Liverpool.

Le véritable homme de l'Angleterre, le représentant de sa gloire au dehors, était le duc de Wellington. L'orgueil britannique, froissé

dans la guerre de la Révolution par les défaites du duc d'Yorck, s'exaltait par les succès qu'obtenait en Espagne cet habile général. Les Anglais bénissaient le ciel de leur avoir accordé, pour résister à Napoléon, trois hommes tels que Pitt, Nelson et Wellington. Les exploits de ce dernier n'offraient pas l'éclat merveilleux de ceux d'Aboukir et de Trafalgar; mais le nouveau Fabius avait montré plus de vigueur que son modèle. Par un soin continuel, il arrivait progressivement à des résultats dont l'importance paraissait plus consolidée que ceux de deux ou trois victoires éclatantes.

Pendant que l'esprit public bouillonnait ainsi contre nous sur tous les points de l'Europe, quelle était notre situation? Morne tableau dont je voudrais détourner la vue, mais dans lequel il faut chercher l'explication des événements ultérieurs qui allaient donner à la France une face nouvelle plus humble au dehors, plus fière et plus sage au dedans. Au sortir de la campagne de Russie, et bien plus encore après le triste résultat de celle qui allait s'ouvrir, nous éprouvions ce marasme, cette torpeur qui s'empare de toute la nature, à l'approche des grandes tempêtes et des tremblements de terre. Les craintes n'osaient s'exhaler publiquement,

et, restant confidentielles, elles n'en étaient que plus poignantes. L'air de la liberté manquait à nos poitrines. Après tant de violences et de déceptions cruelles, après tant de malheurs et de victoires, jugez combien la perspective d'une invasion subie à notre tour froissait notre orgueil et tous les sentiments généreux qui vivaient au fond de nos cœurs. Allions-nous passer des chaînes d'un monarque absolu, mais digne de notre admiration, et pendant plusieurs années digne d'une profonde reconnaissance, aux fers de despotes étrangers ou domestiques, que leurs longues humiliations rendraient plus insolents et plus altérés de vengeance? Concevez l'horreur du cercle vicieux où nous étions enfermés. Cloués au destin de Napoléon, il nous fallait tomber ou renaître avec lui, tomber de toute la hauteur de sa chute, ou renaître avec l'ivresse de victoires nouvelles qui rendraient éternel pour nous l'enfer des batailles. N'annonçait-il pas l'intention de ne rien céder, ou de céder beaucoup moins que ne l'exigeait la rigueur de sa situation? « Déchoir, disait-il, c'est abdiquer. » Il ne séparait pas le salut de la France de la conservation et même de la prééminence de son trône. Sous ce point de vue, il était pour nous un négociateur fatal. Mais, d'un autre côté,

n'était-il pas, comme guerrier, l'homme plus que jamais nécessaire? L'ombrageuse Rome, dans des périls moins extrêmes, avait recours à l'autorité d'un dictateur. Ici, le dictateur était un général qu'on aurait rappelé du fond même de l'Égypte pour tenir tête à l'Europe conjurée; c'était celui à qui le ciel et son génie avaient procuré le plus grand nombre de victoires éclatantes, toujours adoré d'une armée dont il semblait le créateur, et, ce qu'il y avait de plus étonnant, adoré même après un désastre qu'on ne pouvait imputer qu'à la frénésie de son ambition. Ne vous étonnez donc pas si le silence n'était pas encore rompu : ce n'était plus celui de la servitude, c'était celui qu'imposaient la réflexion et l'amour même de la patrie. « Sauve la France, sauve-lui ses limites naturelles entre les Alpes et les Pyrénées, entre le Rhin et l'Océan. » Tel était le cri que la tribune et la presse auraient fait sortir de toutes les bouches, de toutes les plumes, si elles eussent été libres; mais il aurait cru y voir une offense et même une trahison.

Un nuage sombre planait sur cette cour, tout à l'heure si brillante de luxe, si enivrée de gloire. Napoléon se cramponnait aux derniers vestiges de sa grandeur impériale, comme s'il

eût craint d'en être séparé bientôt. Il voulait toujours montrer le monarque, lorsqu'on ne cherchait en lui que le grand homme. Cette affectation à saluer toujours son archi-chancelier Cambacérès du titre de *mon cousin*, et à conserver mille autres fictions d'une étiquette surannée, rappelait en lui non-seulement le roi parvenu, mais le roi prêt à déchoir.

Les dames se montraient peu à cette cour, dont elles avaient fait l'ornement. Un grand nombre portaient des habits de deuil qui eussent paru un reproche à l'auteur de tant de calamités pour les familles. D'autres tremblaient pour leurs jeunes fils, menacés prochainement du sort de leurs aînés. Napoléon ne voulait pas voir qu'un cri terrible s'élevait contre lui, c'était celui des mères. Il ne retentissait point à ses oreilles; mais il était répété jusque dans les maisons somptueuses, jusque dans ces hôtels où tout brillait de sa munificence. Il s'exhalait plus librement dans les maisons du pauvre, de l'artisan et du laboureur. Quand une mère considérait un ou plusieurs de ses fils privés d'un bras ou d'une jambe, et assis tristement dans une chaumière dont ils ne pouvaient plus soulager la misère par leurs travaux; quand elle voyait, à côté d'eux, ses jeunes filles pleurant leurs

fiancés, ou n'espérant plus d'époux, et les plus jeunes de ses fils, que la conscription allait atteindre même avant le terme, parce qu'ils avaient dix-huit ou dix-neuf ans, elle poussait des cris de douleur que le père lui-même ne pouvait étouffer dans son ardeur martiale; elle ressemblait à la mère des Machabées disputant son dernier fils aux tortures du martyre.

L'opinion légitimiste faisait quelques progrès jusque dans cette cour où Napoléon avait appelé avec une prédilection vaniteuse nombre d'hommes et de dames tenant à l'ancienne noblesse. Ce n'était pas que leur fidélité fût ébranlée par le malheur : plusieurs d'entre eux l'ont manifestée plus ou moins ouvertement, même après sa chute; mais ils étaient forcés d'agiter entre eux la question de savoir quel serait l'état politique de la France si Napoléon était frappé dans une bataille, et leurs regards se tournaient moins vers un roi encore enfant que vers leurs anciens maîtres dont les souvenirs étaient plus chers à leur famille et à leur orgueil nobiliaire. Quant à ceux qui avaient échappé soit aux offices brillants mais insignifiants de cette cour, soit à la nouvelle conscription des gardes d'honneur, ils donnaient carrière à leurs vieux ressentiments, à des dédains affectés et même à

des accents de haine. Le faubourg Saint-Germain, que Napoléon croyait avoir subjugué par ses avances, par des dons et par de riches restitutions de forêts patrimoniales, était comme un camp ennemi vis-à-vis de son palais. De là pleuvait un flot perpétuel d'épigrammes, le plus souvent mal aiguisées par la pointe du calembourg. J'ai parlé prématurément dans une note d'un à-propos saisi avec une joie méchante, dans un opéra-comique, à ces vers :

Ils sont passés ces jours de fêtes,
Ils sont passés et ne reviendront plus ;
Et vous aviez pour faire ces conquêtes,
Et vous aviez ce que vous n'avez plus.

Le lendemain du jour où l'Empereur revenait aux Tuileries, on lisait sur une affiche : *Le Déserteur*. Quelqu'un dit : « *Le Déserteur!* ah ! c'est une pièce de circonstance. » Ce mot d'une injustice cruelle fut répété devant plusieurs affiches et blessa si vivement l'Empereur que la pièce ne reparut plus.

Voici un à-propos beaucoup plus ingénieux : Quelques jeunes gens s'étaient concertés pour élever un tumulte factice au spectacle. Les rôles s'étaient partagés. A la fin de la pièce, quelques-uns demandèrent tel acteur ou telle actrice. D'autres, feignant une opposition très-

vive, s'écrièrent : « Non, non. » Le débat simulé s'envenima et l'opposition devenait plus tumultueuse, lorsqu'un parti neutre se prononça et cria d'une voix tonnante : « Paix là! la paix! la paix! » et tout le public entraîné répéta ce cri de « la paix, la paix, » avec un accent significatif. Ces ruses, plus ou moins innocentes ou spirituelles, d'une liberté qui tâche de renaître ou d'une servitude qui se console, ne doivent pas être négligées par l'historien. Sous le despotisme oriental, on a eu recours de tout temps à l'apologue. Pour nous, chez qui la vivacité de l'esprit n'exclut pas la profondeur de la réflexion, les chansons, les épigrammes ont été, dès le XVIII[e] siècle, les premiers éclairs d'un grand orage politique; il devait se renouveler encore. Tout ce qui dans notre théâtre, ou sérieux ou léger, protestait contre le pouvoir arbitraire, était saisi avec autant de véhémence que dans les jours qui précédèrent la Révolution.

L'horreur de l'arbitraire éclatait autant que celle de l'anarchie s'était signalée avant le retour de Bonaparte. C'était là un point de convergence pour les divers mécontents. L'opposition grondait sourdement, mais elle trouvait des échos sur tous les points de l'horizon : les

amis du taciturne Sieyès secondaient ceux de Talleyrand et de Fouché, qui l'un et l'autre supportaient leur disgrâce avec une résignation fort suspecte, et enfin ceux de madame de Staël. Une nécessité première se faisait sentir à tous : c'était celle d'imposer une digue à un pouvoir qui, après avoir coulé quelques années comme un fleuve bienfaisant, ne suivait plus qu'un cours torrentiel, désastreux pour l'Europe, et bientôt désastreux pour la France elle-même. Dans ces conciliabules pénétraient quelques amis secrets du prétendant (Louis XVIII). Dans une correspondance mystérieuse quelques-uns lui indiquaient la voie la plus facile et la plus libérale pour une restauration qui pouvait être à la fois celle de la monarchie et des principes de liberté. Parmi ceux-ci figurait un homme qui devait avoir une haute et salutaire influence sur notre entrée dans le gouvernement représentatif : c'était M. Royer-Collard, qui, éliminé du conseil des Cinq-Cents par les brutalités arbitraires du 18 fructidor, n'avait fait encore qu'une courte apparition sur la scène politique. Cet esprit méditatif avait le don de revêtir des pensées profondes d'expressions saillantes. Tous les efforts de son talent paraissaient alors s'absorber dans la lutte pressante qu'il soutenait

contre la doctrine nommée sensualiste de Lock et de Condillac; mais d'autres pensées travaillait fortement son esprit. Il était secondé par son ami Camille Jordan, qui, persécuté comme royaliste, devenait chaque jour un zélateur plus ardent de la liberté.

Des cercles intimes, peu nombreux, mais protégés par l'honneur et des amitiés éprouvées au feu des révolutions, restaient ainsi les dernières écoles de la liberté, et quoique sévèrement surveillées, elles n'en étaient pas moins des écoles conquérantes. Je me souviens de l'empressement avec lequel on recherchait jusque dans des sociétés futiles, les traits les plus énergiques, lancés par les philosophes du XVIIIe siècle, contre les conquêtes. Mais on convenait qu'aucun d'eux ne s'était exprimé avec un accent aussi profond, avec une autorité aussi imposante, que deux orateurs chrétiens, Fénelon et Massillon. On ne désirait pourtant ni révolution opérée par la multitude, on en avait trop fait la sanglante épreuve, ni contre-révolution opérée par un despotisme plus cruel, plus honteux, que celui dont on portait encore les chaînes, c'est-à-dire par celui des étrangers. La fatigue était générale, les vœux pour l'avenir demeuraient vagues, irrésolus; mais les

serviteurs les plus favorisés de l'Empereur se sentaient eux-mêmes terrassés par les reproches que l'on adressait à l'auteur de la campagne de Moscou, et dans les gémissements qui leur échappaient, on reconnaissait quelque accent improbateur. On se demandait si une expédition si calamiteuse et déjà signalée par le désastre inévitable de Charles XII, aurait pu être entreprise et si fatalement continuée avec l'autorisation de deux chambres qui eussent joui de quelque liberté. Chacun s'accusait d'une complaisance devenue trop servile. Étonnés, humiliés, nous revenions après vingt-cinq ans d'épreuves contrastantes et d'agitations convulsives, au point de départ de la Révolution même. Haletants sous une zone torride, nous aspirions à une zone tempérée.

CHAPITRE XXXVIII.

GUERRE D'ESPAGNE (1809-1810).

SOMMAIRE.

Guerre d'Espagne. — Le second siége de Sarragosse surpasse encore l'héroïsme du premier. — Palafox y met le comble à sa gloire. — Obstination inouïe des assiégés qui se défendent dans les *îles de maisons*. — Sarragosse est enfin emportée par le maréchal Lannes. — Défaut de concert entre nos généraux. — Les combats de guérillas se multiplient et font souvent avorter l'effet de nos plus brillantes victoires. — Siége de Gironne. — La conquête du Portugal est tentée de nouveau par les généraux Soult, Ney et Victor. — L'armée anglaise, sous Wellington, leur résiste avec des succès balancés. — Soult, qui s'est avancé jusqu'à Oporto, est forcé à la retraite. — Bataille de Talavera de la Reyna. — La campagne de 1810 s'annonce sous des auspices plus heureux. — Brillante et rapide conquête du royaume de Valence par Suchet, et de l'Andalousie par Soult. — Le siége de Cadix est vainement tenté. — Prise de Tarragone et de plusieurs forteresses. — Troisième entreprise sur le Portugal tentée sans succès par Masséna. — Nouvelle retraite de l'armée française. — Triste situation du roi Joseph à Madrid. — Une victoire de Victor le raffermit un peu. — Siége de Badajos. — Marmont est aux prises avec Wellington. — Bataille de Salamanque perdue par les Français.

Forcé d'interrompre le récit des combats de l'Espagne pour son indépendance, j'ai cherché en vain les moyens de le reprendre et de l'in-

tercaler à la grande et terrible épopée qui commence à la campagne de Moscou et n'aura de dénoûment qu'à Waterloo, qu'à Sainte-Hélène. C'est cependant dans cette guerre d'Espagne qu'est le germe de tous les malheurs contre lesquels Napoléon exerça pendant deux ans les dernières et prodigieuses ressources de son génie et de son caractère. Oui, l'Espagne, voilà le premier gouffre qu'il s'ouvrit pour y ensevelir sa fortune. Il avait d'abord répugné à cette occupation aussi déloyale qu'impolitique. Nous avons vu à cette époque le combat que son droit sens eut à soutenir contre sa passion de conquérant. Relisez ses lettres à Murat en Espagne et vous verrez qu'il fut à la fois le prophète et l'artisan de son malheur dans une expédition si frauduleusement commencée. Alors il ne pouvait que conjecturer la résistance qu'opposerait à ses armées, aussi savantes qu'intrépides, un peuple qui, depuis deux cents ans, semblait avoir oublié sa grandeur historique. Maintenant il connaissait ce peuple, et ses chagrines prévisions avaient été surpassées par un héroïsme fougueux, irrégulier, mais tenace. Tel il l'avait vu lui-même, dans sa courte et peu triomphante apparition en Espagne. Ce qui devait le plus alarmer sa politique et provoquer

sa fureur, c'était d'avoir vu les deux peuples de la Péninsule appuyés dans leur résistance et en quelque sorte gouvernés par l'or et par les armes de son implacable ennemie, l'Angleterre. Tandis qu'il voulait lui fermer tous les rivages du continent, il avait en quelque sorte conduit ses vaisseaux et ses soldats dans les ports de Lisbonne et de Cadix, où les avait appelés la vengeance d'un peuple indigné. La Péninsule se trouvait partagée entre les Français et les Anglais, comme elle l'avait été entre les Romains et les Carthaginois au temps des guerres puniques; mais dans cette rivalité nouvelle, le cœur des peuples était pour les Anglais. La profondeur de la haine contre nous était telle que l'inquisition elle-même avait tendu la main à ces hérétiques. Il était trop à prévoir que le triomphe leur resterait, si Napoléon n'employait pas contre une alliance si formidable, toutes les forces de son empire et surtout la magie de sa présence. Cependant on ne pouvait lui reprocher de s'être éloigné du théâtre de cette guerre pour répondre aux armements de l'Autriche à la fin de 1808. Au retour de cette campagne si périlleuse pour lui à Essling, et si favorablement terminée à Wagram par un nouveau coup de fortune, comment l'actif, l'indomptable Napoléon n'avait-il

pas accouru dans la Péninsule au-devant de ces Anglais, qu'il n'avait pu atteindre et qu'il y voyait plus fortement établis que jamais sous les lois d'un général qui semblait pousser la prudence jusqu'au génie? D'où vient qu'ayant à dégager ses épaules d'un tel fardeau, il ne s'était occupé que des moyens de porter la guerre à l'autre extrémité de l'Europe? On voit que Napoléon portait en lui seul toutes les causes de sa grandeur et de sa chute.

Je reviens sur mes pas, et je rentre en Espagne par le second siége de Sarragosse, en me reprochant pourtant d'avoir trop différé le récit d'un événement qui exerça une si forte influence sur l'esprit des peuples fatigués du joug de Napoléon. C'était un phénomène que le siége d'une ville ouverte, soutenu pendant deux mois par le seul courage de ses habitants, contre une armée régulière pourvue d'excellents officiers du génie et des moyens d'artillerie les plus puissants. La levée de ce siége, conduit par les Français avec autant de savoir que d'intrépidité, était un sujet d'étonnement pour les militaires et d'admiration pour les peuples. Le nom de son défenseur Palafox était célébré dans les chants belliqueux, non-seulement de l'Espagne, mais de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Russie. Ce n'était

encore pourtant qu'un premier acte de sa gloire et de celle de cette ville.

L'entrée victorieuse de Napoléon à Madrid avait changé la face des choses et vengé les fourches caudines de Baylen. On ne doutait pas qu'il ne réparât bientôt la disgrâce de la levée du siége de Sarragosse. Son armée, beaucoup plus nombreuse, avait repris toute l'ardeur de la victoire. Palafox n'avait pas eu longtemps à jouir de son triomphe. Mais la fortune ne lui avait pas fait illusion; il préparait tout pour soutenir un second siége devant cette ville, déjà toute jonchée des ruines du premier. Au lieu de quatorze à quinze mille hommes, avec lesquels il avait soutenu celui-ci, il parvint à en réunir trente-trois mille de troupes régulières, fit de vastes approvisionnements, et les habitants, qui voyaient venir l'attaque des Français, faisaient arriver d'eux-mêmes ces provisions dans la ville qui leur servait de refuge. La population de Sarragosse, par l'effet de ce concours, était portée à cent cinquante mille hommes, c'est-à-dire qu'elle était à peu près doublée. C'était un puissant secours sans doute, mais aussi c'était un encombrement qui n'appelait que trop les ravages de l'épidémie dans des maisons démantelées, dans des couvents et des hô-

pitaux ouverts à l'inclémence de la saison, et l'on était à la fin du mois de décembre. L'enthousiasme ne se ralentit point par l'effet de ces fléaux; il était entretenu par des moines belliqueux toujours prêts à voler au combat et dont les prières ferventes semblaient ouvrir le ciel aux victimes. L'ardeur de la foi s'était fort affaiblie en Espagne dans les hautes classes de la société. Les Pyrénées avaient ouvert un passage aux ouvrages de la philosophie et même de la Révolution, favorisés par de nombreux essaims de contrebandiers. Mais les moines régnaient encore dans la plupart des familles peu aisées, dont ils s'étaient rendus en quelque sorte les arbitres. Ils défendaient l'Espagne comme un roi défend son trône. Les processions de la ligue étaient renouvelées avec toutes leurs bizarres métamorphoses; mais l'amour de la patrie et de glorieuses blessures leur imprimaient un noble caractère.

On improvisait avec ardeur des fortifications nouvelles. C'étaient le plus souvent des ouvrages en terre, ou dont la maçonnerie n'annonçait qu'un art assez grossier; mais des soldats novices se trouvent plus intrépides derrière un retranchement quel qu'il soit. Les couvents s'élevaient comme autant de citadelles. Les

bombes et les boulets dont ils étaient criblés, et les statues des saints mutilés et couchés à terre irritaient la fureur dévote du peuple et des soldats.

Les deux sentiments qui fournissent le plus de prodiges à l'histoire, la religion et l'amour de la patrie, se trouvaient ainsi exaltés l'un par l'autre. Pour la première fois le peuple espagnol, depuis l'abolition de ses Cortès, prononçait avec emphase le mot de liberté. C'était une conquête que la junte de Séville entreprenait avec plus d'ardeur que de discernement, dans l'absence du roi prisonnier dont elle défendait la cause. Les Aragonais, sous Philippe II, avaient été les derniers défenseurs de la liberté des Cortès, et avaient fait plus d'un effort infructueux pour la ressaisir. L'Espagne ne compte point de peuple aussi fier, aussi robuste, aussi imposant par ses formes. La noblesse n'y offre point le caractère de dégénération qu'on remarque dans les deux Castilles. Palafox, dans ses proclamations ainsi que dans ses lettres aux généraux français, traite les Aragonais comme des fils de la liberté, et leurs ennemis comme des satellites du despotisme. Nul outrage n'excitait plus la colère de nos guerriers, car les plus anciens et les plus illustres portaient encore la République dans leur cœur.

Trois maréchaux de l'Empire, Moncey, Lannes et Mortier, prirent part à ce siége, ou du moins à l'investissement de la ville. Lannes (car mon histoire est forcée ici de rétrograder à des événements antérieurs aux derniers exploits et à la mort du héros tué à Esling), Lannes exerça le commandement suprême, et justifia un choix si glorieux par un rare mélange de vigueur, de prudence et d'audace. Les assiégés recouraient à un mode de résistance qui paraissait aboli depuis l'invention de la poudre. Le siége de Lyon en avait seul offert un faible indice en 1793. Il fallait leur opposer un genre d'attaque non pas nouveau, mais d'une ténacité toute nouvelle. Jamais les Français n'eurent une telle occasion de signaler la vertu militaire qui leur manque le plus, la patience. A peine avait-on pris un faubourg qu'il fallait le reprendre ; il en était à peu près ainsi de chacun des couvents devenus la principale défense de Sarragosse. On les criblait de bombes, de boulets et d'obus ; on les attaquait par la sape et la mine, et quelquefois par l'incendie. A peine s'y était-on logé, que les assiégeants y devenaient assiégés à leur tour. On se battait au haut des clochers ; on se battait dans les caves : les mineurs et les contremineurs se livraient de terribles chocs

dans de vastes souterrains. Tandis qu'on faisait la difficile conquête du couvent des Trinitaires, on voyait reprendre par l'ennemi celui des Augustins ou celui de Sainte-Monique et de la Sainte-Eucharistie. Maîtres enfin de ces couvents si nombreux, si forts et si vaillamment défendus, les Français eurent encore un nouveau genre de siége à commencer : c'était celui des maisons et de ce qu'on appela îles de maisons, car elles se trouvaient défendues par les décombres de celles qui avaient été renversées. Il fallut user ici d'une prudence extrême, car Palafox fit expier cruellement aux Français quelques actes d'imprévoyance. Une seule journée, une seule sortie leur causa une perte d'un millier d'hommes, et ils se virent forcés d'abandonner ce qui leur avait coûté cinq ou six jours à conquérir. Cependant ils réparaient leurs pertes par des renforts qui leur étaient envoyés fidèlement. Le sort de cette guerre semblait tenir à celui d'une seule ville non fortifiée. Deux frères de Palafox firent de vains efforts pour pénétrer jusqu'à lui. C'était tantôt Moncey, et tantôt Mortier et Suchet qui repoussaient les secours qu'imploraient les assiégés. Leur constance n'était point vaincue après vingt-deux jours où ils eurent à soutenir le siége

de maison en maison ; mais l'épidémie exerçait, dans la cité valeureuse, de plus cruels ravages que les boulets, les bombes et les obus. Cinquante-sept mille défenseurs de Sarragosse, y compris les habitants, avaient déjà succombé, et l'Aragon avait perdu l'élite de sa population belliqueuse, quand Palafox tomba malade et fut obligé de résigner son autorité à une junte. Les magistrats qui la composaient crurent enfin devoir céder à tant de calamités; mais il leur fallut s'envelopper de mystère pour pouvoir pénétrer jusqu'au camp des Français, et leur porter des paroles de soumission. La multitude, les moines et plusieurs nobles capitaines voulaient mourir jusqu'au dernier en perçant le dernier de leurs ennemis. Quand la capitulation fut signée, les mêmes magistrats n'osèrent rentrer dans la ville, et furent obligés de rester dans le camp français. Jamais entrée victorieuse ne fut plus lugubre que celle des Français dans cette ville dépeuplée de héros, mais où des squelettes décharnés faisaient encore lire dans leurs regards une haine indomptable. Cependant vainqueurs et vaincus devaient se porter une estime et une admiration réciproques. Une tempête de murmures répondit dans la ville au chant du *Te Deum* que firent enton-

ner les maréchaux Lannes et Mortier, dans la cathédrale. Douze mille guerriers ou habitants armés furent faits prisonniers. Palafox, malade, partagea leur sort. Il manqua à la gloire de Napoléon d'avoir su honorer un homme qui avait révélé à sa patrie opprimée un tel genre de résistance. Dans cet Élysée, où l'antique mythologie plaçait les illustres guerriers : les Léonidas, les Thémistocle, les Camille et les Annibal, eussent reçu Palafox comme un de leurs frères ; Napoléon n'en parla jamais qu'en des termes fort durs, qui voulaient approcher du dédain.

C'est à l'arme du génie qu'est dû le plus grand honneur de la prise de Sarragosse. Nombre d'officiers supérieurs y périrent ; le général Haxo et le colonel, depuis général Rogniat, s'y distinguèrent entre tous. Mêmes éloges sont dus aux généraux Dessoles et Gazan.

Après l'héroïque défense de Sarragosse, la guerre de la Péninsule tombe pour quelque temps dans une confusion faite pour étourdir les plus intrépides lecteurs d'événements militaires. Cette relation devient surtout insupportable lorsqu'elle est entremêlée au récit des grandes campagnes de Napoléon dans l'Allemagne, la Pologne et la Russie. Dans celles-ci, on se sent à la fois éclairé et entraîné par la

vigueur d'impulsion que le conquérant donne à son armée et par l'obéissance intelligente et intrépide de tous ses généraux. Des batailles, dont le plan est si fortement arrêté, ne peuvent qu'amener des résultats grandioses faits pour captiver l'imagination; on croit lire de belles pages écrites par Hérodote, Tite Live, Plutarque ou l'historien de Charles XII. C'est tantôt Alexandre, tantôt Annibal et tantôt l'infortuné héros de la Suède qui vous apparaît. Tout se complique dans la guerre de la Péninsule, point d'unité, point de force centrale ni dans l'attaque, ni dans la résistance. Napoléon est à trois ou quatre cents lieues du théâtre de l'action; il s'obstine à une guerre qui l'ennuie, le tracasse et ne lui paraît plus bonne que pour ses lieutenants; ses ordres arrivent tard, et quelquefois après l'événement qu'il a voulu conduire. Sa confiance paraît errer au hasard. Son amitié fraternelle pour Joseph, sentiment qu'il éprouve avec constance, et même avec tendresse, le porterait à lui décerner le commandement suprême de ses armées; mais il est forcé de reconnaître que ce frère n'a ni connaissance, ni qualité militaires. Il espère y suppléer en lui donnant pour tuteur Jourdan, ce vainqueur de Fleurus dont il a lui-même fait vieillir la

gloire, en ne l'employant dans aucune de ses campagnes. Des généraux dont la renommée a maintenant plus d'éclat et n'a point été obscurcie par de cruels revers, ne se soumettent qu'à regret à l'autorité de ce vétéran. De plus, ils n'aiment pas à se subordonner les uns aux autres. Ils brûlent toujours pour la gloire de leur patrie, mais ils n'ont pas en moindre souci leur gloire personnelle. Soult et Ney s'approchent de trop près pour n'être pas accessibles à une rivalité inquiète, qui peut prendre quelque teinte de jalousie. Victor, duc de Bellune, brûle à la fois de les atteindre et de les surpasser; Soult est celui qui réunit le plus grand ensemble de forces, et vers lequel la confiance semble le plus pencher. Ses rivaux l'accusent d'orgueil et d'ambition. Un ennemi trop habile, le duc de Wellington, soupçonne ou connaît cette mésintelligence; et nous verrons tout à l'heure comment il sut la fomenter, soit par lui-même, soit par ses agents.

Portons maintenant nos regards sur les chefs de la Péninsule. Même défaut de concert; la généreuse Espagne semblait mériter un chef tel que fut Washington pour l'Amérique insurgée. Le ciel, qui voulait soumettre ce peuple à une plus longue et plus laborieuse épreuve, lui re-

fusa le bienfait d'un général doué pour les combats d'une longanimité aussi savante, et d'un arbitre aussi respecté dans les guerres civiles qui suivirent de trop près le triomphe. Castaños avait trop faiblement soutenu la gloire du combat de Baylen, et même on lui en refusait la part principale. Palafox était prisonnier ; la junte de Séville possédait de brillants orateurs, tels qu'Arguellès et Martinez de la Rosa; mais ce n'étaient point des hommes de guerre. Quant aux chefs des guérillas, quoiqu'ils rendissent d'importants services à la cause commune, ils appelaient peu de considération par un genre de guerre qui a toujours de l'affinité avec le brigandage; car on y vit aux dépens de l'ami, comme à ceux de l'ennemi même. Les guerres d'invasion appellent trop ce genre de fléau propre à nous ramener à l'état de barbarie, et c'est une raison de plus, pour la philosophie, de maudire les conquêtes. Plusieurs de ces chefs de guérillas méritaient de trop graves reproches par une férocité insupportable à de nobles âmes. Rien ne ressemble plus aux arrêtés des plus sanguinaires proconsuls de la Convention, que ceux de Mina, le plus renommé de tous ces chefs. Un autre s'était fait connaître sous le titre de l'Implacable. Le curé Mérino

n'était guère moins inflexible. Cependant ces guérillas valaient mieux, pour le secours de l'Espagne, que des armées régulières qui, en rase campagne, se ressentaient trop des habitudes africaines, et se faisaient trop peu le scrupule de fuir, dans l'espoir, assez incertain, de se rallier. Une bataille avait-elle été perdue par les Espagnols? l'armée s'éparpillait en un nombre infini de guérillas qui venaient tomber comme des Cosaques sur les vainqueurs, les harcelaient par des escarmouches, savaient souvent surprendre leurs bagages, et les massacraient s'ils parvenaient à les envelopper dans quelque embuscade. Voilà ce qui rendait peu décisives des victoires qui, remportées sur tout autre peuple, auraient eu pour résultat la possession de vastes provinces ou d'un royaume. D'un autre côté, un mode de résistance tellement irrégulier semblait devoir éterniser la guerre, et lui donnait un caractère plus sauvage.

Un grand principe de désunion et de faiblesse existait dans le caractère des trois peuples qui nous combattaient dans la Péninsule. La haine héréditaire qui régnait entre les Espagnols et les Portugais s'était amortie, sans doute, dans l'intérêt de la cause commune; mais elle se refusait à un concours aussi actif que l'eût de-

mandé l'urgence du péril. Quant aux Anglais, ils étaient frappés, pour ces deux peuples dévots, du stigmate de l'hérésie. Cependant leurs guinées attiédissaient ce scrupule, puis le caractère ferme et mesuré du duc de Wellington, sa tactique habile, et les succès qui relevaient, sur le continent, l'honneur des armes d'Angleterre, lui valurent par degrés un ascendant suprême, d'où résulta le salut de la Péninsule. Je me trompe, il faut lui assigner une cause première, la fatale campagne de Moscou.

L'armée française, après avoir soumis cette terrible ville de Sarragosse, entreprit le siége de Gironne, dont la garnison lui opposa une vive et longue résistance. La valeur espagnole était dans tout son lustre tant qu'il s'agissait de se défendre dans une forteresse. Celle de Gironne n'était que du second ordre. Le siége de cette place, quoique conduit avec vigueur et habileté, fut meurtrier; mais elle capitula, ainsi que le fort de Rozas et quelques autres. Comme on croyait n'avoir plus rien de grave à redouter de la Catalogne et de l'Aragon, on brûlait de se porter sur l'Andalousie, pour y venger l'affront et le désastre de Baylen et s'emparer enfin de Cadix, ce qui eût paru décider la soumission de toutes les Espagnes.

Cependant rien n'était moins assuré que la position de notre armée dans la Catalogne et l'Aragon. Dans la première de ces provinces, chaque bicoque devenait une forteresse et demandait un siége. Les Espagnols trouvaient dans ce mode de guerre le plus sûr exercice des vertus militaires qui leur étaient propres, c'est-à-dire la sobriété et la patience, l'une et l'autre portées jusqu'à l'héroïsme. La plus vieille muraille leur tenait souvent lieu d'un ouvrage fortifié par Cohorn ou Vauban. Les miraculeuses victoires de Bonaparte en Italie et en Prusse avaient rendu les siéges rares et courts. Mantoue, presque seule, avait fourni une grande épreuve à sa constance et à son génie. Il se forma dans notre armée d'Espagne un homme qui excella dans ce genre de guerre et dans l'administration des pays conquis; c'était le maréchal Suchet. Mais l'histoire peut difficilement le suivre dans le détail compliqué de ces entreprises partielles.

La frontière du Portugal présentait encore des difficultés plus sérieuses : c'était l'entreprise qu'avait commencée Napoléon, lorsqu'il en fut détourné par les armements de l'Autriche. Ne pouvant plus la conduire par lui-même, il l'avait confiée à trois généraux éprouvés : Soult,

Ney et Victor. Chacun d'eux devait partir d'un point différent, pour se réunir sous les murs de Lisbonne. Soult s'ébranla le premier de la Corogne et renversa tout obstacle en se portant sur l'importante ville d'Oporto. C'était de Talavera de la Reyna que Ney devait le seconder, ainsi que Victor, en débouchant par Salamanque. Ni l'un ni l'autre ne mit la même diligence ou ne rencontra la même facilité. D'ailleurs un tel plan était d'une exécution bien difficile, car ces trois corps devaient agir à de trop grandes distances; un échec éprouvé par l'un d'eux ruinait l'espoir des autres, et devait le compromettre dans ses plus brillants succès.

Ici se place une intrigue qui offre un épisode plus bizarre qu'important dans l'histoire de la guerre de la Péninsule. Notre armée d'Espagne souffrait de se voir délaissée, ou du moins froidement récompensée, tandis que toutes les faveurs pleuvaient sur les troupes que Napoléon commandait en personne. Quelques officiers, d'un esprit intrigant et brouillon, s'agitaient pour faire entrer leurs généraux dans leurs mécontentements. L'un d'eux, qui se nommait d'Argenton, conçut la folle idée de faire offrir la couronne de Portugal au maréchal Soult par les Portugais eux-mêmes, ainsi que les nobles suédois avaient

disposé de celle des Gustave en faveur de Bernadotte. « Des généraux, riches d'exploits et de conquêtes, disait d'Argenton, devaient-ils se laisser sacrifier à une famille totalement inconnue dans les camps, à ces frères de l'Empereur, Joseph, Louis et Jérôme, qui, dans l'ordre civil, n'ont encore qu'un mérite très-vulgaire, et l'un d'eux, Jérôme, nul mérite? La France doit-elle épuiser ses trésors et sa population, et l'armée, les dernières gouttes de son sang, pour placer des couronnes sur la tête de ces personnages? Cette concentration de puissance est un juste sujet d'alarmes pour l'Europe; elle s'effrayerait moins de voir ces couronnes distribuées par le choix des peuples à des chefs valeureux, qui répondraient de leur indépendance et qui pourraient difficilement n'obéir qu'à une même politique, qu'à un même intérêt. On pourrait ainsi faire un partage de la Péninsule, et l'Angleterre y souscrirait si elle y trouvait non-seulement sécurité, mais accroissement pour sa puissance maritime. »

Un tel plan fourmille d'absurdités. C'était renouveler la sanglante anarchie des successeurs d'Alexandre, et cela lorsque notre Alexandre vivait et étendait au loin ses triomphes. Il s'agissait d'y faire consentir d'abord le maréchal

aussi passionnée, ne put pourtant préserver l'ouvrage d'être livré au pilon. A peine avait-il paru, que tous les exemplaires en furent saisis. Le motif de cette rigueur vandale fut une page éloquente où Mme de Staël avait tracé le portrait d'Attila. Il aurait fallu tout l'aveuglement de la haine pour assimiler à ce conquérant féroce notre héros législateur. D'un autre côté, c'était montrer une déplorable défiance que de vouloir prêter une telle intention à une femme d'un esprit aussi éminent. Ce ne fut point à cette brutale injustice que le livre de la littérature allemande dut un succès qui ne peut périr avec les circonstances. Par un rare privilége, le goût de Mme de Staël s'était perfectionné à l'étranger et même chez les Allemands. Son style, sans cesser d'être élevé, avait acquis plus de souplesse, et reproduisait mieux les grâces piquantes de sa conversation. En peignant les Allemands, elle avait rendu cette nation, alors subjuguée, plus fière d'elle-même, plus confiante dans son avenir, plus ardente à recouvrer son indépendance avec une gloire et peut-être avec une liberté nouvelles.

Ce fut ainsi qu'elle contribua au mouvement belliqueux et patriotique dont je viens d'esquisser le tableau. Elle y prit une part plus directe

dans ses entretiens avec les publicistes et les auteurs les plus distingués de l'Allemagne. Leur langage, quelque irrité qu'il fût, paraissait froid auprès de ses philippiques contre le gouvernement absolu et l'esprit de conquête. Comme missionnaire de la liberté, elle avait le don des langues, du moins elle possédait celles qui avaient une littérature, et se pénétrait de leur génie. Elle devenait Allemande avec les Allemands, Italienne avec les Italiens, et surtout Anglaise avec les Anglais.

En arrivant à Stockolm, battue par tant de tempêtes, éprouvée, mais non domptée par tant de fatigues, elle goûtait la consolation intime de retrouver un Français, presque un ami, du moins un homme qui avait eu avec elle le rapport dangereux de diriger mystérieusement une opposition. Bernadotte pouvait lui paraître un digne objet de son enthousiasme, un digne instrument de ses espérances politiques. Son républicanisme était un peu vague, comme celui de la plupart des militaires. Son titre de prince royal de Suède n'avait pas dû le fortifier; mais il faisait sa retraite sur le régime représentatif, dénoûment probable même des plus anciennes monarchies. Il avait de l'élégance dans sa taille élevée, et beaucoup de finesse et

de pénétration dans sa figure martiale et pleine de feu. Né près du berceau de Henri IV, il reproduisait, dans sa vivacité gasconne, quelques-unes des manières de ce héros. Enfin, auprès des soldats, il était populaire avec dignité. C'était par la gloire militaire que la liberté avait péri en France; ne pouvait-on pas se servir du même moyen pour la faire renaître? A défaut de Moreau, ne pourrait-on se servir du général Bernadotte pour un tel objet? Sans doute il n'était point alors celui des généraux dont la gloire fût la plus retentissante. Ce n'était point une objection pour Mme de Staël. On aurait moins à craindre qu'il n'entrât dans les voies de Napoléon : son ambition trouverait des contradicteurs plus redoutables.

Sans préciser l'époque où cette combinaison encore vague prit quelque consistance, sans examiner si elle ne fut formée qu'après la mort du général Moreau, je dirai qu'elle fut pendant plusieurs mois le rêve ou le système favori de Mme de Staël, et qu'elle lui gagna bientôt un partisan dont la plume habile pouvait en préparer le succès : c'était Benjamin Constant. Il avait voulu partager l'exil de cette dame, pour laquelle il éprouvait ou affectait un dévouement absolu. Ses ressentiments contre Napo-

léon, qui l'avait arbitrairement éliminé du Tribunat avec plusieurs de ses collègues, égalait, sinon en véhémence, du moins en amertume, ceux de Mme de Staël elle-même. Libre enfin de donner jour à ses opinions par sa retraite en Allemagne, il préparait un écrit fort supérieur, par la noble fermeté du style, la finesse et la profondeur des vues, à ceux qui ne doivent leur succès qu'à la passion du moment. Il s'efforçait d'y démontrer que, chez Napoléon, l'esprit de conquête était une conséquence forcée de son usurpation. On croit que cet écrit fut modifié plus d'une fois; ce qu'il y a de certain, c'est que le prince royal de Suède y fut désigné comme le monarque qui pouvait le mieux faire refleurir parmi nous la liberté sous l'ombrage du gouvernement représentatif. On éviterait ainsi le danger le plus redouté de l'armée et de la nation, celui de rappeler une famille et surtout une cour, une noblesse, un clergé, imbus des sentiments les plus hostiles contre la Révolution, et qui seraient considérés comme des instruments dans la main des étrangers. Mais l'intrigue formée à Stockholm se briserait contre le même écueil, du moment où Moreau et Bernadotte uniraient leurs armes aux armes étrangères. Ils perdaient tous leurs

titres à la confiance de la nation. Comment aurait-elle pu préférer pour ses chefs suprêmes, ceux qui auraient contribué à l'abaissement de la France, aux généraux qui, après l'avoir enrichie de tant de conquêtes, compromise par l'ambition d'un seul homme, auraient disputé chaque pouce de son territoire à ses ennemis? Est-ce que ceux-ci auraient jamais plié sous les lois de leurs anciens compagnons, devenus les soldats de l'empereur Alexandre?

Ce jeune souverain voyait s'ouvrir devant lui une carrière qui exaltait vivement son âme. La fortune lui avait réservé l'avantage d'entrer en concurrence de gloire avec le plus grand homme des temps modernes. Tout à l'heure il avait brigué son amitié et l'avait achetée par d'insignes complaisances. Maintenant, tout lui présentait l'espoir de devenir son vainqueur, et peut-être l'arbitre de son sort. Non-seulement, tous les cabinets, mais encore toutes les armées de l'Europe, toutes les sociétés conjurées contre Napoléon, se rangeaient volontairement sous les lois de leur plus puissant vengeur. On présentait, comme le signal de la délivrance universelle, cet incendie de Moscou qui avait dû coûter tant de scrupules et tant de gémissements à son cœur. Les poëtes allemands le comparaient

au phénix, qui renaît plus jeune, plus beau, plus triomphant, des cendres de son bûcher. Une sérénité gracieuse brillait dans ses paroles non moins que sur ses traits; son affabilité empreinte de modestie relevait tous ces rois, tous ces princes qu'avait courbés l'orgueil de Napoléon. Il n'en reproduisait ni le génie guerrier ni les vastes combinaisons; mais il se proposait d'être, comme lui, infatigable dans ses courses, dans ses périls, dans le travail du cabinet. Ses audiences étaient des jours de fête pour tous ceux qu'il y admettait. Il écoutait les vieux généraux comme un disciple, traitait avec les princes sur un pied d'égalité, se jouait de l'étiquette, tandis que Napoléon, penché vers son déclin, en ressuscitait les observances les plus strictes et souvent les plus puériles. Les camps semblaient sa patrie naturelle, tant il y portait d'enjouement et d'ardeur. Ce qui paraissait merveilleux, c'est que celui de tous les souverains du monde dont le despotisme était le mieux cimenté par la foi et l'adoration du peuple, parlait avec grâce et même quelquefois avec une touchante effusion le langage de la liberté. C'était chez lui un souvenir des leçons de l'un de ses instituteurs, le colonel Laharpe, et des lectures fréquentes de nos auteurs du

XVIIIe siècle. Le despotisme lui avait apparu dans toute sa laideur sous les traits menaçants de son père Paul Ier. D'un autre côté, il devait ses qualités les plus aimables aux inspirations de l'impératrice sa mère, cette princesse allemande que la France avait saluée, célébrée comme une Française, lorsqu'elle avait paru à Versailles sous le nom de la comtesse du Nord. On oubliait, près d'elle, qu'on était à la cour d'un despote. Où règne la grâce, on croit toujours sentir un parfum de liberté. Sous les auspices d'une telle mère, Alexandre, malgré un sinistre avénement, avait donné toute son âme à des actes de bienfaisance. Son vœu permanent était l'affranchissement des serfs de son empire, entreprise difficile même pour un despote, dans un pays où les nobles comptent leurs richesses par troupeaux d'esclaves. L'empereur Alexandre tenait, d'ailleurs, du génie des Russes, peuple essentiellement imitateur, et qui paraît s'approprier tout ce qu'il sait reproduire. Enfin il aimait la gloire et une popularité noble. Voilà pourquoi il s'empara, avec un vif attrait et un succès remarquable, du rôle d'un restaurateur des libertés, foulées aux pieds par Napoléon. On reconnaissait plutôt en lui les traces d'un bon naturel et d'un esprit flexible

que les combinaisons artificieuses et gênées de la politique. Le peuple allemand fut ébloui ; les Polonais eux-mêmes se sentirent quelque temps attiédis dans leur haine contre leurs anciens oppresseurs. C'est à cette conduite qu'il faut attribuer les rapides succès de la confédération, alors même que le génie de Napoléon se reproduisait par toutes les merveilles d'audace, de combinaisons neuves et d'une exécution soudaine comme la foudre, qui avaient signalé le général Bonaparte.

Quels que fussent les griefs de la Suède contre l'empereur Alexandre, il ne lui en coûta qu'un faible effort pour faire entrer dans la ligue ce peuple belliqueux gouverné par un guerrier habile qui ne craignait pas de se déclarer rival de Napoléon. Il ne parla point, il est vrai, de lui restituer la Finlande; mais il le délivrait du blocus continental, qui était pour lui comme le signe d'une servitude aussi onéreuse qu'humiliante; puis il offrit une indemnité au prince royal, en l'invitant à prendre possession de la Norwége, soumise aux lois du Danemark. Tous les fléaux retombaient sur cet État, obstiné à une neutralité dangereuse, et qu'il avait défendue avec un noble et malheureux courage. A la perte de sa marine, il allait ajou-

ter celle de la Norwége. Bernadotte était vivement stimulé par la gloire de relever l'éclat des armes suédoises. Les griefs de sa nouvelle patrie, de celle qui l'avait appelé sur un trône, amortissaient pour lui le remords de tourner ses armes contre sa première patrie.

L'Italie elle-même fermentait d'un impatient désir d'indépendance. Les peuples étaient mortellement fatigués des républiques satellites que leur avait données le Directoire, et des rois satellites que leur avait imposés Napoléon. On juge combien l'ancienne capitale du monde, qui l'était encore du monde catholique, devait être irritée de n'être plus que le chef-lieu d'un département français et la seconde des trois bonnes villes de l'empereur Napoléon. Elle gémissait profondément de la captivité du saint pontife qui avait rendu la paix à l'Église. Était-ce là le prix de tant de sacrifices dont sa conscience même avait eu à gémir? La Toscane regrettait un gouvernement paternel et presque libéral à force de condescendances, dont le sage Léopold avait légué l'exemple à des successeurs fidèles à l'imiter. Ce n'était pas sans un sentiment d'orgueil et de patriotisme que les divers peuples d'Italie avaient vu les éloges donnés par l'Empereur au courage, à l'habileté, à la constance

que les soldats de leur nation avaient montrés dans les guerres d'Espagne, d'Allemagne et de Russie. Cette renaissance du courage guerrier semblait leur promettre un réveil de la gloire et de la puissance de leurs aïeux. Tandis qu'en Allemagne on nourrissait un vague espoir de recouvrer l'unité germanique, au delà des Alpes on soupirait pour l'unité italique, plus difficile encore à reconstruire. Ces peuples avaient aussi leurs sociétés secrètes, dont l'importance et le but politique étaient déguisés sous le nom ignoble de *carbonari* (charbonniers). Des cardinaux, des évêques, des magistrats même, employés par Napoléon, y entraient concurremment avec une foule de nobles ruinés, de jeunes étudiants et d'aventuriers qui soupiraient après un rôle politique et militaire. Les serments s'y prêtaient avec un appareil sombre et terrible, futile épreuve d'un héroïsme fanfaron! Bientôt j'aurai à désigner un roi, et un roi souverainement guerrier, qui entra dans ces sociétés secrètes avec l'ambition de devenir le résurrecteur de l'unité italique. Ce roi, c'était le beau-frère de Napoléon, c'était ce Murat dont l'héroïsme paraissait faire renaître celui des temps fabuleux. Mais il couvait encore ses profonds ressentiments contre Napoléon, qui avait avili son ca-

ractère dans un bulletin, et lui avait adressé des reproches voisins de l'outrage.

Je viens de décrire les éléments de la ligue formidable qui se forme contre Napoléon, et je n'ai point encore parlé de son moteur principal, ou du moins de son moteur apparent, le gouvernement britannique. La vérité est que, dans ce mouvement spontané, l'influence de l'Angleterre se faisait plus sentir aux souverains qu'à leurs peuples. Rien de plus froid et de plus éphémère que des fureurs soldées. Celles-ci provenaient d'un patriotisme indigène. L'Angleterre n'avait plus qu'à soutenir ce mouvement par la voix d'émissaires faiblement considérés. Ses guinées roulaient dans les cours et dans les cabinets; mais elles ne soldaient pas ces réunions ardentes de jeunes enthousiastes, ces écrits pleins de la séve teutonique, et encore moins ceux où la haine s'exprimait en tonnantes hyperboles.

La politique de Pitt avait survécu à ce puissant homme d'État, et même elle n'avait obtenu ses plus grands succès que depuis sa mort. Aucun de ses successeurs n'avait hérité ni de ses vastes combinaisons ni de son éloquence, mais il semblait encore les inspirer et les protéger du fond de sa tombe de Westminster. A quoi du-

rent-ils la force de soutenir l'accablant fardeau qui pesait alors sur l'Angleterre? aux deux énormes fautes qu'avait commises Napoléon par l'invasion de l'Espagne et de la Russie, et surtout à ce système impraticable du blocus continental, instrument d'oppression pour tous les peuples qui en subiraient les entraves, de ruine et de servitude pour tous ceux qui voudraient s'y soustraire. Un tel système devait amener la réunion de tous les Anglais en un seul parti. Tous étaient atteints dans leur orgueil national, dans une domination qui comprenait presque la cinquième partie du genre humain, dans leurs richesses ou dans les moyens les plus bornés de leur existence, dans leur industrie, leur agriculture, et enfin dans leur liberté d'hommes.

Aussi toutes les lois proposées pour la défense commune, toutes les dépenses, tous les sacrifices, tous les secours accordés aux nations et aux cabinets qui secouraient de telles entraves, étaient-ils votés comme d'une seule voix. Une telle harmonie d'intentions et de résistance donnait à ce peuple une force d'unité telle, que le législateur le plus absolu et le plus doué de génie n'aurait pu la produire. Les tories donnaient ainsi une garantie à la plus superbe existence dont des aristocrates aient encore joui sur

la terre. Les whigs, de leur côté, et tous les esprits animés de libéralisme, avec plus ou moins de sincérité et de profondeur, se réjouissaient de voir des nations telles que l'Espagne, le Portugal, et plusieurs peuples allemands, sortir d'un long sommeil pour briser les fers de l'étranger et relâcher en même temps leurs chaînes domestiques.

Lord Persival ne fut que le chef insignifiant et passager du cabinet britannique. Ses talents n'avaient eu encore que de rares occasions de se produire sur la scène parlementaire, lorsqu'il tomba sous les coups d'un assassin qu'animait contre lui une vengeance atroce. Deux disciples de Pitt, lord Castelreagh et M. Cunning, unis par des opinions communes, devinrent, dans les progrès de leur rivalité, des ennemis irréconciliables, et donnèrent le spectacle affligeant d'un duel entre deux dépositaires de l'autorité publique. Le premier y fut blessé légèrement, mais il resta maître du terrain politique, concurremment avec un ministre d'un caractère moins aigre et d'un esprit plus souple, lord Liverpool.

Le véritable homme de l'Angleterre, le représentant de sa gloire au dehors, était le duc de Wellington. L'orgueil britannique, froissé

dans la guerre de la Révolution par les défaites du duc d'Yorck, s'exaltait par les succès qu'obtenait en Espagne cet habile général. Les Anglais bénissaient le ciel de leur avoir accordé, pour résister à Napoléon, trois hommes tels que Pitt, Nelson et Wellington. Les exploits de ce dernier n'offraient pas l'éclat merveilleux de ceux d'Aboukir et de Trafalgar; mais le nouveau Fabius avait montré plus de vigueur que son modèle. Par un soin continuel, il arrivait progressivement à des résultats dont l'importance paraissait plus consolidée que ceux de deux ou trois victoires éclatantes.

Pendant que l'esprit public bouillonnait ainsi contre nous sur tous les points de l'Europe, quelle était notre situation? Morne tableau dont je voudrais détourner la vue, mais dans lequel il faut chercher l'explication des événements ultérieurs qui allaient donner à la France une face nouvelle plus humble au dehors, plus fière et plus sage au dedans. Au sortir de la campagne de Russie, et bien plus encore après le triste résultat de celle qui allait s'ouvrir, nous éprouvions ce marasme, cette torpeur qui s'empare de toute la nature, à l'approche des grandes tempêtes et des tremblements de terre. Les craintes n'osaient s'exhaler publiquement,

et, restant confidentielles, elles n'en étaient que plus poignantes. L'air de la liberté manquait à nos poitrines. Après tant de violences et de déceptions cruelles, après tant de malheurs et de victoires, jugez combien la perspective d'une invasion subie à notre tour froissait notre orgueil et tous les sentiments généreux qui vivaient au fond de nos cœurs. Allions-nous passer des chaînes d'un monarque absolu, mais digne de notre admiration, et pendant plusieurs années digne d'une profonde reconnaissance, aux fers de despotes étrangers ou domestiques, que leurs longues humiliations rendraient plus insolents et plus altérés de vengeance? Concevez l'horreur du cercle vicieux où nous étions enfermés. Cloués au destin de Napoléon, il nous fallait tomber ou renaître avec lui, tomber de toute la hauteur de sa chute, ou renaître avec l'ivresse de victoires nouvelles qui rendraient éternel pour nous l'enfer des batailles. N'annonçait-il pas l'intention de ne rien céder, ou de céder beaucoup moins que ne l'exigeait la rigueur de sa situation? « Déchoir, disait-il, c'est abdiquer. » Il ne séparait pas le salut de la France de la conservation et même de la prééminence de son trône. Sous ce point de vue, il était pour nous un négociateur fatal. Mais, d'un autre côté,

n'était-il pas, comme guerrier, l'homme plus que jamais nécessaire? L'ombrageuse Rome, dans des périls moins extrêmes, avait recours à l'autorité d'un dictateur. Ici, le dictateur était un général qu'on aurait rappelé du fond même de l'Égypte pour tenir tête à l'Europe conjurée; c'était celui à qui le ciel et son génie avaient procuré le plus grand nombre de victoires éclatantes, toujours adoré d'une armée dont il semblait le créateur, et, ce qu'il y avait de plus étonnant, adoré même après un désastre qu'on ne pouvait imputer qu'à la frénésie de son ambition. Ne vous étonnez donc pas si le silence n'était pas encore rompu : ce n'était plus celui de la servitude, c'était celui qu'imposaient la réflexion et l'amour même de la patrie. « Sauve la France, sauve-lui ses limites naturelles entre les Alpes et les Pyrénées, entre le Rhin et l'Océan. » Tel était le cri que la tribune et la presse auraient fait sortir de toutes les bouches, de toutes les plumes, si elles eussent été libres; mais il aurait cru y voir une offense et même une trahison.

Un nuage sombre planait sur cette cour, tout à l'heure si brillante de luxe, si enivrée de gloire. Napoléon se cramponnait aux derniers vestiges de sa grandeur impériale, comme s'il

eût craint d'en être séparé bientôt. Il voulait toujours montrer le monarque, lorsqu'on ne cherchait en lui que le grand homme. Cette affectation à saluer toujours son archi-chancelier Cambacérès du titre de *mon cousin*, et à conserver mille autres fictions d'une étiquette surannée, rappelait en lui non-seulement le roi parvenu, mais le roi prêt à déchoir.

Les dames se montraient peu à cette cour, dont elles avaient fait l'ornement. Un grand nombre portaient des habits de deuil qui eussent paru un reproche à l'auteur de tant de calamités pour les familles. D'autres tremblaient pour leurs jeunes fils, menacés prochainement du sort de leurs aînés. Napoléon ne voulait pas voir qu'un cri terrible s'élevait contre lui, c'était celui des mères. Il ne retentissait point à ses oreilles; mais il était répété jusque dans les maisons somptueuses, jusque dans ces hôtels où tout brillait de sa munificence. Il s'exhalait plus librement dans les maisons du pauvre, de l'artisan et du laboureur. Quand une mère considérait un ou plusieurs de ses fils privés d'un bras ou d'une jambe, et assis tristement dans une chaumière dont ils ne pouvaient plus soulager la misère par leurs travaux; quand elle voyait, à côté d'eux, ses jeunes filles pleurant leurs

fiancés, ou n'espérant plus d'époux, et les plus jeunes de ses fils, que la conscription allait atteindre même avant le terme, parce qu'ils avaient dix-huit ou dix-neuf ans, elle poussait des cris de douleur que le père lui-même ne pouvait étouffer dans son ardeur martiale; elle ressemblait à la mère des Machabées disputant son dernier fils aux tortures du martyre.

L'opinion légitimiste faisait quelques progrès jusque dans cette cour où Napoléon avait appelé avec une prédilection vaniteuse nombre d'hommes et de dames tenant à l'ancienne noblesse. Ce n'était pas que leur fidélité fût ébranlée par le malheur : plusieurs d'entre eux l'ont manifestée plus ou moins ouvertement, même après sa chute; mais ils étaient forcés d'agiter entre eux la question de savoir quel serait l'état politique de la France si Napoléon était frappé dans une bataille, et leurs regards se tournaient moins vers un roi encore enfant que vers leurs anciens maîtres dont les souvenirs étaient plus chers à leur famille et à leur orgueil nobiliaire. Quant à ceux qui avaient échappé soit aux offices brillants mais insignifiants de cette cour, soit à la nouvelle conscription des gardes d'honneur, ils donnaient carrière à leurs vieux ressentiments, à des dédains affectés et même à

des accents de haine. Le faubourg Saint-Germain, que Napoléon croyait avoir subjugué par ses avances, par des dons et par de riches restitutions de forêts patrimoniales, était comme un camp ennemi vis-à-vis de son palais. De là pleuvait un flot perpétuel d'épigrammes, le plus souvent mal aiguisées par la pointe du calembourg. J'ai parlé prématurément dans une note d'un à-propos saisi avec une joie méchante, dans un opéra-comique, à ces vers :

Ils sont passés ces jours de fêtes,
Ils sont passés et ne reviendront plus ;
Et vous aviez pour faire ces conquêtes,
Et vous aviez ce que vous n'avez plus.

Le lendemain du jour où l'Empereur revenait aux Tuileries, on lisait sur une affiche : *Le Déserteur*. Quelqu'un dit : « *Le Déserteur!* ah! c'est une pièce de circonstance. » Ce mot d'une injustice cruelle fut répété devant plusieurs affiches et blessa si vivement l'Empereur que la pièce ne reparut plus.

Voici un à-propos beaucoup plus ingénieux : Quelques jeunes gens s'étaient concertés pour élever un tumulte factice au spectacle. Les rôles s'étaient partagés. A la fin de la pièce, quelques-uns demandèrent tel acteur ou telle actrice. D'autres, feignant une opposition très-

vive, s'écrièrent : « Non, non. » Le débat simulé s'envenima et l'opposition devenait plus tumultueuse, lorsqu'un parti neutre se prononça et cria d'une voix tonnante : « Paix là! la paix! la paix! » et tout le public entraîné répéta ce cri de « la paix, la paix, » avec un accent significatif. Ces ruses, plus ou moins innocentes ou spirituelles, d'une liberté qui tâche de renaître ou d'une servitude qui se console, ne doivent pas être négligées par l'historien. Sous le despotisme oriental, on a eu recours de tout temps à l'apologue. Pour nous, chez qui la vivacité de l'esprit n'exclut pas la profondeur de la réflexion, les chansons, les épigrammes ont été, dès le XVIII[e] siècle, les premiers éclairs d'un grand orage politique; il devait se renouveler encore. Tout ce qui dans notre théâtre, ou sérieux ou léger, protestait contre le pouvoir arbitraire, était saisi avec autant de véhémence que dans les jours qui précédèrent la Révolution.

L'horreur de l'arbitraire éclatait autant que celle de l'anarchie s'était signalée avant le retour de Bonaparte. C'était là un point de convergence pour les divers mécontents. L'opposition grondait sourdement, mais elle trouvait des échos sur tous les points de l'horizon : les

amis du taciturne Sieyès secondaient ceux de Talleyrand et de Fouché, qui l'un et l'autre supportaient leur disgrâce avec une résignation fort suspecte, et enfin ceux de madame de Staël. Une nécessité première se faisait sentir à tous : c'était celle d'imposer une digue à un pouvoir qui, après avoir coulé quelques années comme un fleuve bienfaisant, ne suivait plus qu'un cours torrentiel, désastreux pour l'Europe, et bientôt désastreux pour la France elle-même. Dans ces conciliabules pénétraient quelques amis secrets du prétendant (Louis XVIII). Dans une correspondance mystérieuse quelques-uns lui indiquaient la voie la plus facile et la plus libérale pour une restauration qui pouvait être à la fois celle de la monarchie et des principes de liberté. Parmi ceux-ci figurait un homme qui devait avoir une haute et salutaire influence sur notre entrée dans le gouvernement représentatif : c'était M. Royer-Collard, qui, éliminé du conseil des Cinq-Cents par les brutalités arbitraires du 18 fructidor, n'avait fait encore qu'une courte apparition sur la scène politique. Cet esprit méditatif avait le don de revêtir des pensées profondes d'expressions saillantes. Tous les efforts de son talent paraissaient alors s'absorber dans la lutte pressante qu'il soutenait

contre la doctrine nommée sensualiste de Lock et de Condillac; mais d'autres pensées travaillait fortement son esprit. Il était secondé par son ami Camille Jordan, qui, persécuté comme royaliste, devenait chaque jour un zélateur plus ardent de la liberté.

Des cercles intimes, peu nombreux, mais protégés par l'honneur et des amitiés éprouvées au feu des révolutions, restaient ainsi les dernières écoles de la liberté, et quoique sévèrement surveillées, elles n'en étaient pas moins des écoles conquérantes. Je me souviens de l'empressement avec lequel on recherchait jusque dans des sociétés futiles, les traits les plus énergiques, lancés par les philosophes du XVIIIe siècle, contre les conquêtes. Mais on convenait qu'aucun d'eux ne s'était exprimé avec un accent aussi profond, avec une autorité aussi imposante, que deux orateurs chrétiens, Fénelon et Massillon. On ne désirait pourtant ni révolution opérée par la multitude, on en avait trop fait la sanglante épreuve, ni contre-révolution opérée par un despotisme plus cruel, plus honteux, que celui dont on portait encore les chaînes, c'est-à-dire par celui des étrangers. La fatigue était générale, les vœux pour l'avenir demeuraient vagues, irrésolus; mais les

serviteurs les plus favorisés de l'Empereur se sentaient eux-mêmes terrassés par les reproches que l'on adressait à l'auteur de la campagne de Moscou, et dans les gémissements qui leur échappaient, on reconnaissait quelque accent improbateur. On se demandait si une expédition si calamiteuse et déjà signalée par le désastre inévitable de Charles XII, aurait pu être entreprise et si fatalement continuée avec l'autorisation de deux chambres qui eussent joui de quelque liberté. Chacun s'accusait d'une complaisance devenue trop servile. Étonnés, humiliés, nous revenions après vingt-cinq ans d'épreuves contrastantes et d'agitations convulsives, au point de départ de la Révolution même. Haletants sous une zone torride, nous aspirions à une zone tempérée.

CHAPITRE XXXVIII.

GUERRE D'ESPAGNE (1809-1810).

SOMMAIRE.

Guerre d'Espagne. — Le second siége de Sarragosse surpasse encore l'héroïsme du premier. — Palafox y met le comble à sa gloire. — Obstination inouïe des assiégés qui se défendent dans les *îles de maisons*. — Sarragosse est enfin emportée par le maréchal Lannes. — Défaut de concert entre nos généraux. — Les combats de guérillas se multiplient et font souvent avorter l'effet de nos plus brillantes victoires. — Siége de Gironne. — La conquête du Portugal est tentée de nouveau par les généraux Soult, Ney et Victor. — L'armée anglaise, sous Wellington, leur résiste avec des succès balancés. — Soult, qui s'est avancé jusqu'à Oporto, est forcé à la retraite. — Bataille de Talavera de la Reyna. — La campagne de 1810 s'annonce sous des auspices plus heureux. — Brillante et rapide conquête du royaume de Valence par Suchet, et de l'Andalousie par Soult. — Le siége de Cadix est vainement tenté. — Prise de Tarragone et de plusieurs forteresses. — Troisième entreprise sur le Portugal tentée sans succès par Masséna. — Nouvelle retraite de l'armée française. — Triste situation du roi Joseph à Madrid. — Une victoire de Victor le raffermit un peu. — Siége de Badajos. — Marmont est aux prises avec Wellington. — Bataille de Salamanque perdue par les Français.

Forcé d'interrompre le récit des combats de l'Espagne pour son indépendance, j'ai cherché en vain les moyens de le reprendre et de l'in-

tercaler à la grande et terrible épopée qui commence à la campagne de Moscou et n'aura de dénoûment qu'à Waterloo, qu'à Sainte-Hélène. C'est cependant dans cette guerre d'Espagne qu'est le germe de tous les malheurs contre lesquels Napoléon exerça pendant deux ans les dernières et prodigieuses ressources de son génie et de son caractère. Oui, l'Espagne, voilà le premier gouffre qu'il s'ouvrit pour y ensevelir sa fortune. Il avait d'abord répugné à cette occupation aussi déloyale qu'impolitique. Nous avons vu à cette époque le combat que son droit sens eut à soutenir contre sa passion de conquérant. Relisez ses lettres à Murat en Espagne et vous verrez qu'il fut à la fois le prophète et l'artisan de son malheur dans une expédition si frauduleusement commencée. Alors il ne pouvait que conjecturer la résistance qu'opposerait à ses armées, aussi savantes qu'intrépides, un peuple qui, depuis deux cents ans, semblait avoir oublié sa grandeur historique. Maintenant il connaissait ce peuple, et ses chagrines prévisions avaient été surpassées par un héroïsme fougueux, irrégulier, mais tenace. Tel il l'avait vu lui-même, dans sa courte et peu triomphante apparition en Espagne. Ce qui devait le plus alarmer sa politique et provoquer

sa fureur, c'était d'avoir vu les deux peuples de la Péninsule appuyés dans leur résistance et en quelque sorte gouvernés par l'or et par les armes de son implacable ennemie, l'Angleterre. Tandis qu'il voulait lui fermer tous les rivages du continent, il avait en quelque sorte conduit ses vaisseaux et ses soldats dans les ports de Lisbonne et de Cadix, où les avait appelés la vengeance d'un peuple indigné. La Péninsule se trouvait partagée entre les Français et les Anglais, comme elle l'avait été entre les Romains et les Carthaginois au temps des guerres puniques; mais dans cette rivalité nouvelle, le cœur des peuples était pour les Anglais. La profondeur de la haine contre nous était telle que l'inquisition elle-même avait tendu la main à ces hérétiques. Il était trop à prévoir que le triomphe leur resterait, si Napoléon n'employait pas contre une alliance si formidable, toutes les forces de son empire et surtout la magie de sa présence. Cependant on ne pouvait lui reprocher de s'être éloigné du théâtre de cette guerre pour répondre aux armements de l'Autriche à la fin de 1808. Au retour de cette campagne si périlleuse pour lui à Essling, et si favorablement terminée à Wagram par un nouveau coup de fortune, comment l'actif, l'indomptable Napoléon n'avait-il

pas accouru dans la Péninsule au-devant de ces Anglais, qu'il n'avait pu atteindre et qu'il y voyait plus fortement établis que jamais sous les lois d'un général qui semblait pousser la prudence jusqu'au génie? D'où vient qu'ayant à dégager ses épaules d'un tel fardeau, il ne s'était occupé que des moyens de porter la guerre à l'autre extrémité de l'Europe? On voit que Napoléon portait en lui seul toutes les causes de sa grandeur et de sa chute.

Je reviens sur mes pas, et je rentre en Espagne par le second siége de Sarragosse, en me reprochant pourtant d'avoir trop différé le récit d'un événement qui exerça une si forte influence sur l'esprit des peuples fatigués du joug de Napoléon. C'était un phénomène que le siége d'une ville ouverte, soutenu pendant deux mois par le seul courage de ses habitants, contre une armée régulière pourvue d'excellents officiers du génie et des moyens d'artillerie les plus puissants. La levée de ce siége, conduit par les Français avec autant de savoir que d'intrépidité, était un sujet d'étonnement pour les militaires et d'admiration pour les peuples. Le nom de son défenseur Palafox était célébré dans les chants belliqueux, non-seulement de l'Espagne, mais de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Russie. Ce n'était

encore pourtant qu'un premier acte de sa gloire et de celle de cette ville.

L'entrée victorieuse de Napoléon à Madrid avait changé la face des choses et vengé les fourches caudines de Baylen. On ne doutait pas qu'il ne réparât bientôt la disgrâce de la levée du siége de Sarragosse. Son armée, beaucoup plus nombreuse, avait repris toute l'ardeur de la victoire. Palafox n'avait pas eu longtemps à jouir de son triomphe. Mais la fortune ne lui avait pas fait illusion; il préparait tout pour soutenir un second siége devant cette ville, déjà toute jonchée des ruines du premier. Au lieu de quatorze à quinze mille hommes, avec lesquels il avait soutenu celui-ci, il parvint à en réunir trente-trois mille de troupes régulières, fit de vastes approvisionnements, et les habitants, qui voyaient venir l'attaque des Français, faisaient arriver d'eux-mêmes ces provisions dans la ville qui leur servait de refuge. La population de Sarragosse, par l'effet de ce concours, était portée à cent cinquante mille hommes, c'est-à-dire qu'elle était à peu près doublée. C'était un puissant secours sans doute, mais aussi c'était un encombrement qui n'appelait que trop les ravages de l'épidémie dans des maisons démantelées, dans des couvents et des hô-

pitaux ouverts à l'inclémence de la saison, et l'on était à la fin du mois de décembre. L'enthousiasme ne se ralentit point par l'effet de ces fléaux; il était entretenu par des moines belliqueux toujours prêts à voler au combat et dont les prières ferventes semblaient ouvrir le ciel aux victimes. L'ardeur de la foi s'était fort affaiblie en Espagne dans les hautes classes de la société. Les Pyrénées avaient ouvert un passage aux ouvrages de la philosophie et même de la Révolution, favorisés par de nombreux essaims de contrebandiers. Mais les moines régnaient encore dans la plupart des familles peu aisées, dont ils s'étaient rendus en quelque sorte les arbitres. Ils défendaient l'Espagne comme un roi défend son trône. Les processions de la ligue étaient renouvelées avec toutes leurs bizarres métamorphoses; mais l'amour de la patrie et de glorieuses blessures leur imprimaient un noble caractère.

On improvisait avec ardeur des fortifications nouvelles. C'étaient le plus souvent des ouvrages en terre, ou dont la maçonnerie n'annonçait qu'un art assez grossier; mais des soldats novices se trouvent plus intrépides derrière un retranchement quel qu'il soit. Les couvents s'élevaient comme autant de citadelles. Les

bombes et les boulets dont ils étaient criblés, et les statues des saints mutilés et couchés à terre irritaient la fureur dévote du peuple et des soldats.

Les deux sentiments qui fournissent le plus de prodiges à l'histoire, la religion et l'amour de la patrie, se trouvaient ainsi exaltés l'un par l'autre. Pour la première fois le peuple espagnol, depuis l'abolition de ses Cortès, prononçait avec emphase le mot de liberté. C'était une conquête que la junte de Séville entreprenait avec plus d'ardeur que de discernement, dans l'absence du roi prisonnier dont elle défendait la cause. Les Aragonais, sous Philippe II, avaient été les derniers défenseurs de la liberté des Cortès, et avaient fait plus d'un effort infructueux pour la ressaisir. L'Espagne ne compte point de peuple aussi fier, aussi robuste, aussi imposant par ses formes. La noblesse n'y offre point le caractère de dégénération qu'on remarque dans les deux Castilles. Palafox, dans ses proclamations ainsi que dans ses lettres aux généraux français, traite les Aragonais comme des fils de la liberté, et leurs ennemis comme des satellites du despotisme. Nul outrage n'excitait plus la colère de nos guerriers, car les plus anciens et les plus illustres portaient encore la République dans leur cœur.

Trois maréchaux de l'Empire, Moncey, Lannes et Mortier, prirent part à ce siége, ou du moins à l'investissement de la ville. Lannes (car mon histoire est forcée ici de rétrograder à des événements antérieurs aux derniers exploits et à la mort du héros tué à Esling), Lannes exerça le commandement suprême, et justifia un choix si glorieux par un rare mélange de vigueur, de prudence et d'audace. Les assiégés recouraient à un mode de résistance qui paraissait aboli depuis l'invention de la poudre. Le siége de Lyon en avait seul offert un faible indice en 1793. Il fallait leur opposer un genre d'attaque non pas nouveau, mais d'une ténacité toute nouvelle. Jamais les Français n'eurent une telle occasion de signaler la vertu militaire qui leur manque le plus, la patience. A peine avait-on pris un faubourg qu'il fallait le reprendre ; il en était à peu près ainsi de chacun des couvents devenus la principale défense de Sarragosse. On les criblait de bombes, de boulets et d'obus ; on les attaquait par la sape et la mine, et quelquefois par l'incendie. A peine s'y était-on logé, que les assiégeants y devenaient assiégés à leur tour. On se battait au haut des clochers ; on se battait dans les caves : les mineurs et les contremineurs se livraient de terribles chocs

dans de vastes souterrains. Tandis qu'on faisait la difficile conquête du couvent des Trinitaires, on voyait reprendre par l'ennemi celui des Augustins ou celui de Sainte-Monique et de la Sainte-Eucharistie. Maîtres enfin de ces couvents si nombreux, si forts et si vaillamment défendus, les Français eurent encore un nouveau genre de siége à commencer : c'était celui des maisons et de ce qu'on appela îles de maisons, car elles se trouvaient défendues par les décombres de celles qui avaient été renversées. Il fallut user ici d'une prudence extrême, car Palafox fit expier cruellement aux Français quelques actes d'imprévoyance. Une seule journée, une seule sortie leur causa une perte d'un millier d'hommes, et ils se virent forcés d'abandonner ce qui leur avait coûté cinq ou six jours à conquérir. Cependant ils réparaient leurs pertes par des renforts qui leur étaient envoyés fidèlement. Le sort de cette guerre semblait tenir à celui d'une seule ville non fortifiée. Deux frères de Palafox firent de vains efforts pour pénétrer jusqu'à lui. C'était tantôt Moncey, et tantôt Mortier et Suchet qui repoussaient les secours qu'imploraient les assiégés. Leur constance n'était point vaincue après vingt-deux jours où ils eurent à soutenir le siége

de maison en maison; mais l'épidémie exerçait, dans la cité valeureuse, de plus cruels ravages que les boulets, les bombes et les obus. Cinquante-sept mille défenseurs de Sarragosse, y compris les habitants, avaient déjà succombé, et l'Aragon avait perdu l'élite de sa population belliqueuse, quand Palafox tomba malade et fut obligé de résigner son autorité à une junte. Les magistrats qui la composaient crurent enfin devoir céder à tant de calamités; mais il leur fallut s'envelopper de mystère pour pouvoir pénétrer jusqu'au camp des Français, et leur porter des paroles de soumission. La multitude, les moines et plusieurs nobles capitaines voulaient mourir jusqu'au dernier en perçant le dernier de leurs ennemis. Quand la capitulation fut signée, les mêmes magistrats n'osèrent rentrer dans la ville, et furent obligés de rester dans le camp français. Jamais entrée victorieuse ne fut plus lugubre que celle des Français dans cette ville dépeuplée de héros, mais où des squelettes décharnés faisaient encore lire dans leurs regards une haine indomptable. Cependant vainqueurs et vaincus devaient se porter une estime et une admiration réciproques. Une tempête de murmures répondit dans la ville au chant du *Te Deum* que firent enton-

ner les maréchaux Lannes et Mortier, dans la cathédrale. Douze mille guerriers ou habitants armés furent faits prisonniers. Palafox, malade, partagea leur sort. Il manqua à la gloire de Napoléon d'avoir su honorer un homme qui avait révélé à sa patrie opprimée un tel genre de résistance. Dans cet Élysée, où l'antique mythologie plaçait les illustres guerriers : les Léonidas, les Thémistocle, les Camille et les Annibal, eussent reçu Palafox comme un de leurs frères ; Napoléon n'en parla jamais qu'en des termes fort durs, qui voulaient approcher du dédain.

C'est à l'arme du génie qu'est dû le plus grand honneur de la prise de Sarragosse. Nombre d'officiers supérieurs y périrent; le général Haxo et le colonel, depuis général Rogniat, s'y distinguèrent entre tous. Mêmes éloges sont dus aux généraux Dessoles et Gazan.

Après l'héroïque défense de Sarragosse, la guerre de la Péninsule tombe pour quelque temps dans une confusion faite pour étourdir les plus intrépides lecteurs d'événements militaires. Cette relation devient surtout insupportable lorsqu'elle est entremêlée au récit des grandes campagnes de Napoléon dans l'Allemagne, la Pologne et la Russie. Dans celles-ci, on se sent à la fois éclairé et entraîné par la

vigueur d'impulsion que le conquérant donne à son armée et par l'obéissance intelligente et intrépide de tous ses généraux. Des batailles, dont le plan est si fortement arrêté, ne peuvent qu'amener des résultats grandioses faits pour captiver l'imagination; on croit lire de belles pages écrites par Hérodote, Tite Live, Plutarque ou l'historien de Charles XII. C'est tantôt Alexandre, tantôt Annibal et tantôt l'infortuné héros de la Suède qui vous apparaît. Tout se complique dans la guerre de la Péninsule, point d'unité, point de force centrale ni dans l'attaque, ni dans la résistance. Napoléon est à trois ou quatre cents lieues du théâtre de l'action; il s'obstine à une guerre qui l'ennuie, le tracasse et ne lui paraît plus bonne que pour ses lieutenants; ses ordres arrivent tard, et quelquefois après l'événement qu'il a voulu conduire. Sa confiance paraît errer au hasard. Son amitié fraternelle pour Joseph, sentiment qu'il éprouve avec constance, et même avec tendresse, le porterait à lui décerner le commandement suprême de ses armées; mais il est forcé de reconnaître que ce frère n'a ni connaissance, ni qualité militaires. Il espère y suppléer en lui donnant pour tuteur Jourdan, ce vainqueur de Fleurus dont il a lui-même fait vieillir la

gloire, en ne l'employant dans aucune de ses campagnes. Des généraux dont la renommée a maintenant plus d'éclat et n'a point été obscurcie par de cruels revers, ne se soumettent qu'à regret à l'autorité de ce vétéran. De plus, ils n'aiment pas à se subordonner les uns aux autres. Ils brûlent toujours pour la gloire de leur patrie, mais ils n'ont pas en moindre souci leur gloire personnelle. Soult et Ney s'approchent de trop près pour n'être pas accessibles à une rivalité inquiète, qui peut prendre quelque teinte de jalousie. Victor, duc de Bellune, brûle à la fois de les atteindre et de les surpasser; Soult est celui qui réunit le plus grand ensemble de forces, et vers lequel la confiance semble le plus pencher. Ses rivaux l'accusent d'orgueil et d'ambition. Un ennemi trop habile, le duc de Wellington, soupçonne ou connaît cette mésintelligence; et nous verrons tout à l'heure comment il sut la fomenter, soit par lui-même, soit par ses agents.

Portons maintenant nos regards sur les chefs de la Péninsule. Même défaut de concert; la généreuse Espagne semblait mériter un chef tel que fut Washington pour l'Amérique insurgée. Le ciel, qui voulait soumettre ce peuple à une plus longue et plus laborieuse épreuve, lui re-

fusa le bienfait d'un général doué pour les combats d'une longanimité aussi savante, et d'un arbitre aussi respecté dans les guerres civiles qui suivirent de trop près le triomphe. Castaños avait trop faiblement soutenu la gloire du combat de Baylen, et même on lui en refusait la part principale. Palafox était prisonnier ; la junte de Séville possédait de brillants orateurs, tels qu'Arguellès et Martinez de la Rosa; mais ce n'étaient point des hommes de guerre. Quant aux chefs des guérillas, quoiqu'ils rendissent d'importants services à la cause commune, ils appelaient peu de considération par un genre de guerre qui a toujours de l'affinité avec le brigandage; car on y vit aux dépens de l'ami, comme à ceux de l'ennemi même. Les guerres d'invasion appellent trop ce genre de fléau propre à nous ramener à l'état de barbarie, et c'est une raison de plus, pour la philosophie, de maudire les conquêtes. Plusieurs de ces chefs de guérillas méritaient de trop graves reproches par une férocité insupportable à de nobles âmes. Rien ne ressemble plus aux arrêtés des plus sanguinaires proconsuls de la Convention, que ceux de Mina, le plus renommé de tous ces chefs. Un autre s'était fait connaître sous le titre de l'Implacable. Le curé Mérino

n'était guère moins inflexible. Cependant ces guérillas valaient mieux, pour le secours de l'Espagne, que des armées régulières qui, en rase campagne, se ressentaient trop des habitudes africaines, et se faisaient trop peu le scrupule de fuir, dans l'espoir, assez incertain, de se rallier. Une bataille avait-elle été perdue par les Espagnols ? l'armée s'éparpillait en un nombre infini de guérillas qui venaient tomber comme des Cosaques sur les vainqueurs, les harcelaient par des escarmouches, savaient souvent surprendre leurs bagages, et les massacraient s'ils parvenaient à les envelopper dans quelque embuscade. Voilà ce qui rendait peu décisives des victoires qui, remportées sur tout autre peuple, auraient eu pour résultat la possession de vastes provinces ou d'un royaume. D'un autre côté, un mode de résistance tellement irrégulier semblait devoir éterniser la guerre, et lui donnait un caractère plus sauvage.

Un grand principe de désunion et de faiblesse existait dans le caractère des trois peuples qui nous combattaient dans la Péninsule. La haine héréditaire qui régnait entre les Espagnols et les Portugais s'était amortie, sans doute, dans l'intérêt de la cause commune; mais elle se refusait à un concours aussi actif que l'eût de-

mandé l'urgence du péril. Quant aux Anglais, ils étaient frappés, pour ces deux peuples dévots, du stigmate de l'hérésie. Cependant leurs guinées attiédissaient ce scrupule, puis le caractère ferme et mesuré du duc de Wellington, sa tactique habile, et les succès qui relevaient, sur le continent, l'honneur des armes d'Angleterre, lui valurent par degrés un ascendant suprême, d'où résulta le salut de la Péninsule. Je me trompe, il faut lui assigner une cause première, la fatale campagne de Moscou.

L'armée française, après avoir soumis cette terrible ville de Sarragosse, entreprit le siége de Gironne, dont la garnison lui opposa une vive et longue résistance. La valeur espagnole était dans tout son lustre tant qu'il s'agissait de se défendre dans une forteresse. Celle de Gironne n'était que du second ordre. Le siége de cette place, quoique conduit avec vigueur et habileté, fut meurtrier; mais elle capitula, ainsi que le fort de Rozas et quelques autres. Comme on croyait n'avoir plus rien de grave à redouter de la Catalogne et de l'Aragon, on brûlait de se porter sur l'Andalousie, pour y venger l'affront et le désastre de Baylen et s'emparer enfin de Cadix, ce qui eût paru décider la soumission de toutes les Espagnes.

Cependant rien n'était moins assuré que la position de notre armée dans la Catalogne et l'Aragon. Dans la première de ces provinces, chaque bicoque devenait une forteresse et demandait un siége. Les Espagnols trouvaient dans ce mode de guerre le plus sûr exercice des vertus militaires qui leur étaient propres, c'est-à-dire la sobriété et la patience, l'une et l'autre portées jusqu'à l'héroïsme. La plus vieille muraille leur tenait souvent lieu d'un ouvrage fortifié par Cohorn ou Vauban. Les miraculeuses victoires de Bonaparte en Italie et en Prusse avaient rendu les siéges rares et courts. Mantoue, presque seule, avait fourni une grande épreuve à sa constance et à son génie. Il se forma dans notre armée d'Espagne un homme qui excella dans ce genre de guerre et dans l'administration des pays conquis; c'était le maréchal Suchet. Mais l'histoire peut difficilement le suivre dans le détail compliqué de ces entreprises partielles.

La frontière du Portugal présentait encore des difficultés plus sérieuses : c'était l'entreprise qu'avait commencée Napoléon, lorsqu'il en fut détourné par les armements de l'Autriche. Ne pouvant plus la conduire par lui-même, il l'avait confiée à trois généraux éprouvés : Soult,

Ney et Victor. Chacun d'eux devait partir d'un point différent, pour se réunir sous les murs de Lisbonne. Soult s'ébranla le premier de la Corogne et renversa tout obstacle en se portant sur l'importante ville d'Oporto. C'était de Talavera de la Reyna que Ney devait le seconder, ainsi que Victor, en débouchant par Salamanque. Ni l'un ni l'autre ne mit la même diligence ou ne rencontra la même facilité. D'ailleurs un tel plan était d'une exécution bien difficile, car ces trois corps devaient agir à de trop grandes distances; un échec éprouvé par l'un d'eux ruinait l'espoir des autres, et devait le compromettre dans ses plus brillants succès.

Ici se place une intrigue qui offre un épisode plus bizarre qu'important dans l'histoire de la guerre de la Péninsule. Notre armée d'Espagne souffrait de se voir délaissée, ou du moins froidement récompensée, tandis que toutes les faveurs pleuvaient sur les troupes que Napoléon commandait en personne. Quelques officiers, d'un esprit intrigant et brouillon, s'agitaient pour faire entrer leurs généraux dans leurs mécontentements. L'un d'eux, qui se nommait d'Argenton, conçut la folle idée de faire offrir la couronne de Portugal au maréchal Soult par les Portugais eux-mêmes, ainsi que les nobles suédois avaient

disposé de celle des Gustave en faveur de Bernadotte. « Des généraux, riches d'exploits et de conquêtes, disait d'Argenton, devaient-ils se laisser sacrifier à une famille totalement inconnue dans les camps, à ces frères de l'Empereur, Joseph, Louis et Jérôme, qui, dans l'ordre civil, n'ont encore qu'un mérite très-vulgaire, et l'un d'eux, Jérôme, nul mérite? La France doit-elle épuiser ses trésors et sa population, et l'armée, les dernières gouttes de son sang, pour placer des couronnes sur la tête de ces personnages? Cette concentration de puissance est un juste sujet d'alarmes pour l'Europe; elle s'effrayerait moins de voir ces couronnes distribuées par le choix des peuples à des chefs valeureux, qui répondraient de leur indépendance et qui pourraient difficilement n'obéir qu'à une même politique, qu'à un même intérêt. On pourrait ainsi faire un partage de la Péninsule, et l'Angleterre y souscrirait si elle y trouvait non-seulement sécurité, mais accroissement pour sa puissance maritime. »

Un tel plan fourmille d'absurdités. C'était renouveler la sanglante anarchie des successeurs d'Alexandre, et cela lorsque notre Alexandre vivait et étendait au loin ses triomphes. Il s'agissait d'y faire consentir d'abord le maréchal

Soult, ensuite les grands guerriers ses compagnons et ses rivaux, puis la nation portugaise, et enfin l'Angleterre. Mais, d'un autre côté, on jetait ainsi un brandon de discorde entre les généraux qui s'avançaient pour la conquête du Portugal. Considéré sous ce point de vue, ce plan pouvait sourire au duc de Wellington, aussi habile politique que guerrier consommé. Il parut s'y prêter avec quelque complaisance, ainsi qu'on en a le témoignage dans deux lettres officielles qu'il adressa à lord Castelreagh, et qui ont été publiées depuis. Il faut ajouter que les journaux anglais saisirent avec avidité cette occasion de susciter des haines et des troubles dans l'armée française; ils allèrent jusqu'à forger une proclamation du maréchal Soult, dans laquelle ce guerrier prenait le titre de roi de Portugal. Cependant les lettres du duc de Wellington mettaient encore en doute la question de savoir si ce maréchal voudrait entrer dans cette intrigue. Il serait assez oiseux et surtout fort difficile d'en pénétrer le mystère, puisqu'il n'offre rien de sérieux. Faute de documents authentiques, j'émets ici une conjecture qui peut être hasardée. Cet Anglais, sir Robert Wilson, que dans la campagne de Moscou nous avons vu agir avec une haine si furieuse

contre Napoléon, était, à l'époque dont je parle, et même deux ans auparavant, en Portugal, où l'avait conduit cette même passion contre le conquérant. Il s'y était fait le chef d'un corps de partisans qui se portait, dit-on, à huit mille hommes. Ne pouvait-il pas avoir été l'inventeur de cette intrigue qui lui eût fourni de si terribles armes contre l'objet de sa détestation? Bientôt on vint rapporter au duc de Wellington que l'armée du maréchal Soult était divisée en deux camps ennemis, dont l'un voulait le créer roi de Portugal, et l'autre, s'emparer de sa personne pour le livrer à la juste sévérité de l'Empereur. C'était une fable nouvelle; l'Empereur connut, par les journaux de Londres, cette intrigue, en démêla l'artifice et continua sa confiance au maréchal Soult. D'Argenton expia seul une intrigue si coupable et si voisine du délire.

Cependant Soult après sa marche sur Oporto, ne recevant point de nouvelles ni de Ney ni de Victor, et voyant se réunir contre lui toutes les forces de l'armée anglaise secondée par les troupes nombreuses, mais irrégulières des Portugais, se trouvait dans une situation aussi embarrassée, aussi extrême que celle où le vaillant Junot avait été forcé d'abandonner le Portugal.

Soult, en fulminant contre les généraux qui ne l'avaient point secondé, jugea l'urgence de son péril; et pour échapper à une capitulation qui eût souillé ses lauriers, se détermina à une difficile et brusque retraite sur le point d'où il était parti, c'est-à-dire sur la Corogne. Il l'effectua au prix d'un pénible sacrifice, celui d'une grande partie de son artillerie, à laquelle il ne put faire traverser les montagnes. Ces événements se passaient à la fin de juin 1809.

Dégagé d'un ennemi si dangereux, et maître plus que jamais du Portugal, Wellington usa d'une grande célérité pour se porter contre le corps d'armée du maréchal Victor, qui, fidèle à ses instructions, s'avançait à travers mille embarras dans l'Estramadure, pour seconder les opérations de Soult. Ce général se trouvait fort compromis à son tour. L'armée anglaise, forte de vingt-deux mille hommes, venait de recevoir le renfort d'une armée espagnole de trente-cinq mille hommes, troupes irrégulières et peu exercées à tenir en lignes de bataille. L'armée de Victor était fort inférieure en nombre, lorsqu'elle reçut un puissant renfort que lui amenait le roi Joseph, dirigé par le maréchal Jourdan. Victor qui voyait son armée portée à quarante-deux mille hommes se déter-

mina à prendre l'offensive. Wellington l'attendait dans une forte position près de Talavera de la Reyna. La bataille s'engagea le 28 juillet 1809. Jourdan, Victor et le général Sébastiani y soutinrent leur renommée. A une attaque furieuse Wellington opposa une défense obstinée. Le roi Joseph prit une part honorable à l'action. Les Anglais ne purent être forcés dans leurs lignes, mais ils y éprouvèrent une perte avouée par eux de cinq mille hommes, c'est-à-dire à peu près le quart de leur armée. Après avoir couché deux jours sur le champ de bataille, Wellington crut devoir se retirer sur Badajoz. Talavera de la Reyna fut une de ces batailles indécises que les nations belligérantes célèbrent également par une joie fanfaronne. J'avais donné par anticipation le titre de duc de Wellington à sir Arthur Wellesley pour éviter la confusion que deux noms qui désignent un même personnage jettent dans l'esprit du lecteur, dans un récit surchargé de noms propres. Il ne se piqua point de l'orgueil de rendre sa victoire plus certaine et plus éclatante par la vivacité de ses opérations. Le roi Joseph et nos généraux profitèrent avec ardeur de l'inaction momentanée, mais suspecte de leur ennemi. L'exaltation était d'autant plus grande chez ce faible roi, qu'il

avait été près d'abandonner encore une fois Madrid pour se retirer sur la ligne de l'Èbre. La campagne de 1810 s'ouvrit avec un grand éclat pour les armées françaises. Bravant les dangers qu'elles pouvaient encore courir à l'est ou à l'ouest, elles s'avancèrent intrépidement, l'une dans le royaume de Valence, sous la conduite de Suchet, et l'autre dans l'Andalousie, sous celle du maréchal Soult. Elles allaient enfin goûter non le repos, mais la récompense de leurs intolérables fatigues : elles sortaient de ces deux Castilles d'un aspect si morne et où chaque maison, chaque rocher, chaque haie leur faisait craindre une embuscade. L'imagination des soldats et surtout des officiers était réjouie par le délicieux jardin du royaume de Valence, qui semble l'objet de toutes les complaisances de la nature, et que les Maures ont enrichi de toutes les merveilles de leur industrie agricole. Des bois d'orangers et de citroniers, de magnifiques groupes de palmiers, les richesses et les agréments d'une flore favorisée d'un beau soleil et de la douce haleine des vents, des prairies où l'herbe luxuriante reçoit le bienfait de savantes irrigations, des champs couverts de riches moissons, l'élégance mauresque des maisons dans les villes et quelquefois dans les vil-

lages, faisaient respirer quelque temps nos guerriers au sein de l'abondance, des parfums et d'une joie qui semblait renaître d'elle-même et comme un fruit du sol. Les démonstrations peu hostiles que l'on trouvait dans la campagne donnaient l'espérance et favorisaient le bruit qu'un parti ami des Français s'était formé dans Valence. Mais, en approchant de cette ville, tout vint détruire cette illusion. Elle présentait les préparatifs d'une vigoureuse défense. Le prudent général ne voulut pas tenter cette entreprise avant d'avoir soumis dans l'Aragon et même dans la Catalogne des places qui lui restaient à conquérir, telles que Tortos, Lérida, cet écueil du grand Condé, et surtout la place importante de Tarragone. Ces différentes opérations furent conduites avec un art consommé et la valeur la plus brillante. Tarragone, prise d'assaut à la vue d'une escadre anglaise qui ne put lui porter secours, éleva très-haut la gloire de Suchet, qui reçut le bâton de maréchal. Il y mit le sceau par les soins qu'il prit pour arrêter la fureur des soldats exaspérés par la résistance opiniâtre de Tarragone. Sa modération, fertile en soins ingénieux, en ménagements habiles, obtint un genre de succès que tous les autres généraux purent lui envier. Chez

lui, le sage administrateur fit oublier au peuple le conquérant.

Il en coûtait à Soult plus d'efforts pour s'avancer dans cette Andalousie tout à l'heure si fatale à l'honneur de nos armes. Il en triompha dans des rencontres multipliées, revit sans péril, mais non sans une profonde tristesse, le champ de Baylen, et de victoire en victoire, pénétra jusque dans Séville, d'où il fit fuir les Cortès, qui depuis trois ans disputaient à Napoléon l'empire de l'Espagne. Je doute fort que Capoue ait offert aux vainqueurs de Cannes autant de délices que cette ville, le diamant de l'Espagne, la fleur de l'Andalousie, berceau des galanteries romanesques, où la civilisation européenne forme alliance avec le luxe oriental. La beauté des dames andalouses, un climat où tout parle d'amour, des habitudes religieuses qui semblent le combattre et qui souvent l'exaltent; ces scènes de balcons, ces mandolines, ces romances où l'on paraît invoquer le mystère jusque dans ces sérénades où l'on s'en dégage, semblaient faites pour appeler un retour de la galanterie française, même au milieu d'une guerre si acharnée. Mais d'après les récits que j'ai pu recueillir, on y sacrifia beaucoup plus à de brusques voluptés qu'à l'amour. Je voudrais

n'avoir point à parler d'une odieuse scène qui signala l'entrée des Français dans la ville de Malaga. Des dames de toutes conditions, de jeunes filles sous la conduite de leurs mères ou de leurs maîtresses de pension s'étaient rendues au bain dans une aveugle sécurité. Des soldats français assaillirent ce lieu qui leur était interdit par les lois de l'honneur, et y goûtèrent des plaisirs de sauvages.

Le séjour des Français dans Séville ne fut pas prolongé. Cette ville s'était promis d'imiter l'exemple de Sarragosse. Elle se défendit sans doute avec courage, mais elle n'eut pas recours aux mesures extrêmes d'un désespoir patriotique. Après sa soumission tout devint paisible et plus que jamais régulier dans ce pays fortuné. Les combats de taureaux qui font les sauvages délices de toute l'Espagne, les jeux et les danses où ce peuple porte tant d'ivresse, reprirent leur cours non-seulement en présence de nos soldats, mais dans leur société. Ce fut un entr'acte trop court au milieu d'une guerre si furieuse; la haine dormait, mais n'était pas étouffée. La jalousie des époux, la trop juste défiance des mères ne pouvaient tarder à la rallumer.

Le maréchal Soult se souvint de la leçon

sévère qu'avait reçue Annibal et se hâta de se présenter jusque devant Cadix. Mais les Anglais l'y avaient précédé avec une escadre assez puissante et un corps d'armée sous la conduite de Béresford. Les Cortès se sentirent fortement appuyées dans une ville que sa situation et de puissants vaisseaux rendaient presque inexpugnable. Jamais elles ne montrèrent tant de résolution, tant d'orgueil. Au bruit de l'artillerie qui foudroyait leurs murs, elles travaillaient, en se prévalant de l'absence de leur roi, à une constitution où, dociles à imiter notre Assemblée constituante, elles avaient fait trop dominer l'élément démocratique. Cependant la foi monarchique régnait encore dans leur cœur. Elles se dévouaient pour la cause de Ferdinand VII, qui n'avait guère d'autre titre à leur intérêt que ses malheurs et la déloyauté de son ennemi. Tous les nobles cœurs sont indignés de la manière dont il témoigna depuis sa reconnaissance aux Arguellès, aux Martinez de la Rosa.

Napoléon, flatté de ses succès, ne s'endormait pas cependant sur les périls qu'avait à craindre en Espagne une armée qui étendait si loin des conquêtes mal appuyées. Il pressentait que Wellington cantonné dans l'Estramadure et grossissant son armée anglo-lusitanienne par les

nombreux débris des armées espagnoles, sortirait de son inaction, et qu'après s'être assuré d'un point d'appui tel que l'importante place de Badajoz, il ferait irruption sur le corps d'armée de Soult, déjà obligé de convertir en blocus le siége de Cadix.

La guerre d'Autriche était terminée; ce fut à Masséna que l'Empereur confia le soin d'une nouvelle expédition sur le Portugal. Wellington ne se dissimula point tout ce qu'il avait à craindre du héros d'Essling. Résolu de lui opposer les plus forts retranchements, il ne craignit point de laisser la campagne ouverte à son ennemi et fit construire, avec toutes les précautions et toutes les ressources de l'art, des fortifications dans un lieu bien défendu par la nature. C'étaient celles de Torres-Vedras qui couvraient les approches de Lisbonne. Masséna s'avançant dans ce Portugal jusque-là si malencontreux pour nos armes, se félicita de voir Wellington sortir de ses retranchements pour marcher à sa rencontre. L'action s'engagea bientôt à Busaco. Ce fut encore une bataille indécise comme celle de Talavera. Masséna se voyant en présence d'un général renommé par sa circonspection ne l'attaqua point d'abord avec son impétuosité ordinaire. Obligé de changer son point d'attaque,

il n'obtint qu'un succès incomplet, et Wellington se retira sans y paraître forcé; il lui convenait mieux de soutenir le choc décisif dans ses lignes de Torres-Vedras. Masséna, peu confiant dans sa victoire équivoque, décéla un peu d'hésitation pour s'approcher de ces lignes redoutées, essaya en vain pendant plusieurs jours de les tourner ou de les emporter de vive force, et l'armée française eut à dévorer le regret d'une troisième retraite nécessairement accompagnée d'assez grands désordres.

Wellington profita de son succès pour traverser rapidement le Portugal, désormais à l'abri de toute attaque. Son dessein était d'inquiéter le maréchal Soult dans l'Andalousie; mais il différait encore d'aller le chercher jusque sous les murs de Cadix. L'île de Léon était trop bien fortifiée, trop vaillamment défendue par terre et par mer pour que Cadix courût aucun danger. L'éloignement des Français promettait aux Anglais de faire le siége de Badajoz. Ainsi les alliés, après avoir vu tomber successivement toutes leurs citadelles au pouvoir des Français, redevenaient assiégeants à leur tour. C'était pour eux un favorable indice d'un retour de fortune. Cette place dont les fortifications étaient renommées, était défendue par quatre mille

Français sous les ordres du général Philippon, mais elle était mal approvisionnée en munitions et en vivres. Soult se hâta de marcher à son secours, et réussit d'abord à faire reculer Wellington. Mais celui-ci reçut bientôt des renforts qui lui permirent de reprendre le siége et de le pousser avec ardeur et succès. Les remparts offraient de nombreuses brèches, et Wellington ordonna un assaut dont le succès fut tel que le général Philippon et trois mille Français se rendirent prisonniers.

A dater de ce jour tout change pour les Français dans la Péninsule. La campagne de 1811 suffit pour leur enlever le prix de tant de conquêtes si ardemment disputées depuis cinq ans.

Les fatigues et surtout le chagrin avaient affaibli la bouillante activité de Masséna. Témoin de désordres qu'il ne réprimait plus qu'avec mollesse, il demanda son rappel. Un général chéri de l'Empereur et distingué par des faits mémorables fut nommé pour lui succéder. C'était le maréchal Marmont. Ami d'une discipline sévère, il fut consterné en voyant les continuelles infractions qu'elle recevait dans cette armée. Napoléon, préoccupé de sa campagne de Russie, et prévoyant combien l'issue en pouvait être fatale, tirait chaque jour de ses

armées d'Espagne des régiments d'élite. Celle de Masséna était la plus affaiblie. Le nouveau général, Marmont, exposa avec franchise à l'Empereur une situation qui lui inspirait les alarmes les plus vives et demanda en vain son rappel. Il fallut tenir tête à un ennemi fier de ses derniers succès, mais qui n'en usait qu'avec une sage lenteur. Une confiance exaltée régnait alors dans le camp des Anglais; Wellington, par la prise de Badajoz et surtout par la retraite de Masséna, venait de conquérir en Espagne l'autorité d'un généralissime, on pourrait presque dire d'un dictateur. Londres était ivre de joie d'avoir vu un si grand homme de guerre reculer devant son héros. L'offensive était tellement dans le génie national de nos armées et lui avait fait opérer tant de prodiges, que Marmont, malgré l'infériorité de ses forces, n'hésita point à y recourir pour retremper l'héroïsme de ses soldats. Il venait de concevoir une de ces manœuvres hardies dont il avait appris le secret auprès du grand maître de la guerre, et donnant un nouvel essor à sa confiance, il vient chercher Wellington dans ses retranchements des Aropyles auprès de Salamanque. La résistance fut vive et sagement ordonnée. Marmont vit dès les premiers moments que le salut de l'armée

était dans le plus bouillant courage; il en donna l'exemple et se précipita à la tête de sa colonne d'attaque. Je répugne à employer le mot de fatalité, mais l'historien se voit presque forcé d'y recourir quand il s'agit du général Marmont, qui lui-même s'est nommé l'Œdipe de la révolution. Il en subit ici les premiers coups. A peine commençait-il à s'ouvrir les rangs ennemis, qu'il fut blessé grièvement au bras et obligé de se retirer du champ de bataille. La colonne qu'il commandait s'ébranla et le reste de l'armée reçut le contre-coup de ce premier malheur. La manœuvre que Marmont avait conçue pour tourner l'ennemi ne put être exécutée ou fut peut-être mal comprise. La bataille dégénéra en combats partiels où ne régnait plus d'ensemble; pour tout dire, dès le premier moment, c'était une bataille perdue. Les Français vengeaient leurs pertes dans le sang de leurs ennemis, mais ne voyaient plus jour à la victoire. Il n'y eut point de déroute, mais l'armée était rompue. Les généraux furieux ne se battaient plus qu'en soldats. On perdit de l'artillerie et des bagages, et cette fois le nombre des hommes mis hors de combat surpassa celui des Anglais.

Cette fatale nouvelle vint porter la consternation dans la cour de Madrid. Joseph se décida

bientôt à sortir de ce séjour maudit où, même au sein de la victoire, il avait éprouvé tous les genres de tribulations qui peuvent blesser l'orgueil d'un monarque. Le faible parti qui lui restait attaché, et qui fut longtemps proscrit sous le nom d'Afrancesados, ne vit plus de salut que dans la fuite la plus prompte. On fit à cette capitale, ou plutôt à toutes les villes que l'on abandonnait, des adieux où une cupidité sans frein se colorait de vengeance. Ces magnifiques et taciturnes palais de l'Escurial, d'Aranjuez, de la Granja, sont dépouillés des plus précieux ornements du luxe royal de Charles-Quint et de Philippe II. On fait la guerre à l'art, au génie, on la fait beaucoup plus à l'or. Montézuma et les Incas sont vengés après trois siècles de la cupidité de leurs vainqueurs. Je trace à regret un tel reproche contre d'illustres représentants d'une génération héroïque. On se croyait autorisé par les lois de la guerre. Les Romains, fussent-ils des Scipion, des Marcellus, des Paul-Émile, tenaient à grand honneur d'orner leur triomphe de ces dépouilles splendides; mais de tels usages doivent être ou modérés ou abolis dans un siècle, dans un pays qui se vante de tenir les rênes de la civilisation.

Ce butin ne devait pas rester longtemps au

pouvoir des envahisseurs. La fortune irritée les attendait aux champs de Vitoria. Joseph y perdit une grande partie des dépouilles qui embarrassaient et tachaient sa retraite. Cependant il lui resta encore plus de richesses qu'il ne convenait à un homme d'un caractère doux et modéré, dont la royauté éphémère avait traversé et désolé l'Espagne.

CHAPITRE XXXIX.

BATAILLES DE LUTZEN ET DE BAUTZEN (1813).

SOMMAIRE.

Départ de l'Empereur pour sa campagne de Saxe. — Il arrive à Erfurth qui lui rappelle les jours les plus fastueux de sa puissance. — Tout est changé pour lui. — Parmi les souverains qui l'entouraient, les plus puissants sont ses ennemis déclarés, les plus faibles sont des alliés suspects. — Dénombrement des forces nouvelles qu'il a pu rassembler. — Ardeur de la vieille, de la jeune garde et des conscrits. — Tout se dispose pour une bataille à Lutzen. — La mort du général Bessière paraît une sinistre ouverture de la campagne. — La bataille se livre à Lutzen, tombeau de Gustave-Adolphe. — Phénomène d'une victoire remportée presque sans cavalerie; victoire peu décisive, mais qui permet à Napoléon d'entrer à Dresde. — Bataille de Bautzen; elle est gagnée sur deux théâtres à la fois. — Enthousiasme des deux armées produit par deux mobiles différents. — La victoire n'est obtenue qu'après trois journées de combat. — Mort du maréchal Duroc et du général Bruyère. — Profonde affliction de Bonaparte.

Napoléon, après avoir conduit avec une activité merveilleuse ses préparatifs pour une nouvelle campagne, était poursuivi par la crainte qu'un nouveau Malet ne vînt encore dans son absence ébranler son trône, et faire oublier aux Parisiens qu'il existait une impératrice et un roi de Rome. Il se prêtait à regret à la nécessité

d'une régence, mais elle lui était démontrée par ce triste épisode de son règne. Le caractère de Marie-Louise, à laquelle cette régence devait être dévolue, ne lui inspirait ni grands motifs de sécurité ni grands motifs de crainte. Rien n'annonçait dans cette princesse une héritière de sa glorieuse bisaïeule Marie-Thérèse, et la destinée devait la faire passer par de plus cruelles épreuves. Elle en porta légèrement le poids. Tendrement chérie de son époux, pour lequel elle montrait plus de déférence que d'amour, elle restait fort étrangère à la cour, au peuple et encore plus aux affaires. Mais le nom de la fille des Césars, qu'on lui donnait par une métaphore à l'usage des cours, avait une solennité imposante. Un tel choix devait flatter l'amour paternel de l'empereur d'Autriche, qu'on avait alors un si puissant intérêt à séduire. Le cabinet de Vienne pouvait espérer trouver en elle, si son crédit s'établissait, une habile mais discrète auxiliaire de ses desseins politiques. La régence lui fut décernée par un sénatus-consulte que le public et cette princesse même parurent recevoir avec une complète indifférence. La grande image de Napoléon se présentait seule aux esprits, et lui vivant, on ne pouvait plus imaginer une autre autorité que la sienne.

L'Empereur, parti de Saint-Cloud le 15 avril 1811, était arrivé à Mayence le 16 à minuit. On eût dit que l'ardeur de sa volonté suppléait au secret de Fulton, qu'il avait eu le malheur de dédaigner. Dès le 25 il couchait à Erfurth, dans ce même lieu où il avait siégé en grand suzerain de l'Europe, ayant à ses pieds tant de princes, tant de rois, et à ses côtés l'empereur Alexandre, son ami. Ces princes ne viennent plus lui faire une si humble cour, mais ils lui sont encore fidèles en dépit de l'arrêt de la fortune et du cri de leurs peuples. Aucun d'eux n'a mis du retard dans l'envoi d'un nouveau contingent par lequel il a fallu remplacer celui que les neiges du Nord ont englouti. Le roi de Wurtemberg s'est signalé par son zèle de courtisan. Il s'honore d'avoir avec l'Empereur une correspondance assidue, dans laquelle il s'établit le surveillant ombrageux des rois et des princes vassaux comme lui, et dont il imitera bientôt la défection. Ce qui cause à l'Empereur une satisfaction plus légitime, c'est de voir avec quelle promptitude et quelle intelligence ses ordres sont exécutés. Ses soldats ont volé vers lui des sommets de l'Apennin et des rivages de la Baltique. Les conscrits vont être en foule dans sa nouvelle armée. Ce n'est pas pour lui un

sujet de chagrin ni de trouble; les souvenirs de sa campagne d'Italie lui disent assez tout le parti qu'un génie ferme et ardent peut tirer d'une jeunesse enthousiaste. Ici, ce grand mobile est attisé par vingt ans de victoires. Napoléon n'est qu'un homme à Paris, dans son armée il est un demi-dieu. Cette génération belliqueuse semble s'être dit : « Est-ce que nos vétérans ne nous laisseront plus de royaumes à conquérir? N'y a-t-il plus pour nous de doubles épaulettes, de croix d'honneur, de grands cordons, de majorats et de principautés? » Les jeunes officiers sortis de Saint-Cyr se disent : « Ne commençons-nous pas au même point de départ que *le petit caporal?* » Les vétérans, loin de repousser ces conscrits par des airs de hauteur, les accueillent en pères et sentent le besoin d'en être vivement secondés. Ils les enflamment par le récit de leurs grandes batailles, qui réchauffe chez eux-mêmes leur ardeur martiale. Chaque bivouac est une école de gloire, chaque sergent est un historien dont le style pittoresque, grivois, fait passer et applaudir mainte exagération.

Ainsi deux enthousiasmes sont en présence dans les deux camps ennemis; l'un qui s'est allumé dans les conciliabules mystérieux et

sombres, dans les tabagies et même dans les écoles de métaphysique; et l'autre qui n'a besoin pour être excité, que de la vue de l'Empereur et de la fumée des camps. On juge combien il est habile à le propager par des soins vigilants et par des mots dont il a le secret. Lui, le plus sérieux des hommes, il sait être jovial à propos; il éprouve, en revoyant une armée, ce que nous éprouvons en revoyant notre patrie.

Napoléon, arrivé à Erfurth, va rallier cette armée dont le prince Eugène a pu ramener les débris sur les rives de l'Elbe. Grossie par les renforts qui ont pu parvenir jusqu'à elle, elle se monte encore à près de cinquante mille hommes, reste des cinq cent mille qui ont passé le Niémen. Depuis deux mois les ennemis, tout à la fois harassés et confiants, n'ont plus montré d'ardeur dans leur poursuite. Kutusof, dont les Français eux-mêmes ont quelquefois raillé la lenteur, qui pourtant leur était favorable, a succombé à des fatigues trop fortes pour son âge. Il est mort obscurément à Posen, avec une gloire contestée, quoiqu'il ait vu fuir devant lui le vainqueur de tant d'armées et de tant de rois. Le prince de Wittgenstein, que nous avons vu plus actif dans la poursuite de nos infortunés guerriers, a reçu le commande-

ment de la grande armée russe. L'empereur Alexandre est revenu figurer sur les champs de bataille. Le roi de Prusse, à qui l'incendie et l'hiver de Moscou ont rendu la presque totalité de ses États, est devenu le compagnon inséparable de son puissant ami. Tous deux se sont arrêtés trop longtemps à Dresde; et quoique bien instruits par une fatale expérience de l'activité de leur ennemi et des miracles qu'elle opère, ils n'ont pas cru à sa nouvelle armée, ils n'y croient pas encore même en la voyant. Qu'est-ce, à leurs yeux, qu'une armée sans cavalerie? Désormais ils n'ont plus à craindre de voir leurs rangs rompus par les terribles chocs du roi de Naples. Si la victoire revient encore à Napoléon, comment pourra-t-il en presser les suites? Qui lui ramènera des colonnes de prisonniers? Ne sera-t-il pas insulté et arrêté à chaque pas de sa marche un moment victorieuse? Voilà ce que disent les généraux ennemis et ce qui cause à Napoléon des regrets qui ne sont pas un découragement. N'est-il plus le général de l'armée d'Égypte? N'a-t-il pas, par ses carrés savants, rompu le choc des mameluks, de ces intrépides cavaliers montés sur leurs chevaux arabes?

Il est bien difficile que la présomption ne

suive pas de près le génie ; Napoléon sent que malgré un revers désastreux ce génie lui reste tout entier, ou plutôt qu'il s'est fortifié, rajeuni par une cruelle épreuve. Voici ce qu'il a dit à plusieurs des siens en quittant Saint-Cloud : « Je livrerai deux batailles, l'une sur l'Elbe et l'autre sur l'Oder; je débloquerai mes forteresses, et arrivé sur le Niémen, je saurai m'arrêter, car je ne veux point d'une guerre éternelle. Je dicterai une paix qui n'aura d'autre prix que l'indépendance de la Pologne et la sécurité de l'Europe. »

Combien il tarde à l'Empereur de remporter cette première victoire que ses ennemis jugent impossible ou du moins insignifiante ! C'est par un grand coup qu'il doit terminer l'indécision plus que jamais suspecte du cabinet de Vienne. Son ambassadeur Narbonne s'est fait jour à travers les voiles de la politique de Metternich. La victoire est le seul moyen de persuasion qui reste contre cet ennemi caché. D'Erfurth, Napoléon peut contempler cette rivière de la Saale, ces champs d'Iéna, d'Auerstadt, cette ville de Saxe-Weimar, témoin du plus éclatant de ces triomphes. C'est là que l'attend la vengeance de l'armée prussienne et de Blücher son nouveau général. Mais ces lieux n'entrent plus dans le

cercle des manœuvres qu'a conçues l'Empereur. Quatre corps d'armée sont à sa disposition avant qu'il ait opéré sa jonction avec celle du prince Eugène. Les chefs sont Ney pour le troisième, Bertrand pour le quatrième; le sixième est aux ordres de Marmont, dont nous venons de voir la blessure et les malheurs auprès de Salamanque; et le douzième est sous ceux d'Oudinot. La liste des généraux de division rappelle une foule de faits éclatants. Le maréchal Soult, que nous avons laissé sous les murs de Cadix, figure dans cette armée, où il a été appelé par l'Empereur sous le titre de major-général. Mais le péril extrême de nos armées dans la Péninsule, déjà rejetées au delà de l'Èbre, exige qu'un général de haute renommée soit opposé à Wellington, et Soult reprendra un commandement qu'il rendra encore une fois, mais stérilement glorieux pour nos armées.

C'est à des historiens militaires qu'il appartient de retracer et de juger les belles manœuvres par lesquelles l'Empereur opère sa jonction avec l'armée d'Eugène. Celle-ci est composée de trois corps sous les ordres des maréchaux Victor et Macdonald et du général Lauriston. Macdonald, dans sa marche d'avant-garde, a goûté le plaisir de culbuter le corps prussien du

général Yorck, dont la défection l'a placé dans une situation si périlleuse. L'avant-garde de la grande armée obtient deux succès plus décisifs sur celle des Russes. Ils sont dus à l'impétuosité du général Souham, que nous avons vu figurer avec éclat dans les premières campagnes de la Révolution, et que Napoléon avait cessé d'employer. Cette avant-garde, divisée en quatre carrés distants de cinq cents toises, et dont les intervalles ne sont remplis que par quelques escadrons de cavalerie badoise, mais soutenus par une artillerie imposante, a fait reculer en désordre de beaux régiments et une cavalerie qui insultait à de si faibles ennemis. C'est le coup d'essai de nos jeunes conscrits. « Nous n'aurions pas mieux fait, » disent les vétérans de la garde elle-même. La jonction s'opère, et le vainqueur d'Iéna s'applaudit de pouvoir livrer encore bataille avec quatre-vingt mille ou quatre-vingt-dix mille hommes qui lui ont suffi pour tant de triomphes. Mais sa joie est troublée par une perte cruelle; c'est celle du maréchal Bessière, qui semblait ne respirer que pour le service et la gloire de son Empereur. Renversé par un premier boulet, il a été frappé par un second qui a terminé cette carrière de dévouement.

Il faut que Napoléon s'arrache à ses regrets; l'heure de la grande bataille a sonné. L'avant-garde de Souham s'est emparée de Lutzen, et Napoléon l'y a suivie avec toute son armée. Nul lieu n'est plus célèbre dans les fastes militaires : c'est là que se sont mesurés comme deux lions ce grand Gustave-Adolphe, créateur du savoir militaire chez les modernes, et ce comte de Wallenstein, si longtemps redouté de ses ennemis, de tous les peuples de l'Allemagne et de son maître. Le premier y a été enseveli sous les derniers drapeaux qu'il devait conquérir. Napoléon s'enflamme encore par ces grands souvenirs. Du premier coup d'œil il a conçu toutes ses dispositions; Ney et les autres maréchaux les exécutent comme s'ils les avaient conçues eux-mêmes. Ce n'est pas seulement par un brillant courage, c'est par des marches habiles et des manœuvres en quelque sorte improvisées que les conscrits ont déjà répondu à l'espoir du grand homme. C'est Ney qui va conduire leur premier choc; quel bonheur pour eux de marcher sous les lois du vainqueur de la Moskowa, de l'immortel héros de la retraite! Napoléon veut rivaliser d'ardeur avec lui; indocile aux représentations de ses généraux, et voulant verser tout le feu de son âme dans ses jeunes

conscrits, il brave tous les périls. Macdonald se tient prêt à seconder l'attaque du maréchal Ney; le prince Eugène et Lauriston les appuieront ensuite dans un ordre savamment combiné. Une vaste plaine se couvre de carrés fermes pour soutenir l'attaque, mobiles pour charger l'ennemi à leur tour. C'est l'artillerie qui fait leur principale force; les ennemis n'ont à cet égard aucun avantage sur l'armée française, ou plutôt il lui appartient, si ce n'est par le nombre des pièces, du moins par la justesse du coup d'œil et la prestesse inouïe des mouvements de nos artilleurs. Les efforts de Wittgenstein ont été vains pour déborder la droite du maréchal Ney et pour s'emparer de Lutzen. Ney, qui voit tomber autour de lui son chef d'état-major, le général Gouvé, plusieurs généraux, dont deux sont amputés, un autre, le général Gruner, tué, se défend, attaque et poursuit comme si nul boulet ne pouvait l'atteindre. L'ardeur semble égale des deux côtés : ce sont deux jeunes armées qui se combattent, car l'ennemi aussi a eu à réparer les pertes énormes de la campagne de Russie. L'armée prussienne compte surtout un très-grand nombre de volontaires fournis par les universités, par les colléges, par de jeunes prêtres et de jeunes professeurs.

Ils portent ce drapeau noir qui exalte leur vengeance au souvenir de leurs parents et de leur reine adorée Louise de Prusse. Sur un autre point, l'affaire est encore plus vivement disputée; l'ennemi s'est emparé du village de Kaya, qui compromet notre situation. C'est par des efforts obstinés et avec une grande perte que le prince Eugène et le maréchal Marmont sont parvenus à le reprendre. La vieille et la jeune garde, et la terrible artillerie, décident enfin la retraite de l'ennemi à la chute du jour. Nulle des victoires de Napoléon n'a reçu moins de trophées éclatants : peu de prisonniers, point de drapeaux, de canons, de bagages; et cependant, il n'en est aucune qui atteste autant la puissance de son génie et de son caractère. Remportée sans cavalerie, par des conscrits, par quatre-vingt-cinq mille hommes contre une armée qui en compte plus de cent mille, elle est considérée comme un phénomène militaire, fait pour frapper d'admiration et Gustave et Wallenstein s'ils se sont réveillés sur ce champ de leurs combats. Les manœuvres qui l'ont précédée sont un objet d'étude pour tous les hommes de guerre. On admire par quelles combinaisons ou par quelle suite d'heureux accidents l'armée française a pu, dans le moment

décisif, se trouver formée en un croissant dont les deux coins victorieux enveloppaient une armée supérieure en nombre et forte en cavalerie. C'est ainsi que s'était terminée la bataille de Cannes, chef-d'œuvre d'Annibal. Une grande extermination d'ennemis en avait été la suite; ici, avec l'inégalité des forces, la merveille était d'avoir pu tenir ferme et de vaincre. La bataille s'était livrée le 2 mai, dix-sept jours après le départ de Saint-Cloud, avec une armée qui semblait sortie de terre et rappelait les souvenirs de la Fable.

Il est bien vrai qu'après cette journée les deux armées triomphaient chacune de son côté, et le canon annonçait la victoire à Berlin, à Pétersbourg, tandis qu'il en proclamait une plus réelle à Paris. Le résultat ne put laisser aucun doute. Huit jours après, Napoléon rentrait à Dresde, d'où Alexandre et le roi de Prusse avaient été forcés de se retirer après avoir annoncé une victoire.

Ce n'est point là un résultat qui puisse promettre une paix prochaine dont la France est avide. Cette Autriche, qui veut appuyer sa prétendue médiation par une armée de trois cent mille hommes, garde encore ses airs altiers. Il faut une nouvelle victoire pour la décider. Na-

poléon y vole, et quelle est sa joie lorsqu'il apprend que l'armée alliée l'attend sur les bords de la Sprée, dans une position beaucoup plus forte que celle de Lutzen et où les retranchements les plus habiles sont élevés ici sur un terrain fangeux, là sur des hauteurs escarpées d'où sa puissante artillerie peut foudroyer une armée engagée dans des ravins tortueux ! Elle y sera cependant attaquée, et ce qu'il y a de mieux, elle y sera tournée par des marches qui échapperont à sa surveillance.

L'Empereur était descendu au-dessous de lui-même dans la guerre de Russie. Si l'on demande qui dans cette campagne désastreuse a montré le plus grand caractère, l'histoire, écho de tous nos braves, répond : « C'est le maréchal Ney. » Maintenant Napoléon est redevenu le jeune Bonaparte ; il ne cède point à cette ostentation de courage que montrait le roi de Naples, lorsqu'avec son aigrette flottante et la pourpre de son manteau royal il semblait se désigner aux coups de l'ennemi. C'est un courage plus calme, plus réfléchi, celui d'un général qui, portant avec lui le destin de son empire, et ne reculant devant aucun danger, ne permet pas que l'on recule. C'est d'un air dégagé qu'il tente des efforts que l'on jugerait

impossibles. Il a des saillies de gaieté; il a vu des soldats italiens se baisser à la rencontre des boulets : « Poltrons, leur dit-il, le canon ne fait point de mal. » Lorsqu'il voit ses dispositions bien comprises, bien exécutées, il s'endort au milieu des batteries du maréchal Marmont. Il applique sa lunette sur tous les points de l'horizon; écoute et, charmé du bruit lointain des canons, il voit que sa grande manœuvre s'effectue et s'écrie, ou plutôt il chante : « La victoire est à nous. »

Voyons maintenant l'effet de ses dispositions. Toute la journée du 21 mai a été employée à déloger l'ennemi de la forte position qu'il occupe en avant de Bautzen. Le succès de ses différentes attaques n'a été que partiel. Les maréchaux Oudinot, Marmont et Macdonald n'ont pu parvenir qu'à rejeter l'ennemi dans les lignes de son camp retranché. Un corps d'élite de l'armée russe, sous les ordres de Miloradowitch, a soutenu l'effort de notre armée; mais il a été forcé de se replier après avoir souffert une grande perte; Blücher est resté immobile et se croit inexpugnable sur les hauteurs qu'il occupe avec l'armée prussienne. La nuit sépare enfin les combattants. « A demain donc la victoire, » dit Bonaparte en souriant, car il tient

déjà la manœuvre par laquelle il va l'opérer; et la constance de Blücher n'a fait que seconder ses desseins.

Le lendemain, l'attaque recommence avec une vigueur apparente. Le maréchal Oudinot a jeté un pont sur la Sprée, et Blücher paraît menacé d'être tourné dans sa position; mais ce n'est point là l'effort sérieux de notre armée. Bonaparte a voulu rester maître de choisir le champ de bataille qui lui convient. Pendant que l'action reste encore engagée vers Bautzen, il fait filer la plus forte partie de ses troupes vers Wurtchen, distant de cinq ou six lieues. Le corps de Lauriston ouvre la marche. Il a été aperçu par Blücher, qui se prépare à repousser ce nouvel adversaire. Lauriston s'est détourné; il se joindra au maréchal Ney. C'est une armée de soixante mille hommes qui va livrer sous Wurtchen une nouvelle bataille. Blücher a senti quel danger le menace sur son flanc; il abandonne à regret tant de beaux ouvrages, qui la veille ont fait sa protection et sa gloire; il marche vers le maréchal Ney qui culbute tout sur son passage. Alors les généraux Soult, Marmont, Bertrand, Latour-Maubourg, Macdonald, se précipitent. La jeune garde, sous les ordres de Mortier, fait des prodiges de valeur. Le camp

retranché est emporté; mais Blücher, protégé par sa cavalerie, a pu se retirer dans le plus bel ordre. Napoléon en frémit; cependant il espère encore envelopper l'arrière-garde. La nuit le force à renoncer à son attaque; il faut un troisième jour pour compléter cette victoire et lui donner des résultats dignes de lui. La perte paraît égale des deux côtés; on l'évalue à dix mille hommes amis ou ennemis, tués ou blessés. Cependant Napoléon veut faire sonner haut une victoire qui ne lui laisse qu'une satisfaction fort troublée d'inquiétude, et voici le décret qu'il dicte dans sa tente pendant la nuit :

« Un monument sera élevé sur le mont Cenis, comme un témoignage de la reconnaissance de l'Empereur envers ses peuples de France et d'Italie. Ce monument transmettra d'âge en âge le souvenir de cette grande époque, où en trois mois douze cent mille hommes ont couru aux armes pour assurer l'intégrité de l'Empire français. »

Ce décret fastueux paraît se ressentir du trouble qui suit le combat. Il s'en fallait de beaucoup que douze cent mille hommes se fussent levés à sa voix, et surtout avec la ferme résolution de ne rien perdre d'un Empire qui s'étendait jusqu'à Rome, Amsterdam et Ham-

bourg. On démêle ici l'intention de tromper les alliés sur ses forces; mais cet artifice était démenti par le témoignage de leurs yeux. Une inscription aurait paru plus digne de ce monument et plus caractéristique des deux exploits nouveaux qui venaient de s'accomplir. Il eût été beau de lire : « Napoléon à ses jeunes conscrits et à ses vieux compagnons d'armes, en souvenir des victoires de Lutzen et de Bautzen. »

Rien de plus étonnant dans l'histoire que la promptitude avec laquelle s'est accomplie l'éducation militaire dans la Révolution et dans l'Empire, depuis Jemmapes jusqu'à Lutzen, depuis les petits et fougueux *Carmagnoles* de Dumouriez jusqu'à ces savants conscrits de Napoléon, qui ont étudié et conçu l'art de la guerre, d'étape en étape. La jeune garde avait été surtout un objet d'admiration pour nos généraux. Les grognards de la vieille garde, qui avaient échappé à tous les fléaux de Moscou et à quarante batailles, se montraient aussi lestes, aussi dispos que leurs jeunes compagnons, et ceux-ci semblaient avoir reçu l'inspiration, le savoir de leurs vétérans. Cependant dans cette armée régnait pour la seconde fois un grand désir de la paix. Était-ce fatigue de la part des vieux généraux; un besoin de jouir des douceurs de

la famille, des splendeurs de leur établissement, et enfin des délices de Paris? On l'a beaucoup dit; on en a fait presque un reproche à ces martyrs glorieux et dévoués de la guerre. Non, leur grand sens leur disait que le terme des grandes prospérités était arrivé pour leur Empereur. Dévoués à la patrie, ils s'identifiaient à ses vœux, à ses besoins. Tels on les avait vus à la brillante ouverture de la campagne de Moscou, tels ils se retrouvaient maintenant dans la Saxe. Le mot « arrêtons-nous! » glorifié par la victoire, était le cri de la sagesse et du dévouement à leur chef suprême. Leurs nombreuses cicatrices et vingt titres de gloire, leur donnaient le droit de le proférer. C'était pour eux un cruel souvenir que de l'avoir vainement fait entendre aux oreilles du conquérant à Vitepsk et à Smolensk. Cependant ils brûlaient autant que Napoléon d'ajouter à cette victoire de Bautzen des résultats qui pourraient promettre une paix honorable, dût-elle être achetée par des sacrifices dont la nécessité n'était que trop démontrée. Le mot que Napoléon avait inscrit dans son projet de monument les inquiétait, vu l'extrême extension qu'avait reçue cet Empire, grossi des *trois bonnes villes*, Rome, Amsterdam et Hambourg. Et puis, faudrait-il garantir

au roi Jérôme la Westphalie, et l'Espagne au roi Joseph, repoussé vers les Pyrénées? Telles étaient les pensées dont les généraux s'entretenaient cette nuit. Au point du jour, ils s'élancent pour recommencer le combat. L'impatience de l'Empereur est telle qu'il se place à l'avant-garde. Il a été rejoint par deux beaux régiments de cavalerie, les lanciers et les cuirassiers; après un combat assez léger, l'ennemi se retire dans un ordre imposant, et Napoléon s'en désespère. « Comment, dit-il, après une telle boucherie, je n'obtiendrai aucun résultat! Point de prisonniers! Ces gens-là ne me laisseront pas un clou. » Il veut s'avancer jusqu'à Gorlitz, et c'est Ney qui ouvre la marche; quatre généraux accompagnent Napoléon. Ce sont Caulaincourt, Mortier, Duroc et le général du génie Kirgener. L'ennemi tire trois coups de canon; un boulet vient frapper un arbre près de l'Empereur. Il a gagné le plateau, et tandis qu'avec sa lunette il reconnaît la position de l'ennemi, le duc Charles de Plaisance, fils aîné de l'architrésorier Lebrun accourt effaré; il annonce que Duroc vient d'être tué. « Duroc! s'écrie l'Empereur, cela n'est pas possible, il était tout à l'heure avec moi. » La fatale nouvelle est confirmée; le boulet qui a frappé l'arbre a ricoché

d'abord sur le général Kirgener, et ensuite sur Duroc dont on désespère. Quelques moments auparavant, Napoléon lui avait dit, en voyant tomber trois soldats de son escorte : « La journée s'annonce mal pour nous. » Il se contient, mais avec un effort qui paraît briser son cœur. Il considère encore quelque temps l'ennemi qui se retire, puis il rentre dans le carré de la garde, y reste livré à un chagrin muet et sombre; puis, cédant à un noble besoin de son cœur, il veut voir son ami Duroc dans les tortures de la souffrance et déjà presque dans le râle de l'agonie. Il n'a plus à lui donner que la plus commune, mais la plus sublime des consolations. « Duroc, lui dit-il d'une voix brisée par la douleur, il est une autre vie et nous nous reverrons. » Cette foi restait gravée dans son cœur, il l'a portée à Sainte-Hélène, et l'a manifestée à son lit de mort, à la grande confusion des matérialistes, qui s'attribuaient, non sans quelque vraisemblance, un si puissant adepte. Il est *une autre vie!* Mais, conquérant, pourquoi, cédant à ton orgueil, as-tu fait sortir de la vie présente tant de vieux et de jeunes héros et plusieurs millions de tes frères? Je me reproche l'apostrophe qui m'échappe; puis-je oublier que l'expiation du funeste vertige des con-

quêtes a commencé pour Napoléon dès Moscou, a toujours été s'aggravant à chaque pas de sa retraite; que ce front, en apparence si ferme et si fier, a voilé les plus atroces souffrances que l'homme puisse endurer dans son orgueil et dans son cœur; qu'il a vu et qu'il voit ses amis les plus chers tomber autour de lui; que sa destinée le pousse vers le champ de Leipsick, plus fatal encore pour lui et pour la France que les murs embrasés de Moscou, et que pour défendre sa patrie il va montrer des ressources moins heureuses, mais non moins sublimes et plus étonnantes que celles des Thémistocle, des Aristide et des Camille? puis-je oublier Waterloo, si près d'un retour apparent de sa fortune, et dix ans d'un exil semblable à celui de Philoctète? Je m'arrache à ces réflexions, et je reprends le récit de tant de cruelles catastrophes, en me répétant ce mot de Napoléon lui-même: « Il est une autre vie. » Le général Drouot fait demander des ordres pour l'artillerie : « A demain tout, » est la seule réponse qui s'échappe de ce cœur oppressé. Dans cette même matinée, il avait eu à regretter la mort de l'un de ses plus braves compagnons, le général Bruyère. Il est bien difficile de n'être pas plus ou moins fataliste sur le champ de bataille;

Napoléon l'était par système et un peu par nature. Il lui importait que l'on crût à l'immutabilité de sa fortune ; mais quand le destin lui était contraire, il recueillait et reprenait toutes les forces de son âme pour lui résister. La foi qu'il affectait dans les anniversaires devenait aujourd'hui pour lui un nouveau supplice; car il se rappelait qu'à pareil jour, celui de la bataille d'Essling, il avait perdu le plus ancien, le plus dévoué et le plus illustre de ses compagnons de gloire, le maréchal Lannes. Je n'ai pas besoin de parler du soin qu'il prit pour honorer la mémoire et consoler la famille d'un homme d'un grand sens et d'un grand cœur, qui tenait maintenant le premier rang dans son amitié; autant il en avait fait pour le maréchal Bessière.

Le lendemain, il n'appartient plus qu'à ses devoirs de général. Pour donner un gage certain de sa victoire, il s'avance dans la Silésie, vient débloquer Glogau et peut réunir à son armée une garnison de quatre mille hommes, qu'il y avait laissés et qui s'étaient vaillamment défendus. Il marche ensuite sur Breslau, dont il s'empare. C'est là qu'il se croit au terme de ses vœux, car il a vu, le 29 au matin, arriver à ses avant-postes des commissaires chargés

par les alliés de négocier un armistice, et c'est depuis six semaines seulement qu'il a quitté son palais de Saint-Cloud. Trompeuses espérances! ces commissaires ne se présentent point avec le front humilié de ceux qui venaient l'implorer après Marengo, et même après Austerlitz. Ceux-ci ne veulent qu'arrêter le cours de ses armes pour suspendre sa marche faiblement victorieuse, appeler contre lui le ban des nations, lui créer des ennemis dans chacun de ses alliés, dont le plus funeste sera son beau-père lui-même.

CHAPITRE XL.

CONGRÈS DE PRAGUE (1813).

SOMMAIRE.

Armistice perfide qui arrête Napoléon après ses deux victoires. — L'Autriche l'a fait accepter pour un terme fort court aux puissances belligérantes. — Les alliés n'y paraissent souscrire qu'avec répugnance. — M. de Metternich en profite pour jouer le rôle suspect de médiateur. — Il s'appuie sur une armée de deux cent mille hommes dont il peut renforcer, soit l'armée des alliés, soit la nôtre. — Napoléon pénètre ses desseins et s'en explique avec lui dans les termes les plus irrités et les plus violents. — Le congrès de Prague ne respire que la guerre. — Les nations interviennent dans la politique de leurs gouvernements et les entraînent. — Deux généraux français vont entrer dans les rangs des alliés. — L'un est Bernadotte et l'autre Moreau. — Ce dernier quitte les États-Unis dans le moment où cette république se révolte contre les lois maritimes de l'Angleterre. — Beau rôle que Moreau eût pu jouer dans cette circonstance. — Le désir de la paix se produit avec chaleur parmi nos plus illustres maréchaux. — L'opinion publique prononce le même vœu à Paris et dans toute la France. — Rupture du congrès de Prague.

C'étaient les alliés qui demandaient l'armistice; mais les vaincus de Lutzen et de Bautzen avaient plutôt l'air de faire une grâce que de l'implorer. D'abord on n'avait accordé à cet armistice qu'une durée de dix jours, et il fallut le crédit de M. de Metternich pour le

prolonger d'une manière qui pût permettre l'ouverture de négociations pour la paix continentale. Les deux armées avaient un égal besoin de repos. Bautzen suivie des deux journées plus sanglantes encore de Wurtchen, avait été qualifiée de boucherie par le vainqueur lui-même. Dans un espace de vingt jours, soixante mille hommes étaient tombés sur ces horribles champs de bataille. L'armistice était beaucoup plus favorable aux alliés qu'à nous; ils attendaient le renfort d'une nouvelle armée conduite par Bennigsen, qui allait vomir sur l'Europe les peuplades barbares de l'Asie. Leur principal espoir se fondait sur une armée de création nouvelle, composée de Suédois, de Prussiens, d'Anglais et de tous ces corps de partisans qui avaient été refoulés jusqu'aux rivages de la Baltique. Si elle offrait un assemblage étrange, le nom de leur chef devait exciter encore plus d'étonnement; c'était ce Bernadotte qui sous le nom de Prince Royal exerçait une autorité suprême. La politique de ce prince devenu tout entier suédois, et peut-être aussi une inimitié longtemps couvée contre Napoléon, avaient fait taire en lui la voix de la patrie et le souvenir de tant de combats où il l'avait servie glorieusement. Un autre Français, beaucoup plus illustre,

le général Moreau, partait déjà des États-Unis, son paisible refuge, pour prendre le commandement d'une grande armée, et c'était celle des Russes. Notre gloire réagissait contre elle-même. On eût dit qu'il avait été reconnu par tant de rois et par tant de peuples pour le seul rival digne d'être opposé à Napoléon. La vengeance, l'orgueil irrité et une ambition vague avaient ulcéré ce caractère, qui relevait par sa modestie même l'éclat de ses talents militaires. Ah! s'il devait tirer du fourreau son épée savante trop longtemps inactive, une belle occasion pouvait s'offrir à lui dans cette même Amérique qui avait reçu avec de grands honneurs cet illustre exilé! Cette puissance seule avec le Danemark osait lutter encore contre le despotisme maritime de l'Angleterre; et au grand étonnement de l'Europe, elle venait de lui déclarer la guerre. Le président du congrès Jefferson n'avait pu souffrir plus longtemps les insultes faites au pavillon des États-Unis. Une puissance maritime si faible et si jeune encore, défiait celle qui courbait toutes les mers sous ses trois cents citadelles flottantes. Un négociateur français, M. Serrurier, frère de l'illustre maréchal de ce nom, avait décidé le congrès à une entreprise si hardie et qui devint

un nouveau titre de gloire pour cette jeune république. Il est vrai que sa témérité ne put être couronnée d'heureux succès sur les mers; mais les Anglais emportés par leur orgueil, voulurent saisir cette occasion d'exercer une vengeance sur leurs colonies rebelles; comme s'ils n'avaient point assez de leurs vastes possessions dans les deux mondes, ils firent une expédition contre la Louisiane vendue par Napoléon aux États-Unis. L'Américain Jackson se couvrit de gloire en leur faisant lever le siége de la Nouvelle-Orléans. Ah! pourquoi Moreau n'était-il pas là! Un tel exploit eût compté peu sans doute pour la gloire militaire du vainqueur de Hohenlinden; mais il eût rappelé le souvenir du généreux fils de Miltiade, qui, subissant son ban d'ostracisme, leva une troupe pour combattre et pour vaincre les ennemis de sa patrie. Le nom de Moreau n'eût rien perdu dans l'histoire en s'associant à celui de Washington dont il retraçait le patriotisme et la noble sérénité, et à celui de son illustre compatriote le général Lafayette. Exilé par Napoléon, battre ses plus cruels ennemis, n'était-ce pas là une magnanime vengeance?

J'ai dit que le Danemark presque seul en Europe, restait encore fidèle à ses justes ressen-

timents contre l'Angleterre et à Napoléon. Cette puissance n'avait qu'un bien faible secours à lui offrir, et une perte fort grave allait s'ajouter à toutes celles qu'elle venait d'essuyer : c'était celle de la Norwége. L'empereur Alexandre et les alliés avaient disposé d'un pays qui ne leur appartenait pas, pour entraîner Bernadotte sous leurs drapeaux. L'Angleterre avait eu l'arrogance de sommer la cour de Copenhague d'en faire l'abandon à la Suède. Ce gouvernement s'y refusa, mais négocia pour obtenir des dédommagements qui ne lui furent point accordés. Cependant Hambourg et les villes anséatiques frémissaient sous le joug de Napoléon qui les rançonnait impitoyablement. Telle était l'irritation de ces villes, qu'elles cédèrent au premier choc d'une nuée de Cosaques commandés par ce comte de Czernicheff qui, deux ans auparavant, avait fait à la cour de Napoléon une apparition si brillante et si perfide. Le maréchal Davoust, envoyé pour réprimer ce mouvement et tenir en respect ce pays devenu une frontière de l'Empire français, reprit assez facilement la ville de Hambourg; mais autour de lui tout s'agitait, tout s'exhalait en imprécations, tout s'organisait en milices contre la France. C'était un mouvement impétueux, mais

non anarchique. Façonnés à la discipline, les peuples allemands la portaient dans leur insurrection. Dans un pays où se conservaient tant de restes de la hiérarchie féodale, tel riche capitaliste, tel grand propriétaire, tel savant prenait le mousquet et suivait les instructions d'un grossier caporal avec autant de docilité que le faisaient en France nos jeunes conscrits. Mais si telle était leur soumission à des sous-officiers illettrés, ils ne s'en montraient que plus impérieux envers leurs hommes d'État et leurs princes eux-mêmes. Il ne fallait plus parler de ménagements politiques; Napoléon lui-même n'aurait pu les séduire en leur proposant certains avantages particuliers à leurs provinces, à leurs nations. La cause allemande était le grand cri de leur ralliement. Ils interdisaient l'égoïsme à leurs princes. L'indépendance recouvrée était pour eux un premier gage des libertés qu'ils brûlaient d'obtenir. Ce n'était pas seulement à titre de conquérant qu'ils professaient contre Napoléon une haine implacable, c'était à titre de despote. On eût dit à la fierté emphatique de leur langage, qu'ils procédaient à l'affranchissement même des Français, leurs vainqueurs. Ces armées se formaient sans ordonnance du conseil aulique. Si un sénatus-

consulte ordonnait en France une levée de trois cent dix mille hommes, « Nous en formerons le double, » disaient-ils, et ils allaient bien au delà de leurs promesses; car cette armée du Nord fut portée en moins d'un an à plus d'un million d'hommes.

Les Prussiens en voyant nos soldats traverser leurs provinces, grelottant de froid sous leurs habits tombés en lambeaux, pâles, hâves, décharnés, s'étaient abstenus de sévices contre eux, comme frappés de respect pour cette grande infortune des braves, mais ils se disaient entre eux : « De tels squelettes pourront-ils désormais résister à nos armes et nous empêcheront-ils de pousser à notre tour, notre marche victorieuse jusqu'à Paris ? » Paris ! Paris ! était leur cri unanime, ainsi que Rome ! Rome ! l'avait été pour tant de peuplades barbares qui se poussaient, se chassaient vers cette capitale du monde. Telle était à cet égard la frénésie de ces milices vindicatives que, jusque dans les batailles de Lutzen et de Bautzen, nos soldats étaient confondus d'entendre ce cri de Paris ! Paris ! prononcé très-distinctement par des hommes qu'ils avaient vus si humiliés à leur aspect.

Et cependant un mouvement si unanime,

ordonné avec tant de vigueur et de constance, échappait au vaste coup d'œil de notre aigle. Il croyait n'avoir qu'à briser une nouvelle coalition de rois tant de fois vaincus par ses armes et par celles de la République, tandis qu'il avait affaire à une croisade de peuples. C'était à Dresde, dans la ville même où résidait Napoléon pendant l'armistice, qu'était le quartier-général de l'insurrection des peuples. En dépit des ordres d'un roi vénéré et chéri, les Saxons, peuple lettré, et cachant une vive exaltation sous des formes graves et réservées, tenaient des conciliabules impérieux pour tous les rois. Les femmes, dans toutes les parties de l'Allemagne et de l'Europe, prenaient feu pour cette cause des nations et l'annonçaient comme la cause des mères. L'image de la défunte reine de Prusse était toujours présente à leurs yeux, à leurs cœurs. Elles aussi levaient des armées : « Partez, disaient-elles à leurs époux, à leurs fils, partez et revenez vainqueurs, pour qu'on connaisse encore dans ce monde les paisibles joies de la famille. » Ce furent des femmes et des mères saxonnes qui décidèrent le corps d'armée saxon à une défection terrible qui fut le plus grand coup de foudre contre la fortune de Napoléon.

Il me paraît mesquin et futile d'exposer

après ce tableau du mouvement général des nations, les subterfuges politiques et les ruses décriées de la vieille diplomatie, pour tromper le plus défiant et le plus habile des hommes d'État. Napoléon demandait-il qu'on ouvrît sérieusement des négociations pour la paix, les négociateurs étrangers, tous ennemis jurés de Napoléon, tels que l'Autrichien Bubna, le Prussien Humboldt, et le Russe Anstett répondaient à MM. de Caulaincourt et de Narbonne, envoyés de Napoléon comme s'ils n'avaient rien prévu pour la paix. M. de Bubna affectait de partir en grande diligence pour aller chercher ses instructions à Vienne, revenait le plus tard possible et ne rapportait rien. Nos ministres voulaient-ils s'adresser séparément à la Russie qui n'avait plus guère d'intérêt dans cette guerre, l'empereur Alexandre refusait de recevoir M. de Caulaincourt quoiqu'il professât pour lui de l'estime et de l'amitié. « Adressez-vous disait-il, au médiateur que nous acceptons, » et il le renvoyait à M. de Metternich. Metternich! c'était le nom qui retentissait le plus dans ce congrès dérisoire. On eût dit, à l'autorité qu'acquérait un tel nom, que ce ministre avait gagné dix batailles rangées sur Napoléon. C'était tirer un bien vaste fruit de sa dextérité, de sa patience

et de l'art avec lequel il avait su deviner de loin, dans quel abîme se précipiterait un conquérant enivré de sa fortune. Voilà donc le sort de Napoléon et de son empire qui semble dépendre aujourd'hui d'un étranger dont il croyait avoir fait son courtisan, et enfin du négociateur qui a uni sa main victorieuse à celle de la fille des Césars. Le lion rugit de se voir tomber dans les filets du diplomate. Combien pourtant ne lui importe-t-il pas de le ménager ! Ce ministre est le maître de faire pencher à son gré, l'un des côtés de la balance où vont se décider les destins de l'Europe et du monde. A des combattants épuisés par les trois vastes exterminations de Lutzen, de Bautzen et de Wurtchen, il peut apporter le renfort de deux cent mille Autrichiens qui trois ans auparavant ont relevé leur gloire sur une île du Danube. Mais cette cour a beaucoup perdu. Sera-t-elle immodérée dans les restitutions qu'elle peut demander, favorisée aujourd'hui par la mauvaise fortune du vainqueur de Rivoli, de Marengo et d'Austerlitz? C'est un beau-père qui traite avec son gendre, mais un gendre enrichi de ses dépouilles. La voix du sang fera-t-elle taire ou modifiera-t-elle chez l'empereur François II un intérêt si prépondérant pour lui-même et pour son em-

pire? Voici le moment où ce grand problème va être résolu. On annonce à Napoléon la visite du prince de Metternich; le génie de la politique ou plutôt celui de la France, pourra-t-il veiller sur lui dans un moment si périlleux? Saura-t-il contenir dans son cœur tous les griefs de son orgueil offensé? Une minute, une seule minute, un emportement peut tout perdre. Voici le récit authentique de cet entretien :

« Vous voilà donc, Metternich! dit Napoléon, en le voyant. Soyez le bienvenu; mais si vous voulez la paix, pourquoi venir si tard? Nous avons déjà perdu un mois, et votre médiation devient presque hostile à force d'être inactive. Il paraît qu'il ne vous convient plus de garantir l'intégrité de l'Empire français : eh bien, soit; mais pourquoi ne pas me l'avoir déclaré plus tôt? Que ne me le faisiez-vous dire franchement à mon arrivée de Russie, par Bubna, ou plus récemment par Schwartzenberg? Peut-être était-il encore temps de modifier mes plans; peut-être ne serais-je pas rentré en campagne.

« En me laissant m'épuiser par de nouveaux efforts, vous comptiez sans doute sur des événements moins rapides..... Ces efforts hardis, la victoire les a couronnés. Je gagne deux batailles; mes ennemis affaiblis sont au moment

de revenir de leurs illusions ; soudain vous vous glissez au milieu de nous ; vous venez me parler d'armistice et de médiation, vous leur parlez d'alliance et tout s'embrouille... Sans votre funeste intervention, la paix entre les alliés et moi serait faite aujourd'hui.

« Quels ont été jusqu'à présent les résultats de l'armistice ? Je n'en connais point d'autres que les deux traités de Reichenbach, que l'Angleterre vient d'obtenir de la Prusse et de la Russie. On parle aussi d'un traité avec une troisième puissance, mais vous avez M. de Stadion sur les lieux, Metternich, et vous devez être mieux informé que moi à cet égard.

« Convenez-en : depuis que l'Autriche a pris le titre de médiateur, elle n'est plus de mon côté ; elle n'est plus impartiale, elle est ennemie ! Vous alliez vous déclarer quand la victoire de Lutzen vous a arrêtés ; en me voyant encore à ce point redoutable, vous avez senti le besoin d'augmenter vos forces, et vous avez voulu gagner du temps... Aujourd'hui, vos deux cent mille hommes sont prêts ; c'est Schwartzenberg qui les commande ; il les réunit en ce moment, ici près, là, derrière le rideau des montagnes de la Bohême. Et, parce que vous vous croyez en état de dicter la loi, vous venez me trouver.

La loi ! et pourquoi ne vouloir la dicter qu'à moi seul ? Ne suis-je plus celui que vous défendiez hier ? Si vous êtes médiateur, pourquoi du moins ne pas tenir la balance égale ?... Je vous ai deviné, Metternich ; votre cabinet veut profiter de mes embarras et les augmenter autant que possible pour recouvrer tout ou partie de ce qu'il a perdu. La grande question pour vous est de savoir si vous pouvez me rançonner sans combattre, ou s'il vous faudra vous jeter décidément au rang de mes ennemis ; vous ne savez pas encore bien lequel des deux partis doit vous offrir le plus d'avantages, et peut-être ne venez-vous ici que pour mieux vous éclairer. Eh bien ! voyons, traitons, j'y consens. Que voulez-vous ? »

Cette attaque était vive; M. de Metternich y répond ainsi : « Le seul avantage que l'empereur son maître soit jaloux d'acquérir, c'est l'influence qui communiquerait aux cabinets de l'Europe l'esprit de modération, le respect pour les droits et les possessions des États indépendants qui l'animent lui-même... L'Autriche veut établir un ordre de choses qui, par une sage répartition de forces, place la garantie de la paix sous l'égide d'une association d'États indépendants. — Parlez plus clair, dit l'Empe-

reur en l'interrompant, et venons au but; mais n'oubliez pas que je suis un soldat qui sait mieux rompre que plier. Je vous ai offert l'Illyrie pour rester neutre; cela vous convient-il? Mon armée est bien suffisante pour amener les Russes et les Prussiens à la raison, et votre neutralité est tout ce que je demande. — Oh! Sire, reprend vivement Metternich, pourquoi Votre Majesté resterait-elle seule dans cette lutte? Pourquoi ne doublerait-elle pas ses forces? Vous le pouvez, Sire, car il ne tient qu'à vous de disposer entièremennt des nôtres. Oui, les choses en sont au point que nous ne pouvons plus rester neutres : il faut que nous soyons pour vous ou contre vous ! »

A ces mots le ton de la conversation fléchit; l'Empereur conduit M. de Metternich dans le cabinet des cartes. Après un assez long intervalle, la voix de l'Empereur s'élève de nouveau. « Quoi ! non-seulement l'Illyrie, mais la moitié de l'Italie et le retour du pape à Rome ! Et la Pologne, et l'abandon de l'Espagne ! Et la Hollande, et la confédération du Rhin, et la Suisse !... Voilà donc ce que vous appelez l'esprit de modération qui vous anime? Vous ne pensez qu'à profiter de toutes les chances, vous n'êtes occupés qu'à transporter votre alliance d'un camp à

l'autre, pour être toujours du côté où se font les partages, et vous venez me parler de votre respect pour les droits des États indépendants ! Au fait, vous voulez l'Italie, la Russie veut la Pologne, la Suède veut la Norwége, la Prusse veut la Saxe, et l'Angleterre veut la Hollande et la Belgique. En un mot, la paix n'est qu'un prétexte : vous n'aspirez tous qu'au démembrement de l'Empire français !... Et pour couronner une telle entreprise, l'Autriche croit qu'il lui suffit de se déclarer ! Vous prétendez ici, d'un trait de plume, faire tomber devant vous les remparts de Dantzick, de Custrin, de Glogau, de Magdebourg, de Wésel, de Mayence, d'Anvers, d'Alexandrie, de Mantoue, de toutes les places les plus fortes de l'Europe, dont je n'ai pu obtenir les clefs qu'à force de victoires ! Et moi, docile à votre politique, il me faudrait évacuer l'Europe, dont j'occupe encore la moitié, ramener mes légions la crosse en l'air derrière le Rhin, les Alpes et les Pyrénées; et, souscrivant à un traité qui ne serait qu'une vaste capitulation, me livrer comme un sot à mes ennemis, et m'en remettre, pour un avenir douteux, à la générosité de ceux-là même dont je suis aujourd'hui le vainqueur ! Et c'est quand mes drapeaux flottent encore aux bouches de la Vistule et sur les

rives de l'Oder, quand mon armée triomphante est aux portes de Berlin et de Breslau, quand de ma personne je suis ici à la tête de trois cent mille hommes, que l'Autriche, sans coup férir, sans même tirer l'épée, se flatte de me faire souscrire à de telles conditions !... Sans tirer l'épée ! Cette prétention est un outrage !... Et c'est mon beau-père qui accueille un tel projet! C'est lui qui vous envoie! Dans quelle attitude veut-il donc me placer en présence du peuple Français ? Il s'abuse étrangement s'il croit qu'un trône mutilé puisse être en France un refuge pour sa fille et son petit-fils ! Ah ! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour vous décider à jouer ce rôle contre moi ?...»

A ces mots, qu'il n'est plus possible de retenir, M. de Metternich a changé de couleur; un profond silence succède, et l'on continue de marcher à grands pas. Le chapeau de l'Empereur est tombé à terre; on passe et repasse plusieurs fois devant. Dans toute autre situation, M. de Metternich se serait empressé de le relever... l'Empereur le ramasse lui-même...

Les historiens (et Voltaire est quelquefois de ce nombre), les historiens qui se plaisent à rapporter les grands événements à de petites causes, ne manqueront pas d'attribuer à ce

chapeau tombé, qui n'est point ramassé par le plus poli des hommes d'État, les grandes calamités qui allaient pleuvoir sur la France. Il ne faut y voir qu'une révélation tacite de la colère profonde qu'avaient excitée dans l'âme du ministre autrichien les paroles blessantes de Napoléon. Et en effet, tout fut dit contre la paix après cette apostrophe. Napoléon sans doute venait de s'exprimer avec une fierté éloquente, mais c'était un très-fâcheux et très-inconvenant prélude de négociation. Un sentiment juste de sa situation devait lui suggérer un langage moins acerbe. Sans doute il était révoltant pour son orgueil et pénible pour le nôtre que M. de Metternich fût devenu l'arbitre de ses destinées; mais à qui devait-il une situation qui relevait l'Autriche inactive plus haut qu'elle n'eût pu l'obtenir de deux ou trois campagnes victorieuses? Aux deux énormes fautes de Napoléon, la guerre d'Espagne et celle de la Russie. Si la position eût été plus égale entre les deux interlocuteurs, M. de Metternich ne pouvait-il pas lui répondre : « Subissez les rigueurs d'une situation que vous avez été chercher, l'une au delà des Pyrénées en bravant toutes les lois de la justice, et l'autre à Moscou en violant toutes celles de la prudence. »

Je conviens que les propositions de l'Autriche, en supposant qu'elles n'eussent pas été modifiées dans les négociations, plaçaient Napoléon dans une situation fausse ou du moins difficile. Elles ne lui laissaient presque plus rien de ses conquêtes personnelles, achetées par tant de prodiges de valeur et d'habileté. Elles semblaient ébranler un trône fondé sur une gloire qui n'avait plus de rivale; mais ces mêmes propositions laissaient à la France tout ce que réclamait une sage politique, c'est-à-dire la limite du Rhin avec une moitié de l'Italie. Ce n'était pas sans peine que MM. de Caulaincourt et de Narbonne avaient obtenu cette dernière concession de l'Autriche. M. de Metternich la faisait valoir comme un grand témoignage de la condescendance de l'empereur François pour son gendre. Que dirai-je? de telles propositions, en pénétrant de douleur et de regret nos plus grands capitaines, leur paraissaient encore convenables, au moins pour servir de bases à une négociation. Leur mécontentement éclata lorsqu'ils apprirent la dure apostrophe faite à M. de Metternich, qui leur parut un signal de guerre. Ils comparaient les deux victoires de Lutzen et de Bautzen, si chèrement achetées et si pauvres en trophées et en

résultats, à celle qui, sous les murs d'Ulm, avait été suivie de la capitulation d'une armée tout entière. Ils voyaient sur les lieux ce que l'Empereur ne voulait pas voir, c'est-à-dire un débordement de peuples chez lesquels l'enthousiasme, la vengeance et la cupidité même ne rompaient pas le frein de la discipline. En quinze jours, l'armée victorieuse avait été affaiblie de trente mille hommes. Elle attendait, il est vrai, de puissants renforts, et l'Empereur l'évaluait à trois cent dix mille hommes; mais enfin c'était la dernière armée qui restât à la France, non plus pour ressaisir ses conquêtes, mais pour couvrir ses frontières, et peut-être sa capitale même. Après avoir fait lever une conscription de jeunes gens de dix-huit ans, où trouver les éléments d'une levée nouvelle? Et cependant l'armée des ennemis était déjà doublée et allait plus que se tripler. Deux cent mille Autrichiens, que la défection du cabinet de Vienne allait détacher de nos drapeaux et tourner contre nous. La Bavière, Wurtemberg, Bade et la Saxe peut-être en recevraient ou donneraient le signal.

Nos généraux, secondés avec un courageux civisme par nos deux négociateurs MM. de Caulaincourt et de Narbonne, persécutaient

en vain l'Empereur de ces représentations. Le *Mémorial de Sainte-Hélène* nous offre un témoignage authentique de la résistance qu'il éprouvait dans son conseil et dans son armée même : « Quelles n'étaient pas mes tribulations de me trouver tout seul à juger l'imminence du danger et à y pourvoir ! de me voir placé entre les coalisés qui menaçaient notre existence..., et les harassements de tous les miens, de mes ministres même, qui me poussaient à me jeter dans leurs bras. Et j'étais obligé de faire bonne contenance dans une si gauche posture ! de répondre fièrement aux uns et de rembarrer les autres, qui entretenaient la mauvaise pente de l'opinion au lieu de l'éclairer, et laissaient le cri public me demander la paix, lorsque le seul moyen de l'obtenir était de me pousser ostensiblement à la guerre ! »

Parmi les conseillers intimes de l'Empereur, il en était un qui passait pour l'encourager dans son refus indigné contre les propositions du médiateur: c'était M. Maret, duc de Bassano. Encourager l'Empereur! ce mot me semble bien impropre, en parlant d'un homme qui était à lui seul son conseil. Il est vrai que le duc de Bassano atténuait l'effet de son dévouement par l'excès qu'il portait dans

son admiration imperturbable. L'Empereur grandissait toujours à ses yeux, parce qu'il le voyait de plus près et plus assidûment qu'aucun autre homme. Je ne sais si Napoléon le consultait avec une grande déférence, mais, dans ce cas, il prenait son écho pour son oracle.

Pendant que l'Empereur était absent, et surtout depuis qu'il était malheureux, l'opinion publique reprenait à Paris une grande puissance; elle se faisait jour jusque dans les corps signalés et décriés par leur prompte et uniforme obéissance; quelquefois même elle devenait hostile. Chacun discernait que dans ces circonstances extrêmes, les intérêts de la France ne se confondaient plus avec ceux de son superbe dominateur. On était très-vivement frappé de ces alarmes qui se présentaient à l'esprit des plus intrépides généraux; on ne les exagérait pas, car elles furent surpassées par l'événement. On s'accusait d'avoir trop sacrifié à la grandeur du héros et à un repos qui n'existait plus. Les victoires de Lutzen et de Bautzen avaient pourtant adouci cette exaspération. L'honneur national avait joui de ces deux triomphes. S'ils eussent été plus vastes, on aurait craint qu'ils n'eussent encore exalté l'orgueil de Napoléon et réchauffé en lui la fu-

reur des conquêtes. Mais ces victoires, telles que le ciel les avait accordées, faisaient renaître les espérances de cette paix qui était devenue l'ardent soupir de toutes les âmes. La consternation fut grande, quand on répéta, dans toutes les sociétés, ces mots si peu conciliateurs : « Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné? » Par de telles paroles, disait-on, l'Empereur vient de procurer deux cent mille hommes de plus à l'armée ennemie. On demandait pourquoi, dans de telles circonstances, il n'avait pas eu recours à un homme d'État tel que M. de Talleyrand; s'il avait fait venir Fouché à Dresde, ce n'était certes pas pour entendre de lui des vérités sévères sur la situation des esprits; la défiance seule lui avait suggéré cette mesure. Les vieux fondateurs de notre liberté, et particulièrement ce qui restait de membres de l'Assemblée constituante, reprenaient un grand crédit; on recueillait leurs paroles avec avidité. Sieyès rompait son silence par des mots secs, railleurs et par des apophthegmes amers. C'étaient des vétérans de l'Assemblée constituante, et particulièrement MM. Lanjuinais, Garat, l'abbé Grégoire, Volney, de Tracy, qui formaient, dans le Sénat, un faible noyau d'opposition; tout an-

nonçait qu'il pourrait bientôt se grossir. La conspiration de Malet avait révélé à ce corps qu'il pouvait renverser un Empire comme il avait paru le créer. C'était à qui s'emparerait d'une machine si commode et si expéditive. Un sénatus-consulte était substitué aux révolutions populaires ou prétoriennes, pour créer, renverser ou transférer un trône. Mais c'est un triste pouvoir que celui qu'on obtient par une grande renommée de complaisance. Les regards se portaient sur le général Lafayette dont le cœur était balancé entre sa reconnaissance pour Napoléon, qui l'avait tiré des cachots d'Olmutz et le déchirement qu'il éprouvait en voyant sa patrie soumise à un despotisme qui paraissait entraîner à sa suite un grand désastre et le comble de l'humiliation. Un fait singulier, c'est que ces dispositions du Sénat et de l'esprit public étaient ignorées de l'Empereur et paraissaient connues de Louis XVIII. Cependant, un simulacre de congrès s'était ouvert à Prague; une si triste comédie dura encore un mois. Plus l'Autriche faisait désirer aux alliés son adhésion, plus, sans avoir combattu, elle montait au premier rang des puissances, et si M. de Metternich balbutiait le mot de paix, les négociateurs russes et prussiens le repoussaient

avec humeur. « L'armistice dure trop longtemps, disaient-ils; il fait perdre un temps précieux pour les opérations de la guerre. Nos soldats et nos peuples frémissent de ces retards. » Alors M. de Metternich paraissait modérer cette impatience; il attendait que son armée de Bohême fut prête à entrer en ligne. Napoléon lui-même attachait si peu d'importance ou d'espoir à ce congrès, qu'il s'absenta pendant six jours pour aller trouver l'impératrice à Mayence. Il espérait qu'elle pourrait réveiller, dans le cœur de son père, le scrupule de prêter son concours pour détrôner un gendre. Il paraît certain que l'empereur François II eût désiré éviter cette catastrophe, mais il lui fallait de vastes restitutions, et on ne lui en offrait que de mesquines. « Je donne à l'Autriche, disait Napoléon, les provinces illyriennes, et je garde Trieste. » On se débattait sur ce point, qui n'était pas, à beaucoup près, le dernier terme des exigences de M. de Metternich; Napoléon, enfin, finit par céder ce port important, mais il ne fit cette faible concession que la veille du jour où finissait l'armistice, c'est-à-dire le 9 août. Cependant les événements se présentaient de manière à faire cesser l'irrésolution feinte ou réelle de l'Autriche.

Il n'en était point de plus important que la victoire éclatante de Wellington à Vitoria. Elle décidait sans retour l'expulsion des Français de cette Espagne, qui avait coûté à l'Empereur tant de fraudes et à notre armée tant d'héroïques et stériles victoires. Celle-ci avait été remportée sur le roi Joseph lui-même; c'était la seule bataille où l'armée française parut descendre de sa gloire. Ce désastre pourrait être regardé comme une fatale conséquence de ceux de la campagne de Russie. En effet, jusque dans ce moment où Wellington, vainqueur à Salamanque, apparaissait comme le suprême arbitre d'une guerre si longue et si calamiteuse, l'Empereur s'était vu forcé de tirer de son armée d'Espagne, déjà si affaiblie et si harassée, cinquante mille hommes de troupes aguerries, parmi lesquels on en comptait six mille de la vieille garde et une excellente cavalerie. Le combat devenait inégal; une cause évidente et lamentable de la victoire des Anglais, ce fut l'énormité des dépouilles que l'armée ramenait de Madrid et des autres villes qu'elle abandonnait. Surchargée de bagages, de trésors, de meubles et de tableaux précieux, elle se présenta sans ordre au combat; elle était pourtant commandée par le maréchal Jourdan. Ce vainqueur de Fleu-

rus, qui, depuis, avait été malheureux dans ses rencontres avec l'archiduc Charles, n'avait pu suivre des progrès que l'art militaire devait à Napoléon; car il n'avait été employé par lui dans aucune de ses guerres. L'attaque de Wellington fut à la fois vive et savante. Les Français, chassés de poste en poste, virent leur centre ouvert par une charge furieuse que secondait une puissante artillerie. Tout fut perdu; plusieurs milliers de prisonniers, cent cinquante canons et tous les bagages étaient tombés au pouvoir de l'ennemi. Le général anglais se hâta de restituer de si riches dépouilles aux palais ou aux églises d'où elles avaient été arrachées.

Londres tressaillit d'orgueil et de joie en apprenant un triomphe si vaste et si complet, qui lui rappelait ceux d'Aboukir et de Trafalgar. Jourdan avait perdu dans la mêlée son bâton de maréchal. Le prince régent, faisant allusion à ce trophée, dans une congratulation pleine d'enthousiasme, nomma le duc de Wellington maréchal du Royaume-Uni.

C'était pour prévenir un tel désastre que Napoléon avait détaché le maréchal Soult de son armée. Ce guerrier arriva du moins assez à temps pour réparer la gloire de l'armée.

Le jour où M. de Metternich déclara que l'Autriche entrait avec toutes ses forces dans la coalition, fut un jour d'allégresse pour toute la Germanie. Les hommes d'État les plus cuirassés de diplomatie et de mystère s'embrassaient et célébraient leur triomphe dans des banquets bruyants. Il fut annoncé par des signaux et des feux de joie sur les montagnes. Cet enthousiasme, plein de vengeance, était exalté par l'arrivée du général Moreau à Berlin, et par les honneurs qu'on lui décerna. Sans doute, en les recevant, il sentit dans son cœur la voix de la patrie qui protestait contre sa défection. De tels actes se conçoivent mieux dans des caractères bouillants tels que Coriolan, le comte de Warwick et le prince de Condé. Moreau semblait avoir bien plus les vertus d'un Camille que l'ardeur de ces hommes emportés. L'histoire peut difficilement alléguer ces motifs, et ne les recevra pas comme des excuses. On a dit que Bernadotte et lui s'étaient proposé de se prévaloir des importants services qu'ils rendraient à la coalition, en se présentant comme médiateurs entre elle et leur patrie. Ce qui est constant, c'est que l'un et l'autre auraient eu horreur de contribuer à l'invasion de la France, et nous verrons que Ber-

nadotte refusa de passer le Rhin. Une ardente rivalité de gloire militaire peut être assignée comme le mobile qui détermina Moreau. Alexandre lui offrait le commandement de son armée ou du moins la direction générale du plan de campagne de la ligue. Moreau avait pénétré dans toute sa profondeur, le secret des grandes combinaisons stratégiques de son formidable rival; il croyait, et l'Europe semblait croire avec lui, qu'à lui seul était réservé le privilége de détruire le prestige dont s'environnait l'Invincible.

Une autre défection, mais d'une nature moins importante, concourait avec celle-là pour perfectionner les plans de guerre des alliés. Napoléon avait attaché à son état-major le baron Jomini, Suisse de naissance, qui, dans plusieurs écrits, avait montré de profondes connaissances dans cette stratégie qui, inventée en quelque sorte par Frédéric le Grand, avait reçu de grandes applications des généraux de la République et particulièrement du ministre Carnot, et dont Bonaparte avait fait un art rempli de merveilles. On croit qu'il avait reçu communication du plan de campagne de l'Empereur pour la guerre de Saxe. Par des motifs non encore expliqués, il déserta peu de jours

avant la reprise des hostilités, et fut appelé au même emploi par l'empereur Alexandre.

Il fallait donner un généralissime à l'armée des alliés qui allait se porter à six cent mille hommes. La grande déférence que l'on devait montrer à l'Autriche fit nommer le prince Schwartzenberg. Mais les opérations de la campagne avaient été concertées dans une grande conférence entre les généraux, et l'on croit que les inspirations qui prévalurent furent celles de Moreau et de Bernadotte. La pensée première était de porter, avec le plus de célérité possible, toutes les forces sur le point où Napoléon rassemblerait l'élite des siennes, et de négliger toutes les opérations partielles dans lesquelles on les avait trop souvent disséminées:

Ainsi se préparait le choc entre les peuples et Napoléon. Le monde n'avait point vu, même sous l'irruption des Barbares, une telle masse de combattants. Ce qui était beaucoup plus nouveau, c'étaient les assauts du génie de la guerre dans les deux camps.

Ce ne sont plus ici des batailles froidement meurtrières, commandées par les spéculations d'une politique avide et tracassière, ou par les intrigues d'une cour, ou par les caprices d'une favorite, à des généraux courtisans, à des sol-

dats automates. C'est la passion qui charge le fusil, qui lance le boulet; c'est la passion raisonnée qui soumet au niveau de la discipline l'homme fier de son savoir ou de la supériorité de son rang. Napoléon, par son exemple, les peuples par leur dévouement, ont fait une loi à leurs maîtres, empereurs, monarques ou princes souverains, de se trouver sur le champ de bataille. Le XIXe siècle remonte à cette loi des temps homériques. Au sacre qu'ils ont reçu de l'Église, il faut ajouter celui des balles et des boulets. Les passions cupides font une alliance secrète avec les passions généreuses. L'ardeur de se défendre est stimulée par l'ardeur d'envahir. Ici c'est Berlin ou Vienne dont on veut se venger; là, c'est Paris dont on veut enlever les richesses, ruiner les monuments, écraser l'orgueil, en se noyant dans tous les plaisirs babyloniens qu'on lui reproche. Vous diriez un grand combat de la civilisation contre elle-même; c'est la guerre dans sa gloire la plus éblouissante, c'est la guerre dans sa plus profonde horreur.

CHAPITRE XLI.

BATAILLE DE DRESDE ET SES SUITES FACHEUSES (1813).

SOMMAIRE.

L'armistice est rompu. — L'Autriche se déclare et fournit à l'armée alliée un renfort de deux cent mille hommes. — Napoléon cherche à dégager ses fortëresses. Pendant ce temps l'armée alliée attaque Dresde. — Gouvion Saint-Cyr s'y défend avec vigueur. — Dresde est prête à tomber quand l'Empereur entre dans ses murs. — Bataille générale. — Victoire éclatante des Français. — Mort du général Moreau dans le camp des alliés. — Napoléon poursuit sa victoire. — Quatre revers sanglants suivent ce grand succès. — Son lieutenant Vandamme s'engage trop avant. — Il est battu et fait prisonnier. — Macdonald est battu dans la Silésie. — Oudinot et Ney le sont tour à tour dans leur marche sur Berlin. — Défection de la Bavière et du Wurtemberg, qui vont se joindre aux alliés. — Fermentation de l'Allemagne. — Longue indécision de Napoléon. — Son séjour prolongé à Dresde.

L'Empereur a profité des deux mois de l'armistice pour fortifier la ville de Dresde, dont il veut faire le pivot de ses opérations. Mais une guerre défensive ne convient ni à son génie, ni à l'urgence de ses périls. Les promesses qu'il a faites à son armée en la quittant près du désastreux Vilna, il vient de les remplir. Il a sous ses ordres trois cent dix mille hommes d'infanterie, parmi lesquels on en compte quarante

mille de cavalerie, tandis qu'à Lutzen il ne pouvait opposer aux formidables escadrons des alliés que deux régiments badois. Sa nouvelle cavalerie est un objet d'admiration pour lui-même qui a su la créer en si peu de temps. Kellermann lui ramène cette grosse cavalerie qui a enfoncé les rangs de l'armée autrichienne, qui croyait à Marengo n'avoir plus qu'à poursuivre une victoire. La cavalerie légère était commandée par des généraux d'un grand nom: Sébastiani, Latour-Maubourg, Arrighi et Nansouty. Nous avons laissé Murat frémissant de colère sous l'impression d'un bulletin qui blessait sa gloire. Les Anglais d'un côté, et de l'autre les conjurés italiens, connus sous le nom de *carbonari*, n'ont cessé de l'assaillir de promesses et de séductions, pour lui faire jouer, contre son bienfaiteur et son beau-frère, le rôle de Bernadotte. Il voit son trône en péril. On le lui garantit ainsi que la Sicile, s'il veut se mettre à la tête du grand mouvement qui peut reconstituer l'indépendance et l'unité italiennes. On a pu juger que la perspective d'un rôle si brillant, mais si coupable, le tenait incertain. Il a triomphé de cette épreuve; mais résistera-t-il à de nouveaux revers, à de nouvelles alarmes sur son trône? Il y tient encore plus que

s'il y avait succédé à une longue suite d'aïeux. Quant à l'armée des alliés, elle se compose déjà de cinq cent soixante-dix mille hommes avec une réserve de quatre-vingt mille.

L'artillerie est présumée égale pour le nombre des bouches à feu entre les deux armées, mais avec une supériorité peu contestée d'intelligence et d'activité pour la nôtre. Deux corps, l'un sous les ordres de Davoust, et l'autre sous ceux du maréchal Augereau, n'entrent point en ligne : l'un surveille les villes anséatiques et les mouvements insurrectionnels du Nord; l'autre commande une réserve à Mayence. Il faut aussi noter, parmi les absents, le général Rapp, enfermé à Dantzick avec un corps de vingt mille hommes. Un héros cher à deux nations et estimé de toutes, le prince Poniatowski, commande à quinze mille Polonais. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr est chargé de défendre Dresde avec quinze mille Français. Ney, avec vingt-cinq mille, est toujours destiné à porter les grands coups de la guerre auprès de Napoléon. Vandamme, à qui l'Empereur a promis le bâton de maréchal, est réservé pour une opération dont le succès sera fatal. Oudinot est en marche sur Berlin; Victor, Macdonald, Marmont, Bertrand, Lauriston, commandent cha-

cun à vingt mille hommes, et Reynier à quinze mille. Le maréchal Mortier a la gloire de commander la garde impériale, qui se porte à vingt-cinq mille hommes, petite armée qui semble en valoir deux. Napoléon, dès le début, a conçu un plan d'opérations pour couper l'armée de Schwartzenberg de celle de Blücher. C'est cette dernière qu'il poursuit. Blücher paraît céder à cet effort. Il donne quelques signes de précipitation et de désordre; mais son but est d'attirer Napoléon loin de Dresde, sur laquelle Schwartzenberg va se porter avec l'ensemble de ses forces. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr devient le sauveur de l'armée par la résistance que, pendant quatre jours, il oppose dans ses retranchements, avec ses quinze mille hommes, à plus de cent mille. Le général Moreau, qui a tracé cet habile plan d'opérations, s'indigne de la lenteur et de la mollesse avec lesquelles Schwartzenberg dirige une attaque qui déconcerterait tous les plans de guerre de Napoléon; il sent qu'avec un beaucoup moins grand nombre de ses vieux soldats, il aurait déjà emporté cette ville. Gouvion, cependant, a pu faire parvenir à l'Empereur l'avis de son extrême péril. Napoléon voit qu'il est temps de lui porter secours; et, déjà dans sa pensée, il

triomphe à la fois de l'imprudence et de la lenteur de l'armée autrichienne, qui est venue se livrer à ses coups et lui offrir une victoire décisive pour l'ouverture de la campagne. Pendant l'armistice, il avait préparé son plan de bataille sous les murs de Dresde si l'ennemi osait l'y affronter. Palissades, fossés, retranchements, batteries, redoutes, il avait tout disposé; à chaque porte il avait placé d'avance un de ses grands corps d'armée. Tout devait agir à son heure et sans confusion. Sa crainte était que l'ennemi, frappé de ses grands préparatifs, ne renonçât à cette entreprise hasardeuse. Maintenant les Autrichiens y marchaient comme à un rendez-vous qu'il leur aurait donné. Toute l'armée partage son impatience et son brillant espoir. La ville de Dresde, qui craint les horreurs d'un assaut, implore comme un libérateur un conquérant contre lequel elle conserve sa haine germanique. Le roi de Saxe, surtout, appelle de ses vœux le souverain auquel il garde une amitié fidèle et courageuse. Dans la nuit du 26, Dresde s'éveille avec joie. C'est l'Empereur; il galope sur le pont, toute son armée le suit dans un long et silencieux défilé. Chacun des corps se rend à un poste qui lui a été indiqué d'avance. Les soldats bivoua-

quent, joyeux dans les rues, comme s'ils tenaient déjà la victoire. Saint-Cyr est félicité de sa belle défense. Il était du nombre de ces généraux éprouvés et sincères qui inclinaient pour la paix. Qu'aurait fait de mieux, pour arrêter une armée de deux cent mille hommes, un général qui aurait partagé l'opiniâtreté guerrière de Napoléon ?

Le jour se lève, il est sombre, et bientôt fond sur les deux camps une pluie diluvienne; elle va contrarier les plans de Schwartzenberg, qui s'est enfin décidé à une attaque générale des armées russe et prussienne : l'une est arrivée, l'autre en marche pour le seconder. Trois puissants souverains sont là pour enflammer l'ardeur de leurs soldats. Un autre personnage, qui ne porte point une couronne, n'occupe pas moins l'attention et fait naître encore plus l'espoir des alliés : c'est le général Moreau, qui s'est engagé à tourner contre Napoléon lui-même, les secrets de sa tactique et de sa stratégie. Malgré la tempête qui se déclare, il n'est plus temps de reculer. On croit l'Empereur absent et poursuivant Blücher dans sa retraite. Les premières opérations des alliés s'annoncent avec une vigueur inaccoutumée; une des redoutes principales a été emportée par eux, mal-

gré une belle défense; les feux d'une batterie sont éteints par le canon ennemi. Une colonne s'est emparée du faubourg de Pirna, et déjà retentit dans toute l'armée le cri de « Paris! Paris! » Napoléon l'a entendu avec un sourire menaçant. Déjà percé jusqu'aux os, il reçoit avec délices une pluie qui force les alliés à se déployer lentement sur un terrain fangeux. « Il est temps, s'écrie-t-il, de leur apprendre que je suis là. » A son signal toutes les portes de la ville s'ouvrent comme autant de bouches d'un volcan. Pas un de ces corps qui ne soit bientôt appuyé par un second, puis par un troisième; jamais on n'a vu de mouvement mieux coordonné au milieu du double ouragan des cataractes du ciel et des foudres terrestres. Mais ce qui frappe le plus l'ennemi de stupéfaction, c'est de voir reparaître une cavalerie française, une brillante et nombreuse cavalerie, et à sa tête ce foudroyant Murat, qui se fait reconnaître de loin par ses panaches ondoyants et par son manteau de pourpre brodé d'or. Voici encore la vieille garde qui reparaît, comme sortie miraculeusement des neiges de la Lithuanie. Trois de ses vieux chefs, Dumoustier, Tyndal et Cambrone, dirigent la furie opiniâtre de ses attaques. L'armée ennemie goûte une joie d'un

moment en voyant tomber sous ses balles deux de ces généraux, Tyndal et Dumoustier. On les voit tous deux reparaître avec une ardeur nouvelle. La redoute, jonchée de morts est reprise. Ney, de son côté, a repris le faubourg de Pirna, en faisant un grand carnage parmi ceux qui l'avaient occupé. Les portes de Dresde ne cessent plus de s'ouvrir à de nouveaux combattants. Victor et Marmont viennent couronner de si brillants succès. Ils s'emparent d'une colline sur laquelle tout à l'heure trois souverains, accompagnés du général Moreau, suivaient les mouvements de la bataille. « Napoléon est ici! » s'est écrié Schwartzenberg, et il prend toutes ses dispositions pour une retraite qu'il conduit en bon ordre. Cambrone seul a fait prisonnier un bataillon ennemi. Ce trophée, qui manquait à Bautzen, ne satisfait que faiblement Napoléon. « A demain! » dit-il. Le général Moreau, forcé de se retirer, frémit de n'avoir traversé l'Atlantique que pour assister à un nouveau triomphe de son rival. Il persuade à l'empereur Alexandre que l'attaque peut se recommencer le lendemain avec plus de succès, parce que deux nouveaux corps d'armée viendront grossir les forces des alliés. Et l'empereur Alexandre dit comme Napoléon : « A demain. »

« A demain, » répète avec joie le général Moreau, et ce sera le dernier jour d'une carrière jusque-là si brillante et si pure.

La bataille recommence le 27. Malgré l'éclat de ces journées, dignes d'une Iliade, je ne puis plus donner qu'un résultat sommaire de cette seconde journée. Ce résultat peut se présenter avec clarté, parce qu'il est dû à une conception simple et forte de Napoléon. Il faut donner un grand rôle à cette cavalerie ressuscitée, Murat le réclame. Napoléon lui donne l'ordre de faire un grand mouvement sur l'aile gauche de l'ennemi, de le déborder, de le tourner et de couper sa principale communication. Et pendant ce mouvement, l'armée de Victor l'attaquera de front. Sur un autre point, sur celui de Pirna, son flanc sera attaqué par la jeune garde, que déjà l'on ne peut plus distinguer de ses aînées. Quatre des divisions de ces deux corps sont commandées par le maréchal Ney, les deux autres par le maréchal Mortier. A l'extrémité du centre, Marmont, avec des réserves, occupera l'attention des alliés. Déjà le roi de Naples s'est emparé d'une hauteur qui domine tout le camp. La cavalerie renommée des Autrichiens et des Russes, frappée d'étonnement, cède à ses premiers efforts. Sur la gauche, du côté du

grand jardin, Saint-Cyr débouche, avec deux bataillons de la vieille garde. L'attaque, si générale, est d'abord contrariée par des torrents de pluie qui se répandent avec autant de fureur que la veille. L'artillerie en triomphe et chasse les nuages. Une éclaircie radieuse permet à Napoléon, trempé jusqu'aux os, de surveiller et de coordonner tous les points d'une si vaste attaque. Tout éclate à la fois : les Russes ont retrouvé Murat et Ney dans la vigueur de leurs attaques. La jeune garde, sous ce dernier chef, surpasse les prodiges qu'elle a opérés sur les champs de Lutzen et de Bautzen. La victoire n'est plus douteuse, et cette fois elle sera signalée. Mais au milieu de ce choc qu'on appelle celui des nations, voici un incident plus frappant encore de l'épopée napoléonienne (car on peut diviser la vie du conquérant en diverses épopées). Au milieu de ce choc, que l'histoire appelle déjà la bataille des nations, il a remarqué une batterie de sa garde qui, placée dans un lieu désavantageux, souffre beaucoup du feu de l'ennemi et produit peu d'effet par le sien. Il y court pour corriger le vice de cette position, et trouve les artilleurs mornes et découragés. Armé de sa *longue-vue*, il plonge sur le camp ennemi et y découvre un groupe qui lui paraît

indiquer des personnages importants. Il se souvient du boulet qui a enlevé à ses côtés son ami, le maréchal du palais Duroc et le général Kirgener. Le ciel semble lui offrir une revanche à prendre. Il la saisit et dit à un canonnier de sa garde : « Tirez là et visez juste. » Un trouble fort apparent qui se manifeste dans les rangs ennemis, et particulièrement dans le groupe sur lequel son attention s'est portée, lui révèle que le boulet a frappé une victime illustre. Cependant la victoire se poursuit et fait un théâtre de désolation de ces vallées qui tout à l'heure offraient la végétation la plus éblouissante et la plus riche. La place et les rues de Dresde s'encombrent de canons et de bagages pris à l'ennemi. Quinze mille hommes sont prisonniers, parmi lesquels on compte plusieurs généraux autrichiens. A trois heures l'ennemi est en pleine retraite.

Napoléon ignore encore jusqu'à quel point la fortune l'a favorisé dans cette seconde journée. Le lendemain, tandis qu'il indiquait à ses divers corps d'armée de nouvelles directions à suivre pour achever d'accabler l'ennemi, on lui amène un paysan qui a vu s'arrêter dans son village les souverains alliés. Il a vu emporter un général qui, placé près de l'empereur

Alexandre, a eu les deux cuisses emportées par un boulet. Le paysan n'en peut dire le nom, mais il ne doute pas, aux regrets que cette perte causait aux souverains, que ce ne soit celle de l'un des personnages les plus importants de l'armée. La pensée de l'Empereur s'arrête sur le prince de Schwartzenberg. « C'était un brave homme, dit-il, et je le regrette. » Puis il ajoute : « C'est donc lui qui purge la fatalité! J'ai toujours eu sur le cœur l'événement du bal comme un présage sinistre; il est bien évident maintenant que c'était à lui que le présage s'adressait. » La vérité se fait bientôt connaître : un lévrier, qui suivait le maréchal blessé, est resté dans un village voisin, et le roi de Saxe s'est hâté de faire passer à Berthier le collier du chien. On y lit : « J'appartiens au général Moreau. »

Ainsi un boulet avait terminé, dès le premier choc, ce grand duel de gloire et de science militaires que Moreau était venu chercher des rivages du nouveau monde, contre un rival devenu l'objet de sa haine la plus profonde. Il avait été frappé à côté de l'empereur Alexandre. Il eut le malheur de survivre quatre jours à une blessure qui ne lui laissait plus qu'un tronc inhabile à tout mouvement. Un billet, qu'il écrivit

le soir même à sa femme, décèle à la fois les tortures physiques et morales qu'il cherchait en vain à déguiser. On y lit ces mots, si peu dignes de lui et de son rival : « Ce *coquin de Bonaparte* est toujours heureux. » Pendant ces jours de souffrances, où il montrait l'impassibilité du soldat, il disait : « J'avais toujours désiré de finir par un boulet. » Mais peut-on douter qu'au fond de sa pensée il ne fût déchiré d'avoir reçu ce boulet dans un camp ennemi? Si, comme on le croit, il s'était bercé de l'espoir de devenir, après la ruine de Napoléon, un puissant médiateur entre sa patrie et l'étranger, et même d'y rétablir la liberté constitutionnelle, tout concourait à détruire une illusion qui était sa seule excuse. N'avait-il pas entendu ces mots tant de fois prononcés dans l'*armée des nations* : « Paris ! Paris ! » Les souverains voudraient-ils s'arrêter quand leurs peuples les poussaient à cette grande conquête?

Cependant Napoléon ne jouissait pas complétement de son triomphe. Sa constance à braver les intempéries du ciel avait été suivie d'une indisposition qui parut d'abord assez grave, mais qu'une forte transpiration termina bientôt. Ses soldats le portaient aux nues. Son regard semblait dire aux ministres et aux gé-

néraux qui avaient insisté sur des sacrifices pour obtenir la paix : « Voyez si je peux démembrer mon Empire, quand mon génie reste tout entier. » Suivant M. Fain, qui accompagnait l'Empereur, les généraux paraissaient alors humiliés de la prudence qui avait régné dans leurs représentations. Humiliés, et pourquoi? Ne venaient-ils pas de faire éclater de nouveau leur héroïsme et leur fidélité? Quoi de plus beau que d'être à la fois un courtisan courageux et un serviteur, je devrais dire un ami intrépide! Ils avaient dit vrai avant le combat, et même après une victoire qui était autant leur ouvrage que celui de Napoléon. Ils disaient encore vrai, s'ils lui conseillaient de se défier de la fortune, prête à le quitter pour toujours, ou du moins à ne lui accorder plus que des faveurs éphémères, que des adieux aussi brillants que perfides. Ici reprend à la fois la série de ses malheurs et s'accroît celle de ses fautes politiques. Je serai même forcé de prononcer une fois le mot de fautes militaires.

La victoire de Dresde aura-t-elle les brillants résultats de celles d'Iéna et d'Auerstadt? L'Empereur a pris de telles mesures, que tout lui en permet l'espoir. Le maréchal Oudinot, même avant ce grand succès, était en marche

sur Berlin. Ne va-t-il pas trouver l'armée prussienne, celle du général Bulow, affaiblie par les renforts qu'elle a fournis aux Autrichiens? Le maréchal Davoust a quitté les rivages de la Baltique pour se rapprocher d'Oudinot et seconder son attaque. Macdonald est resté en Silésie pour continuer une attaque vigoureuse que Napoléon avait commencée lui-même avant d'être appelé au secours de Dresde. Ne pourra-t-il pas entrer dans Breslau, capitale de la Silésie, au moment même où le maréchal Oudinot nous vengera dans Berlin de l'arrogance prussienne et des prédications furibondes dont elle remplit l'Allemagne? Quelque brillant que soit ce double espoir, il attend un succès plus décisif de l'armée du général Vandamme. Il l'a laissée à dessein dans la Bohême, pour couper au prince de Schwartzenberg sa retraite sur ce royaume. C'est un de ces généraux qui ont conservé dans un haut grade, l'âme, le langage et le dévouement du grenadier. Tel est son zèle que, jusque dans les mesures rigoureuses qui lui sont prescrites, il ne craint point d'aller au delà de ce que l'Empereur et la nécessité lui demandent. Il se fait un mérite d'être détesté du peuple allemand. Quelle ne doit point être son ardeur aujourd'hui? Il va courir

à travers les montagnes de la Bohême et les rangs ennemis, après ce bâton de maréchal que Napoléon vient de lui promettre. Vingt-cinq mille hommes sont sous ses ordres ; il peut lancer une assez forte cavalerie sur une armée autrichienne tout à l'heure formidable, il est vrai, mais qui, débandée après une bataille décisive, peut difficilement retrouver ses chefs, sa confiance et sa discipline; telle est du moins l'idée qu'il s'en forme. De quels nombreux troupeaux de prisonniers sa marche triomphale ne sera-t-elle pas accompagnée ! Maître des sommets de Péterwald, il s'est emparé bientôt de Culm, et déjà il brûle d'aller troubler dans la ville de Tœplitz, les délibérations des souverains, des princes et des diplomates alliés ; mais pour pénétrer jusqu'à ce quartier général, pour l'enlever s'il se peut, il faut s'enfoncer dans une vallée profonde. S'il parvient à s'emparer de cette ville, il peut barrer toute retraite à une armée de deux cent mille hommes, qui, poursuivie par Napoléon lui-même, ne descendra des montagnes que pour s'engager dans des ravins, dans des bourbiers dont il vient de reconnaître le danger. Il n'est plus qu'à une demi-lieue de Tœplitz; il a battu facilement les corps qui pouvaient s'opposer à

sa marche. L'empereur Alexandre a vu tous les dangers de ses alliés et le sien même. Il appelle un de ses plus intrépides officiers, le comte Ostermann, qui commande les grenadiers de sa garde : « Va, lui dit-il, barrer le passage au sanglier qui s'élance sur nous. C'est à toi de sauver dans ce moment décisif, la cause de tant de rois, de tant de peuples. Fais du vallon de Tœplitz des Thermopyles. Un jour on lira sur un monument : C'est ici que dix-huit cents grenadiers russes ont arrêté et battu vingt-cinq mille Français. »

Ostermann s'est élancé à ce poste de la mort, et par une terrible volte-face il a déconcerté Vandamme qui ne s'attendait plus à nulle résistance. Le combat s'engage dans une position dont les Français subissent tout le désavantage. Ostermann a un bras emporté et reste au milieu de ses grenadiers dont les rangs s'éclaircissent et se reforment avec une prestesse toute française. Mais pendant que Vandamme et son avant-garde combattent corps à corps avec des ennemis resserrés dans un étroit espace, il voit un nouveau danger fondre sur lui. C'est une armée prussienne du général Kleist qui vient l'assaillir par derrière ; elle a tourné les hauteurs de Péterwald. Il faut courir à ces nouveaux en-

nemis. D'abord les Prussiens ne peuvent résister au choc furieux du général français Corbineau. On se presse, on s'entasse, on s'égorge sur une chaussée étroite, dominée par de hautes montagnes; on ne peut plus passer que sur des monceaux de cadavres. On éprouve une même difficulté à mouvoir ses bras que ses pieds; la victoire a ses alternatives. L'artillerie prussienne a été prise et reprise. Les deux généraux ennemis Kleist et Vandamme sont eux-mêmes faits prisonniers; mais Kleist est délivré par les siens, et Vandamme reste au pouvoir d'ennemis habitués à maudire son nom. Il est couvert d'outrages et promené en captif à Prague, où le peuple mêle ses imprécations à celles des soldats. Une grande partie de son armée a mis bas les armes avec lui. Le général du génie Haxo qui avait été retenu à Culm est au nombre des prisonniers. Artillerie et bagages, tout est perdu, et voilà les lamentables résultats de l'une des plus grandes victoires de Napoléon.

L'orgueil humain est souvent châtié par de cruelles ironies de la fortune.

La nouvelle de ce revers inattendu était d'autant plus accablante pour Napoléon qu'il venait d'apprendre les graves échecs subis par Oudinot dans sa marche sur Berlin et par Macdonald

dans la Silésie; une erreur continuelle régnait pour la première fois dans les plans militaires de Napoléon. Il se trompait non-seulement sur les forces numériques de chacun des corps qu'il avait à combattre, mais, ce qui était plus grave encore, sur leur force morale. L'enthousiasme nouveau dont elles étaient saisies, échappait à ses calculs. Il était loin de s'attendre qu'Oudinot marchant sur Berlin avec les généraux Bertrand et Reynier, qui réunis formaient à peine cinquante mille hommes, allait rencontrer sur son passage Bernadotte avec cent mille. Cette armée formait une masse hétérogène de Suédois, de Prussiens, d'Anglais, d'Allemands des différents cercles et enfin de Cosaques commandés par Czernicheff, troupes nouvelles pour la plupart, mais enflammées de patriotisme et de cupidité vindicative. Une discipline sévère y régnait, et Bernadotte avait donné à ses belliqueux Suédois et à leurs alliés cette vivacité de mouvement, particulière au soldat français. Le prussien Bulow avait déjà remporté quelques avantages sur les généraux Reynier et Guilleminot. Oudinot sentait tout son désavantage, mais il avait l'habitude de vaincre et non de reculer. La bataille s'engagea à Gross-Beeren avec des chances longtemps balancées.

Mais les Saxons, auxiliaires devenus suspects, soutinrent mal une charge vigoureuse du général Bulow. Notre centre fut compromis ; le général Guilleminot fut chargé de le couvrir et y réussit. Oudinot à force de bravoure se maintint jusqu'à la nuit dans toutes ses positions ; mais il avait éprouvé des pertes qui rendaient plus que jamais le combat inégal. Il se décida à la retraite. L'entreprise sur Berlin était manquée.

Celle de la Silésie fut beaucoup plus déplorable ; Macdonald qui la commandait, se trouva en présence de Blücher qui, averti du départ de Napoléon pour Dresde, interrompit une retraite qu'il avait prolongée à dessein pour l'attirer loin de ses lignes. Plein d'un feu de gloire et de vengeance il reprit l'offensive. Plusieurs circonstances fatales pour notre armée favorisèrent le succès du général prussien. Il livra la bataille sur les bords de la Katzbach. Nos troupes ne purent s'y présenter avec ensemble ; des torrents de pluie et un épais brouillard avaient déconcerté leur marche au point que deux fortes divisions se heurtèrent dans un défilé d'où elles ne purent se dégager qu'avec peine et des sacrifices. Il arriva que les cavaleries prussienne et russe chargèrent Macdonald,

lorsque la sienne était encore sur ses derrières. Les résultats en furent désastreux. La division Puthod, coupée dans sa marche par des ruisseaux devenus des torrents, ne put ni porter ni recevoir du secours; Macdonald perdit quinze mille hommes et cent pièces de canon, et fut obligé d'évacuer la Silésie.

A huit jours de distance, une quatrième défaite vint déconcerter, au moins pour un moment, l'audacieux plan de campagne conçu par Napoléon. Le nom du guerrier qui avait subi ces revers en augmentait beaucoup la gravité. C'était le maréchal Ney, ce héros de la Moskowa, cet homme indomptable aux éléments ainsi qu'à l'ennemi. Le nom de son vainqueur rendait encore l'irritation plus profonde. C'était un Français que l'offre d'un trône avait rendu Suédois, ce général Bernadotte, dont les talents quoique justement honorés n'entraient point en parallèle avec ceux du plus intrépide successeur du duc de Montebello. Les forces étaient inégales; Ney avait peut-être été emporté par son ardeur belliqueuse et par sa confiance dans de premiers succès. Il avait fait replier devant lui le général prussien Bulow. Il marchait sur Baruth à trois journées de Berlin, et ne doutant pas que l'Empereur ne vînt bientôt à son secours, il avait

engagé l'action le 5 septembre contre le général Bulow. Il paraissait tenir une victoire déjà chèrement achetée, lorsque Bernadotte parut sur le champ de bataille avec quarante mille hommes. Il fallut songer à la retraite ; elle se fit en désordre, Ney y perdit huit mille hommes et douze pièces de canon.

Frappé de tant de coups qui faisaient presque évanouir la grande victoire de Dresde, Napoléon reste quelque temps absorbé dans un morne silence, et, ce qui est nouveau pour lui, reste inactif pendant quelques jours. Il prévoit un plus grand malheur encore; la fidélité de deux rois qui lui doivent ce titre, celui de la Bavière et celui de Wurtemberg s'ébranle. Ils murmurent déjà quelques mots de neutralité, et l'on a vu ce qu'est devenue celle de l'Autriche. Ne suivront-ils pas cet exemple? Ne se laisseront-ils pas séduire par l'adroite et profonde diplomatie du comte de Metternich? Ne reprendront-ils pas leurs liens avec un suzerain qui les a dominés si longtemps et qui a fait trembler si souvent la Bavière? Sans doute ils attendent encore l'arrêt de la fortune. La victoire de Dresde les a rattachés quelques heures; mais les journées de Culm, de Gross-Beeren en ont trop fait avorter les résultats et les ont trop changés en

une calamité nouvelle. L'esprit germanique souffle trop chez leurs peuples, pour ne pas pénétrer dans leurs cours et dans leurs cabinets. Un événement qui vient de se passer dans le camp même de Napoléon démontre quelle est la force de ce courant qui entraîne les peuples à l'indépendance et à la rébellion. Deux jours avant la bataille de Dresde, deux régiments westphaliens sujets de son frère Jérôme, ont déserté en passant dans les rangs ennemis. Exemple fatal pour les Saxons, qui dans leurs bivouacs répètent souvent les chants patriotiques et belliqueux des nouveaux bardes de la Teutonie. N'y aurait-il pas quelque chose de suspect dans la manière dont ils ont lâché pied dans la bataille de la Katzbach? Il est vrai que leur monarque se montre inébranlable dans la voie de la reconnaissance et de l'honneur; mais sera-t-il toujours obéi? La conspiration générale contre Napoléon a partout des missionnaires chez les femmes, et celles de la Saxe sont les plus enthousiastes et les plus éloquentes.

Napoléon sort de cette méditation qui lui montre une avalanche de peuples se grossissant toujours et roulant contre lui; il en sort avec une hardiesse de conception digne d'un homme

qui semble ne régner et ne vivre que sous la loi d'étonner toujours le monde. Il veut se montrer aussi haut dans son naufrage que sur le trône où il rangeait tant de rois à ses pieds. C'est dans son foyer qu'il veut étouffer l'incendie prêt à le dévorer. Il déclare à ses généraux étonnés sa résolution de marcher sur Berlin. C'était le plan avec lequel il s'était mis en marche en ouvrant cette nouvelle campagne. Napoléon a-t-il jamais renoncé à l'un de ses plans? La terreur rentrera dans le cœur des rois et des peuples, quand il passera son armée en revue à Postdam. Il la grossira de ses garnisons bloquées dans la Prusse et dans la Pologne.

C'était un plan digne de celui que l'histoire prête à Mithridate vaincu. Et sans doute son génie était habile à le colorer de grandes apparences de succès. C'était ainsi que, sur les cendres de Moscou, il avait parlé de marcher sur Saint-Pétersbourg. Il n'était alors, comme je l'ai dit, aucun de ses généraux qui n'eût combattu cette résolution désespérée par des raisons qu'indiquait la commune prudence. Fallait-il, quand le retour dans la patrie devenait si incertain, se porter à deux cents lieues vers le cercle polaire, braver l'hiver sur son trône, dans la saison où s'annonçaient ses premières

rigueurs, et oublier enfin que l'armée de Kutusof, incomplétement battue à la Moskowa, et se recrutant dans un pays tout belliqueux, pouvait gagner sur lui des marches pour la défense de Pétersbourg, ou couper ses communications et le réduire aux rigueurs de la famine et d'un horrible froid ? L'expédition sur Berlin projetée par Napoléon, ne présentait pas sans doute des chances aussi désespérées; mais la défense du sol français contre une invasion dix fois plus redoutable que chacune des précédentes, ne devait-elle pas être le premier objet qui s'offrît à la pensée de ses intrépides défenseurs de la patrie? La marche sur Berlin, tentée après quatre échecs si récents et si graves contre des forces doubles animées par le succès, pouvait avoir une conséquence effroyable : elle faisait craindre une destruction presque complète de la seconde grande armée que Napoléon avait formée miraculeusement pour la défense de nos frontières. Les conscriptions étaient épuisées et dépassaient déjà l'âge requis par les lois. Pourrait-il remplacer une ardente jeunesse par des invalides, par des hommes qui avaient payé de leur sang la dette à la patrie? Ne vous y trompez pas, lui disait-on, la guerre actuelle a pris un caractère tout nouveau. Nous marchons

contre des peuples enrégimentés. Leurs forces s'accroîtront par les coups que nous pouvons leur porter. Tuons-en cent mille, il en renaîtra un million. Soumettre de nouveau Berlin, c'est un grand exploit sans doute, mais ce n'est pas étouffer la vengeance qui bouillonne dans le cœur des Prussiens et qu'ils ont communiquée à toute la Germanie. Si les armées régulières venaient à leur manquer, ce qui n'est nullement probable, ils se formeraient en hordes de Cosaques, en guérillas; car c'est l'esprit de l'Espagne qui souffle maintenant sur la Germanie. Faudra-t-il livrer nos frontières, nos provinces, nos villes les plus florissantes à ces invasions de barbares? Barbares! non, ils ne le sont plus pour l'art de la guerre. Leurs capitaines, tant de fois battus, se sont formés depuis vingt-cinq ans aux sévères leçons que vous leur avez données. S'ils n'ont pas beaucoup de génie, ils savent du moins éviter les grandes fautes que vous leur avez fait si durement expier. Il règne de la méthode jusque dans ce mouvement insurrectionnel. L'Allemand est né discipliné. En un mot, il s'agit moins aujourd'hui d'une offensive contre laquelle la fortune se déclare, que d'une défensive régulière et vigoureuse dont nous possédons encore toutes les res-

sources. Des attaques téméraires et malheureuses pourraient les anéantir.

Peut-être on me demandera si quelques mémoires laissés par nos grands généraux, m'autorisent à leur prêter de telles représentations. Je répondrai que je n'en connais point; mais puisqu'il est certain qu'à cette époque, ils lui ont parlé un langage courageux et sévère, il me paraît impossible qu'il ne se soient pas appuyés sur des considérations de cette sorte, en les revêtant de l'énergie et de la franchise du langage militaire, que je n'ai point tenté de reproduire. Les écrivains les plus dévoués à la cause de Napoléon parlent uniformément de cette résistance qu'alors il a rencontrée chez ses généraux, et dont plusieurs avaient fait des essais malheureusement infructueux à Vitepsk et à Smolensk. Le zèle de ses apologistes me paraît aller trop loin, quand ils osent accuser ces vétérans de la victoire d'avoir perdu une vigueur qui ne se conservait plus que dans l'âme de Napoléon. Eh! ne l'avaient-ils pas signalée dans les combats dont ils sortaient? ne l'ont-ils pas fait éclater plus héroïquement encore dans ces trois funestes batailles de Leipsick, qui furent trois hécatombes de généraux français? Pourquoi ose-t-on dire qu'ils regrettaient les délices de leurs palais,

de leurs châteaux somptueux, délices qu'ils n'avaient pu connaître que pendant un si petit nombre de jours? Est-ce qu'aucun d'eux aurait pu en jouir dans une patrie qui, par leur lâche abandon ou leur mollesse tardive, aurait été tronquée, mutilée, asservie? Ils songeaient, dit-on encore à leurs familles; oui, sans doute, mais ils songeaient aussi aux nôtres, et Napoléon ne les sacrifiait-il pas à son inflexible orgueil? Je n'aime pas que l'histoire absorbe dans un seul homme la gloire de ses plus illustres contemporains, et qu'elle calomnie leur prudence pour couvrir sa témérité.

L'égoïsme vulgaire se décrie par sa pusillanimité; l'égoïsme de la gloire éblouit par un air de grandeur : tel était celui de Napoléon. Une volonté indomptable avait été la principale cause de ses succès; elle devait devenir celle de ses revers les plus accablants. Les représentations de ses généraux ne l'ont point convaincu; il paraît hésiter, mais qu'il est loin encore de songer à une retraite sur le Rhin! Pendant quarante jours il reste dans la ville de Dresde. Il y attend une bataille générale, c'est-à-dire une victoire qui lui rendra la plus grande partie de ses conquêtes et le mènera jusqu'à Dantzick. Le *Mémorial de Sainte-Hélène* prouve

qu'il n'avait point abandonné cette pensée. Mais cette bataille ne vient pas; les alliés l'évitent malgré la supériorité de leur nombre. Tout se passe de part et d'autre en marches et contre-marches dont le but paraît indéterminé. Pendant ce temps, les alliés reçoivent des renforts qui leur viennent des progrès de l'insurrection dans le Nord. Une armée nouvelle, une armée de soixante mille hommes entre déjà dans leurs rangs : c'est celle de Bennigsen. Les Tartares de toutes tribus, Baskirs, Cosaques et Kalmouks y semblent entraînés par le mouvement qui les porta sous Attila jusqu'au cœur de l'empire romain. Des milices irrégulières y sont mêlées sans confusion avec des troupes fort exercées à la tactique européenne. Les uns brillent par la hauteur et les belles proportions de leur taille, par la beauté de leurs coursiers et la richesse de leurs habits; les autres épouvantent par leurs traits hideux et leurs mœurs sauvages. Il en est qui, n'ayant pour toutes armes qu'un arc et des flèches, excitent la risée de nos guerriers; troupeau de tigres après le combat, bétail ignoble et servile dans le repos.

Ce n'est rien encore; la déception de la Bavière et du Wurtemberg, que craignaient nos généraux se déclare et foule toute loi de l'honneur

militaire. Le général bavarois Dewrède, que le sévère Napoléon a traité en ami, a passé dans le camp des alliés et se montre le plus acharné à la perte du grand homme. Nous le verrons bientôt réclamer l'honneur de lui porter les coups les plus décisifs, heureux s'il pouvait traîner comme son prisonnier celui dont il s'est montré le plus fervent admirateur! Les régiments westphaliens désertent à grands flots; un régiment saxon a déjà passé à l'ennemi. Bernadotte a ouvert une correspondance mystérieuse avec les autres corps de l'armée saxonne. Napoléon qui les surveille avec ombrage, leur adresse des harangues qu'il fait traduire; mais les chants belliqueux de leurs bardes ont plus de prise sur leurs cœurs.

CHAPITRE XLII.

BATAILLE DE LEIPSICK (1813).

SOMMAIRE.

Fatale journée de Leipsick. — L'armée française est en retraite. — Le corps saxon passe dans les rangs ennemis. — L'armée française est forcée à la retraite. — Horrible accident du pont sur l'Elster, qui livre vingt-trois mille Français aux ennemis. — L'armée continue sa retraite. — Les Bavarois marchent à sa rencontre pour l'accabler. — Combat et victoire de Hanau.

Le 8 octobre, l'Empereur s'est décidé enfin à quitter Dresde, où la bataille générale se fait trop attendre. C'est sur Leipsick qu'il marche, et de là il se portera sur Magdebourg, qu'une forte garnison française occupe encore. Cette importante forteresse deviendra son centre d'opérations pour son mouvement sur Berlin. Le nombre de ses ennemis presque doublé aujourd'hui, sera bientôt triplé. La grande victoire de Dresde est plus que contre-balancée par les sanglants revers qu'ont subis presque en même temps ses lieutenants Vandamme, Oudinot, Macdonald et Ney. Mais il n'a encore abandonné dans sa pensée aucune de ses premières conquêtes. S'il quitte Dresde, c'est pour y revenir,

car il y laisse sous les ordres du maréchal Saint-Cyr, trente mille hommes dont il appauvrit son armée. Faute inconcevable chez un si grand capitaine dont le principe est de tomber toujours sur l'ennemi par grandes masses. Notez qu'il n'a point encore rallié à lui son armée du Nord, sous le commandement du maréchal Davoust; sans compter les fortes garnisons qu'il a laissées dans plusieurs places de la Prusse et de la Pologne. C'est sans doute un bel hommage qu'il rend à la plus vaillante armée du monde; mais son premier soin ne devrait-il pas être de la conserver dans sa force? Il fatigue le ciel en lui demandant trop de miracles. A peine est-il arrivé à Leipsick, que tout conspire à dissiper ses brillantes illusions. Il se voit enveloppé avec ses cent trente mille hommes par une armée fort supérieure. Schwartzenberg le presse sur ses derrières et lui coupe ses communications avec Dresde. L'empereur Alexandre, Blücher et Bernadotte développent devant lui, sur trois autres points, leurs colonnes immenses. Pour lui, il n'a reçu d'autre renfort que celui du maréchal Augereau, qui lui amène de Mayence quinze mille hommes de réserve, parmi lesquels on en compte trois mille de cavalerie. Il va être forcé de recevoir

la bataille, lui qui voulait la livrer à son heure, à son choix. Il faut se faire jour, et tout dit que c'est pour regagner le Rhin.

Une ardeur toute nouvelle règne dans les rangs ennemis ; la pesanteur autrichienne a reçu un vif élan. C'est Schwartzenberg qui s'offre le premier pour engager la bataille. Par une épouvantable progression de massacres guerriers, elle va durer trois jours. Un tel récit doit rebuter les plus intrépides lecteurs des exploits militaires. Malgré le grand éclat des noms historiques et l'immensité des résultats, l'horreur du massacre y prédomine sur les idées de gloire; la pitié étouffe l'admiration. C'est une bataille qui ressemble à celle de Châlons, où le patricien Aétius défendit contre Attila la civilisation romaine décrépite. Elle rappelle aussi celle que se livrèrent à Fontenay, les trois fils dénaturés de Louis le Débonnaire. Si vous voulez vous pénétrer du génie militaire, lisez plutôt cette autre bataille de Leipsick où la victoire de Gustave-Adolphe obtint une brillante conquête pour la liberté des cultes en Allemagne. La gloire militaire est souvent en raison inverse du nombre des victimes qu'elle coûte. Je vais me borner à indiquer des résultats, et l'on m'en saura gré.

Le 16 octobre, trois batailles furent engagées à la fois autour de Leipsick, entre l'armée des alliés, forte de deux cent trente mille hommes, et celle de l'empereur des Français, qui n'en avait que cent trente-six mille. Combien ne dut-on pas regretter, pour diminuer cette infériorité numérique, les trente mille hommes de Gouvion Saint-Cyr laissés à Dresde ! Elle eut trois théâtres différents, ou plutôt se divisa en trois batailles : l'une sous Leipsick et près de Vachau dont elle porta le nom, entre le prince Schwartzenberg et Napoléon ; la seconde, sur les bords de la Partha au nord, entre le maréchal Ney, Blücher et Bernadotte ; la troisième, qui avait pour objet d'ouvrir la retraite, entre le général Bertrand et un corps d'alliés sous les ordres du général autrichien Giulay. La première fut indécise ; l'attaque des Autrichiens avait été d'une vigueur inaccoutumée, et nos postes avaient été obligés de se replier. Un effort vigoureux de Murat, Latour-Maubourg et Kellermann, nous fit reprendre l'offensive. Le village de Gossa avait été enlevé avec vingt-six pièces de canon ; mais Latour-Maubourg avait eu la cuisse emportée, le général Maison était tombé blessé. Nos soldats, exténués de fatigues poursuivaient leurs succès, lorsque

l'empereur Alexandre lança contre eux la faible escorte qui le protégeait. Ses gardes reprirent les vingt-six pièces de canon. Près de Vachau, la victoire est non moins disputée. Poniatowski y signale une valeur et des talents qui excitent l'admiration de l'Empereur lui-même. Le général autrichien Merfeldt est fait prisonnier; plusieurs autres sont tués ou blessés. On est maître de Vachau, et les alliés sont rentrés dans Gossa. Voilà tous les résultats d'un si vaste carnage. Je passe à la seconde bataille.

Ney, sur les bords de la Partha, s'est trouvé engagé contre des forces triples, et encore lui a-t-il fallu se priver pendant quelques heures de vingt mille hommes sous les ordres du général Souham, et que l'Empereur avait appelés près de lui dans un danger pressant. Il s'est trouvé que ce corps est resté inactif, car l'Empereur l'a renvoyé au maréchal Ney, dont la position paraît désespérée et il est revenu trop tard pour prendre part au combat. Ney, si terriblement assailli, n'a voulu opérer sa retraite qu'à la faveur de la nuit. Marmont, dont le corps d'armée est resté dans une vallée pendant cinq heures sous le feu de cent pièces de canon, a fait un effort vigoureux et décisif pour assurer cette

retraite; mais il est blessé, ainsi que les généraux Compans et Frédéric.

De ces trois batailles, la plus heureuse est celle du général Bertrand. En défendant Lindenau par de grands sacrifices d'hommes, il a ouvert à l'armée française une retraite éventuelle sur Erfurth. Napoléon est loin de goûter la joie d'une victoire : si sa gloire personnelle ne s'est pas beaucoup accrue dans cette journée, celle de l'armée française s'est soutenue avec éclat : car jamais elle n'a eu à se mesurer contre des ennemis plus nombreux, plus exercés, plus bouillants d'enthousiasme. Ney, Victor, Marmont et Macdonald ont soutenu leur grande renommée. Poniatowski est dignement récompensé des prodiges qu'il vient d'opérer; l'Empereur lui a remis sur le champ de bataille le bâton de maréchal, qui tout à l'heure n'ornera plus que son tombeau.

On peut juger des impressions de Napoléon après cette boucherie, prélude de deux autres plus funestes encore. Il fait venir vers lui son prisonnier, le général autrichien Merfeldt. Il l'a connu : c'est avec lui que dans des circonstances bien différentes, après des triomphes plus éclatants, et sur la route de Vienne, il a traité de l'armistice de Léoben. Il le reçoit avec

courtoisie, lui fait rendre son épée, le prévient qu'il va le renvoyer sur parole, et le charge de porter à l'empereur d'Autriche de nouvelles offres de conciliation. Voici le langage qu'il lui tient :

« Cette querelle devient bien sérieuse, dit-il à M. de Merfeldt après lui avoir adressé quelques paroles consolantes sur le malheur qu'il a eu d'être fait prisonnier. Vous voyez comme on m'attaque et comme je me défends. Votre cabinet ne pense-t-il pas à prévenir les suites d'un tel acharnement? S'il est sage, il peut encore tout arrêter, il le peut ce soir; mais demain peut-être ne le pourra-t-il plus : car, qui sait les événements de demain?

« Notre alliance politique est rompue; mais entre votre maître et moi, une autre alliance subsiste, et celle-ci est indissoluble. C'est elle que j'invoque : car j'aurai toujours confiance dans les sentiments de mon beau-père. C'est à lui que je ne cesserai d'en appeler de tout ceci. Allez le trouver et répétez-lui ce que je lui ai déjà fait dire par Bubna.

« On se trompe sur mon compte. Je ne demande pas mieux que de me reposer à l'ombre de la paix et de rêver le bonheur de la France après avoir rêvé sa gloire. Et cependant votre

politique sacrifie à la peur qu'elle se fait de moi, non-seulement les affections les plus naturelles, mais ses plus chers intérêts. Vous craignez jusqu'au sommeil du lion; vous croyez ne pouvoir être tranquilles qu'après lui avoir arraché les griffes et coupé la crinière. Eh bien! quand vous l'aurez réduit à ce triste état, quelles en seront les suites? Les avez-vous prévues? Tourmentés par le désir avide de recouvrer d'un seul coup tout ce que vous avez perdu par vingt ans de malheurs, vous n'avez que cette idée, et vous ne remarquez pas que, depuis vingt ans, tout a changé autour de vous; que vos intérêts ont changé de même, et que désormais, pour l'Autriche, gagner aux dépens de la France, c'est perdre. Vous y réfléchirez, général Merfeldt : ce n'est pas trop de l'Autriche, de la France, et même de la Prusse, pour arrêter sur la Vistule le débordement d'un peuple à demi nomade, essentiellement conquérant, et dont l'immense empire s'étend depuis nous jusqu'à la Chine...

« Au surplus, je dois finir par faire des sacrifices : je le sais; je suis prêt à les faire. » L'Empereur entre alors dans le détail des conditions auxquelles il souscrit d'avance. Ces concessions étaient tardives et, malgré la fierté du

langage, ressemblaient à l'aveu d'une défaite. Mais elles ouvraient une négociation dont l'Autriche pouvait espérer de grands avantages; elles ne furent point écoutées. Les alliés étaient ivres d'un demi-succès. L'armée de Bennigsen entrait dans leurs rangs et portait leurs forces à trois cent mille hommes, dont il faut cependant déduire le nombre de ceux qu'ils avaient perdus dans une si sanglante journée. Le lendemain, on attendit vainement le général Merfeldt: plus d'espoir, il faudra doubler et tripler un carnage qui doit finir par une retraite.

Le 17, les armées se reposent, constatent douloureusement leurs pertes, et réparent leurs armes. La fureur a redoublé dans le camp des alliés, et le courage calme s'affermit encore chez les Français, qui se battent maintenant un contre trois. Les villages qui entourent Leipsick sont tour à tour pris et repris. Poniatowski, qui n'a plus que sept mille Polonais, contient une grande partie de l'armée de Schwartzenberg. Il a juré à Napoléon de se défendre jusqu'au dernier homme. Les avantages restent balancés; nombre de généraux dans les deux camps sont hors de combat; deux maréchaux de l'Empire, Ney et Marmont sont blessés. La perte est immense des deux côtés, lorsque l'événement le plus inat-

tendu, le plus nouveau dans les fastes militaires, jette dans le camp français l'étonnement et l'horreur. Bernadotte s'avançait avec ses Suédois contre le village de Reudnitz, que défendait le général Reynier avec l'armée saxonne, la cavalerie wurtembergeoise et quelques régiments français. Tout à coup un vide affreux se déclare dans nos rangs : les Saxons et les Wurtembergeois ont passé dans ceux de l'ennemi. Y resteront-ils du moins inactifs? auront-ils la pudeur de la neutralité, la seule qui leur reste pour atténuer une si flagrante violation de l'honneur militaire? Non : quarante pièces de canon qu'ils emmènent vont tirer contre ceux que tout à l'heure ils nommaient leurs frères. L'étonnement avait d'abord été tel chez les Français, qu'ils n'avaient pas même admis l'idée d'une trahison; ils ne voulaient y voir qu'un mouvement faux, qu'un ordre mal compris. Le général Reynier, qui commandait les Saxons, s'était élancé sur leurs pas en leur criant : « Que faites-vous? quel vertige vous a saisis? Vous allez à la mort et vous nous y livrez aussi. — Retirez-vous! lui crièrent de jeunes officiers saxons; n'ajoutez pas à l'action déloyale qu'on nous commande celle de livrer notre général. » Cette défection ne peut pas être

plus sévèrement condamnée que par les paroles même du commandant de l'artillerie saxonne, qui dit en s'approchant du général suédois : « Nous avons brûlé la moitié de nos munitions en tirant contre vous, et maintenant nous allons faire usage du reste en tirant contre vos ennemis. » Le sentiment de l'armée française dut être celui qu'éprouverait un voyageur qui, après avoir fait une route périlleuse avec un compagnon, le verrait tout à coup se joindre à des ennemis qu'ils ont ensemble repoussés. Voilà ce que les Allemands, dans leur frénésie insurrectionnelle, ont nommé un sublime parjure.

L'excuse d'un mouvement patriotique se présente mal ici, puisque ces soldats saxons se montraient en rébellion ouverte contre les ordres de leur souverain. La Saxe n'expia que trop ce fatal entraînement de son armée, puisque l'issue de cette guerre lui coûta le tiers de ses provinces. Les alliés ne tinrent aucun compte à cette armée du mouvement qui l'entraîna vers la cause teutonique, et firent expier cruellement au roi de Saxe sa fidélité à un protecteur malheureux.

On ne peut douter que cette défection n'eût été tramée par le prince royal de Suède. Les Français avaient dit, avec un sentiment d'in-

dignation, en se voyant attaqués sur ce point : « C'est le canon de Bernadotte. » Ils ne savaient pas que ce canon était entendu avec des sentiments bien différents par leurs perfides alliés, et que c'était le signal d'une trahison préméditée. Ainsi, à l'horreur d'un coup si foudroyant, Napoléon ajoutait la pensée qu'il lui était porté par un Français, par un de ses lieutenants, par le beau-frère de Joseph. Le grand bouleversement qui se préparait avait amené une horrible confusion dans les sentiments et dans les devoirs.

Je doute que Bonaparte ait jamais eu à faire un plus grand effort sur lui-même, que dans le moment où il vit l'artillerie saxonne rompant les rangs de son armée. Le grand général resta debout avec toute la puissance de ses facultés. Il s'agissait de combler un vide affreux; sa vieille garde, qu'il avait tenue en réserve, se présenta comme une barrière inexpugnable pour couvrir le village qui devenait le centre et le gage de la bataille; d'autres troupes s'y précipitèrent avec la même ardeur. Les généraux Vial et Rochambeau y reçurent une mort glorieuse. Tout fut défendu et maintenu jusqu'à la nuit qui ordonna la retraite générale. L'honneur était sauvé, l'armée ne l'était pas. Le mo-

ment où les pertes furent constatées dut être affreux dans les deux camps; suivant le témoignage des étrangers, la perte des alliés était évaluée à soixante mille hommes, mais quelque horrible que fût un tel vide, ils pouvaient facilement le remplir. Il n'en était pas ainsi de l'armée française qui n'avait jamais acheté aussi cher, je ne dirai pas une victoire, mais la possibilité d'une retraite. Quelle est la consternation de l'Empereur, lorsque les commandants de l'artillerie Sorbier et Dulauloy viennent lui apprendre qu'après avoir tiré plus de deux cent vingt mille coups de canon, il n'en reste pas, dans les caissons, plus de seize mille.

Sans doute Napoléon, depuis les défaites successives de ses quatre lieutenants, avait dû songer plus d'une fois à une retraite sur le Rhin; mais une retraite, en le dépouillant du plus magnifique prix de ses victoires, semblait le dépouiller de son Empire. Même après la sanglante journée de Vachau, on ne le voit prendre aucune disposition qui indique une pensée sérieusement arrêtée vers ce parti extrême. Cependant les derrières étaient si mal assurés, que l'un de ses vainqueurs, Bernadotte, le blâma dans son bulletin d'avoir soutenu une bataille si décisive, lorsqu'en se

retirant il serait forcé de traverser deux rivières dangereuses, la Pleisse et l'Elster, entrecoupées d'un terrain fangeux. Il ne profite point d'une journée de repos que l'ennemi lui laisse pour faire jeter plusieurs ponts sur l'Elster qui, près de Lindenau, se divise en plusieurs bras. D'où vient qu'il n'a pris aucune mesure pour dégarnir la ville de Leipsick d'une puissante artillerie qui protégerait sa marche rétrograde? D'où vient qu'il n'a donné aucun ordre, soit au maréchal Davoust, pour abandonner les villes anséatiques et se réunir à lui s'il est possible, ou du moins opérer une puissante diversion qui diminuerait les forces destinées à sa poursuite? D'où vient qu'il n'a point songé à tirer le maréchal Gouvion-Saint-Cyr de la prison de Dresde où lui-même l'a enfermé avec trente mille hommes? D'où vient que rien n'a été prévu, n'a été ordonné pour les garnisons de Magdebourg, de Vittemberg, de Stettin, de Custrin, et surtout celle de Dantzick, qui à elle seule forme encore une espèce d'armée? De telles sorties, de telles marches plus ou moins bien combinées, réprimeraient l'insurrection allemande, pourraient surprendre des corps isolés et jeter enfin de la lenteur et de l'irrésolution dans les opérations de l'en-

nemi. Tel était du moins l'avis de nos plus illustres maréchaux, parmi lesquels je puis citer Macdonald, à qui je l'ai entendu développer d'une manière précise et lumineuse. Mais l'Empereur considérait encore ces places qu'il abandonnait comme des gages qui pouvaient entrer dans les négociations et lui épargner d'autres sacrifices. Vouloir ne rien perdre dans de telles conjonctures, c'était s'exposer à tout perdre. Il engageait ainsi sa patrie dans le quitte ou double de son ambition.

Un historien militaire pourrait à ma place indiquer beaucoup d'autres précautions pour la retraite, omises par le plus grand de nos guerriers. Il en est de l'art de la guerre comme de plusieurs autres exercices du génie; le ciel y divise les talents, il accorde à l'un ce qu'il refuse à l'autre. Napoléon, gorgé de victoires, était mal préparé à l'art des retraites. Voyez-le traçant son plan pour ses attaques les plus hardies; pas un détail n'échappe à sa prévoyance aussi vaste que minutieuse. Voyez-le au contraire préparant soit sa retraite de Moscou, soit sa retraite de Leipsick; il semble attendre tout de la fortune qui se déclare son ennemie. Je vais en fournir un déplorable exemple et j'avais besoin d'y préparer l'esprit de mes lecteurs.

Le 19 septembre, l'un des jours les plus néfastes de notre histoire, l'Empereur a donné l'ordre de quitter Leipsick. Il s'est refusé, dit-on, d'y prolonger une défense qui pourrait, par des moyens violents employés de part et d'autre, amener la destruction d'une ville paisible et florissante. L'attachement qu'il a conçu pour le roi de Saxe, le seul de ses alliés qui lui soit resté fidèle, lui fait repousser avec horreur un parti qui achèverait de briser le cœur de ce prince honnête homme. Il est venu dès le matin lui faire ses adieux et lui adresser de généreuses consolations sur la défection même de son armée, car il ne doute pas qu'il la désavoue avec une indignation profonde. Il lui rend noblement l'engagement que ce prince a pris avec lui et l'exhorte lui-même à se réconcilier avec les alliés qui peuvent maintenant disposer de ses États. Cet entretien douloureux se prolonge au point que la princesse Augusta se voit forcée de l'inviter à ne pas compromettre plus longtemps sa sûreté. En effet, Blücher, Schwartzenberg et Bernadotte attaquaient avec furie chacun des faubourgs de la ville. Napoléon se retire avec sa garde impériale et tous les corps sont disposés pour le suivre successivement après avoir ou repoussé ou contenu l'ennemi. Une

seule précaution avait été prise, c'était celle de miner le pont sur l'Elster, afin de le faire sauter quand toute l'armée aurait effectué sa retraite. Cette rivière n'est large que de vingt toises, et plusieurs autres ponts pouvaient y être jetés à la fois, ainsi que l'exigeait le salut d'une armée si nombreuse, de tant de canons et de tant de bagages. On n'en avait fait construire aucun autre. L'Empereur l'a passé. Alors tout le poids de ces horribles journées, paraît retomber sur son âme et brise ses forces physiques. Souvent il avait eu à se louer de cette singulière faculté de son tempérament qui lui permettait de goûter le sommeil dans les circonstances où il est refusé à tous les hommes. Il y a peu de jours, nous l'avons vu endormi entre les canons après avoir dicté tous ses ordres pour la victoire. Ce sommeil va devenir le plus foudroyant de ses malheurs. Il s'est retiré dans un moulin de Lindenau, poste d'où il peut compter et contempler chacun des corps qui se retirent. Mais l'accablement surmonte ce puissant caractère. Il s'endort pendant trois heures, au bruit de l'artillerie et de la fusillade les plus meurtrières. Nul n'ose le réveiller; et cependant son honneur et le salut de son armée n'ont jamais été plus compromis. Par qui, dans quelle circonstance,

dans quelle fâcheuse extrémité, sera exécuté l'ordre qu'il a donné de faire sauter le pont sur l'Elster? Il se réveille au bruit d'une explosion; c'est le pont, l'unique pont sur l'Elster qui vient de sauter avec un horrible fracas. Tous les corps de l'armée ont-ils pu passer cette rivière? Non, il en reste trois; il reste vingt-trois mille hommes abandonnés sur l'autre rive, et perdus pour une armée déjà si affaiblie, perdus pour le salut de l'Empire. Deux cent cinquante pièces d'artillerie sont laissées au pouvoir de l'ennemi. Ceux qui, témoins de cet incident, purent en méditer les conséquences, crurent voir voler en éclats avec ce pont, le trône de l'Empereur. C'étaient les généraux en chef Poniatowski, Macdonald, Reynier et Lauriston, avec vingt généraux de divisions ou de brigades qui se trouvaient ainsi livrés aux coups de trois cent mille ennemis. Il n'est plus qu'un moyen de salut, c'est de passer l'Elster à la nage; mais c'est une ressource dont tout montre l'extrême péril. Le lit de cette nouvelle Bérézina, plus désastreuse que la première, est profond et bourbeux. Macdonald et Poniatowski entreprennent de la traverser. Le premier a pu gagner l'autre rive; mais le second, mal secondé par son cheval, est précipité dans un gouffre et ne reparaît plus.

Objet de longs regrets pour toute cette race de héros, amis ou ennemis, et de regrets encore plus profonds pour cette malheureuse Pologne dont il restait le plus brillant espoir, elle achevait de périr avec lui, mais de périr entourée de ces douloureux hommages qu'inspirent le courage malheureux et la fidélité héroïque. Les généraux Lauriston et Reynier se défendent encore dans un faubourg. Chaque soldat veut vendre chèrement sa vie. Plusieurs se retranchent dans des maisons que leur bravoure convertit un moment en citadelles, et périssent sous les décombres; d'autres cherchent à la nage le salut de Macdonald ou la mort de Poniatowski. Inutiles efforts d'un beau désespoir! Il faut capituler.

Mais à qui donc faut-il imputer une si effroyable calamité? qui a fait sauter ce pont, unique espoir de salut? Qui a livré à la mort ou à la captivité un tiers de l'armée française? Qui le croirait? Un seul homme, un caporal de sapeurs-pompiers, est indiqué dans le rapport officiel, comme le seul auteur de cette perte immense. L'ordre de faire sauter le pont miné avait été donné à un officier du génie, et celui-ci, comme s'il avait jugé ce poste trop indigne de lui, l'avait délégué à ce funeste caporal. Mais un tel poste, qui demandait autant d'in-

telligence et de sang-froid que d'intrépidité, n'était-il pas digne de l'Empereur lui-même? n'était-il pas sa place, ou à son défaut celle de l'homme le plus digne de sa confiance? N'y avait-il pas à craindre que l'exécution maladroite et intempestive d'un ordre si dangereux ne coupât l'armée en deux, pour en laisser une partie sans ressources et l'autre dans le plus éminent péril? Une double fusillade qui avait éclaté autour du pont, avait suffi pour étourdir ce sapeur et le faire recourir à la mêche fatale. « Qu'importe, s'était-il dit peut-être, mon Empereur est sauvé et c'est sur lui que je dois veiller. » Qu'un tel calcul, qu'une si infâme précaution fût entrée dans la tête de l'Empereur, on ne peut faire une telle conjecture sans commettre l'indigne profanation de la gloire. Mais la haine était terriblement allumée au dehors contre Napoléon, et au dedans, elle s'échauffait dans un calme sombre. La haine est impitoyable dans ses jugements les plus précipités. Elle admet et garde sans scrupule, tout ce qui la favorise et l'exalte. Napoléon a voulu pourvoir à son salut, même en sacrifiant le tiers de son armée. Tel fut le langage des prédicateurs fanatiques de la croisade européenne; et tel fut le sourd et long mur-

mure que firent entendre en France, les divers partis lassés de sa domination despotique, et indignés des périls honteux auxquels nous livrait son ambition opiniâtre. Mais était-il vrai que le salut personnel de Napoléon fût compromis dans le moulin de Lindenau? N'y restait-il pas entouré des deux tiers de son armée qui sortait de deux chocs glorieux où le nombre de ses ennemis semblait tripler sa gloire? Était-il à présumer que les alliés se jetteraient sur un pont étroit, où ils pourraient être foudroyés par devant et par derrière, par les deux armées qu'ils auraient désunies? Était-ce après deux succès si contestés, si incertains, qu'ils pouvaient tenter un effort si hardi, si opposé aux lois de la guerre et à leurs habitudes excessivement prudentes? De telles raisons me paraissent évidentes pour justifier Napoléon d'un acte d'égoïsme qui eût été à la fois lâche et stupide, deux mots que repousse un tel nom. Mais est-il à couvert d'un reproche d'incurie? Non certes, et je ne trouve pour l'atténuer, qu'un affaiblissement momentané de ses facultés morales épuisées par d'atroces souffrances et surtout par la trahison de l'armée saxonne.

Qu'aurait-il dit, qu'aurait-il fait, si l'un de ses lieutenants, fût-ce le maréchal Ney, ou le

maréchal Soult, ou le maréchal Oudinot, eût donné un tel ordre pour en laisser l'exécution à un soldat sans intelligence? Ne le voyez-vous pas ordonner un conseil de guerre, dans lequel l'organe du gouvernement accusateur aurait fait retomber, goutte à goutte, sur l'imprévoyant général le sang de tant de Français perdus pour le salut de la France? Eh bien! Napoléon, encore sur le territoire ennemi, ne devait-il pas ordonner un conseil de guerre, une enquête pour l'éclaircissement d'un fait qui confondait et qui confond encore toutes les imaginations? Il s'agissait pour lui plus que de son trône, plus que de sa vie, il s'agissait de son honneur. Pourquoi ne pas enlever un tel prétexte, une telle arme à la calomnie? Il se contenta de dire : « Ce sapeur était un stupide, » et il a cru tout expliqué. Eh bien! l'histoire n'est-elle pas autorisée à dire qu'il y eut alors éclipse dans son génie et même dans son droit sens? Napoléon dit dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, en parlant des journées de Leipsick et de Dresde : « Je ne reconnaissais plus mes généraux, ils étaient gauches et lourds; » mots injustes et réfutés par les faits les plus éclatants. Après la catastrophe du pont sur l'Elster, les généraux français n'étaient-

ils pas autorisés à dire : « Nous ne reconnaissions plus l'Empereur! »

Dans les trois journées de Leipsick, l'armée française perdit cinquante mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers, parmi lesquels on comptait trente-trois généraux, deux cent cinquante pièces de canon et une énorme quantité de bagages.

L'Écriture sainte, en parlant d'un conquérant, se sert souvent de cette grande expression : « La terre se tut en sa présence. » Ces temps n'étaient plus. Tant de voix étouffées pendant douze ans par l'admiration, la stupeur et l'épouvante, formaient, d'une extrémité de l'Europe à l'autre, un accord de tonnerre contre Napoléon. C'était la politique vulgaire des cabinets qui se taisait devant cette grande voix des peuples. Je ne puis concevoir que des hommes d'un esprit exercé ne veuillent voir, dans cette grande catastrophe, que des intrigues de diplomatie, que l'audace impunie de quelque gazetier, que des trames ourdies dans quelques salons, dans quelques vieux châteaux. C'est un insupportable fléau que des guerres d'invasion qui, d'année en année, viennent brûler vos moissons, vos chaumières, dévaster vos monuments publics, ou civils, ou

sacrés; font courber le vieillard, le mâgistrat, sous la loi du sabre ou du bâton, souillent de plus indignes outrages la jeune mère de famille et la fille pudique. Les peuples, même sous les gouvernements absolus, ne peuvent aimer de nouveaux maîtres ou des libérateurs qui annoncent leur avénement le fer et la flamme à la main. Le despotisme n'est pas toujours tyrannie; la conquête l'est nécessairement. C'est par là que j'explique la défection simultanée de la Bavière, du Wurtemberg, de Bade, de Nassau, de Darmstadt, enfin de tous ces princes de la confédération du Rhin qui devaient à Napoléon un titre plus pompeux, une autorité plus absolue, et quelques-uns de plus vastes États. A chaque pas de sa retraite, il était troublé par la nouvelle de ces défections qui menaçaient de lui fermer le retour dans ses États. Les soulèvements subits respectent peu la morale et se jouent de l'honneur, ainsi que nous venons de le voir pour l'armée saxonne. Je ne pourrai terminer ce douloureux chapitre sans en rapporter un exemple plus odieux encore. Tout était navrant pour le cœur de Napoléon, dans ce mouvement rétrograde. Il revoyait ce champ de Lutzen où sa jeune armée avait, avec tant d'éclat, fait reverdir sa

gloire; il revoyait Erfurth, où il avait tenu trois ans auparavant sa cour plénière de rois. Maintenant isolé, il habitait au milieu du silence, ce château d'Erfurth où l'empereur Alexandre venait souvent saluer son réveil et ne le quittait qu'à la nuit après des entretiens où ils s'étaient partagé le monde. Cette vue l'attristait et lui paraissait quelquefois insupportable. Erfurth, cependant, était pour lui un repos précieux; il y retrouvait un nouveau parc d'artillerie, des munitions et des approvisionnements de tous genres. Heureux s'il avait pu de là rappeler à lui les espèces de camps et d'armées qu'il avait laissés à Dresde, à Hambourg, à Dantzick et dans d'autres places. Il se plaignait et s'indignait quelquefois de ne recevoir, des deux maréchaux Saint-Cyr et Davoust ni du général Rapp, aucune nouvelle qui lui apprît des efforts tentés pour rejoindre la grande armée en péril, ou du moins opérer des diversions en sa faveur. Mais ces guerriers le pouvaient-ils? leur avait-il laissé pour cet objet des instructions fermement tracées? Aucun des historiens ses apologistes n'a pu le dire. Que leur serait-il arrivé s'ils avaient pris d'eux-mêmes cette résolution désespérée? Napoléon, à la première lueur d'un retour de fortune, ne

leur aurait-il pas reproché d'avoir livré à l'ennemi d'importantes citadelles et des villes populeuses? Maintenant il était réduit à tâcher de leur faire parvenir, par des émissaires audacieux et peu sûrs, l'ordre de le rejoindre à tout risque. Il paraît qu'aucune de ses instructions ne leur parvint, ou du moins qu'elles ne leur arrivèrent que trop tard. Il n'eût pas craint, malgré l'affaiblissement de son armée, de livrer encore une nouvelle bataille. Il semble que les alliés, fatigués eux-mêmes de leurs énormes pertes, reculaient devant un engagement nouveau. Malgré leurs avantages, ils ne poursuivaient Napoléon qu'à une distance respectueuse, et laissaient à des Cosaques le soin d'inquiéter sa retraite. Mais ce repos pour lui ne fut que de six jours; ce n'était point comme en Russie, un amiral Tchitchakof qui s'avançait pour lui couper la retraite; c'était un de ses plus dévoués courtisans, un homme dont il avait fait la fortune et la gloire, le général bavarois Dewrède, qui marchait avec cinquante mille hommes pour mettre la main sur l'Empereur vaincu, sur son bienfaiteur. Sans doute, il avait cru que l'armée victorieuse n'avait laissé aucun repos à Napoléon et qu'il allait le mettre entre deux feux; trop d'ardeur à commettre un acte de félonie l'avait aveuglé.

L'Empereur marchait sur Hanau, lorsque ses éclaireurs vinrent lui annoncer que l'armée bavaroise venait de s'emparer de cette ville pour lui barrer le passage. Une épaisse forêt en défend les approches. Deux corps d'armée, ceux de Marmont et du général Bertrand restaient en arrière. L'Empereur avait avec lui sa vieille garde, la brillante cavalerie du général Sébastiani et les corps très-affaiblis de Macdonald et de Victor. S'il règne beaucoup d'horreur dans un combat nocturne, une bataille engagée dans une forêt, sous un ciel obscur, n'est guère moins effroyable. Les illusions s'y multiplient; le bruit du canon y va toujours roulant d'échos en échos; il s'y mêle le bruit des arbres ou des rameaux qui tombent fracassés. Tout devient surprise, embuscade; les rangs sont vingt fois rompus par l'obstacle et ne se forment qu'avec une lenteur désespérante. Voilà l'image du combat de Hanau; mais est-il une épreuve que ne surmonte la vieille garde? Les Bavarois ont frémi de terreur en reconnaissant, à leurs longs bonnets, ces guerriers qui, si souvent dans leurs précédents combats, les ont appuyés comme de solides murailles. Une partie de la garde, sous les ordres du général Curial, débouche de la

route et pénètre dans la forêt comme un torrent qui renverse tout sur son passage. La cavalerie commandée par Nansouty, les dragons du général Letort et les cuirassiers du général Saint-Germain, enfoncent les Bavarois qui, dans leur désordre, vont retomber sous les sabres du général Sébastiani qui fait des prodiges; l'artillerie n'en fait pas moins sous les ordres du général Drouot. Les Bavarois, écrasés par ces décharges, tentent un vaillant effort et s'approchent pour emporter les batteries. Le général Drouot qui les voit dans ses rangs, met l'épée à la main, tous les canonniers en font autant; les Bavarois reculent: Nansouty était accouru pour le dégager. La ligne bavaroise est en déroute; Dewrède donne le signal de la retraite. Cependant un obus est tombé aux pieds du cheval de Napoléon, et Caulincourt s'est élancé pour partager ses dangers. Il y avait eu un moment de désordre dans l'armée; les gardes d'honneur, cette troupe que Napoléon avait composée des jeunes fils des familles nobles et riches, soutinrent avec intrépidité le choc de l'ennemi. La route est libre; on néglige Hanau, on marche sur Francfort, et l'Empereur vient enfin respirer à Mayence.

CHAPITRE XLIII.

DISPOSITIONS DE L'ESPRIT PUBLIC (1813-1814).

SOMMAIRE.

L'opinion publique reprend des forces nouvelles en France. — Discussion sévère qui se fait des opérations militaires de Napoléon. — Sombres présages. — Les alarmes sont partagées par le Sénat et le Corps législatif. — Le prétendant cherche à se rallier le parti constitutionnel. — Talleyrand devient une puissance politique. — Dispositions hostiles de Lafayette, Sieyès et des républicains modérés contre l'autorité absolue de Napoléon. — Ce parti est déjà plus puissamment représenté dans le Sénat. — Quelques aperçus sur des personnages qui vont entrer en scène. — Les femmes reprennent une grande influence. — Elles manifestent une vive opposition contre les conquêtes et le conquérant. — Mécontentement des grands généraux. — Ils reprochent à Napoléon d'avoir manqué l'heure d'une paix qui chaque jour exigera de plus grands sacrifices.

Le peuple français, le peuple de 1789, celui qui plus que tout autre a fait de l'opinion le grand levier des mouvements politiques, reste-t-il seul, sans délibération, sans voix, sans mouvement, quand chez les autres tout a pris la parole, tout s'arme contre lui et surtout contre son impérieux monarque? L'historien s'étonne et rougit d'avoir à traverser ce

vaste silence. L'opinion publique y semble beaucoup plus captive qu'elle ne l'était sous Louis XIV et sous Richelieu; et cependant sait-elle qui va intervenir de toute sa puissance dans le dénoûment de cette grande catastrophe? Son action était plus concentrée entre des personnages dignes par leurs lumières et par leur expérience non-seulement de la représenter, mais de lui donner une direction ferme et judicieuse. Plus bruyante, plus asservie au mouvement des masses, elle eût perdu dans l'anarchie le principe de sa force. Voilà ce que je vais tâcher d'expliquer dans les derniers chapitres de cette histoire. Ma tâche n'est pas nouvelle, parce que je me suis efforcé d'y préparer les esprits dès le début et dans tout le cours de cette narration.

Le tribunal secret qui jugeait Napoléon dans toutes ses guerres, dans toutes ses négociations, dans toutes ses paroles, existait déjà dans Paris même et communiquait avec toute la France. A défaut de discours publics et d'écrits, je me trouve forcé de recourir à des entretiens qui se tenaient dans mille lieux à la fois. Déjà j'ai usé plus d'une fois, dans mes précédents volumes, de cette formule historique familière aux historiens de l'antiquité, et particulièrement à

Tacite. Ici elle devient nécessaire parce que le despotisme avait interdit toute communication patente de la pensée. Plusieurs des plus illustres de mes contemporains ont déjà reconnu la fidélité avec laquelle j'ai retracé leurs opinions successives. La guerre, jusque dans ses plus brillants succès, était déjà devenue une intolérable fatigue pour le peuple vainqueur. Chacun reconnaissait que la France était lancée hors de ses voies, hors de celles du siècle, et même hors des principes qui indiquent la véritable source des richesses. La voix des capitalistes, des hommes de finance, concordait avec celle des philosophes monarchiques ou républicains, avec celle des pasteurs de l'Église. Après avoir parodié la république romaine d'une manière grande au dehors, mais au dedans tantôt féroce et tantôt burlesque, nous sentions que c'était une funeste chimère de vouloir l'imiter dans la domination du monde. Oh! comme on eût étonné, révolté les philosophes du XVIIIe siècle et les hommes de 1789 fût-ce Mirabeau lui-même, si on leur eût présenté une telle perspective! N'était-ce pas un démenti cruel donné à la philanthropie, âme de ce siècle? un adieu fait à la liberté, une résurrection de l'empire romain dans ses jours les plus odieux? Depuis Moscou

on n'avait plus à subir que la série des désastres de la guerre, et leur progression marchait dix fois plus vite que celle même des victoires. Deux ans pouvaient suffire pour renverser l'ouvrage de vingt années. L'édifice de Napoléon cédait aux coups que lui portait Napoléon lui-même. On l'avait suivi avec un mélange de sollicitude et d'espérance dans sa nouvelle campagne de 1813. Les victoires de Lutzen et de Bautzen avaient ravi tous les cœurs, chacun y voyait de favorables indices de paix. Ces victoires n'étaient point assez brillantes pour rendre à Napoléon toute son ivresse, mais elles montraient aux souverains une jeune France aussi habile, aussi ardente que la première à repousser leurs attaques. C'était dans ce moment que les regards se portaient avec intérêt vers l'Autriche. Cette alliance, dans laquelle on n'avait vu d'abord qu'une vanité fastueuse d'un monarque parvenu, pouvait devenir tutélaire pour le repos des deux empires et pour celui du monde. L'Autriche, avec une armée de deux cent mille hommes, pouvait faire pencher la balance à son gré et surtout commander la paix. Il y avait sans doute des restitutions à faire à un arbitre aussi puissant. Les provinces illyriennes n'étaient point assez pour

la satisfaire; il fallait lui rendre au moins quelques-unes de ses possessions en Italie. Quoique un tel sacrifice dût coûter beaucoup à l'orgueil de Napoléon, il semblait coloré d'avance par les relations d'un beau-père et d'un gendre. Cette jeune impératrice, qu'on n'avait jusque-là considérée qu'avec indifférence, allait être chérie comme l'ange de la paix. Jamais plus heureux à-propos ne s'était présenté. Combien n'eût-on pas désiré qu'une négociation si plausible eût été traitée entre deux hommes d'État aussi puissants, aussi maîtres d'eux-mêmes que le prince de Talleyrand et le comte de Metternich. Napoléon voulut s'en charger et perdit tout. Ces mots : « Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour tenir une telle conduite? » tombèrent comme un coup de foudre sur les partisans de la paix. Les conférences de Prague ne furent plus en effet que des paroles banales et artificieuses qui devaient bientôt être étouffées par le bruit du canon. La victoire de Dresde parut d'abord semblable à celles qui avaient emporté si loin Napoléon, et l'on jugea qu'il répugnerait plus que jamais à des sacrifices. Il était tantôt fataliste, et tantôt porté à interpréter en sa faveur les actes de la Providence. Il n'était aucun de ses

partisans, fussent-ils athées, qui ne voulût voir dans la mort du général Moreau un arrêt du ciel. Au bout de quatre ou cinq jours, toute cette joie fut convertie en mortelles alarmes pour l'honneur et le salut du territoire. Quatre défaites, partielles mais sanglantes, dont trois avaient été essuyées par d'illustres maréchaux de l'Empire, donnaient trop évidemment le signal de la retraite. Serait-il entendu de l'indomptable Napoléon? Nous ne l'espérions point, et nos pressentiments n'étaient que trop fondés. Nous maudissions son séjour obstiné à Dresde, autant que nous avions murmuré contre son séjour prolongé sur les cendres de Moscou. Pas une des défections qu'il essuya n'échappait parmi nous à la plus commune prévoyance. Où il ne voyait encore qu'une ligue, chacun de nous voyait une croisade; et cette fois le simple bon sens était plus sûr que les calculs du génie faussé par l'ambition. Le cri de « Paris! Paris! » ne nous paraissait plus une vaine bravade de quelques soldats gorgés d'eau-de-vie. « A Mayence! à Mayence! » voilà ce que d'un bout de l'Empire à l'autre toutes les voix criaient à Napoléon. « N'exposez plus à un grand désastre ce qui vous reste de votre seconde grande armée; où en trouverez-vous une troisième? »

Qu'on juge ce que nous dûmes éprouver à la nouvelle des trois journées de Leipsick. L'explosion du pont de l'Elster nous fit frémir d'horreur. Napoléon avait des ennemis passionnés, habitués à proférer contre lui les reproches les plus sanglants, fussent-ils même absurdes. Voici quel était leur langage : Napoléon fuyait, et pour rendre sa retraite plus sûre, il l'a fermée à un tiers de son armée; et, ce qu'on n'a jamais vu, à son arrière-garde, à ce brave Macdonald dont il a repoussé les avis tutélaires, à ce héros polonais qui, la veille, lui avait assuré la plus difficile et la dernière de ses victoires. « C'est ainsi, disait-on, que, dans la dernière campagne, il a déserté son armée, lorsque lui seul pouvait la tirer du gouffre de Vilna. » On faisait d'autres rapprochements suggérés par une injustice flagrante et tellement absurde, qu'il n'est pas nécessaire de les reproduire. L'admiration qui s'arrête fait place bientôt à un sentiment contraire et rebrousse chemin pour se transformer en haine. Il semble qu'on se venge d'avoir été pris pour dupes. Si les hommes de parti s'exhalaient ainsi en reproches qui portaient le caractère de la passion, d'autres plus modérés condamnaient encore moins le despote imprudent que le despotisme, et s'accu-

saient de l'avoir servi, secondé et encensé avec une foi trop aveugle Ce sentiment de repentir pénétrait à la fois dans le Sénat, le Corps législatif, et jusque dans une partie du conseil d'État. Tout protestait maintenant contre l'autorité absolue. Après avoir été trop emporté dans le sentiment de la liberté, on reconnaissait avoir été trop entraîné dans le sentiment de l'ordre et de l'obéissance; on sentait à la fois qu'il fallait opposer des remparts à l'ennemi et des barrières constitutionnelles, mais bien tardives, à l'autorité du souverain. « Jamais, disait-on, une négociation pacifique ne réussira, confiée à l'homme des conquêtes. S'il fléchit un moment, c'est pour se montrer le lendemain plus superbe encore. Il lui échappe des paroles acérées qui blessent comme le glaive; plus la fortune le fait descendre, plus il se relève par des formes superbes. Vous ne trouverez plus en lui le moindre vestige de celui qui porta avec orgueil le titre de soldat de la République. Lorsque ses fautes vont nous faire subir la honte d'une invasion, cet homme des camps plie et nous fait plier sous l'étiquette, plus rigidement que ne l'eût fait Louis XIV. Il faut rendre au sentiment national non l'énergie sauvage de 1792 et 1793,

mais celle de 1789 qui faisait battre tous les cœurs. »

Assurément, personne dans ces corps ne conspirait contre Napoléon; mais les esprits s'y habituaient à méditer sur les chances de sa mort, de sa chute ou de son abdication. Qui le remplacerait? C'était là une question qui flottait entre les partis divers. Dans de telles conjonctures, le parti intermédiaire prévaut presque toujours. Ce parti ne pouvait avoir un caractère bien déterminé. Il était semi-monarchique, semi-républicain. Ce fut, pour les hommes doués de l'esprit libéral, un jour de consternation que celui où ils apprirent l'arrivée du général Moreau dans le camp des alliés; ils jugèrent qu'il avait prononcé sa mort politique avant de subir celle du boulet. En effet, tous les regards se portaient naturellement vers cet illustre exilé. Ses opinions n'effarouchaient personne; son républicanisme était à la fois sincère et modéré. Les royalistes eux-mêmes regardaient son autorité comme une transition à la monarchie. On croyait peu à ses talents politiques, et par conséquent très-peu à la durée de son règne; mais on pouvait l'opposer avec succès aux alliés, parce que la nature de ses talents militaires le rendrait plus propre

que tout autre à repousser une guerre d'invasion. Son habile et vigoureuse retraite devant l'archiduc Charles l'indiquait merveilleusement pour ce rôle. Il tenait plus à l'école de Turenne qu'à celle de Napoléon. Son nom d'ailleurs était respecté des alliés, sans être pour eux un sujet d'irritation. Sa disgrâce qu'on appelait une persécution, l'avait rendu cher à tous les ennemis de Bonaparte. La paix, telle qu'elle avait été offerte par le comte de Metternich, semblait très-facile avec lui. Il devait tenir beaucoup plus aux conquêtes de la République qu'à celles de Napoléon. L'intérêt de sa gloire était engagé dans les premières; et que lui importaient à lui les trônes de Joseph, de Jérôme et de Joachim Murat? Il était vraiment l'homme du Sénat; peu jaloux de son autorité, il aurait fait valoir l'autorité aristocratique de ce corps préparé à être tout-puissant du jour où il serait libre. Les royalistes d'un côté, les républicains de l'autre, présumaient qu'il était peu propre à résister au choc de ces deux factions, unies peut-être pour le renverser, ainsi qu'en Angleterre, elles s'étaient liguées contre le successeur de Cromwell. Les royalistes, toujours présomptueux, ne désespéraient pas de trouver en lui un général Monk. Sa mort, jointe

aux désastres accumulés de Napoléon, porta plus haut les espérances de ce parti, et les rendit plus prochaines. Ils se continrent et ne procédèrent point par des soulèvements partiels, par des prises d'armes intempestives. Ils espéraient dans les souverains alliés; cependant ils paraissaient ne pouvoir rien prétendre auprès de l'empereur d'Autriche, qui se déciderait difficilement à sacrifier à un Bourbon les droits de sa fille et ceux de son petit-fils; encore moins pouvaient-ils compter sur l'appui de Bernadotte, c'est-à-dire du monarque parvenu, qui devait être un ennemi né des restaurations. Restaient l'Angleterre, la Russie et la Prusse; mais l'Angleterre avait été longtemps froide pour la cause des Bourbons, ou même avait été accusée de les sacrifier au gré de son égoïsme insulaire. L'empereur de Russie n'avait-il pas été entraîné par l'ascendant de Napoléon à livrer à ses coups les Bourbons d'Espagne? Le roi de Prusse, subordonné à l'empereur Alexandre, auquel il devait la rentrée dans ses États, suivait sa direction politique comme une chaloupe suit celle du vaisseau auquel elle est attachée. Ainsi parmi les souverains alliés, répugnance d'un côté et froideur de l'autre pour les Bourbons. Mais les principes d'une

restauration générale prédominaient dans cette ligue; il s'agissait de rasseoir les trônes ébranlés et de raffermir la foi monarchique des peuples. C'était par une nécessité impérieuse et non sans ombrage que les souverains favorisaient un essor libéral soit en Espagne, soit dans les États allemands, soit même en Italie. Ils étaient instinctivement résolus à ne le favoriser que jusqu'au triomphe de leur cause. Alors celle des Bourbons redevenait la garantie commune.

Voilà ce que pressentait Louis-Stanislas-Xavier, que nous nommerons bientôt Louis XVIII. Ce prince jouait sans éclat, sans humeur, mais non sans habileté, le rôle difficile d'un prétendant. L'amour des lettres, le goût d'une société agréable et piquante, et surtout les leçons d'Horace, son poëte favori, le suivaient dans son exil; tout contribuait à maintenir en lui une certaine égalité d'âme au milieu des tempêtes qui grondaient sur tous les trônes. Une obésité fâcheuse et des varices ouvertes aux jambes le rendaient inhabile non-seulement au mouvement des armes, mais à tous les exercices. Il se montrait fort peu dans les cours, où il n'eût paru qu'à titre de suppliant, tandis que son frère le comte d'Artois les agitait vainement d'intrigues dont l'issue était presque tou-

jours déplorable. Quand on pressait Louis XVIII d'entrer dans ces complots d'aventuriers, il s'y refusait en disant : « Nous ne travaillerons jamais aussi bien à la chute de Bonaparte qu'il y travaille lui-même, d'un côté comme conquérant, et de l'autre comme despote. Les nations étrangères se révoltent contre l'un, et le peuple français se lassera de l'autre. La monarchie bien comprise se fait aimer plus facilement quand elle succède au despotisme ; elle répond aux besoins actuels de la France, paix, ordre et liberté, et tout est pour le mieux si l'amour peut s'y joindre. » Louis XVIII s'exprimait toujours en homme qui avait l'intelligence et l'esprit de son siècle. Il n'en était pas ainsi de son frère, le comte d'Artois, prince fort accessible à tous les préjugés de sa naissance.

Les royalistes que Napoléon avait fait rentrer à grands flots dans la France, étaient, ainsi que Louis XVIII et le comte d'Artois, partagés entre les deux systèmes de monarchie : ceux du dedans et surtout ceux qui avaient suivi les premières phases de la Révolution, aspiraient à la monarchie combinée avec le système représentatif. A leur tête se déclara bientôt l'éloquent écrivain qui avait donné la plus forte impulsion à l'esprit du XIXᵉ siècle, M. de

Chateaubriand. Il s'opérait un rapprochement insensible d'opinions, d'une part, entre Cazalès, Lalli-Tollendal, Montlosier, l'abbé de Pradt, l'abbé de Montesquiou; et de l'autre part, des hommes qui, à l'Assemblée constituante, avaient soutenu contre eux une lutte passionnée sans différer beaucoup sinon de leurs principes, au moins de leurs sentiments et de leurs intentions. Ces derniers faisaient de bonne grâce le sacrifice de la constitution informe de 1791, de cet arbre sans racine qui s'était écroulé si misérablement sur nos têtes. La mort de Louis XVI, celle de son infortunée compagne, avaient également révolté les deux partis. Une certaine imitation de la constitution anglaise avait été le point de départ des premiers, et devenait un ralliement pour ceux qui avaient été entraînés trop loin dans leurs courses excentriques. Presque seul, le plus puissant chef du parti modéré, Lafayette persistait dans sa foi pour la constitution de 1791. Il avait perdu, dans les cachots d'Olmutz, ce qui lui restait de zèle pour les Bourbons. Longtemps partagé entre son patriotisme et sa reconnaissance pour Bonaparte, il ne pouvait plus lui pardonner d'avoir à la fois ravi à sa patrie une liberté si péniblement conquise, et

compromis l'indépendance de son territoire. Il croyait à une république dont il serait le modérateur et s'il se pouvait, le Washington. Les amis qu'il conservait dans le Sénat étaient au nombre des adversaires les plus constants et les plus courageux de Napoléon.

Un autre membre de l'Assemblée constituante, dont le crédit était devenu beaucoup plus puissant que celui de Lafayette, se ralliait alors tout bas à la cause d'une restauration libérale; c'était le prince de Talleyrand. Napoléon l'avait grandi successivement par ses faveurs et par une disgrâce qui lui formait un titre de plus. Tous les diplomates de l'Europe s'étaient inclinés devant cet homme d'État qui semblait tenir de sa nature même, le don de l'impénétrabilité. Il y joignait un commerce facile, une politesse habilement graduée, l'art d'attirer à lui les secrets en renfermant les siens, et enfin beaucoup plus d'étendue d'esprit et de constance dans ses vues qu'on n'en avait d'abord soupçonné dans cet esprit railleur. Quoique son scepticisme parût universel, il marchait obliquement vers un but arrêté, et rien ne l'en détournait. Ami de Mirabeau, il l'avait surtout secondé et dirigé dans les intrigues et dans les principes qui formèrent la

seconde et trop courte carrière de ce tribun homme d'État. Ses idées constitutionnelles étaient devenues tout anglaises, quoiqu'il regardât comme inopportune et impossible la tentative de former en France une aristocratie aussi forte et aussi intelligente que celle de l'Angleterre.

L'opposition secrète du Sénat se partageait entre les deux ministres disgraciés, Talleyrand et Fouché. La défection et la mort du général Moreau firent tomber les plans de Fouché ; Talleyrand eut plus de liberté pour continuer les siens. Tout disait à l'habile prétendant : « Frappez à cette porte. » Il y frappa.

Quant au parti républicain, d'où avait débordé la séve révolutionnaire, on ne savait plus où le chercher. Il est vrai que, dans le Sénat et le Corps législatif, on comptait plusieurs hommes qui avaient montré quelque constance dans la cause des *Girondins*, et qui la conservaient, quoique avec discrétion, sous l'empire de Napoléon. Ce qui restait de leurs anciens et terribles adversaires, *les Montagnards*, n'était pas facile à reconnaître sous leurs habits de princes, de comtes et de barons, et surtout dans l'ardeur intolérante de leurs nouveaux principes monarchiques. Il manquait aux uns et aux autres le peuple. Bonaparte avait en

quelque sorte décapité la faction jacobine par diverses rigueurs, et surtout par la déportation à Syna-Mary d'un grand nombre de membres et d'instruments des tribunaux et des comités révolutionnaires. Le peuple n'avait pu résister à l'éclat de ses victoires, de ses conquêtes; il voyait en lui son vengeur et même son mandataire chaque fois qu'il renversait des trônes. Les grands revers ébranlèrent ces dispositions et cette foi. Le peuple flottait entre Napoléon et ses détracteurs; il n'était plus chéri, il était préféré comme un moindre fléau. C'était la plus forte égide qu'on pût opposer à la contre-révolution, qu'on se peignait sous les plus noires couleurs. Mais l'esprit républicain avait été tellement comprimé par les institutions napoléoniennes que, même à l'approche d'une invasion imminente et du soulèvement de l'Europe entière, il ne se réveillait plus par ces transports ardents qui, en 1792, avaient été poussés jusqu'à la rage, jusqu'à la férocité. Pas un groupe turbulent ne circulait dans les rues et sur les places publiques. On n'avait qu'un enthousiasme officiel, et c'est le plus froid de tous; on eût dit des secousses galvaniques. Ce n'était point de la vie, c'était plutôt un semblant de vie.

Cette torpeur républicaine favorisait une plus libre expansion du sentiment monarchique. La police, devenue timide et molle, semblait déconcertée pour en surveiller les conciliabules. Souvent ils se tenaient dans des châteaux plus ou moins éloignés de la capitale, et dans les salons de la capitale même. Ce qui restait des chefs vendéens reparaissait avec l'éclat des faits héroïques accomplis par eux-mêmes ou par leurs illustres compagnons. Les Latrémouille, les d'Autichamp, les La Rochejaquelein, se croyaient dégagés du pacte fait avec le Premier Consul par les violences de l'Empereur. Eux seuls resteraient-ils froids, lorsqu'au dehors, et même au dedans, tout paraissait annoncer le retour des Bourbons? Il en était ainsi des deux frères de Polignac, acteurs dans la conspiration de Georges, auxquels l'Empereur avait fait grâce de la peine capitale, et qu'il avait rendus à la liberté à l'époque de son mariage[1]. Le baron de Vitrolle était l'un des agents les plus actifs de ce parti. La conspiration royaliste avait son principal centre dans un château du duc de Duras, où se réunissaient nombre de gentils-

[1] Ce que je viens de dire rectifie une erreur que j'ai commise dans l'*Histoire du Consulat*, en désignant mal l'époque où MM. de Polignac sortirent de la maison de santé qui leur tenait lieu de prison.

hommes depuis longtemps dévoués aux Bourbons.

Les conspirations qui se fabriquent ne sont rien auprès de celles qui naissent d'un sentiment commun, et qui se forment sans correspondance, sans mot de ralliement et même sans chef. Telle était celle des femmes contre Napoléon. Je l'ai peinte au dehors, voyons-la au dedans. Dans le cours de ses triomphes et le progrès infini de son autorité, il avait cru refouler dans nos cœurs bien des sentiments généreux, mais il n'avait pas prévalu sur le cœur des mères. Ce n'est pas que je veuille accuser de tiédeur le sentiment des pères; leurs alarmes plus concentrées ne sont pas moins vives, leur deuil n'est pas moins profond. Ils sont capables des mêmes dévouements, mais ils ont une plus grande sphère de devoirs à remplir. Pour les femmes, la patrie c'est avant tout la famille. Elles palpitaient et se sentaient torturées sous les coups d'une conscription qui atteignait maintenant l'âge où l'on sort à peine de l'adolescence; elles frémissaient de la voir exercer sa faulx rétrospective jusque sur ceux qui par le sort, ou par un rachat pécuniaire, ou par leurs blessures, semblaient être désormais affranchis de cette loi cruelle. Les

mères paraissaient être condamnées à ne plus quitter leurs habits de deuil. Les coups de canon de la victoire tonnaient pour leur annoncer la mort d'un époux, d'un frère, et peut-être d'un ou plusieurs fils ; leurs regrets devenaient plus déchirants dans les fêtes et les chants qui signalaient l'allégresse publique. Et quelle était leur terreur, leur désolation, quand le canon se taisait après une bataille livrée ! Ce silence leur annonçait la grandeur du désastre ; elles attendaient, avec de mortelles angoisses, le sénatus-consulte qui allait leur enlever leur dernier espoir, leur dernier enfant. Aussi tous leurs cœurs protestaient contre les phrases prononcées dans un Sénat complaisant, telles que celle-ci : « Vous avez permis à quatre-vingt mille conscrits de devancer l'âge pour être admis sous le drapeau. »

Les femmes des guerriers les plus illustres anticipaient sur le veuvage par une séparation presque perpétuelle. Auprès d'un large feu, et même sous l'édredon, elles grelottaient du froid qui perçait leurs fils ou leurs époux. Je les ai vues maintes fois aller au-devant du courrier, dans la crainte qu'un événement fatal ne leur fût caché, et revenir désespérées d'un nouveau retard qui les laissait plus près

de la mort que de la vie. On a mal réussi à faire de nous des Romains; mais ce qu'on peut regarder surtout comme impossible, c'est de faire de nos femmes des femmes romaines ou spartiates.

J'ai dit que la liberté des conversations était faiblement réprimée sous le Consulat et l'Empire; on juge qu'elle devait s'étendre et surtout chez les femmes, dans la même proportion que décroissait la fortune de l'Empereur. Un mot saillant leur tenait lieu de discussion. Il n'y avait pas moyen d'atteindre l'Empereur par les traits du ridicule; mais elles atteignaient le conquérant par des plaintes sorties du cœur. On me demandera peut-être encore pourquoi elles étaient peu séduites par les exploits merveilleux de Napoléon, elles pour qui la gloire militaire a beaucoup de charme. Mais outre que sa longue durée les froisse, les contriste et les annule, elles aiment mieux des faits chevaleresques que des combinaisons stratégiques, effroi de leur intelligence aussi bien que de leur cœur. Elles s'amusent d'un tournois, s'exaltent d'un beau dévouement, surtout quand elles en sont les objets; un duel qui s'exécute par le choc de deux mille bouches à feu ne leur cause qu'une morne épouvante. Puis, comme je l'ai

dit ailleurs, elles reprochaient à Napoléon la froide et despotique rudesse de son accueil, de ses galanteries, et même de ses amours. Auprès de lui elles se trouvaient toujours en présence d'un maître. Elles ne concevaient pas que le plus habile des séducteurs politiques manquât pour elles de séductions et même de grâces. Il n'avait pas offensé impunément les prérogatives de leur sexe, en attaquant dans ses notes du *Moniteur*, plusieurs dames et particulièrement deux reines. Personne n'avait de sympathie pour celle de Naples, mais les invectives de Napoléon avaient passé la mesure. Quant à la reine Louise de Prusse, les femmes même en France, étaient touchées pour elle d'une tendre vénération. Et le moment fatal devait venir où Napoléon eût désiré dans sa jeune épouse, des qualités analogues à celle de cette nouvelle Zénobie.

Le prosélytisme est inné chez les femmes; l'établissement de la religion chrétienne en est le plus éclatant témoignage et le plus beau triomphe. Elles l'ont secondé à sa naissance par le martyre; et quand l'empire romain s'écroulait sous les torrents de la barbarie, elles ont fait couler les eaux du baptême sur des rois couverts du sang des nations, et même sur un

roi qui avait versé le sang de tous ses proches. On les vit, pendant notre Révolution, se dégager les premières des liens de l'incrédulité. Leur zèle pour la monarchie mourante, entra pour beaucoup dans cette conversion; mais cette foi nouvelle, quoiqu'elle n'eût point tous les caractères de la sainteté, et qu'elle fût une réforme imparfaite des mœurs, tint ferme et ne subit ni les caprices de la mode, ni les oscillations de la politique. La monarchie leur restait chère comme la date et le symbole de leur empire. Ce n'était pas sans un profond dépit qu'elles voyaient envahie par les élections populaires, la grande part qu'elles possédaient dans la distribution des emplois et des honneurs sous l'ancien régime. Les clubs leur étaient en horreur; elles ne voyaient que des furies dans les personnes de leur sexe qui avaient applaudi à des prédications homicides. Le règne de Napoléon les en avait affranchies, mais c'était un régime sérieux et sévère, quoique les magnificences du trône fussent relevées par les splendeurs de la gloire. Les dames qui se piquaient d'une fierté intraitable, dédaignaient d'y paraître ou n'y paraissaient qu'un moment pour obtenir des grâces dans lesquelles elles ne voyaient que des restitutions. Les martyres de

Louis XVI et de Marie-Antoinette, les plus longs et les plus effroyables dont l'histoire porte le témoignage, saignaient toujours dans leurs cœurs; elles y ajoutaient celui du duc d'Enghien, en qui renaissait la fleur de la chevalerie. Plusieurs de ces dames étaient éloquentes, un cercle peu nombreux leur tenait lieu de tribune; elles cédaient aux hommes l'empire de la dialectique, et gardaient celui du sentiment. Plusieurs d'entre elles savaient écrire avec élégance, précision et noblesse. Leur commerce épistolaire en offrait de précieux témoignages. Leur parole improvisée avait encore plus de feu. Les illustres veuves de Lescure, de Bonchamp, avaient donné, sur les exploits héroïques de leurs époux dans la Vendée, des mémoires que l'Europe avait lus, et que la postérité lira avec l'intérêt le plus pénétrant. Parmi les missionnaires les plus habiles de la Restauration figurait au premier rang madame Charles de Damas, et sa sœur, madame de Latrémouille; mesdames de Duras, de Clermont-Tonnerre, de Chevreuse, de Custine; mesdames de Simiane, de Vintimille et de Vindée. Il y avait sans doute entre ces dames des nuances d'opinions assez prononcées. Plusieurs avaient résisté aux idées constitutionnelles;

d'autres les avaient acceptées avec tiédeur, mais il n'en était alors aucune qui n'eût compris la nécessité d'une transaction; elles suivaient en cela les instructions données par le prétendant (Louis XVIII), et dont l'abbé de Montesquiou était l'habile et insinuant organe. Voici des considérations que j'ai entendu présenter par quelques-unes de ces dames :

« Napoléon tombe de son propre poids; la force des armes et celle de sa volonté l'ont élevé à l'Empire, et toutes deux maintenant s'unissent pour le renverser. Oui, sa volonté inflexible, voilà son plus cruel ennemi. D'un bout de l'Europe à l'autre, mais surtout dans sa patrie, il est le fleau des mères, des familles; il est surtout celui de la jeunesse, qui lui garde encore un culte aveugle; il taille dans cette forêt non plus à coupes réglées, mais par de grands et universels abatis. Il l'épuise, il la rase au point de n'y plus laisser que de vieux troncs minés par les ans; il dit à son armée : Fais des prodiges! elle les fait et meurt pour accroître sa gloire. Aussi, a-t-il grand soin de recommander aux mères d'être fécondes; c'est le premier et presque le seul mérite qu'il sache leur reconnaître. Quand donc une mère osera-t-elle répondre à sa question favorite : « Com-

« bien avez-vous d'enfants? » par ces mots : « Sire, vous ne m'en avez point laissé. » Mais voyez comme il paye la fidélité de cette armée héroïque; il l'enterre dans les neiges de Moscou. Faut-il assurer son salut à Leipsick, il n'hésite pas à y sacrifier le tiers de son armée. L'heure de sa chute approche; il peut la retarder et la rendre brillante; il ne peut s'y soustraire. Faudra-t-il que la France succombe avec lui? En se faisant empereur, il a cru se faire dieu. Vous étonnez-vous que la Providence divine châtie celui qui lui a substitué le destin pour se substituer lui-même à cette aveugle divinité? La France ne veut-elle plus compter au nombre des nations? Se condamnera-t-elle à devenir la proie de celles qui marchent contre Napoléon avec tant d'unanimité, d'ardeur et de furie? Un seul homme semble appelé à détourner le cours de ces fléaux, c'est un prince français, c'est votre roi. Esprit judicieux et modéré, qui, dans un long exil et dans un cours effroyable de calamités, n'a jamais manqué à la dignité du trône et du malheur; qui a déjà donné des gages de son amour pour la liberté, mais qui sait la comprendre. Ses penchants et sa position l'éloignent de ce despotisme qui, plus que jamais, nous

humilie et nous écrase. En resserrant la liberté dans des limites qu'elle n'eût jamais dû franchir, il lui donnera plus de vie et de force; c'est un médiateur qui nous est réservé par la Providence et sur lequel elle s'est plu à en imprimer les plus doux caractères. Une restauration est le dénoûment nécessaire de ces grandes crises sociales; l'Angleterre nous en a donné la preuve et l'exemple. Elle raffermira notre liberté en mettant fin à un despotisme qui fut d'abord séduisant par la gloire; mais qui est aujourd'hui diffamé par une invasion que Napoléon seul, par un enchaînement de fautes inouïes, a provoquée et rendue possible. Napoléon ne peut imputer sa chute qu'à lui seul. Profitez-en du moins pour rendre à la nation française son rang, sa liberté et son repos avec son roi. » Oui, ce furent les femmes qui prirent l'initiative sur le mouvement monarchique qui éclata dans des circonstances funestes il est vrai, mais qui en adoucit l'horreur et qui nous assura un meilleur avenir. L'histoire nous dit qu'elles avaient eu beaucoup d'influence dans les conseils des Gaulois nos pères. Leur ascendant s'est prononcé plus d'une fois et s'est plus souvent fait apercevoir soit dans les jours glorieux de la

monarchie, soit dans ses secousses diverses; et je ne nie pas que leur ascendant n'ait été funeste sous Isabeau de Bavière et sous Catherine de Médicis. L'histoire leur reprochera toujours de s'être fait un jeu de la guerre civile de la Fronde, et d'y avoir cherché un triomphe de leur coquetterie. La Révolution française avait fini par relever leur ascendant, en les plaçant au nombre de ses victimes d'élite. Elles soutinrent avec héroïsme le défi atroce que les bourreaux révolutionnaires portèrent à leur pitié, à leurs devoirs, à la noblesse de leurs sentiments. L'échafaud devint le triomphe du sexe faible et amena la chute des tyrans. Leur rôle est de terminer les révolutions.

Je n'ai exprimé ici, dans l'opposition qui se formait contre Napoléon, que les accusations les moins violentes. On juge que la passion devait suggérer des paroles plus emportées. Dans des réunions clandestines, des royalistes entachés de chouanerie, épuisaient contre lui le vocabulaire injurieux et outré dont les factions se servent sans scrupule, et lui donnaient les noms tantôt de Minotaure, et tantôt de l'Ogre corse. La répression diminuait en raison de l'étendue, des diverses couleurs de l'opposition, et des griefs que des fautes nouvelles et

des malheurs nouveaux lui fournissaient. Cette opposition existait jusque dans les chefs de l'armée. Expliquons-nous : elle n'avait parmi eux, ni tendances politiques ni intentions hostiles; elle était tempérée par la reconnaissance et par l'admiration qui résistaient à des fautes nombreuses. Leur fidélité restait inébranlable, mais leur patriotisme était en souffrance et leur véracité franchissait les limites d'une obéissance muette. Irrités d'avoir vu souvent leurs représentations les plus sages repoussées par l'Empereur, et cruellement confirmées par les désastres qu'ils avaient prévus, ils ne pouvaient s'abstenir de laisser répandre dans le public les objections qu'ils avaient faites, et le mauvais succès qu'ils avaient obtenu. Leur point de vue, à dater de la campagne de Russie, était différent de celui de l'Empereur; ils jugeaient fortement et avec une intelligence sûre la position dans laquelle on entrait. Ils n'avaient plus caché leur désir de la paix à Dresde; et certes, l'heure en était alors favorable. Quand elle fut manquée, les grands capitaines qui avaient parlé en sages se battirent en lions. Ils écoutaient la leçon des revers quand Napoléon y était sourd; ils méditaient la guerre défensive dont tout leur démontrait

la fatale nécessité, lorsque Napoléon parlait encore de guerre d'invasion. Ils voulaient que les forces fussent concentrées quand l'Empereur laissait encore plus de cent mille hommes disséminés de Dantzick à Hambourg et à Dresde; ils songeaient au Rhin quand celui-ci rêvait encore au Niémen. Hommes judicieux autant qu'intrépides, ils ne craignaient pas d'encourir la disgrâce de celui qu'ils voulaient sauver d'une chute épouvantable. Croit-on qu'un tel effort ne fût pas pénible au cœur de Berthier, comblé par son maître de biens et d'honneurs. Cette prudence sévère était-elle dans les habitudes d'hommes tels que le fougueux Murat et l'inébranlable héros de la Moskowa? Macdonald et Gouvion-Saint-Cyr n'avaient-ils pas à craindre de retomber dans la longue défaveur qu'ils avaient noblement encourue dans le procès de Moreau?

Au moment où je rends ce témoignage à des hommes dont la gloire, sans être égale à celle de Napoléon, en est du moins rapprochée, je ne puis me défendre d'un mouvement d'irritation contre des écrivains qui répètent avec trop de fidélité et une foi trop aveugle, les reproches que l'exilé de Sainte-Hélène adresse à des généraux qui, mieux écoutés par lui, lui eus-

sent sauvé ce fatal voyage. J'entends ces écrivains qui disent avec une froide assurance : « Ces vieux maréchaux ne valaient plus rien pour la guerre. Gorgés de biens et d'honneurs, ils ne songeaient plus qu'à l'heure d'en jouir; leur génie était usé, celui de Napoléon conservait seul sa vigueur et sa flamme. Il eût dû les remplacer par de jeunes militaires plus ardents à seconder ses vœux et à commencer une carrière de gloire et d'honneur; exempts de préjugés et de routines militaires, ils eussent suivi avec ardeur et inspiration le pas de charge de la conquête. »

L'idolâtrie qui s'adresse au tombeau est plus séduisante que celle qui s'élève vers le trône, parce qu'elle ne peut être décriée par le salaire qu'elle obtient. Il importe donc à l'histoire d'en réfuter les erreurs et les injustices. Voyez quels étranges reproches! Ces généraux voulaient la paix, dit-on. Eh! que Napoléon n'était-il animé d'un même désir! Ils voulaient la paix, mais avec la France entière; ils étaient les sincères organes de leur patrie, ils en étaient comme les intrépides défenseurs, ils n'avaient jamais conçu de pensées ambitieuses. Ceux qui avaient donné la première impulsion des victoires, pouvaient-ils se considérer comme de simples

machines de guerre aux ordres d'un officier d'artillerie? Quand la chute de Napoléon s'annonça, songèrent-ils comme les successeurs d'Alexandre ou les indignes vengeurs de César à s'en approprier quelques dépouilles? Ils pouvaient noyer leur patrie dans un long cours de calamités, s'ils avaient voulu opposer au prince qui fut rappelé sur le trône de ses pères par le vœu tout au moins tacite de la France, des guerres de partisans, de guérillas, qu'ils auraient peut-être élevées au fatal honneur des guerres civiles. Deux fois l'occasion s'en présenta pour eux; et deux fois ils la rejetèrent, ou plutôt ils se conduisirent comme si jamais elle ne se fût offerte à leur pensée.

CHAPITRE XLIV.

PROGRÈS DE L'OPPOSITION (1814).

SOMMAIRE.

Nouvelles pertes de l'Empire français. — Les villes anséatiques et la Hollande s'ouvrent à l'armée des alliés. — Capitulations rigoureuses de Dresde et des grandes forteresses occupées par nos armes. — Nouvelle ouverture pacifique du cabinet de Vienne; mais il exige maintenant le sacrifice de l'Italie, auquel Napoléon ne peut se résoudre. — M. de Metternich négocie avec les cantons suisses, et les décide à permettre le passage des armées alliées. — La triple ligne de nos forteresses devient ainsi presque inutile pour notre défense. — Séductions qui s'exercent sur l'esprit du roi de Naples Murat. Il y cède, et à la stupéfaction commune, il se joint à la cause des alliés. — Le prince Eugène y résiste; mais vivement attaqué par les alliés, il ne peut plus rien pour la défense de sa patrie. — L'invasion de l'armée anglo-espagnole fait quelques progrès sur notre territoire. — Soult se défend avec vigueur; mais il est obligé de quitter Bayonne pour voler au secours de Toulouse menacée. — Irrésolution de Napoléon à son retour. — Nouveaux actes arbitraires. — Napoléon enlève au Corps législatif, dont il se défie, la nomination de son président. — Le mécontentement s'accroît dans ce corps. — Un rapport de M. Lainé irrite violemment l'Empereur. — Discours emporté qu'il tient à la députation du Corps législatif. — Il l'ajourne et prend sur lui le vote des impôts. — Négociations avec le pape et avec les infants d'Espagne. — Adieux de Napoléon à la garde nationale.

Ma plume dans le cours de cet ouvrage ne pouvait suivre la rapidité de nos conquêtes;

elle fléchit bien plus quand il faut retracer la rapidité décuplée de nos pertes. Il a suffi d'une nuée de Cosaques commandés par Czernichef, pour mettre fin à ce royaume de Westphalie, qui semblait né d'un souffle de Napoléon. Les villes anséatiques, tant de fois rançonnées et dépouillées par nos commissaires français, ont secoué un joug si onéreux. Hambourg, qui après une insurrection malheureuse était retombée sous les dures lois du maréchal Davoust, n'attend plus que le signal de son départ pour proclamer la liberté entière du nord de l'Allemagne. Mais voici bien plus; la Hollande, en se voyant favorisée de près par l'approche d'un corps d'armée de Bulow et par la délivrance des villes anséatiques, a voulu échapper à la honte de perdre avec sa liberté, son nom même qui retentissait si impérieusement à la cour de Louis XIV, d'être transformée en départements français, et enfin de voir expirer sous la loi du blocus continental, son commerce autrefois si florissant et même si dominateur. Ses jours de gloire et de prospérité la poursuivent dans son abaissement actuel; elle a gardé un souvenir fidèle de ses princes d'Orange qui se sont en quelque sorte incorporés avec la République. Napoléon s'est

endormi sur la soumission continue d'un peuple chez qui la patience remplace la fierté comme l'économie y maintient la richesse. Il n'y a laissé qu'un simulacre de troupes et de garnisons dont les Hollandais peuvent se jouer dans la renaissance de leur patriotisme. Utrecht, la Haye, Amsterdam, éclatent à la fois, et elles ont fait reparaître l'orange leur couleur chérie. Au lieu de cette guerre si longue et si laborieuse qu'a coûtée à la Hollande son affranchissement de l'Espagne, quelques jours lui suffiront pour secouer le joug de Napoléon.

Que vont devenir nos garnisons abandonnées dans la Prusse, et ces trois beaux corps d'armée laissés à Dantzick, à Dresde et à Hambourg? L'Empereur a fait ici des fautes que le général Bonaparte aurait repoussées avec dédain. Le grand principe de sa gloire et de ses succès n'était-il pas dans cette vigueur et cette netteté de conception qui lui faisait réunir sinon l'ensemble, du moins la plus grande partie de ses forces sur le point qu'il avait jugé favorable à une attaque? « Qu'on me donne, disait-il au général Moreau, une armée fort inférieure à celle de l'ennemi, je trouverai toujours le moyen d'être le plus fort sur le point

où je commencerai l'attaque et de la rendre décisive. » Il l'avait prouvé en Italie et bientôt il le prouvera encore dans la Champagne. Quelle dérision lui et nos grands généraux ne faisaient-ils pas de ceux qui, voulant pourvoir à tout, éparpillent leurs forces et se trouvent faibles sur tous les points. Combien nos jeunes officiers ne s'étaient-ils pas moqués des *petits paquets* du général Menou, qui fit perdre l'Égypte à la France? Mais l'empereur Napoléon voulait retenir partout les gages d'une conquête, alors qu'il était forcé de l'abandonner. Ainsi, la désastreuse campagne de Russie détermina les fautes presque irréparables de celle de 1813. Comment secourir l'armée qu'il avait laissée à Dantzick et dans d'autres forteresses de la Pologne? Comment dégager successivement les garnisons de Torgau, de Glogau, de Stettin, de Custrin, de Magdebourg et de plusieurs autres encore? Pourquoi se priver d'un si grand nombre de ces fiers vétérans et de tant d'habiles généraux pour commencer une campagne dont le principal objet eût dû être de mettre la France à couvert d'une invasion si injurieuse? A ces fautes déjà commises, Napoléon en ajouta deux nouvelles plus funestes encore, en ne rappelant point à lui le corps d'armée du

maréchal Davoust, et en laissant trente mille hommes à Dresde, sous les ordres du général Gouvion-Saint-Cyr. De là le désastre de la dernière journée de Leipsick; voilà des reproches que j'ai entendu cent fois articuler à d'illustres militaires et qui sont confirmés par l'évidence des faits; les voici :

Gouvion-Saint-Cyr, après avoir tenté vainement de s'ouvrir un passage, soit jusqu'à Napoléon combattant à Leipsick, soit pour le rejoindre dans sa retraite, fut obligé de capituler le 16 novembre; il avait obtenu la liberté de rentrer en France avec son armée, mais cette capitulation ne fut point ratifiée par le général autrichien Schwartzenberg qui se joua de la foi promise. Ce corps d'armée rentré dans Dresde, y attendit vainement du secours et fut obligé de se rendre prisonnier. Davoust à Hambourg, attaqué par Bennigsen, ne put venir au secours de la Hollande; il s'était mis en marche lorsque l'événement était déjà accompli; Bernadotte vint à sa rencontre et l'attaqua dans son camp retranché. Abandonné des Danois, les derniers alliés de la France, il fut obligé de rentrer dans Hambourg, et usa des moyens les plus violents pour prolonger une défense que de plus graves événements rendi-

rent inutile. L'une de ses ressources fut de s'emparer des trésors de la banque.

Le général Rapp, défenseur de Dantzick, réduit à cinq ou six mille hommes restes de vingt-cinq mille, capitula sous la condition de ramener son armée en France, mais elle ne fut point acceptée par l'empereur Alexandre qui se conforma à l'exemple peu généreux donné par le prince de Schwartzenberg à Dresde, et la garnison fut faite prisonnière. Il en fut ainsi de celles de Torgau, de Wittemberg, Stettin, Custrin, Modlin, Zamosc, de la citadelle d'Erfurth, et enfin de la puissante forteresse de Magdebourg. Dans la première de ces villes, Torgau, son gouverneur le général de Narbonne avait péri avant la capitulation; une chute de cheval avait déterminé sa mort. Il avait les grâces de l'esprit français sans en avoir la légèreté. Cette élégance exquise ne l'abandonnait ni dans les entretiens savants, ni dans les conseils des hommes d'État. Sa passion la plus profonde était l'amour de sa patrie; il avait sacrifié à la liberté les prérogatives de sa naissance et la faveur d'une cour qui le regardait comme son plus brillant modèle; cœur loyal, esprit modéré, il avait horreur des excès; il n'avait flatté ni l'ivresse populaire ni celle d'un

conquérant qui montrait pour lui le goût le plus vif. La paix n'avait point eu de plus zélé partisan; et ce fut peut-être pour se soustraire à ses représentations assidues, que l'Empereur le relégua à Torgau, tombeau ignoré du plus aimable des Français.

Tout est affranchi jusqu'aux rives du Rhin. Les alliés semblent étonnés de la rapidité de leurs succès et de leurs courses, mais ils se montrent intimidés en touchant aux rives de ce fleuve qui leur rappelle de cruels souvenirs et les exploits de nos héros républicains, Pichegru, Hoche, Moreau, Marceau, Kléber et tant d'autres. Le sentiment de la patrie s'est réveillé chez Bernadotte; il craint de toucher au territoire sacré qu'il a longtemps défendu et dissuade les souverains de tenter cette entreprise. Ils hésitent; leur fureur est amortie, celle des peuples ne l'est pas. Alexandre se montre satisfait des triomphes obtenus et ne voit plus de motif politique qui l'engage à continuer le rôle fastueux, mais pour lui politiquement stérile de roi des rois. Une partie de son conseil l'en détourne, une autre l'y porte avec de vives instances. « Pouvez-vous, lui dit-on et lui disent surtout les envoyés britanniques, laisser inachevée la chute de Napoléon?

Combien de fois ne franchira-t-il pas encore les rives de ce fleuve qui semble vous arrêtèr? Il présume déjà qu'il lui suffira de deux ou trois victoires pour rentrer dans Dresde, Berlin et Varsovie. Ne serez-vous pas encore appelé pour voler au secours de l'Allemagne et détourné du chemin de Byzance? Profitez de ce brillant enthousiasme qui transporte aujourd'hui les peuples pour frapper le colosse ébranlé. L'empereur d'Autriche incline plus ouvertement vers des dispositions pacifiques; voilà que la confédération du Rhin est brisée, il reprend sa suzeraineté en Allemagne, et sans tenter la voie des armes, il peut recouvrer sa domination en Italie; le fier Napoléon n'est plus en état de la lui disputer; dans la situation où il s'est précipité, c'est lui rendre un service immense que de lui laisser la limite du Rhin. »

L'empereur François II était moins harcelé par les fureurs vindicatives de son peuple. L'enthousiasme et les passions ardentes ne sont point le partage de l'Autrichien, nation facile à gouverner, et qui, sous les princes de la maison de Lorraine, mêle à son obéissance une affection peu exaltée, mais cordiale. L'empereur François II et son ministre le comte de Metternich firent dans de telles conjonctures,

une démarche qui sauvait l'honneur et l'intégrité du territoire français. Le baron de Saint-Aignan, envoyé de Napoléon à la cour de Saxe-Weimar, avait été fait prisonnier contre le droit des gens après la retraite désordonnée de Leipsick. Le ministre autrichien en fut instruit et résolut de l'employer à une négociation dont la base devait être la France réduite à ses limites appelées naturelles, le Rhin, la Belgique moins la Hollande, les Alpes et les Pyrénées. Il l'appela à Tœplitz et s'entretint avec lui en présence du comte de Nesselrode, ministre de l'empereur Alexandre, et le chargea de porter à Napoléon cette nouvelle proposition de paix. Elle était sans doute fort pénible pour l'Empereur, puisqu'il y perdait l'Italie, la plus brillante de ses conquêtes. Mais la fortune avait parlé dans les journées de Leipsick, et son arrêt avait été foudroyant; il n'y avait plus à prendre qu'un parti pour éviter l'invasion diluvienne des peuples, c'était sauver la France aux dépens de l'Italie. Ainsi Napoléon aurait maintenu les conquêtes de la République française jusqu'à sa brillante apparition sur la scène des combats. Supposons qu'une assemblée nationale eût été appelée à en délibérer, point de doute qu'elle n'eût accepté cette paix, en se conformant au

vœu de toute la France. Il n'en était pas ainsi de l'empereur Napoléon; il s'arrachait par là tous les trophées de ses victoires, et quelle confusion pour lui de signer la destruction de tous les trônes où il a placé les princes de sa famille, et d'abjurer pour son fils même ce titre de roi de Rome qu'il lui avait si fastueusement donné. Ne devait-il pas craindre que tous les esprits libéraux en France et tous ses ennemis ne profitasssent de son affaiblissement politique, soit pour renverser son autorité absolue, soit pour la réduire à des limites insupportables à sa fierté.

Nos possessions dans l'Italie n'avaient été jusqu'alors que faiblement entamées par l'Autriche, qui frappait en Allemagne les grands coups de la guerre. Le prince Eugène, dont nous avons vu la noble constance dans la campagne de Russie et dans celle de Saxe, avait été envoyé après les événements de Dresde au secours de l'Italie, et avait jusque-là pourvu à sa défense. Mais c'était encore là une armée perdue pour la sûreté de nos frontières et de notre capitale. La France était faible alors de tout ce qui l'avait agrandie. Sans cette fatale dissémination, elle aurait pu parfaitement braver le choc européen.

Ces lueurs de paix, présentées de nouveau par le congrès de Francfort, ne nous laissaient qu'un espoir fort incertain. Napoléon nous était connu. Mais elles semblèrent prendre plus de consistance quand les journaux anglais nous apprirent que le prince régent, à l'ouverture du parlement britannique, avait dans le discours de la couronne, déclaré que les souverains alliés étaient tellement émus du désir de la paix, qu'ils ne voulaient proposer aucune condition qui blessât l'honneur et les intérêts de la France.

On pouvait voir là une convenance diplomatique, peut-être aussi était-ce une condescendance apparente au vœu du peuple anglais, fatigué des dépenses accablantes où l'entraînait cette guerre; mais enfin ces paroles différaient beaucoup du langage acerbe de ses torys qui voulaient, les uns une guerre perpétuelle et les autres une guerre viagère contre Napoléon. Pressé de faire une réponse à l'Autriche, il semble plus occupé d'éluder cette proposition que de l'accepter pour le salut de son empire. Cet homme né pour le mouvement, tombait dans une étrange immobilité quand il s'agissait de sortir d'une conquête ou d'accepter un sacrifice. Le 16 novembre, M. Maret qui eût

regardé comme un sacrilége de substituer sa pensée à celle de l'Empereur, répondit à M. de Metternich en ces termes :

« Une paix qui aura pour base l'indépendance de toutes les nations, tant sous le point de vue continental que sous le point de vue maritime, est l'objet constant des vœux et de la politique de l'Empereur des Français, et il accepte la réunion d'un congrès à Manheim. »

Ainsi, Napoléon vaincu semblait se mettre sur le même pied que l'Angleterre victorieuse. S'il se résignait à des sacrifices, il paraissait en exiger d'analogues de son rival. Cette réponse tout à la fois ambiguë et hautaine fit tomber la proposition de M. de Metternich. L'Angleterre s'en offensa, et tous les souverains dont elle soldait les armées s'associèrent à l'irritation de leurs exigeants banquiers. Voilà encore une paix manquée à notre grand désespoir. Nous pressentions trop bien que, dans les progrès de l'invasion, les alliés n'offriraient plus la paix qu'à des conditions beaucoup plus dures; qu'il n'y aurait plus de concessions ni pour la rive gauche du Rhin, ni pour la Belgique, et qu'on ne parlerait plus que des limites de la France avant la Révolution. Nous

étouffions, nous périssions sous le jeu de *tout ou rien*.

Quelle fut notre désolation quand nous apprîmes que la ligue, pour rendre inutile l'impénétrable frontière dont Louis XIV et Vauban avaient muni la France, se disposait à nous attaquer par un point beaucoup plus vulnérable et qui est bien loin d'offrir la triple ligne de forteresses créée par la prévoyance et le génie. Mais cette Suisse si fière et si belliqueuse livrerait-elle sans combat ses montagnes dont elle avait si rudement lancé les rochers contre les soldats de l'Autriche, et où elle avait si cruellement châtié l'orgueil de Charles le Téméraire? Nous ne pouvions nous le persuader encore. Après tout, Napoléon avait fait fléchir pour la Suisse son ambition conquérante; il n'en avait détaché que Genève, la principauté de Neufchâtel et le Valais; rare modération chez un prince qui portait assez facilement la main sur tout ce qui était à sa convenance. De plus, ce soldat de la République, qui avait fait disparaître tant de républiques de l'Europe, avait du moins épargné celles de la Suisse. Il pouvait porter avec orgueil le titre de son médiateur, car il avait banni les discordes civiles de ce territoire aussi bien que du nôtre; il y

avait respecté de vieilles institutions et de glorieux souvenirs. La Suisse renaissait à ses mœurs antiques, et supportait assez bien le combat entre deux religions et deux formes de gouvernement ennemies l'une de l'autre. Cependant l'aristocratie de plusieurs cantons nourrissait de vieux griefs et des défiances opiniâtres contre la politique française. Napoléon et la France allaient expier l'imprévoyante et détestable politique du Directoire dans l'invasion de la Suisse, et cette rapacité qui s'était signalée par l'enlèvement du trésor de Berne, objet réel de cette guerre, et enfin ces combats cruels que les vaillants soldats de notre jeune République avaient été forcés de livrer aux fils de Guillaume Tell.

Il semblait établi que tout ce qui parlait la langue allemande devait entrer dans la ligue contre Napoléon. Les écrits enflammés des publicistes germains passaient le Rhin et les Alpes Noriques et Juliennes, et allumaient dans les chalets des montagnards une haine obstinée contre de trop puissants voisins qui avaient été leurs oppresseurs. Il me semble inutile de dire par quels intermédiaires et à quel prix fut conduite une négociation dont l'issue fut plus fatale pour nous que Moscou et Leipsick même,

puisqu'elle ouvrait nos portes à des flots d'ennemis.

Mais de toutes les défections qui se déclarèrent dans cette crise fatale, la plus révoltante pour le bon sens, la morale et l'honneur, fut celle de Murat roi de Naples, beau-frère de Napoléon. Blessé au cœur par les reproches amers et trop mérités que lui avait adressés l'Empereur sur sa conduite à Vilna et par la publicité qu'ils avaient reçue, il avait pu faire taire ses ressentiments. On croit que sa colère céda aux représentations de la reine Caroline, dont la beauté fixait mal son volage époux, mais qui avait sur lui l'ascendant d'un esprit plus froid et le grand titre de sœur de Napoléon. Il reparut dans la campagne de 1813, sans ajouter beaucoup à sa grande renommée de général d'avant-garde, mais du moins sans l'altérer et la compromettre. Il avait quitté l'armée avant Leipsick pour veiller au salut de l'Italie, concurremment avec le prince Eugène. Du moins, tel était son prétexte; mais en voyant le trône de son beau-frère fortement secoué, il trembla pour le sien. La royauté et le champ de bataille faisaient également ses délices; il avait espéré, convoité celle de l'Espagne, et ce n'était pas sans un profond dépit qu'il s'était vu préférer

Joseph, ce timide frère du terrible Napoléon. Politique aussi vulgaire qu'irritable : il s'était vu pressé par l'Autriche qui, pour prix d'une défection et même d'une adhésion plus ou moins déclarée à la cause européenne, lui garantissait ce trône dont il avait la faiblesse de ne pouvoir plus se détacher. D'un autre côté son ambition se sentait amorcée par des patriotes italiens qui regardaient ce moment d'une combustion universelle comme favorable pour se rapprocher au moins de l'unité italique et de l'en rendre le chef. Un projet spécieux par ses résultats, mais chimérique dans sa base, avait été présenté à ce soldat impétueux. Il s'agissait de couper l'Italie en deux zones qui auraient pour démarcation la ligne du Pô ; l'une resterait à l'empereur Napoléon et l'autre tomberait dans le partage du roi de Naples.

Murat avait embrassé ce dernier plan avec sa fougue ordinaire, et n'avait pas craint de le soumettre à son beau-frère ; il mettait à ce prix sa coopération à la défense de l'Empire. Napoléon s'irrita d'une ambition si impérieuse et si déplacée dans les conjonctures cruelles qui le pressaient ; il n'y vit qu'une trahison masquée qui cherchait un prétexte et tonna contre l'ingratitude et la présomption de son beau-

frère. « Il y a deux hommes, dit-il, qui ne m'ont jamais pardonné de m'être élevé à l'Empire, ce sont Bernadotte et Murat. » L'Autriche, qui avait voulu profiter du premier dépit du roi de Naples pour le détacher de Napoléon, renouvela ses démarches quand elle connut la pensée nouvelle dont il était travaillé, et lui offrit ou parut lui offrir une assez riche part dans l'Italie s'il voulait se joindre à la cause des rois. Des ouvertures de ce genre avaient été faites au vice-roi d'Italie; on juge qu'elles ne purent ébranler sa fidélité. Murat fut plus facilement séduit, mais il couvrit encore de quelque voile une défection qui le faisait rougir et devait le faire trembler. Sommé par Napoléon de marcher avec trente mille hommes pour la défense des deux royaumes, il s'était mis en marche, mais en laissant sur son passage des indices peu favorables à la cause de l'Empire et même de la France. Le prince Eugène avait pénétré ses desseins, et il avait écrit à l'Empereur ces mots : « Soyez sûr que le roi de Naples, avec ses trente mille hommes, ne marche que contre nous. » Ainsi, les forces de la France dans la péninsule italique, devenaient à peu près inutiles pour notre défense. Pour comble de malheur, des dangers plus

pressants se présentaient du côté de l'Espagne. La déroute de Vittoria avait été si complète que l'on craignait de voir les Anglais pénétrer en France par la Navarre. Le maréchal Soult, que l'Empereur avait détaché de son armée d'Allemagne pour prévenir une extrémité si fatale et si honteuse, fit cesser ou du moins interrompit ces alarmes par la fermeté de sa défensive. Il ne put cependant empêcher Wellington de forcer le passage de la Bidassoa, et même d'occuper Saint-Jean de Luz; mais il se tint si ferme dans son camp retranché, qu'il arrêta pendant un mois entier l'armée des alliés. Les Espagnols, dans leur esprit vindicatif et présomptueux, poussaient déjà le cri de Paris! Paris! comme un formidable écho de celui qui avait retenti sur les rives de l'Elbe et qui maintenant éclatait sur les rives du Rhin. La saison dans les Pyrénées se montrait contraire à cette invasion, et Wellington avait trouvé dans le maréchal Soult un adversaire aussi vigilant qu'intrépide. Pressé par les ordres de son cabinet, qui ne voulait pas laisser un moment de relâche à Napoléon et par les cris de son armée, il engagea l'action le 9 décembre pour effectuer le passage de la Nivelle. La bataille de Leipsick avait duré trois jours,

celle-ci en dura quatre. Je viens de rappeler Leipsick, parce que je trouve ici un événement de même nature. Au fort de la bataille, des troupes allemandes qui faisaient partie de l'armée française, comme pour prouver l'accord des peuples contre Napoléon, imitèrent l'exemple des troupes saxonnes et passèrent sans pudeur dans le camp ennemi. Cette défection ne déconcerta point le général français; ce vide fut remplacé à l'instant, et l'armée anglo-espagnole fut obligée de s'arrêter sous les glacis de Bayonne.

Cependant l'évacuation de l'Espagne n'était pas complète encore. Le maréchal Suchet nommé duc d'Abulféra, s'éloignait à regret du théâtre de ses victoires où il ne trouvait plus de résistance, et qu'il avait calmé par une administration équitable et judicieuse. Il s'était arrêté à Barcelone; son armée et celle de Soult avaient été dégarnies de troupes valeureuses et particulièrement de ces grenadiers de la garde impériale, qui allaient dans les plaines de la Champagne, rajeunir et surpasser leur vieille gloire. Ainsi après des exploits si prodigieux et de si vastes conquêtes, l'Empire français possédait à peine pour sa défense, le huitième ou le dixième des forces que la Convention

avait fait mouvoir par ses terribles décrets; mais elle possédait encore Napoléon.

Le plus beau des spectacles, a dit Sénèque, est celui du sage luttant contre l'adversité. Le sage manquait ici, et il n'était qu'imparfaitement représenté par le grand homme de guerre. Napoléon allait se renouveler, mais il fallait en même temps renouveler la France, car il avait besoin de la France tout entière, de la France animée de ses généreux transports qui ont valu tant de miracles à la liberté. C'était un nouveau contrat qu'il fallait sceller avec la France, mais un contrat où la franchise devait remplacer des prestiges vieillis, où le despotisme devait incliner ses faisceaux et ses haches, ses pompes monotones et ses fastidieuses étiquettes devant les libertés nationales. Bonaparte avait le génie des grands coups de théâtre; il pouvait en produire un merveilleux par les inspirations d'un grand cœur. La France voyait tous les peuples de l'Europe ligués contre elle au nom de la liberté; il fallait que la France, pour retrouver toutes ses ressources, redevînt un peuple libre, le peuple de 1789. Un homme tel que Napoléon pouvait être à la fois le restaurateur et le modérateur de ces libertés. Sans doute, il ne les eût pas lâchées à

celle-ci en dura quatre. Je viens de rappeler Leipsick, parce que je trouve ici un événement de même nature. Au fort de la bataille, des troupes allemandes qui faisaient partie de l'armée française, comme pour prouver l'accord des peuples contre Napoléon, imitèrent l'exemple des troupes saxonnes et passèrent sans pudeur dans le camp ennemi. Cette défection ne déconcerta point le général français; ce vide fut remplacé à l'instant, et l'armée anglo-espagnole fut obligée de s'arrêter sous les glacis de Bayonne.

Cependant l'évacuation de l'Espagne n'était pas complète encore. Le maréchal Suchet nommé duc d'Abulféra, s'éloignait à regret du théâtre de ses victoires où il ne trouvait plus de résistance, et qu'il avait calmé par une administration équitable et judicieuse. Il s'était arrêté à Barcelone; son armée et celle de Soult avaient été dégarnies de troupes valeureuses et particulièrement de ces grenadiers de la garde impériale, qui allaient dans les plaines de la Champagne, rajeunir et surpasser leur vieille gloire. Ainsi après des exploits si prodigieux et de si vastes conquêtes, l'Empire français possédait à peine pour sa défense, le huitième ou le dixième des forces que la Convention

avait fait mouvoir par ses terribles décrets; mais elle possédait encore Napoléon.

Le plus beau des spectacles, a dit Sénèque, est celui du sage luttant contre l'adversité. Le sage manquait ici, et il n'était qu'imparfaitement représenté par le grand homme de guerre. Napoléon allait se renouveler, mais il fallait en même temps renouveler la France, car il avait besoin de la France tout entière, de la France animée de ses généreux transports qui ont valu tant de miracles à la liberté. C'était un nouveau contrat qu'il fallait sceller avec la France, mais un contrat où la franchise devait remplacer des prestiges vieillis, où le despotisme devait incliner ses faisceaux et ses haches, ses pompes monotones et ses fastidieuses étiquettes devant les libertés nationales. Bonaparte avait le génie des grands coups de théâtre; il pouvait en produire un merveilleux par les inspirations d'un grand cœur. La France voyait tous les peuples de l'Europe ligués contre elle au nom de la liberté; il fallait que la France, pour retrouver toutes ses ressources, redevînt un peuple libre, le peuple de 1789. Un homme tel que Napoléon pouvait être à la fois le restaurateur et le modérateur de ces libertés. Sans doute, il ne les eût pas lâchées à

celle-ci en dura quatre. Je viens de rappeler Leipsick, parce que je trouve ici un événement de même nature. Au fort de la bataille, des troupes allemandes qui faisaient partie de l'armée française, comme pour prouver l'accord des peuples contre Napoléon, imitèrent l'exemple des troupes saxonnes et passèrent sans pudeur dans le camp ennemi. Cette défection ne déconcerta point le général français; ce vide fut remplacé à l'instant, et l'armée anglo-espagnole fut obligée de s'arrêter sous les glacis de Bayonne.

Cependant l'évacuation de l'Espagne n'était pas complète encore. Le maréchal Suchet nommé duc d'Abulféra, s'éloignait à regret du théâtre de ses victoires où il ne trouvait plus de résistance, et qu'il avait calmé par une administration équitable et judicieuse. Il s'était arrêté à Barcelone; son armée et celle de Soult avaient été dégarnies de troupes valeureuses et particulièrement de ces grenadiers de la garde impériale, qui allaient dans les plaines de la Champagne, rajeunir et surpasser leur vieille gloire. Ainsi après des exploits si prodigieux et de si vastes conquêtes, l'Empire français possédait à peine pour sa défense, le huitième ou le dixième des forces que la Convention

avait fait mouvoir par ses terribles décrets; mais elle possédait encore Napoléon.

Le plus beau des spectacles, a dit Sénèque, est celui du sage luttant contre l'adversité. Le sage manquait ici, et il n'était qu'imparfaitement représenté par le grand homme de guerre. Napoléon allait se renouveler, mais il fallait en même temps renouveler la France, car il avait besoin de la France tout entière, de la France animée de ses généreux transports qui ont valu tant de miracles à la liberté. C'était un nouveau contrat qu'il fallait sceller avec la France, mais un contrat où la franchise devait remplacer des prestiges vieillis, où le despotisme devait incliner ses faisceaux et ses haches, ses pompes monotones et ses fastidieuses étiquettes devant les libertés nationales. Bonaparte avait le génie des grands coups de théâtre; il pouvait en produire un merveilleux par les inspirations d'un grand cœur. La France voyait tous les peuples de l'Europe ligués contre elle au nom de la liberté; il fallait que la France, pour retrouver toutes ses ressources, redevînt un peuple libre, le peuple de 1789. Un homme tel que Napoléon pouvait être à la fois le restaurateur et le modérateur de ces libertés. Sans doute, il ne les eût pas lâchées à

pleines mains, mais il eût laissé entrevoir celles que la prudence ne permettait pas encore de réaliser. Il se fût aidé puissamment du Sénat et du Corps législatif en donnant à l'un et à l'autre un principe d'action, un principe de vie qui leur manquait encore. Il pouvait de lui-même opérer le passage d'un despotisme dérisoirement pallié à une monarchie limitée et représentative. Sa mission d'ordre était terminée. La France était soumise à tel point que la rébellion n'y trouvait plus un seul foyer, mais elle se sentait humiliée. Parmi les hommes puissants en apparence, pas un seul n'était content de lui-même. C'est un horrible malaise que de sentir son caractère brisé. On était affaissé sous le poids de ses complaisances, sous le poids des manteaux de velours et d'hermine qui en étaient les tristes gages; et le moment approchait où l'on pouvait en être dépouillé par la soldatesque étrangère. Ceux même qui étaient le plus animés de reconnaissance pour l'Empereur se désolaient de ne plus pouvoir le servir. Sa volonté de fer, en pesant sur tous, pesait encore plus sur lui-même pour l'entraîner à sa perte. Voilà ce que sentait chacun de ses conseillers intimes, et je n'en excepte pas son archichancelier Cambacérès, homme émi-

nemment doué de sagacité et de prévoyance. Si ce n'était lui, c'étaient du moins ses anciens amis, convertis en ses parasites, qui trahissaient ces alarmes; et l'Empereur du moins pouvait les lire sur leurs fronts pâles, dans leurs yeux ternes et dans leurs paroles d'assurance péniblement articulées. Que fallait-il donc? Les revivifier d'un souffle de 1789, au lieu de les laisser mornes et abattus dans le regret de leurs jouissances épicuriennes si rudement menacées. Certes, les opérations militaires suffisaient bien pour exercer le plus vaste génie. Il fallait que le mouvement national vînt de la nation même, et pouvait-il s'opérer quand tout était contraint? La presse pouvait mieux qu'un sénatus-consulte créer une armée, et jamais elle n'avait été plus asservie. La tribune pouvait créer un de ces grands mouvements qui répandent l'héroïsme dans toutes les âmes; et la tribune était aussi inanimée, aussi froide, aussi muette que le marbre dont elle était formée. Quoi de plus affreux qu'un mutisme qui étouffe le cri de la souffrance, le cri d'alarme, le cri d'honneur! Quant au Sénat, c'était un corps composé d'hommes *absorbés*, suivant l'expression de Sieyès, et pourtant il y avait là beaucoup de gloires militaires et plusieurs

beaux noms historiques. C'eût été un beau moment que celui où Napoléon leur eût dit : « Parlez, agissez, multipliez-vous, le péril le veut. Réveillez partout le courage, réprimez partout la licence et l'esprit de faction. J'ai rempli ma mission pour l'ordre, c'est maintenant une tâche facile que de le maintenir. Que l'horreur de l'occupation étrangère remplisse toutes les âmes comme elle soulève la mienne. Je vais recommencer le cours de nos victoires dans cette Champagne qui en fut la source féconde. Le genre humain a trop souffert de cette guerre, et je veux la terminer. Périsse mon autorité pourvu que la France soit libre et fière ! »

Il me semble que de telles paroles auraient produit cet enthousiasme que la Grèce fit éclater dans l'isthme de Corinthe quand elle crut à la renaissance de sa liberté, et l'effet en eût été garanti par des prodiges nouveaux.

Suivons maintenant l'Empereur depuis son retour à Paris, 9 novembre 1813, jusqu'à son nouveau départ pour l'armée. Ces deux mois sont remplis pour lui de tortures auxquelles vient s'en ajouter une qui lui est inconnue jusqu'à ce jour, l'irrésolution. Il ne conçoit que des demi-plans; son pouvoir impérial,

malgré sa vaste étendue, lui paraît insuffisant; il fait effort pour dégager son pouvoir absolu de quelques formes qui le tempèrent; son calme est sombre, sa franchise est rude. Le 14, le Sénat se présente suivant l'usage, pour le féliciter, il faudrait dire plutôt pour le consoler. La harangue de ce Corps, présentée par son président le savant Lacépède, est une apologie contournée des fautes commises dans une campagne de six mois. Napoléon l'écoute l'œil morne, et déclare l'étendue de nos malheurs par ces terribles mots : « L'Europe tout entière marchait avec nous, elle marche aujourd'hui contre nous. » Il aurait pu ajouter : « Il y a dix-huit mois je marchais sur Moscou, et j'y arrivais; aujourd'hui les armées alliées marchent sur Paris. »

Le Corps législatif avait été convoqué pour le 2 décembre. L'Empereur prolongea ce délai dans l'espérance que le congrès de Manheim pourrait mettre fin à cette guerre et détourner l'invasion. Napoléon, de son autorité privée, prolongea et augmenta quelques impôts indirects. Cependant les députés arrivaient à Paris et se dédommageaient par de chaleureux entretiens, du silence qui leur était imposé à la tribune. L'Empereur impatienté d'un assez grand nombre de boules noires qui accueil-

laient dans le Corps législatif ses projets de lois, n'eût pas tardé à lui faire subir le sort du Tribunat, s'il fût revenu victorieux de ses deux dernières campagnes. Le malheur lui permettait peu un acte aussi tranchant; il fallait demander à ce Corps des ressources immenses pour d'immenses périls. Mais il importait de se couvrir du nombre de l'égalité. Il s'agissait de nommer un président, poste que Fontanes avant de passer aux fonctions de grand maître de l'Université, avait rempli avec assez de prestige oratoire, et dans une occasion mémorable avec courage.

Le président avait seul dans ce Corps, le privilége de la parole; encore était-il restreint à un panégyrique perpétuel des actes de l'Empereur; son silence en certaines occasions, était traduit comme un blâme. L'Empereur craignait que le Corps législatif ne présentât à sa nomination que des candidats qui se piquassent d'une certaine dignité de conduite et de langage; il résolut de supprimer ce faible reste de liberté laissé à ce Corps de muets et de choisir lui seul ce président sans présentation de candidats; c'était violer un article des constitutions impériales, mais tout se légitimait par un sénatus-consulte. L'Empereur avait une

confiance exclusive dans ce corps qui allait le détrôner dans quatre mois. Il destinait l'emploi de président au grand juge Régnier, faible homme d'État, jurisconsulte habile, dont le style était bien loin de représenter l'éclat et la finesse de Fontanes. Il lui avait désigné pour successeur un jeune homme qui portait un des noms les plus glorieux de la magistrature. Une des pensées de l'Empereur était de repeupler son ministère et son conseil d'État de jeunes hommes qui, par leur position, leur naissance et leur âge, étaient étrangers aux habitudes de la Révolution, et dont les talents commençaient à se manifester; tels que MM. Pasquier, Séguier, Mounier, de Barante, de Cazes et plusieurs autres; tous lui furent fidèles, mais il arriva que chacun d'eux fut appelé à inaugurer parmi nous ce gouvernement représentatif, secret objet de leur prédilection politique. L'Empereur fit venir le comte Molé et lui dit : « Asseyez-vous et rédigez un rapport au Sénat dont je vais vous tracer les motifs. Il les énonça avec cette rapidité et cette absence de transition qui ne permettaient qu'à ses secrétaires intimes de suivre et de démêler ses pensées. M. Molé restait interdit et confessait son embarras; mais il le fut bien plus et fort doulou-

reusement quand l'Empereur insista sur la considération suivante qui devait entrer dans le préambule du sénatus-consulte; il l'exprima en ces termes :

« Il est, dans le palais, des étiquettes, des formes qu'il est convenable de connaître, et qui, faute d'être bien connues, peuvent donner lieu à des méprises, à des lenteurs que les corps interprètent toujours mal. Tout cela est évité par la mesure que nous proposons; mais il peut arriver que les hommes portés sur cette liste, quelque honorables et distingués qu'ils soient par leurs lumières, n'aient jamais été connus par l'Empereur.

« Comme une des prérogatives du Corps législatif est de pouvoir parvenir directement jusqu'au souverain par l'organe de son président, il a paru, pour que ces communications puissent être plus utiles à la chose et spécialement au Corps législatif, qu'il était convenable que le président se trouvât déjà personnellement connu de l'Empereur. De cette manière, le Corps législatif et chacun de ses membres seront assurés de trouver, dans son président, un intermédiaire, un guide, un appui. »

Je ne sais si une pareille exigence d'étiquette se fût offerte à l'esprit même de Louis XIV

qui en fut le suprême législateur; mais elle formait un déplorable contraste avec la grandeur réelle de Napoléon, et bien plus encore avec l'urgence de ses périls et des nôtres. Qui eût jamais supposé que de telles pensées roulassent dans l'esprit de Napoléon, fils de la Révolution, quand un million d'ennemis allait se précipiter à la fois sur toutes les frontières de son Empire! Aussi, M. Molé se garda bien de faire entrer une telle considération dans son rapport au Sénat; mais Napoléon ne voulut pas perdre une pensée d'une politesse si exquise, et il la fit insérer dans le rapport que le *Moniteur* publia le lendemain. On ne pouvait prendre plus de soin pour se rapetisser. Le Sénat fut requis d'ordonner une nouvelle levée de trois cent mille hommes pris dans les onze années antérieures, en sorte qu'il s'y trouvait des hommes de trente-trois ans. Ce n'était pas ainsi que se formaient en Allemagne, ces landwerhs, ces landsturms qui allaient déborder sur l'Empire. Elles étaient en grande partie spontanées, et c'est ce qui les rendait redoutables. Les professeurs des universités venaient s'inscrire d'eux-mêmes au nombre des défenseurs de la patrie. Pendant l'absence de l'Empereur et après le désastre de Leipsick, l'impé-

ratrice régente avait été déjà chargée de venir demander au Sénat une levée de deux cent mille hommes et l'avait obtenue sans difficulté. Cette fois le Sénat montra quelque scrupule, quelque hésitation; l'Empereur crut devoir user de condescendance. Les sénateurs semblaient lui dire : « Pourquoi n'avez-vous pas accepté la paix qui nous était offerte à Dresde par l'entremise de votre beau-père? » En effet, c'était un grief qui retentissait partout, et les hauts fonctionnaires dont l'existence était cruellement compromise le ressentaient plus amèrement que tout autre; ils voulaient le faire entendre au superbe dominateur; ils demandèrent communication des actes de la négociation de Dresde et de Prague. Il fut convenu que le Sénat nommerait une commission qui en prendrait connaissance. Ce fut un nouveau ministre des relations extérieures, M. de Caulincourt, qui présenta ces pièces. Il y avait alors un cri général contre M. Maret, à qui l'on imputait la mauvaise issue des négociations. Il était plus commode de s'en prendre au serviteur qu'au maître; mais c'était méconnaître à plaisir le caractère de l'un et de l'autre. L'Empereur rendit à son infortuné ministre un poste pour lequel il était mieux né, celui de son secrétaire intime.

Ces ressources extrêmes paraissaient encore insuffisantes aux hommes exercés en politique et surtout à M. de Talleyrand. A peine l'armée qui allait défendre la frontière de l'Est pouvait-elle monter à cent mille hommes. Les trois cent mille nouveaux conscrits allaient être jetés en réserve à Bordeaux, à Metz, à Turin et à Utrecht. Le choix de ces deux dernières villes annonçait l'intention de garder le Piémont et la Hollande, ce qui répondait mal aux ouvertures faites à Francfort par les alliés. Voilà ce qui n'échappa point à la perspicacité de M. de Talleyrand; il fut nommé membre de la commission, ainsi que MM. Barbé-Marbois, Fontanes, de Saint-Marsan et le général Bournonville, tous hommes pénétrés de la nécessité de la paix. M. de Fontanes fut chargé de rédiger l'adresse, mais on ne pouvait la lire sans voir que l'esprit de M. de Talleyrand avait dirigé la plume de l'élégant académicien. Rien ne ressemblait moins au ton farouche, aux déclamations outrées, aux invectives furibondes qu'employaient la Convention et son comité de salut public dans de telles circonstances. Tout y était mesuré et presque flatteur pour les souverains alliés; on n'en excluait pas même le prince royal de Suède, Bernadotte, à qui l'on

rappelait son origine française et les lauriers cueillis par lui sous nos drapeaux. Ces louanges délicates, mais un peu timides, étaient relevées par quelques phrases où l'on faisait un appel énergique au patriotisme et à l'honneur de la grande nation. Le sénatus-consulte, pour la levée des trois cent mille hommes, avait rencontré une opposition inaccoutumée. Ce docile Sénat aspirait évidemment à prendre de la vie et de l'autorité.

Le même sentiment se prononçait avec plus d'énergie dans le Corps législatif. L'Empereur avait daigné lui donner communication des pièces diplomatiques envoyées au Sénat. Cette assemblée avait donc aussi à nommer une commission. Elle saisit avec empressement cette occasion de manifester des sentiments qu'elle ne pouvait plus comprimer. La commission fut formée de MM. Lainé, Raynouard, Flaugergues, Gallois et Maine de Biran. C'est de ces cinq hommes que sortit le réveil de la liberté après un sommeil de quinze ans. Acte bien digne de l'histoire, et qui, jusqu'à présent, n'a reçu que l'arrêt des passions. C'est ce jugement de Sainte-Hélène, c'est-à-dire du juge le plus partial, qu'ont répété plusieurs histoires contemporaines. Les unes n'ont voulu y voir qu'une exces-

sive imprudence; les autres se sont efforcés d'y démêler une intention déloyale et favorable à l'invasion étrangère. Les noms, la vie et les ouvrages des cinq commissaires, sont la réfutation la plus manifeste d'un reproche aussi injuste. Entre ces noms, je commence par invoquer celui de M. Lainé, beau talent, né d'une belle âme, digne interprète de la liberté, parce qu'il ne la sépara jamais de la vertu. S'il en connut les limites, il en pratiqua rigidement les devoirs. Un tempérament irritable, qui se trahissait par des mouvements nerveux, plutôt que par l'accent de la colère, révélait que ce n'était pas sans de puissants efforts sur lui-même qu'il était parvenu au calme de l'homme d'État et du sage. Son front mélancolique et sévère sans rudesse, indiquait des passions contenues, sur lesquelles avaient surnagé le sentiment de la bienveillance et ce culte de la vérité. Avocat au parlement de Bordeaux, si fertile en orateurs éminents, il y avait conquis une noble place par le don d'une élocution nette, élégante et prompte. La médiocrité obtient souvent l'avantage de cette fluidité harmonieuse; chez M. Lainé, ce calme était coupé par des élans subits, dans lesquels il attirait votre âme à la sienne et l'élevait à sa hauteur.

Peu d'orateurs parlementaires ont laissé plus de ces traits que le cœur retient sans le travail de la mémoire. On a voulu en faire un ami, un élève des Girondins; il condamnait les égarements de leur politique, et il honorait leur martyre.

Qu'il me soit permis d'ajouter à ce portrait celui d'un autre homme que j'ai également honoré et chéri, M. Raynouard. Je bénis cette excursion qui me fait respirer un moment dans le récit de la plus terrible catastrophe. Dans quelque situation que la fortune eût placé M. Raynouard, elle l'eût trouvé un homme de bien, un esprit juste et ferme, capable des plus belles inspirations. Sa vocation l'appelait à la poésie; il sut même dans son âge mûr, résister à ce penchant jusqu'à ce qu'il eût obtenu par des travaux obscurs, l'indépendance qui lui paraissait nécessaire à une noble culture des lettres; aussi l'exerça-t-il avec cette sérénité qu'il est rare de rencontrer dans cette carrière orageuse. Son premier succès, la tragédie des *Templiers*, fut une époque dans sa vie et dans notre littérature, qui crut un moment, sous le charme de beaux vers et de quelques illuminations soudaines, remonter jusqu'aux grands jours de Corneille; mais il voulait plu-

tôt essayer la gloire que lui donner son âme. Un travail obscurément utile le captivait autant que celui qui s'offrait avec les signes les plus éclatants de la faveur mobile du public, et lui convenait mieux parce qu'il ne dérangeait point l'assiette bien réglée de son âme. Riche par la modération de ses besoins, désintéressé, bienfaisant avec largeur, il cherchait sans fracas les occasions d'être utile, et ne recula point devant celles qui lui étaient offertes de montrer le courage civique.

M. Maine de Biran était une âme fortement trempée dans l'étude et la pratique de la philosophie. Ami de M. Royer-Collard, il avait pénétré avec lui dans les régions les plus hautes de la métaphysique. La France leur doit à l'un et à l'autre, ainsi qu'à M. Cousin, leur éloquent successeur, d'avoir reconquis sous les lois de Descartes, le trône de la métaphysique, science que l'incrédulité présomptueuse du XVIII[e] siècle prétendait avoir abolie. Aucune autre ambition n'approchait de son âme. Des cinq commissaires, c'était celui qui inclinait le plus pour la cause des Bourbons, mais avec réserve et scrupule. Le grand point de ralliement entre eux était le recouvrement des libertés nationales; c'était surtout l'unique mobile de M. Gallois,

disciple et ami intime de Sieyès et de M. Flaugergues, esprit ardent, cœur intrépide.

Les commissaires assemblés avaient recueilli tous les murmures qui s'exprimaient dans les conciliabules du Corps législatif. L'orgueil de cette assemblée avait été choqué d'abord de ce qu'on lui retranchait le faible privilége de présenter des candidats pour la présidence. On était surtout révolté de cette phrase étrange du rapport, qui semblait présenter une grande partie des membres de l'Assemblée nationale comme des provinciaux qui, étrangers aux beaux usages de la cour, pouvaient dire ou commettre de graves inconvenances s'ils y étaient admis. On était plus sérieusement offensé de quelques actes récents d'un despotisme signalé. Ainsi, l'Empereur, dans une affaire de contrebande, avait fait casser par son conseil d'État, une décision du jury d'Anvers qui acquittait les prévenus. Un tel acte renversait violemment une des garanties fondamentales de la liberté, l'indépendance du pouvoir judiciaire.

J'ai négligé, ou plutôt j'ai évité de mentionner dans cette histoire plusieurs autres actes, et surtout des arrestations évidemment arbitraires. Je l'ai déjà dit, l'Empereur faisait un

effort pour s'éloigner des voies de la tyrannie; il revenait assez facilement sur des actes auxquels on pouvait reprocher ce caractère. Mais son premier mouvement était brusque et se ressentait trop de ses habitudes militaires. C'est ainsi qu'instruit de propos téméraires qui s'étaient tenus contre lui dans un séminaire de la Belgique, il en fit enlever tous les jeunes clercs pour les incorporer à un régiment. Cet acte et l'exil de plusieurs princes de l'Église, étaient de vifs sujets de murmures pour le clergé, dont les hostilités pouvaient devenir funestes dans la crise actuelle. La commission pensa qu'elle devait demander une plus ferme garantie des lois de l'État, infiniment plus libérales pour l'Empereur que pour la nation. Le nouveau président du Corps législatif objecta que toute insinuation de ce genre était intempestive et inconstitutionnelle. A quoi M. Flaugergues répliqua par ces mots : « Il n'y a d'inconstitutionnel que votre présidence. »

Voici le rapport de M. Lainé :

« D'après les bases générales contenues dans les déclarations, les vœux de l'humanité pour une paix honorable et solide, sembleraient bientôt pouvoir se réaliser. Elle serait honorable, car, pour les nations comme pour les in-

dividus, l'honneur est dans le maintien de ses droits et dans le respect de ceux des autres. Cette paix serait solide, car la véritable garantie de la paix est dans l'intérêt qu'ont toutes les puissances contractantes d'y rester fidèles.

« Qui peut donc en retarder les bienfaits? Les puissances coalisées rendent à l'Empereur l'éclatant témoignage qu'il a adopté des bases essentielles au rétablissement de l'équilibre et de la tranquillité de l'Europe. Nous avons pour premiers garants de ses desseins pacifiques et cette adversité, véridique conseil des rois, et le besoin des peuples hautement exprimé, et l'intérêt même de la couronne.

« A ces garanties peut-être croiriez-vous utile de supplier Sa Majesté d'ajouter une garantie plus solennelle encore.

« Si les déclarations des puissances étrangères étaient fallacieuses, si elles voulaient nous asservir, si elles méditaient le déchirement du territoire sacré de la France, il faudrait, pour empêcher notre patrie d'être la proie de l'étranger, rendre la guerre nationale. Mais pour opérer plus sûrement ce beau mouvement qui sauve les empires, n'est-il pas désirable d'unir étroitement et la nation et son monarque?

« C'est un besoin d'imposer silence aux en-

nemis sur leurs accusations d'agrandissement, de conquête, de prépondérance alarmantes. Puisque les puissances coalisées ont cru devoir rassurer les nations par des protestations publiquement publiées, n'est-il pas digne de Sa Majesté de les éclairer par des déclarations solennelles sur les desseins de la France et de l'Empereur?

« Lorsque ce prince, à qui l'histoire a conservé le nom de Grand, voulut rendre de l'énergie à ses peuples, il leur révéla tout ce qu'il avait fait pour la paix, et ses hautes confidences ne furent pas sans effet.

« Afin d'empêcher les puissances coalisées d'accuser la France et l'Empereur de vouloir conserver un territoire trop étendu, dont elles semblent craindre la prépondérance, n'y aurait-il pas une véritable grandeur à les désabuser par une déclaration formelle?

« Il ne nous appartient pas sans doute d'inspirer les paroles qui retentiraient dans l'univers; mais pour que cette déclaration eût une influence utile sur les puissances étrangères, pour qu'elle fît sur la France l'impression espérée, ne serait-il pas à désirer qu'elle proclamât à l'Europe et à la France la promesse de ne continuer la guerre que pour l'indépendance du peuple français et l'intégrité de son

territoire? Cette déclaration n'aurait-elle pas dans l'Europe une irrécusable autorité?

« Lorsque Sa Majesté aurait ainsi, en son nom et en celui de la France, répondu à la déclaration des alliés, on verrait, d'une part, des puissances qui protestent qu'elles ne veulent pas s'approprier un territoire par elles reconnu nécessaire à l'équilibre de l'Europe; et de l'autre, un monarque qui se déclarerait animé de la seule volonté de défendre ce même territoire.

« Que si l'Empire français restait seul fidèle à ces principes libéraux, que les chefs des nations de l'Europe auraient pourtant tous proclamés, la France alors, forcée par l'obstination de ses ennemis à une guerre de nation et d'indépendance, à une guerre reconnue juste et nécessaire, saurait déployer, pour le maintien de ses droits, l'énergie, l'union et la persévérance dont elle a déjà donné d'assez éclatants exemples. Unanime dans son vœu pour obtenir la paix, elle le sera dans ses efforts pour la conquérir, et elle montrera encore au monde qu'une grande nation peut tout ce qu'elle veut lorsqu'elle ne veut que ce qu'exigent son honneur et ses justes droits. »

Les oreilles du superbe Empereur n'étaient

point habituées à un tel langage; cependant on le trouvera bien réservé, si on le compare aux sévères remontrances adressées à nos rois par nos vieux parlements dans des circonstances où la hardiesse de l'expression n'était point appelée par d'imminents périls, ni par des fautes dont les suites avaient été désastreuses. Sa colère, lorsqu'il prit connaissance de ce rapport, fut portée jusqu'au délire, et ce délire fut une des causes principales de la chute de son trône. S'il avait un fâcheux éclat à craindre ne pouvait-il le prévenir? Était-il sans moyens d'action sur ce Corps législatif qui se souvenait, au nom de toute la nation, des jours de l'Assemblée constituante et de nos combats pour la liberté? Ne devait-il pas entrer avec franchise et noblesse dans la voie nouvelle qui lui était offerte avec tant de ménagement, et se déclarer le chef d'une rénovation libérale dont son bras de fer eût bien su prévenir les excès? C'étaient des hommes libres qu'il fallait appeler au combat, puisque ses excellents soldats ne suffisaient plus à l'étendue des périls. Eh bien! Napoléon, aveuglé par quinze années d'un pouvoir absolu, par les faveurs inouïes de la fortune, et plus aigri que corrigé par le malheur, ne sut que se livrer à des emportements qui perdaient

tout en le perdant lui-même. On a rapporté d'étranges et sinistres choses des premiers accès de sa colère. On a prétendu qu'il voulait faire arrêter les cinq membres de la commission du Corps législatif, et les faire conduire à Vincennes pour y être jugés militairement. De telles rumeurs ne doivent point être accueillies par l'histoire, puisqu'il ne s'offre aucun valable témoignage qui les confirme. Je suis même convaincu que nul fonctionnaire ne se fût prêté à cette violence effrénée. Mais la mesure à laquelle il se détermina le précipitait dans le dernier excès du despotisme, c'était la dissolution du Corps législatif. Il allait donc à lui seul ordonner la levée des impôts pour les doubler, suivant toute apparence. A son pouvoir impérial il allait joindre une dictature qui ne lui était déférée par aucun corps, et encore moins par le vœu de la nation. Il tirait ainsi partie de ses malheurs et de ses fautes, pour agrandir encore son autorité. Cette intention il la rendit publique dans son audience du premier jour de l'année 1814, ce jour de *bonne année*, où l'expression du ressentiment et de la fureur fait un pénible contraste avec les souhaits que l'usage appelle. Il importe à l'histoire de ne rien supprimer de ces emportements qui eurent

des suites si fatales. A peine le Corps législatif lui fut-il annoncé, que ses traits s'altérèrent et que son regard devint foudroyant. Voici ses paroles :

« Vous pouviez faire beaucoup de bien et vous n'avez fait que du mal. Les onze douzièmes d'entre vous sont bons, les autres sont des factieux. Qu'espériez-vous en vous mettant en opposition? Vous saisir du pouvoir? Mais quels étaient vos moyens? Êtes-vous représentants du peuple? Je le suis, moi! (et ici Napoléon fit un geste violent) Je le suis, moi! entendez-vous? Quatre fois j'ai été appelé par la nation, et quatre fois j'ai eu les votes de cinq millions pour moi. J'ai un titre, et vous n'en avez pas; vous n'êtes que les députés des départements de l'Empire.

« Qu'auriez-vous fait dans les circonstances actuelles, où il s'agit de repousser l'ennemi? Auriez-vous commandé les armées? Auriez-vous eu assez de forces pour supporter le poids des factions? Elles vous auraient écrasés, et vous auriez été anéantis par le faubourg Saint-Antoine et le faubourg Saint-Marceau. Députés, auriez-vous été plus puissants que l'Assemblée constituante et la Convention? Que sont devenus les Guadet et les Vergniaud? Ils sont

morts, et votre sort eût été bientôt le même. Comment avez-vous pu voter une adresse pareille à la vôtre? Dans un moment où les ennemis ont entamé une partie de votre territoire, vous cherchez à séparer la nation de moi! Ne savez-vous pas que c'est à moi seul qu'on fait la guerre? Certes, il est honorable de voir diriger contre moi les efforts de nos ennemis; ils savent bien que s'ils me renversaient, ils pourraient avoir de grands avantages sur la nation, une fois qu'elle serait séparée de son chef; et loin de voir ce qui ne pouvait échapper aux hommes les moins clairvoyants, vous avez servi nos ennemis, vous les avez servis!

« Je sais tout : votre commission a été conduite par l'esprit de la Gironde et d'Auteuil (il voulait signaler les royalistes et les républicains, MM. Lainé et Destutt-Tracy). M. Lainé est un conspirateur, un agent de l'Angleterre, et avec laquelle il est en correspondance, par l'intermédiaire de l'avocat Desèze; les autres sont des factieux. Je suivrai de l'œil M. Lainé, c'est un méchant homme. Que vous a donc fait cette France pour lui vouloir tant de mal? Vous exigez de moi ce que n'exigent pas les alliés. S'ils me demandaient la Champagne, vous voudriez que je leur donnasse la Brie. Votre rapport est

rédigé avec une astuce et des intentions perfides dont vous ne vous doutez pas. Deux batailles perdues en Champagne eussent fait moins de mal. Vous pouviez faire tant de bien ! J'attendais de vous des consolations. Quoique j'aie reçu de la nature un caractère fort et fier, oui, j'avais besoin de consolations. J'ai sacrifié mes passions, mon ambition, mon orgueil au bien de la France. Je croyais que vous m'en sauriez quelque gré; et lorsque j'étais disposé à faire tous les sacrifices, j'espérais que vous m'engageriez à ne pas faire ceux qui ne seraient point compatibles avec l'honneur de la nation. Loin de là, dans votre rapport, vous avez mis l'ironie la plus sanglante à côté des reproches. Vous dites que l'adversité m'a donné des conseils salutaires; comment pouvez-vous me reprocher mes malheurs? Je les ai supportés avec honneur, parce que j'ai un caractère fort et fier; et si je n'avais pas cette fierté dans l'âme, je ne me serais point élevé au premier trône de l'univers.

« Oui, j'avais besoin de consolations, et je les attendais de vous. Vous avez voulu me couvrir de boue; mais je suis de ces hommes qu'on tue et qu'on ne déshonore pas. Était-ce avec de pareils reproches que vous prétendiez

relever l'éclat du trône? Qu'est-ce que le trône, au reste? quatre morceaux de bois doré, revêtus d'un morceau de velours. Le trône est dans la nation, et l'on ne peut me séparer d'elle sans lui nuire; car la nation a plus besoin de moi que je n'ai besoin d'elle. Que ferait-elle sans guide et sans chef? Je vous le répète, votre rapport était fait dans des intentions perfides. Je le garde pour le faire imprimer un jour et apprendre à la postérité ce que vous avez fait. S'il circule dans les départements, à votre honte, je le ferai imprimer dans *le Moniteur* avec des notes, et je ferai voir dans quelles vues il était rédigé. Lorsqu'il s'agit de repousser l'ennemi, vous demandez des institutions, comme si nous n'avions pas d'institutions! N'êtes-vous pas contents de la constitution? Il y a quatre ans qu'il fallait en demander une autre. Était-ce dans ce moment qu'il fallait la présenter, cette demande? Vous voulez donc imiter l'Assemblée constituante, et recommencer une révolution? Mais je ne ressemblerai pas à Louis XVI; j'abandonnerai le trône, et j'aimerais mieux faire partie du peuple souverain que d'être roi esclave.

« Vous avez été entraîné par l'esprit de faction, quoique les onze douzièmes de votre

corps soient de bons citoyens et retournent dans leurs départements avec toute ma confiance. Je sais comment se conduisent les grandes assemblées : un individu se met à droite, un second à gauche, un troisième au milieu, et les factions s'agitent et entraînent la majorité. C'est ainsi que vous avez été conduits. Vous avez nommé cinq membres de votre commission des finances, comme s'il n'y avait que ces cinq membres-là au Corps législatif. Vous avez repoussé ceux qui tenaient à la cour, au gouvernement, et pourquoi? Vous n'avez pas voulu de celui-ci parce qu'il était procureur général, de celui-là parce qu'il était de la cour des comptes; c'étaient pourtant de bons Français, et vous leur avez préféré des factieux. On est venu vous dire qu'avant de combattre il fallait savoir si l'on avait une patrie; on ne trouvait donc de patrie que là où régnait l'anarchie? Moi aussi je suis sorti du milieu du peuple, et je sais les obligations que j'ai contractées. Vous parlez d'abus, de vexations. Je sais comme vous qu'il y en a eu; cela dépend des circonstances et du malheur des temps. Mais fallait-il mettre toute l'Europe dans le secret de nos affaires? Messieurs! messieurs! c'est du linge sale qu'il fallait laver en famille, et non sous

les yeux du public. Dans tout ce que vous dites il y a la moitié de faux, l'autre moitié est vraie. Que fallait-il faire? Me communiquer confidentiellement tout ce qui était à votre connaissance, département par département, individu par individu; je vous aurais mis en rapport avec mes ministres, mes conseillers d'État; nous aurions tout examiné en famille; j'aurais été reconnaissant des renseignements que vous m'auriez donnés, et j'aurais fait punir les dilapidateurs; je ne les aime pas plus que vous. Mais dans vos plaintes il y a de l'exagération. M. Raynouard a dit, par exemple, que le maréchal Masséna avait pillé la maison de campagne d'un citoyen de Marseille. M. Raynouard en a menti.

« Le citoyen dont il parle est venu se plaindre au ministère de l'intérieur de ce que sa maison, où logeait le maréchal Masséna, était occupée par le quartier général pendant un temps plus long que ne le permettaient les lois. Il ne s'est pas plaint d'autre chose; et comme le quartier général ne pouvait pas être établi ailleurs, je lui ai fait donner une indemnité. Je vous le dis, il y a de l'exagération dans vos plaintes. Les onze douzièmes de votre corps retourneront dans leurs départements avec ma confiance

tout entière ; qu'ils disent que je veux sincèrement la paix ; que je la désire autant que vous ; que je ferai tous les sacrifices pour la donner à la France qui en a besoin. Dans trois mois nous aurons la paix, les ennemis seront chassés de notre territoire, ou je serai mort. Je serai mort ! oui, messieurs, je serai mort ! (Il porta la main à son front trempé de sueur.) Nous avons plus de ressources que vous ne pensez. Les ennemis ne nous ont jamais vaincus ; ils ne nous vaincront point, et ils seront chassés plus promptement qu'ils ne sont venus. Les habitants de l'Alsace et de la Franche-Comté ont un meilleur esprit que vous ; ils demandent des armes, je leur en fais donner : je leur envoie des aides de camp pour les conduire en partisans. Retournez dans vos départements, je ferai assembler les colléges électoraux et compléter le Corps législatif. »

On m'a rapporté que lorsque Louis XVIII eut connaissance d'une allocution si terriblement acrimonieuse, il s'écria : « Voilà des paroles qui font plus pour ma cause que trois victoires remportées par les alliés. » Ceci prouve que ce prince, doué d'un esprit fin et juste, jugeait mieux le caractère français, dans son château d'Hartwell en Angleterre, que Napo-

léon au milieu de nous. Le despotisme n'avait jamais reçu une manifestation plus déplacée, plus injurieuse pour le peuple qui l'accepte. Le voilà qui se proclame le représentant unique de la nation. Un tel principe n'est pas celui du droit divin, mais c'est celui qu'invoquaient la Convention, ses proconsuls et ses décemvirs. Un seul homme se substituait au pouvoir usurpé par sept cents. La tyrannie concentrée n'en était que plus apparente. Cinq millions de Français l'avaient reconnu Empereur, disait-il avec ses exagérations ordinaires; mais lui avaient-ils décerné un pouvoir despotique? Est-ce que le peuple français, dans sa déplorable lassitude, s'était souillé de la tache des Danois, lorsque seuls entre tous les peuples européens, ils constituèrent un despotisme légal? L'entendez-vous qui s'arroge un pouvoir au delà même de tous ceux du despote, le pouvoir de l'opinion, et qui inflige à l'un des plus honorables caractères de son siècle l'épithète de *méchant homme?* Son éloquence n'est plus qu'un torrent tout à la fois terrible et fangeux. Son arme est l'invective. Il veut donner une définition philosophique du trône, et en même temps il en salit le velours par des expressions telles que celle-ci : « M. Raynouard

en a menti. » M. Raynouard qui, par cet acte courageux, a fait reconnaître que les vers sublimes de sa tragédie des *Templiers* ne pouvaient émaner que d'un noble cœur! Ces cinq commissaires qu'il traite de factieux, sont précisément les hommes qui se sont le plus éloignés des voies de l'ambition quand tout paraissait les leur aplanir. M. Lainé seul entre eux a été ministre; il l'a été avec intelligence, désintéressement et patriotisme. La France oubliera-t-elle que c'est à lui, à son ami le duc de Richelieu, et au duc Decazes, qu'elle doit l'ordonnance du 5 septembre, devenue un frein nécessaire aux tendances aristocratiques. Tombé noblement du pouvoir, il n'a jamais voulu y remonter. Voilà l'un de ces noms auxquels on s'attache, et l'une de ces vies qu'il est beau d'étudier.

Si Napoléon a été jugé avec les emportements de la passion, n'en a-t-il pas donné lui-même le déplorable exemple? Étions-nous calmes quand nous nous sentions pressés entre l'invasion étrangère et un despotisme indigène? Combien ne paraissait-il pas plus pesant depuis qu'il avait perdu son auréole de victoires, et quand on le voyait redoubler d'arrogance au milieu de ses revers, de ses fautes et de nos calamités!

Mais je me garderai bien d'oublier, dans cette réfutation à laquelle je me livre, l'équité qui, seule dans l'histoire, peut commander la foi. Je n'ai pu copier, sans en être fortement frappé, ces mots que je répète : « Qu'auriez-vous fait dans les circonstances actuelles où il s'agit de repousser l'ennemi?.... Auriez-vous eu assez de force pour supporter des factions? Elles vous auraient écrasés, et vous auriez été anéantis par le faubourg Saint-Antoine et le faubourg Saint-Marceau. » On voit ici que Napoléon n'envisageait qu'avec horreur l'appel aux passions populaires et la ressource des massacres de la Terreur invoquée en 1792 par Danton et par Robespierre. Son moyen à lui fut de combattre avec un courage aussi indomptable que son génie militaire, qui, loin de l'abandonner, égala et surpassa peut-être ses premières merveilles. Tel, et plus glorieusement encore, il se montra dans un plus grand désastre, celui de Waterloo. Alors il était en quelque sorte sommé de se mettre à la tête d'un mouvement révolutionnaire déjà tout organisé, et il refusa. Ainsi il conserva intacte une des plus belles parties de sa gloire, celle de nous avoir délivrés de l'anarchie.

Pendant son séjour à Paris, l'Empereur eut à s'occuper de deux négociations pacifiques trop évidemment prescrites par la nécessité et qu'elle rendait plus pénibles. Étrange nouveauté ! il s'agissait pour lui de traiter avec ses captifs : d'un côté avec le pape prisonnier à Fontainebleau, et de l'autre, avec les infants d'Espagne prisonniers à Valençay. L'objet en était important. Dans l'état vacillant et presque désespéré de sa fortune, il fallait calmer la sourde irritation du clergé auquel il avait rendu une force nouvelle, et qui sait très-bien élargir son pouvoir. Les pontifes qui lui étaient dévoués n'avaient cessé de le presser pour rendre la liberté au pape. C'était un vœu qu'avait exprimé sur son lit de mort M. Duvoisin, prélat distingué par son esprit de tolérance et par une aménité fénelonienne. Napoléon différa de satisfaire à ce vœu. Celui qui partait comme la foudre au premier bruit de guerre, arrivait toujours trop tard lorsqu'il s'agissait de paix et surtout de sacrifices. Le pape, depuis qu'il avait rétracté le concordat de Fontainebleau, se défendait contre toute proposition comme un roc inébranlable. Il sentait que sa captivité ajoutait beaucoup de force à la cause des alliés; et quand l'Empereur, cédant aux ri-

gueurs de sa position, lui fit dire par des prélats : « Eh bien! retournez à cette Rome qui vous est si chère et resserrons notre première amitié, » ce fut le pape qui s'obstina à rester encore quelque temps à Fontainebleau.

Pour comble de disgrâces, l'Empereur éprouva même refus, ou du moins même hésitation de la part de Ferdinand VII, qui n'avait cessé de se montrer le plus docile et le plus courtisan des prisonniers; on eût dit qu'il avait passé les plus beaux jours de sa vie à Valençay; et peut-être cela fut vrai, car s'il était destiné à régner comme un roi absolu, il connut toutes les amertumes d'un règne ingrat, vindicatif et toujours ébranlé. Napoléon traitait avec lui en lui rendant un royaume dont il ne possédait presque plus rien, sous l'unique condition de séparer sa cause de celle des Anglais, et de les renvoyer de la Péninsule. Cette dernière clause était difficile à remplir. Ferdinand le sentait bien; il demandait le consentement de la régence de Cadix qui lui avait sauvé sa couronne, et certes, les Cortès fières de leur triomphe, étaient bien loin de songer à repousser leur libérateur, pour retomber bientôt sous la main de leur ennemi. La ratification du traité n'ar-

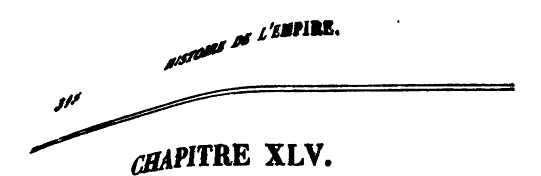
riva pas, et les infants restèrent encore deux ou trois mois à Valençay. Mais par ce refus Napoléon se trouva encore privé de cinquante à soixante mille hommes de troupes aguerries qu'il pouvait opposer à l'invasion.

Cependant le danger s'annonçait pour la France d'une manière qui surpassait encore les plus vives alarmes. Les alliés, importunés (et les victorieux le sont bientôt) des délais et des tergiversations qu'opposait Napoléon aux dernières ouvertures du comte de Metternich, avaient trouvé le moyen de faire une invasion au cœur de la France, sans avoir à se briser contre les lignes formidables des citadelles du Rhin et de la Meuse. La diète helvétique, intimidée, gagnée peut-être par l'or de l'Angleterre et secrètement hostile à son grand médiateur, avait toléré, c'est-à-dire avait ouvert aux alliés le passage de ses fleuves, de ses montagnes, et ceux-ci se précipitaient à grands flots dans la Franche-Comté, dans la Bourgogne, et déjà menaçaient Lyon. Ce fut là le plus terrible coup de foudre dont Napoléon fut frappé. Ses grandes combinaisons étaient déconcertées, la chaîne de nos places fortes et le courage des plus vaillantes garnisons devenaient inutiles au salut de ce Paris que les soldats étran-

gers dévouaient à leur vengeance et à leur cupidité.

Les retards n'étaient plus permis et ils étaient insupportables à Napoléon. La Révolution avait introduit les campagnes d'hiver dans le cercle de nos nouvelles calamités. Les mois de décembre et de janvier se déclaraient avec leurs rigueurs ordinaires. L'Empereur voulait se porter sur la principale armée des alliés, avant que tous les anneaux en fussent rassemblés. Nul n'avait médité plus puissamment que lui cette admirable et dernière campagne de Turenne qui sauva la France d'une invasion. Son front décelait toujours la tristesse sans aucune espèce de trouble. Prêt à partir pour l'armée, il appela dans son palais les officiers de sa garde nationale de Paris, nouvellement et trop tard réorganisée. Il y eut du pathétique et de la noblesse dans les adieux qu'il leur fit; il s'abstint de tout faste d'héroïsme. Le plus grand capitaine du monde n'avait nul besoin d'y recourir, on savait qu'il irait au delà de tout ce qu'il pouvait promettre. Les âmes furent vivement émues quand, tenant par la main son fils, faible enfant, il le confia au courage et à la fidélité de la garde nationale de Paris. Plusieurs de ces soldats citoyens, qui avaient blâmé avec une

profonde amertume ses dernières campagnes, ne parlaient plus de lui qu'avec attendrissement et admiration. Toutefois le dévouement n'existait que chez un petit nombre. Il eût été complet et capable des plus généreux efforts, si au lieu de porter un dernier coup à ce qui pouvait rester de nos libertés mourantes, Napoléon en eût rallumé la flamme et les nobles transports.



CHAPITRE XLV.

LA GRANDE SEMAINE (1814).

SOMMAIRE.

Concours des peuples pour la formation de la ligue, soit au Nord, soit dans les deux péninsules du Midi. — Tous les souverains vont assister aux opérations militaires. — Dispositions particulières de l'empereur Alexandre, de Frédéric-Guillaume, de Bernadotte. — L'empereur François II porte le coup le plus funeste à son gendre. —Négociation de Metternich avec les cantons suisses.— En ouvrant le passage à l'armée des alliés, ils rendent nos puissantes forteresses inutiles à la défense du centre. — L'armée autrichienne se précipite sur la Franche-Comté et la Bourgogne, et menace Lyon. — Plan de campagne de Napoléon. — Châlons-sur-Marne est désigné comme le centre de ses opérations; mais Brienne l'appelle d'abord. — Il y soutient deux combats : remporte dans le premier une victoire incomplète, est battu dans le second par des forces triples. — Retraite de l'armée française sur Troyes. — Les armées alliées divisent leurs opérations. — Napoléon en profite pour porter les coups les plus hardis. — La grande semaine. — Victoires de Champaubert, de Montmirail, de Vauchamps et de Montereau. — Un fatal retard de Victor rend cette dernière victoire incomplète. — Napoléon n'obtient plus que des succès balancés. — Bataille de Craonne. — Il échoue dans son entreprise sur Laon. — Échec partiel de Marmont. — Les alliés se remettent par degré de leur trouble. — Napoléon conçoit un nouveau plan d'opérations. — Il veut marcher sur les derrières des ennemis. — Il rend un décret tardif, inexécutable et fort inconsidéré pour la levée en masse. — Discussion à ce sujet. — Bataille d'Arcis-sur-Aube; Napoléon y fait des efforts désespérés qui deviennent inutiles.

Le monde n'avait point encore vu de plus

formidable appareil que celui de la campagne de 1814. C'était l'Europe entière armée contre une seule nation, ou plutôt contre un seul homme. Tout était en mouvement, en marche et sous les armes, des bords du Borysthène jusqu'à ceux du Rhin, jusqu'aux colonnes d'Hercule.

Voici d'abord une nation tartare d'origine, à qui le génie absolu et fantasque de Pierre Ier a donné une face européenne. Inscrite depuis un si court intervalle au rang des peuples policés, elle marche à pas lents et mesurés, tantôt vers l'empire d'Orient, tantôt vers celui de l'Europe. Interrogez sa constitution civile et politique, c'est un troupeau d'esclaves; voyez-la combattre, c'est une armée qui semble inhérente au sol qu'elle occupe. A la tête de ces peuplades qui sortent du désert, marchent des hommes qui, par leur politesse, semblent sortis des cercles de Versailles. Avec une patrie où n'a jamais résonné le mot de liberté, ils ont tout le feu du patriotisme; ils viennent d'en donner un gage que tous leurs alliés admirent en frémissant.

La Suède unit maintenant ses enseignes à celles de la Russie qui lui a volé ses plus belles provinces; sa gloire, après avoir dormi pen-

dant un siècle, vient de renaître avec éclat. Longtemps fidèle alliée et noble émule des Français, elle s'étonne d'avoir à les combattre aujourd'hui, tandis qu'elle vient d'appeler un Français sur le trône des Gustave.

C'est des rangs prussiens que le cri de vengeance se fait entendre avec le plus de fureur. Les soldats du grand Frédéric croient ne pouvoir venger que dans Paris l'affront d'Iéna et trois ans de vexations cruelles. De profonds professeurs de philosophie répètent avec l'accent de la rage, les chants vindicatifs des jeunes bardes.

Le paisible et lent Autrichien semble s'offrir pour modérer ces transports; mais patient et rusé, il songe à en profiter pour recouvrer des pertes immenses subies après de longues défaites. Il paraît un peuple froid même au milieu des peuples allemands; et cependant c'est une guerre de famille que soutient son empereur, celle d'un beau-père contre son gendre, et dont le résultat sera de détrôner sa fille et son petit-fils.

Vient ensuite une foule de rois, d'électeurs et de princes qui, l'année précédente grossissaient encore la cour de Napoléon et fournissaient un ample contingent à ses guerres les

plus désastreuses. Vassaux révoltés, ils se relèvent aujourd'hui de leur obéissance, en courant à la perte de celui qui a changé leur titre d'électeurs ou de princes dans celui de roi.

Le Hollandais, échappé la veille d'une servitude où il n'a signalé que sa longue patience, croit en retrouvant ses princes d'Orange, remonter à ses jours de gloire et de liberté.

Portons maintenant nos regards au Midi. Je vois déjà s'avancer au delà des Pyrénées, les Espagnols, peuple endormi depuis trois siècles sur l'or stérile du nouveau monde et sous les triples chaînes du despotisme, de l'inquisition et de la paresse; mais il vient de signaler son réveil, sa résurrection par l'indomptable constance, par le dévouement héroïque et quelquefois par la frénésie de son patriotisme.

La haine héréditaire qu'ils portaient aux Portugais s'est éteinte dans leur haine commune contre Napoléon. Mêmes griefs, mêmes fureurs. Malheureux Portugais, ils ne marchent à la liberté que sous les enseignes de l'Angleterre qui, sans combat et par les seules ressources de la politique, de la corruption et de l'activité, s'est substituée aux fils des Vasco de Gama et des Albuquerque, dans l'empire

des Indes orientales, et les a réduits au plus étrange vasselage en leur procurant un débouché pour leur vin d'Oporto.

Les Anglais, nous les trouvons partout dans cette ligue. En deçà et au delà des Pyrénées, leurs armées reparaissent avec un éclat de gloire militaire qui s'était fort obscurcie sur le continent, dans la guerre de la Révolution française. Le duc de Wellington a fait bien plus que réparer par son flegme savant, les fautes et les malheurs du duc d'York; il s'avance aujourd'hui comme le libérateur des deux peuples de la Péninsule, habitués à maudire les Anglais hérétiques.

Des Pyrénées, passons aux Alpes. Nous allons voir se déclarer contre nous toute l'Italie, ce théâtre de nos plus belles victoires, cette Italie qui aspire toujours à changer de dominateurs, sans jamais en trouver un qui convienne à ses mœurs et qui la console de sa gloire et de sa liberté perdues. Qui donc va le premier dégager les peuples de cette autre péninsule de la foi qu'ils ont jurée à Bonaparte? C'est Murat son beau-frère; Murat, le plus brillant, le plus prodigieux de ses généraux de cavalerie. Pour ne pas perdre son titre de roi, il semble abjurer son titre de Français. Ainsi, c'est Na-

poléon qui a formé le nœud de cohésion entre des peuples si dissemblables de mœurs, de culte, de religion et de gouvernement.

Les rois avaient perdu l'usage de faire la guerre par eux-mêmes, et le grand Frédéric l'avait presque seul rappelé depuis la mort de Charles XII. Tout à l'heure ils étaient conviés à des congrès mornes et splendides pour y subir le niveau commun de la vassalité, à l'exception d'un seul. Les voilà, malgré la différence de leur âge, de leurs penchants et de leur instruction militaire, campés sur les rives du Rhin. Parmi eux brille au premier rang l'empereur Alexandre. Ce n'est point un grand capitaine, mais il ne craint ni les fatigues ni les périls de la guerre; il sait se plaire au bivouac; il a soif de gloire; il la cherchait tout à l'heure sur les pas de l'empereur Napoléon, il la cherche maintenant contre lui, non qu'il veuille l'éclipser, tant d'orgueil n'est point entré dans son âme. Quelques heureuses leçons qu'il a reçues dans sa jeunesse l'ont disposé à une gloire qui laisse de plus douces traces et captive mieux les cœurs. Ne croyez pas qu'il arrive, une torche à la main, pour venger, dans Paris l'incendie de Moscou. C'est l'ouvrage du patriotisme de sa nation, et non celui des fu-

reurs de l'ennemi, il le sait; voilà ce qui lui donne l'empire de la ligue. Il fait, par les inspirations d'un cœur juste et humain, ce qui lui serait prescrit par la plus habile politique. Toutes les déclarations qui émanent de lui, au moins depuis que l'hiver, son plus terrible allié a chassé les Français de son empire, ont un caractère de modération qui dispose à la foi.

On croit même qu'il a déjà pris des engagements de modération avec deux généraux français, deux illustres transfuges, Bernadotte et Moreau. C'est au premier qu'il a promis de ne point passer le Rhin et de laisser le mécontentement public agir seul pour le renversement de Napoléon, s'il survit au feu des batailles et à son désespoir.

On lit dans une relation d'un officier russe, que l'empereur Alexandre a dit au général Moreau : « Délivrez-moi de notre ennemi commun, de ce Napoléon que j'admire toujours et que je serais encore tenté d'aimer s'il ne m'avait attaqué au centre de mon empire, sans avoir le moindre grief contre moi, et ma vieille sympathie pour vos Français renaîtra tout entière. Combattez-le au dehors, remplacez-le au dedans, vous pour qui la voix de cette nation s'est si fortement élevée; et je serai peut-être assez

fort pour détourner l'incendie qui s'approche de vos villes et pourrait menacer jusqu'à votre capitale. Qu'on le sache bien, je vous le dis à vous, dans toute la sincérité de mon âme, et je le répéterai dans toutes mes proclamations, dans toutes mes paroles officielles, je ne combats en France qu'un seul homme, parce qu'il trouble le repos du genre humain. » Des paroles de ce genre sont suffisamment attestées, non-seulement par les déclarations que le jeune czar répéta devant ses alliés, devant les peuples, mais par la conduite magnanime que tint, à Paris, celui qui avait été forcé de laisser brûler l'une de ses capitales.

Bernadotte ne parle plus qu'avec une défiance et une crainte peut-être exagérées de l'invasion de la France. Dans ses actes publics, il en dissuade les alliés, et lui-même a cessé de marcher dans leurs rangs depuis qu'ils ont touché le sol de la France. Peut-être l'ambition lui suggère-t-elle ce retour tardif de patriotisme. Il aimerait mieux commander en France, sous un titre modeste et qui se ressentirait encore des mœurs républicaines, que de régner sur un peuple fort généreux sans doute, mais pauvre et peu nombreux et sous un climat de fer. Voilà ce qui me paraît résulter de ses en-

tretiens intimes avec Mme de Staël et Benjamin Constant, et ce qui est énoncé assez positivement dans un écrit fort remarquable de ce dernier.

La paix respire encore sur le front du prince de Metternich, mais c'est un homme d'État dans l'âme duquel il est difficile de pénétrer. Son empereur laisse percer la douleur d'un père et décèle sur son front peu signifiant les embarras de sa politique; mais il sait que l'Autriche est plus habituée à vaincre dans les négociations que dans les combats. Quant au roi de Prusse, c'est l'homme du devoir, je dirais presque l'homme de la consigne. Le malheur ne l'a ni élevé ni abattu; malgré son extérieur un peu froid, son cœur est ouvert aux passions tendres. Sa déférence pour Alexandre est celle d'un frère timide et reconnaissant. Tandis que des sentiments si peu orageux règnent dans le cœur des souverains, les passions les plus violentes éclatent dans le cœur de leurs armées, de leurs peuples. En Prusse, le peuple et l'armée ne sont qu'un, et cette fureur a gagné jusqu'à ces Bavarois, ces Wurtembergeois et ces Badois qui n'ont cessé de faire cause commune avec les Français. Les bivouacs retentissent de chants belliqueux auxquels la du-

reté des dialectes tudesques donne un accent terrible. L'homme chez qui ces sentiments éclatent sans repos et sans frein est le général Blücher. S'il ne l'emporte pas sur les autres généraux des alliés par la force de ses conceptions, il prime sur eux tous par la violence de sa haine contre Napoléon et contre les Français. C'est toujours le Prussien forcené que nous avons vu se défendre dans Lubeck, au risque d'amener le sac de cette ville neutre et libre; il frémit à la pensée d'avoir lui-même signé une capitulation. Emporté, malgré son âge avancé, dans tous ses plaisirs, dans tous ses excès, il est plus maître de lui dans un jour de combat; le champ de bataille lui fournit des inspirations. La discipline règne encore moins dans cette armée que la passion; l'ascendant suprême doit appartenir à celui chez qui la passion bouillonne. Les sympathies de l'armée sont toutes pour ce soldat vindicatif. Par sa fougue, il subjugue, il entraîne les hommes d'État les plus froids. Dès qu'il a dit je marcherai, tout marche avec lui. L'empereur Alexandre a mis à sa disposition deux de ses plus beaux corps, ceux de Saken et de Wittgenstein.

L'Autrichien Schwartzenberg conserve le titre de généralissime; et lorsque la campagne ne pa-

raissait pas encore ouverte, il en a déjà frappé le coup décisif par l'invasion de la Suisse. Il paraît certain qu'Alexandre s'était opposé à cette invasion; et c'était une nouveauté triste et bizarre que de voir les plus rudes coups portés à Napoléon par son beau-père, tandis qu'Alexandre paraissait chercher à les détourner; mais les résultats de cette opération militaire furent si favorables au triomphe des alliés qu'Alexandre oublia bientôt la résistance qu'il y avait d'abord opposée.

Napoléon aux Tuileries, semblait avoir vu avec flegme d'un côté, les alliés maîtres du Rhin, se précipiter de Bâle jusqu'à Genève, tourner une citadelle aussi puissante que Besançon, déborder sur la Bourgogne et la Franche-Comté, de l'autre, descendre impétueusement des Vosges, masquer cette grande place de Metz, la terreur et l'écueil de Charles-Quint, envahir la Lorraine, entamer la Champagne sur plusieurs points en bravant les souvenirs déplorables de la campagne de 1792, traverser ailleurs et presque sans résistance les passages les plus difficiles des Ardennes, et enfin au Nord, inonder la Belgique et s'emparer de Bruxelles.

Que sont devenues les quatorze armées de la

République? Il faut que le génie d'un seul homme, aidé de sa garde impériale et de ses habiles généraux, tienne lieu de ces douze cent mille combattants. Napoléon a sans doute pensé que les ressources les plus savantes de l'art de la guerre seraient impuissantes pour arrêter ce torrent dans son premier passage. Il sait d'ailleurs que les généraux qui lui sont opposés se sont formés au nouvel art de la guerre, tel qu'il l'a conçu. N'est-ce pas lui qui, par des succès tant de fois répétés, leur a appris qu'on pouvait marcher sur une capitale en négligeant la ligne plus ou moins étendue, plus ou moins profonde de places formidables? Déjà il est tard pour lui de venir se couvrir des fortifications de Vauban entre le Rhin, la Moselle et la Meuse. D'ailleurs, en prenant ce parti, il cesserait de défendre de riches provinces et mettrait en danger ce Paris où des factions s'agitent contre lui, où le mécontentement a gagné toutes les classes. Dans des perplexités si cruelles, l'empereur Napoléon renaît Bonaparte général de l'armée d'Italie. Ce ne sont plus les journées d'Austerlitz, d'Iéna, de Wagram qui s'offrent à sa pensée; ce sont celles de Montenotte, de Montdovi et de Lodi. Son génie s'est retrempé à sa première source;

il veut que son couchant ait la splendeur de son aurore. Une guerre défensive ne lui convient pas; il saura la transformer en une offensive vigoureuse par des surprises foudroyantes. Il lui sera plus facile de se faire jour à travers ces armées lorsque, dans leur sécurité et l'ivresse de leurs faciles progrès, elles étendront au loin leurs ailes. Il faut donc reculer pour se concentrer, se former sur un point donné, un noyau d'invincibles pour le porter à son choix sur le côté le plus vulnérable de l'ennemi, couper une armée en deux corps qu'il saura ensuite réduire à des tronçons épars, lui fermer ses magasins, ses communications, l'isoler de ses réserves, jeter la discorde entre des généraux qui auront à se reprocher réciproquement leur peu de prévoyance ou de fermeté; se jeter ensuite sur la ligne de ses places fortes, se former une armée nouvelle des garnisons qu'il pourra en tirer, se recruter des valeureux habitants des provinces de l'Est déjà chassés de leurs toits et privés de toutes ressources par le brigandage des ennemis. Que voit Napoléon au bout d'une campagne si merveilleuse? Vienne ou Berlin; et cet excès de confiance, nous verrons qu'il l'a manifesté dès les premières lueurs d'un retour de victoire. Lui seul peut conduire un

système de guerre de ce genre, dont il est en quelque sorte le glorieux inventeur, et une armée française, l'armée qu'il a formée suivant son génie, est seule propre à l'exécuter. Ses prodiges de vélocité égalent ceux de sa valeur; elle s'enflamme par ses courses; toute autre armée est pesante devant elle. Pluies, neiges, maladies, tout ce qui a fait rétrograder les Prussiens en 1792, ne seront point des obstacles pour ces lestes vétérans de la garde impériale, ni pour ces jeunes cœurs qui ont déjà reproduit leur héroïsme à Lutzen et à Dresde. En voyant envahi le sol sacré de la France, ils font lire sur leurs traits basanés, une fureur taciturne. Ces pensées que Napoléon roule dans sa vaste tête seront pénétrées par eux dès les premiers jours de marche.

Le plan de Napoléon est arrêté; voilà pourquoi il s'est mis en marche un peu tard. Peut-être aussi a-t-il fondé quelque espoir sur une reprise des négociations pour la paix. Depuis que l'Autriche a réussi dans le coup le plus hardi de sa politique, c'est-à-dire depuis qu'en violant sans obstacle la neutralité de la Suisse pour s'ouvrir un passage à travers la Franche-Comté, la Lorraine, la Bourgogne et le Lyonnais, elle a pris le ton le plus altier, le plus

tranchant. Il ne s'agit plus pour elle ni pour ses alliés, de laisser à la France l'imposante ligne du Rhin avec la Belgique tout entière; ce sont les limites de 1789 auxquelles les alliés veulent la réduire aujourd'hui. Ainsi se trouvent supprimés, même avant tout combat sur notre territoire et nos frontières, les résultats des plus magnifiques victoires; ainsi la France serait dépossédée des beaux et riches départements qu'elle a rendus français depuis plus de vingt ans. Et c'est à Napoléon que de telles propositions sont adressées! c'est lui qui nous dépouillerait du fruit de tant d'exploits antérieurs à ceux qui ont fait sa gloire! Il aurait à rougir devant les généraux auxquels on doit ces fructueuses conquêtes qui forment de notre territoire un empire si compact et tracé en quelque sorte par les mains de la nature. A quel titre conserverait-il l'empire sur ces généraux, sur les Français déchus par lui de leur première grandeur, de celle qui semblait désormais être mise à l'abri des chances de la guerre? Un guerrier si cruellement humilié n'aurait-il pas à baisser le front devant ceux qu'il s'est subordonnés et asservis par l'éclat et la multiplicité de ses triomphes? On se souviendrait des reproches altiers qu'à son retour de l'Égypte il a

adresses à l'ineptie du Directoire; on les rétorquerait contre lui en disant : « Le Directoire au moins, nous avait conservé la Belgique et la limite du Rhin, et c'est vous qui nous en privez par les suites désastreuses d'une ambition insensée. » Il était évident que pour Napoléon, signer une telle paix, s'était signer son abdication et sa honte.

Cependant l'Autriche, qui voulait conserver encore quelque vernis d'intentions pacifiques et quelques souvenirs d'une alliance matrimoniale, avait proposé d'ouvrir un congrès à Châtillon pour traiter de la paix sur de telles bases. Napoléon, à qui la France reprochait sa mortelle antipathie pour la paix, avait consenti à ce congrès soit avec l'espérance de modifier la dureté d'un tel ultimatum, soit, comme il est plus probable, pour s'en délivrer par la victoire; car il était convenu que la guerre, c'est-à-dire l'invasion, se continuerait pendant cette étrange et avilissante négociation. Ce congrès de Châtillon ne servit qu'à resserrer les liens des puissances entre elles. L'Angleterre y présidait par son premier ministre lord Castelreagh; c'est dire que cette négociation ne fut pour nous qu'une continuelle insulte; c'est pour cette raison que j'en parlerai peu. Ce fut

le nouveau ministre des affaires étrangères, Caulincourt, qui endura le supplice d'y assister et d'être témoin de la jubilation de tant d'hommes d'État habitués, depuis quinze ans, à un langage plus modeste, et que le vin de Champagne exaltait dans leur orgueil narquois.

Ney, Marmont, Victor, Oudinot et Macdonald ont disposé leur mouvement de retraite pour une concentration dont ils pressentaient les puissants effets. Ils se sont mis à l'abri des revers qui répandent le découragement. Ils ont fait quelquefois des prisonniers, enlevé des canons, mais sans poursuivre avec une ardeur imprudente, de faibles avantages. Châlons-sur-Marne sera le centre des opérations de l'Empereur; son avant-garde est à Vitry, nouvelle frontière d'un empire qui, tout à l'heure, s'étendait jusqu'à Hambourg. Ce ne sont plus le Rhin, le Danube et l'Elbe dont il faut étudier le cours et les affluents; c'est celui de la Marne, de l'Aube et de la Seine. Qu'importe s'il y applique les grandes vues de sa stratégie?

Napoléon a quitté Paris dans la nuit du 24 au 25 janvier. C'est toujours à Marie-Louise qu'il a confié la régence, mais il lui associe son frère Joseph sous le titre de lieutenant-général

de l'Empire. C'est sur un prince chassé d'un trône qu'il a occupé sans gloire et défendu sans vaillance, que va reposer le salut de la capitale; elle en conçoit un triste augure. Et lui aussi reste fasciné de son titre de roi, quoiqu'il n'en ait subi que les plus dures et les plus humiliantes épreuves. Il a murmuré et s'est presque emporté contre le traité de Fontainebleau qui rendait l'Espagne à Ferdinand VII. L'Empereur n'a répondu à ses plaintes amères que par ces mots piquants : « Ne semble-t-il pas que je vole à mon frère une partie de l'héritage que nous a laissé le feu roi notre père. » Dans l'urgence du péril, Joseph ne signale son activité par aucune grande mesure; il semble n'être occupé qu'à regarder dans le ciel si l'étoile de Napoléon est toujours à son poste.

Arrivé à Châlons le 28 janvier, l'Empereur demande de tous côtés où est l'ennemi; il écoute sans pâlir, la réponse qu'on lui fait et qui va lui suggérer un triste rapprochement. Blücher vient de s'emparer de Brienne, séjour de cette école militaire où son adolescence encore obscure a formé ses premiers rêves de gloire. Le berceau de sa grandeur en sera-t-il le tombeau! Napoléon y court plein de vengeance. Il ordonne à Mortier de reprendre cette

ville; sa vieille garde s'est chargée de cet exploit, et déjà on espère y surprendre Blücher que l'on croit encore séparé de la grande armée autrichienne.

On voit l'armée russe et prussienne qui se développe sur les hauteurs de la ville, défend le château et de là étend son avant-garde dans la ville basse. Blücher est vivement attaqué dans cette position, par le général Chateau, gendre du maréchal Victor, et par la vieille garde : tout est bientôt enlevé, tout cède à la furie de l'attaque. « C'est l'école de Napoléon, se disent les grenadiers, c'est là qu'il a étudié l'art de la guerre, et les ennemis se souviennent qu'il leur en a donné de fières leçons; quelle honte pour nous s'ils en restaient maîtres! » Blücher, en présence de ces redoutables guerriers qui lui annoncent l'arrivée de Napoléon, comprend l'étendue de son danger, il veut s'ouvrir un chemin par les rues de la ville basse; il y descend avec une escorte d'officiers supérieurs. Des tirailleurs français y avaient pénétré, ceux-ci s'élancent sur cette troupe d'élite, tuent, blessent ou font prisonniers plusieurs ennemis d'un rang supérieur, parmi lesquels se trouve le comte Ardenberg, neveu du ministre de Prusse, cet opiniâtre en-

nemi de Napoléon. Blücher lui-même n'échappa à ce sort que par la vigueur de son bras et la vitesse de son coursier. Voici un autre jeu de la fortune : dans cette même journée le soir, Napoléon se rendait de Brienne à Mézières son quartier général. Des Cosaques avaient été attirés sur cette route par l'espoir du butin. Napoléon tombe au milieu de leur embuscade; mais le général Corbineau, qui les a aperçus et a crié : « aux Cosaques ! » met en fuite ceux qu'il attaque, et l'un d'eux s'est élancé sur Napoléon lui-même. Le général Gourgaud, qui surveille les dangers de son Empereur, atteint le Cosaque d'un coup de pistolet et l'étend mort aux pieds de Napoléon.

Ce combat est glorieux, mais il répond faiblement aux desseins de l'Empereur. Les Russes et les Prussiens se défendent encore non-seulement dans les environs de Brienne, mais dans quelques parties de la ville basse, et la nuit n'a pas permis de les en débusquer. Il importerait cependant de prévenir la jonction de l'armée de Blücher avec la grande armée autrichienne, qui est descendue des hauteurs de Langres pour venir à sa rencontre. La jonction va s'opérer à Bar-sur-Aube, où Blücher vaincu a fait sa retraite. Ce sont maintenant cent vingt

mille hommes qui s'avancent contre une armée de quarante mille; cependant la bataille est inévitable; elle s'engage le 1er février, dans un village nommé la Rothière. Nos guerriers s'y battent avec le même courage qui leur a valu leur plus belle victoire, avec plus de courage encore, puisqu'ils ont à combattre des forces plus que triples.

A mesure que se prolongeait une bataille si héroïquement disputée, Napoléon frémissait, vu la disproportion de ses forces, de ne pouvoir plus se former comme à Lutzen, un de ces puissants corps de réserve qui changent subitement le destin des batailles. Son désespoir était tel qu'il semblait chercher la mort en s'aventurant dans les postes les plus périlleux, mais sa vieille garde ne lui permet pas de mourir; elle s'élance, le couvre de son corps, et téméraire par dévouement, elle l'arrache au poste où pleuvent les boulets. On l'entendit s'écrier : « Montébello à Essling fut plus heureux que moi! »

La perte a été à peu près égale des deux côtés; on en porte le total à douze mille hommes, mais l'infériorité numérique de l'armée française la lui rend beaucoup plus sensible qu'aux ennemis. Napoléon goûte encore la consolation

de coucher sur le champ de bataille, mais il reconnaît la rigueur de sa position et l'urgence de la retraite; il ordonne qu'elle se fasse pendant la nuit sur la ville de Troyes. Son inquiétude est extrême; cette fois plus de sommeil pour lui, il en repousse la perfide faveur et se souvient du moulin de Leipsick; il s'agite dans le château de Brienne, où il est venu passer la terrible nuit qui suit une défaite. Il tremble que l'ennemi ne tente une attaque nocturne. Le silence de la nuit ne suffit pas pour le rassurer, il ouvre souvent la fenêtre et ne respire qu'en voyant les feux des bivouacs brûler toujours dans les mêmes postes où ils ont été allumés après la bataille.

Par l'effet de cette retraite, Marmont se trouvait avec six mille hommes, coupé de l'armée impériale. Il voit avec horreur que c'est le général de Wrède qui, à la tête de vingt-cinq mille Bavarois, vient lui fermer le passage de la Voire et sa retraite sur Arcis; il forme en cercles ses braves : « Reconnaissez-vous, leur dit-il d'une voix forte, ce perfide qui, près de Hanau, a voulu mettre la main sur la personne de l'Empereur, aux pieds duquel il rampait quelques jours auparavant? qu'il soit puni, humilié, terrassé une seconde fois. Nous voilà

sur le sol de la patrie lorsqu'elle a si grand besoin de nous, et nous ne serons pas moins intrépides qu'à Hanau. Il n'y a que la mort qui puisse nous faire manquer à l'appel; allons, mes braves, la baïonnette en avant et forçons le passage! » En disant ces mots, il met l'épée à la main et passe sur le corps de vingt-cinq mille Bavarois étonnés de tant d'audace et de bravoure.

La journée de la Rothière, qu'on appelle autrement la seconde journée de Brienne, a fait rétrograder l'armée française de vingt-cinq lieues. Châlons, qui devait être le centre des opérations, est abandonné; Troyes, où Napoléon s'est réfugié, le sera bientôt. L'impatient Blücher s'est élancé sur la route de notre capitale, et son armée répète avec ivresse ce cri de Paris ! Paris ! qui, à Lutzen, fut châtié par nos soldats victorieux comme une insolente jactance. Ce n'en est plus une aujourd'hui, et nos soldats frémissent de rage en entendant ce terrible hourrah de l'armée ennemie. Déjà ses avant-postes se sont approchés de la ville de Meaux. Ces sinistres nouvelles circulent dans Paris avec l'exagération qui grossit le danger. La stupeur est au comble, et la ville des arts semble craindre les cendres de Moscou. L'Em-

pereur a gardé un sinistre silence sur la seconde bataille de Brienne ; l'absence d'un bulletin trouble plus les imaginations que ne le ferait un bulletin annonçant une défaite, mais indiquant de nouvelles ressources. Seulement on parle de quelques affaires d'avant-postes toujours glorieuses pour nos armes. L'Empereur semble attendre un réveil de son génie. Le voilà étendu, un compas à la main, sur les excellentes cartes militaires de l'Empire français. Un rayon d'espoir vient de luire à ses yeux lorsqu'il apprend une nouvelle disjonction des deux armées de Blücher et de Schwartzenberg. Ces deux généraux, ainsi que leurs nations, diffèrent d'opinions et de caractère. L'un et l'autre rivalisent d'ardeur pour frapper le grand coup de la guerre par l'occupation de Paris ; mais l'Autrichien admet des délais auxquels l'impétuosité de Blücher se refuse. L'un suit lentement et avec précaution le cours de la Seine, tandis que l'autre veut arriver plus vite en suivant la Marne. Par cette séparation ils perdent le principal bénéfice de leur victoire de Brienne. Ils ont renoncé à marcher comme une masse compacte et serrée sur Paris, tandis que l'occupation prompte de cette capitale peut seule justifier la témérité de leur entreprise ;

et c'est en présence d'un capitaine tel que Napoléon qu'ils ont commis une telle faute. Vous diriez que Bonaparte a deviné les discordes de ces deux généraux. Il médite un des plus grands problèmes qui puissent exercer le génie militaire, celui de battre successivement les divisions russe et prussienne qui s'avancent sous les ordres de Blücher. Il les voit engagées, dès la saison des pluies, dans la partie la plus marécageuse et la plus inabordable de la Brie champenoise, entre Césanne et Montmirail; il saura bien y pénétrer pour tomber sur eux. Le duc de Bassano, qui lui apporte une dépêche à signer, le trouve absorbé dans la contention d'esprit la plus laborieuse à laquelle il se soit encore livré; il le voit se relever radieux et l'œil enflammé : « Je l'ai trouvé, s'écrie-t-il; je tiens Blücher! je le bats de l'œil! Blücher battu, nous aurons affaire aux Autrichiens, gens plus commodes. » Il établit son quartier général au centre de ce pays que le piéton lui-même ne parcourt en hiver qu'avec maintes difficultés et une morne tristesse. Voilà le nouveau théâtre qu'il montre aujourd'hui à la patience héroïque de sa vieille garde. Autant il l'a ménagée dans la campagne de Russie, autant il s'en sert aujourd'hui comme la tête use du bras. Et les

vétérans, qui se désolaient de leur inaction, se réjouissent d'avoir à vaincre les plus grandes difficultés de ces horribles chemins de traverse. Ils s'embourbent avec orgueil, et traversent douze grandes lieues dont les pluies ont fait un vaste marais. Le maréchal Marmont est parvenu à rejoindre l'armée par des défilés que lui-même avait jugés d'abord impraticables, et c'est lui qui aura la gloire de porter les premiers coups. Le 10 au matin on a le bonheur de rencontrer, au village de Champaubert, un corps prussien. L'action est engagée par nos soldats avec une telle vigueur que les colonnes ennemies sont coupées, enfoncées, taillées en pièces. Les Prussiens y perdent quatre mille hommes, vingt pièces de canon, et plusieurs généraux faits prisonniers viennent le soir partager dans une chaumière, le frugal repas de Napoléon qui renaît à la victoire.

Le combat de Champaubert a détourné les dangers qui menacent la capitale. Blücher, à la tête du corps prussien d'York et du corps russe de Saken, s'avançait à marche forcée vers Meaux, dont il voyait déjà les clochers, lorsque la nouvelle de l'échec essuyé par ses troupes vient contenir son impatience. Il ne songe plus qu'à sortir d'une position dange-

reuse, et se replie sur Château-Thierry. Mais l'armée que conduit Napoléon s'avance déjà pour lui couper la retraite; notre avant-garde sortait de Montmirail lorsqu'elle a le bonheur, dans la matinée du 11, de rencontrer l'ennemi posté dans une ferme position. Ses principales forces se sont concentrées autour d'une simple ferme : voilà la modeste conquête qu'il faut faire aujourd'hui, et des guerriers tels que Ney, prince de la Moskowa, tels que le maréchal Lefèvre, duc de Dantzick, et Mortier, duc de Trévise, fondent avec la vieille garde sur cet enclos que défendent vingt-cinq mille hommes. Le reste de l'armée les suit, tandis que Blücher se renforce de troupes nouvelles. Ce combat, à la grande joie de Napoléon, a pris les proportions d'une bataille. L'armée alliée est rompue, et en laissant des canons, des blessés et des prisonniers, elle se retire précipitamment sur Château-Thierry. Napoléon l'y poursuit et l'en chasse. Sa cavalerie fait des prisonniers et prend des bagages. Déjà la route est couverte de fuyards, et ceux qui avaient pour ralliement le cri de Paris! Paris! lui tournent le dos. L'armée, et surtout la vieille garde ont fait dans des marches aussi rapides que difficiles, tout ce qu'on peut attendre des

forces humaines. Il faut bien lui accorder un repos de quelques jours. L'ennemi, qui a toujours des troupes fraîches à sa disposition, ne trouble pas impunément cette halte forcée. Il est battu dans chaque rencontre. Au nombre de ces victoires partielles, il en est une remarquable, parce qu'elle a été remportée par un chef vendéen, le général Bourmont, et celui-ci goûte la joie de voir son nom inscrit dans un bulletin à côté de tant de généraux illustres dans nos fastes. Ce qui rendait cet exploit plus remarquable, c'est que le général Bourmont le remportait dans un moment où les autres chefs vendéens, tels que les La Rochejaquelein et les d'Autichamp, se sentaient invinciblement rappelés à la cause des Bourbons.

Au milieu de ces avantages qui augmentent le nombre des prisonniers et le trouble de l'ennemi, mais qui remédient bien imparfaitement à une horrible disproportion de forces, Bonaparte est impatient de remplir avec éclat la seconde de ses grandes pensées, celle de fondre sur les derrières de l'armée autrichienne qui, sans être instruite des échecs essuyés par l'armée de Blücher, continuait lentement sa marche vers Paris. Par une de ces fatalités trop ordinaires à la guerre, et dont on ne peut pas facilement

reconnaître les causes, le maréchal Victor n'avait pas pu remplir l'ordre qui lui avait été impérieusement donné d'occuper le pont de Montereau, au confluent de la Seine et de l'Yonne, l'un des postes les plus décisifs pour arrêter une armée qui se porte vers la capitale. Ce pont n'était alors que faiblement occupé par des troupes alliées qui vraisemblablement l'avaient abandonné à l'approche des Français. Quand Victor se présenta, après avoir perdu neuf heures, il était trop tard, ce poste s'était renforcé de tout le corps wurtembergeois. Victor sent tomber sur lui tout le poids de sa faute ou du malheur qui a contrarié sa marche; il attaque avec vigueur une armée supérieure en nombre et qui occupe une position formidable. Son désespoir est héroïquement secondé par son gendre le général Chateau, celui que nous avons vu tout à l'heure reconquérir Brienne sur le général Blücher. Il tombe blessé mortellement, et ses soldats ne peuvent plus soutenir un effort désespéré. Napoléon arrive, voit l'ennemi maître du pont et fulmine contre la négligence du maréchal. Toutes les heures, toutes les minutes lui seraient précieuses pour tomber sur les derrières de Schwartzenberg qui s'avance sur la route de Paris. Quelle moisson

n'eût-il pas faite de prisonniers, de bagages et d'artillerie! Maintenant Montereau lui demande un combat sérieux et lui coûtera un retard fatal pour son grand dessein. Maître des hauteurs de Surville, il domine le pont, la ville et les deux rives couvertes d'ennemis. Son ardeur est telle, qu'il pointe lui-même les canons de sa vieille garde, voit tomber à ses côtés ses intrépides canonniers, et ne veut point se retirer d'un tel poste malgré les remontrances courroucées de ses vieux soldats. « Allez, leur dit-il, le boulet qui doit me tuer n'est pas encore fondu. » C'est parler encore une fois en homme du destin; mais c'est parler en grand capitaine qui fonde sa victoire sur une croyance inébranlable, dût-elle être superstitieuse. La résistance est intrépide. Le général Pajol se jette impétueusement sur le pont à la tête d'un beau corps de cavalerie, en chasse les ennemis et pénètre dans des rues jonchées de morts. Quelques gardes nationaux bretons complètent la victoire. Bonaparte a retrouvé à Montereau son glorieux pont de Lodi. Cette ville célèbre par l'assassinat d'un prince assassin (Jean, duc de Bourgogne) est rentrée dans le domaine historique par un brillant exploit des Français.

L'esprit de Bonaparte en est exalté. Fortement cuirassé contre la crainte, il sait mal se défendre contre les illusions de l'espérance. Comme on le presse de saisir cette occasion pour donner une plus prompte et plus heureuse issue aux conférences de la paix qui se traite à Châtillon : « Je suis, répond-il après le combat de Montereau, plus près de Munich que les ennemis ne le sont de ma capitale. » Déjà, après la bataille de Montmirail, se repentant d'avoir donné à son ministre Caulincourt plein pouvoir pour subir aux conférences de Châtillon, une paix fort dure, il lui avait fait une défense formelle de rien signer. Cependant, quand il apprend qu'une forte division autrichienne vient de filer sur Troyes et échappe ainsi à sa poursuite, il modère sa joie et redouble de colère contre le maréchal Victor dont le fatal retard a rendu son triomphe incomplet. Il l'apostrophe dans les termes les plus durs. « Puisque j'ai perdu la confiance de Votre Majesté, lui répond son vieux compagnon de l'armée d'Italie, je lui remets mes grades et mon commandement, pour continuer de servir mon pays en grenadier. » Cette réponse adoucit la colère de l'Empereur, mais il articule, dans son bulletin, un blâme sévère contre Victor; et

le cœur de celui-ci en est profondément ulcéré. C'est une blessure de ce genre qui a conduit le brave et infortuné Junot au désespoir, à la folie et à la mort. Nous avons vu aussi quel effet calamiteux un tel blâme, infligé au roi de Naples lui-même, avait produit sur ce caractère fougueux.

Napoléon avait le tort de répéter trop souvent des mots tels que ceux-ci : « Je ne reconnais plus mes vieux maréchaux. Ils sont toujours braves, sans doute, mais ils ont de l'orgueil et souvent de la pesanteur. Ils substituent leurs manœuvres à celles que je leur indique, et compromettent l'ensemble de mes opérations. Je les ai faits trop riches ; eh ! n'ai-je pas comme eux une famille à Paris ? Mon Empire ne vaut-il pas leurs châteaux et leurs parcs ? N'ai-je pas enfin assez de gloire acquise ? et pourtant je passe mes jours dans les combats et mes nuits dans les réduits les plus misérables. Qu'a-t-on à conserver quand la France est envahie et l'honneur entamé ?

Le *Mémorial de Sainte-Hélène* offre plus d'une réminiscence de ces reproches aussi injustes qu'amers. Plusieurs des histoires contemporaines les répètent avec trop de complaisance. Leur zèle pour la gloire de Napoléon les con-

duit aveuglément à obscurcir celle de généraux qui, dans leur immuable héroïsme, ont toujours servi la patrie et ne l'ont jamais comme lui compromise. Je m'étonne, en retraçant les exploits de cette glorieuse et malheureuse campagne, de n'y pas retrouver le nom de Masséna, ce gagneur de batailles. Quant à Soult, il est retenu aux Pyrénées, et il va s'immortaliser à Toulouse. Davoust, le vainqueur de Brunswick et de l'archiduc Charles, trop longtemps retenu à Hambourg par les ordres de Napoléon, frémit de n'entrer point dans les rangs d'une armée qui défend le sol sacré de la patrie. Berthier prince de Neufchâtel, expie la courageuse prudence de ses conseils par un refroidissement assez voisin de la disgrâce. Quant au prince de la Moskowa, il est aussi mécontent que fidèle. Je m'étonne, en parcourant les bulletins de cette campagne, de ne le voir plus donner le premier et le dernier élan à la victoire. Il est toujours le même, toujours affamé de gloire; mais ce n'est plus lui qui est chargé de porter les coups les plus hardis. Il est vrai qu'il est remplacé dans ce soin par un guerrier encore plus habile, par Napoléon lui-même. L'Empereur, impatient du contrôle, semble accorder maintenant sa prédilection à

de jeunes généraux. Nul de ces secrets ressentiments n'existait dans l'armée d'Italie lorsque Bonaparte âgé de vingt-six ans, faisait rayonner la gloire de ses vieux capitaines autour de la sienne. Il semble qu'ici la mort héroïque du général Chateau, se sacrifiant pour réparer la faute de son beau-père, aurait dû modérer l'amertume des reproches de l'Empereur.

Malheureusement le 18 février, jour de la victoire de Montereau, fait la clôture de la grande semaine qui commence à Champaubert. Ce n'est pas que Bonaparte ni ses soldats descendent pour le reste de la campagne, au-dessous d'eux-mêmes; mais chaque pas fait douloureusement sentir les insurmontables difficultés d'une lutte horriblement inégale. Il ne s'agit point ici de triompher d'une masse confuse de Mèdes et de Perses; des deux côtés ce sont des vétérans qui ont eu aussi leurs jours d'épreuves et de gloire, et de jeunes soldats, animés de passions brûlantes, qui savent les subordonner à une discipline exacte. On s'est mesuré presque à nombre égal à Eylau, à Austerlitz, à Wagram; eh bien! ici le nombre de nos ennemis déjà triple à Brienne, va bientôt devenir quintuple, car les alliés reçoivent de perpétuels renforts. L'armée russe n'a encore donné que

par deux de ses corps; maintenant elle s'avance en masse de la Hollande et de la Belgique qu'elle a rapidement conquises. Le général Maison a été forcé de se replier devant elle même au delà de nos frontières. Un autre flot d'Autrichiens occupe une grande partie de la Bourgogne, de la Franche-Comté, et s'avance sur Lyon, où le maréchal Augereau ne peut plus lui opposer qu'une résistance forcément circonspecte, et pourtant ce corps d'armée fort de douze à treize mille hommes, était le seul renfort sur lequel Napoléon fondât quelque espérance. Mais voici le comble du malheur, et je puis ajouter de la stupéfaction; Bordeaux a ouvert ses portes au duc de Wellington qu'accompagne le duc d'Angoulême. Napoléon se trouve donc en lutte avec des Bourbons compétiteurs naturels de son trône, et qui invoquent contre lui un titre plus saint que celui des armes. Il les a toujours redoutés et involontairement servis par ses institutions plus que monarchiques. Ils peuvent maintenant se présenter comme des modérateurs de l'autorité despotique. Le comte d'Artois est à Nancy, et son second fils le duc de Berri, est à Gersay, prêt à débarquer dans nos inquiètes provinces de l'Ouest.

Cependant, après la grande semaine, les alliés sentent avec un trouble évident la hardiesse d'une position qui les place entre Paris, une armée admirable et la ligne de nos places fortes. Les routes sont couvertes de leurs fuyards, de leurs caissons abandonnés et de leurs bagages. Schwartzenberg a regardé comme un bonheur d'opérer sa retraite sur Troyes, et Blücher a continué la sienne en la marquant par quelques viles attaques. Le maréchal Ney a pu rentrer dans Reims, et Napoléon dans Troyes d'où il a chassé les Autrichiens.

Des renforts! des renforts! voilà ce qui manque à Napoléon pour justifier son audacieuse promesse de Montereau et rentrer dans Munich. Ici l'on se demande pourquoi, dans une si rude épreuve, il ne s'est point fait seconder par des masses populaires qui auraient donné à son armée plus de liberté d'action et divisé les forces écrasantes de l'ennemi. Il est certain qu'à cette époque périlleuse, les républicains et quelques militaires eux-mêmes, appelaient de leurs vœux ce qu'ils nommaient une Vendée patriotique, et les autres une Vendée impériale. L'exemple des guérillas d'Espagne semblait provoquer l'Empereur à ce parti extrême; sans elles, disait-on, Wellington fût-

il parvenu à expulser les Français de l'Espagne? Le caractère belliqueux des provinces de l'Est, et particulièrement des Lorrains, des Alsaciens et des Bourguignons, promettait du succès à une telle entreprise. Ces guérillas françaises auraient été appuyées sur une longue chaîne de forteresses qui auraient favorisé leur attaque et leur retraite. Là elles auraient trouvé des chefs habiles et une population aigrie par ses pertes et soulevée à la fois par la vengeance et l'honneur. Tant de vieux soldats et de vieux capitaines, retirés du service, auraient oublié leur âge, leurs fatigues et leurs blessures, pour défendre leur toit, leur famille et le champ cultivé par leurs nobles mains. Paris lui-même, Paris, dont la population polie est surchargée d'ignobles chercheurs d'aventures, aurait été un vaste foyer de guérillas. Des Cosaques indigènes, si j'ose me servir de cette expression, auraient été opposés aux Cosaques du Don, et peut-être en serait-il sorti, comme aux temps de Charles VI et de Charles VII, des Lahire et des Xaintraille.

Ceci touche à une grande question sociale qui appelle un coup d'œil de l'historien. Bonaparte était né avec le génie de l'ordre, et c'est ce qui fit le plus beau principe de sa grandeur

lorsque la France avait pour premier besoin celui de sortir de l'anarchie, et ne pouvait plus par elle-même se délier des nœuds inextricables du serpent qui la dévorait. Quoiqu'il fût le plus audacieux des guerriers, il voulait de la règle et du savoir dans les opérations guerrières. On peut lire dans les divers mémoires de Sainte-Hélène, qu'il ne voyait de force vraie et durable que dans les armées régulières. Cette prévention il l'avait puisée dans de fortes études. Rien n'égalait pour lui les conceptions de Turenne, sinon les siennes. Plein de mépris pour la chouannerie, il l'étendait jusqu'à ces guérillas espagnoles dont il avait mal apprécié les dangereux résultats. Il y voyait surtout une école de brigandage ennoblie par le patriotisme et qui survit à sa noble cause. Ce n'était, disait-il, qu'une double oppression pour les habitants paisibles, forcés de payer et de renouveler leurs tributs à leurs vengeurs aussi bien qu'à leurs ennemis. C'est la guerre dans son état sauvage, la guerre sans frein et la victoire sans prestige. L'Espagne, dépeuplée par une mendicité arrogante, devait se prêter mieux que la France à ces sinistres guet-apens, à ces fuites de Numides, à ces actes de brigandage et de meurtre commis aussi souvent sur des con-

citoyens que sur des ennemis. D'ailleurs Napoléon était jaloux de sa gloire militaire; voudrait-il en diminuer, en profaner l'éclat en la partageant avec des chefs de guérillas? Non moins jaloux de son autorité absolue, il comprenait à quel point elle pouvait être compromise par d'heureux partisans, plus enflammés de l'esprit républicain que du sien même. Les républicains, quoique la race en fût fort éclaircie, se seraient jetés avec ardeur dans ces rassemblements armés où chacun eût suivi sa propre impulsion. Ils étaient toujours les hommes d'action parmi le peuple, et peut-être le mot de république, qui s'échappait instinctivement de leur bouche, et qu'ils répétaient avec un vif élan d'enthousiasme dans les chants guerriers de la Révolution, serait-il devenu leur unique cri de ralliement. Je ne veux qu'ajouter un mot sur cette question, et il m'est fourni par les pages les plus tristes de nos annales. La France fournit-elle jamais un plus vaste théâtre de désolation, une anarchie plus tenace et plus meurtrière qu'à cette époque où les Valois, vaincus par les Anglais aux champs de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt, appelèrent ou tolérèrent le secours des routiers et des tard-venus? Un tel souvenir suffit pour décider la question:

J'aime mieux encore la guerre perfectionnée, que la guerre dans sa barbarie primitive.

Résurrecteur de l'ordre, Bonaparte tenait à conserver ce titre qui faisait la force et le voile de son autorité absolue. Tout ce que je viens de dire condamne d'avance un décret qu'un mois après Bonaparte, réduit à de plus dures extrémités, rendit pour ordonner une levée en masse ; acte trop évidemment renouvelé des mesures pratiquées pendant la Terreur. J'ai voulu montrer que son droit sens et l'intérêt de sa gloire répugnaient à ces moyens tyranniques. Ce décret tardif et horriblement arbitraire resta sans exécution, mais non sans un fâcheux effet sur l'opinion publique, et nuisit plus à Napoléon que des revers toujours mêlés de gloire.

Après le combat de Montereau qui promettait des résultats plus décisifs, le grand effort de Napoléon fut de tenir pendant six semaines l'armée des alliés en échec, en l'empêchant de se porter sur Paris. Sans doute il y développa un grand art de la guerre, mais cette fois ses opérations ne brillent plus de leur éclat accoutumé. Ce sont des marches et des contre-marches, entremêlées de combats où la victoire est souvent indécise. Les deux armées semblent enfermées dans un rayon de vingt-cinq lieues qu'elles ne

peuvent dépasser. Les alliés font de vaines démonstrations sur la route de Paris, s'en rapprochent de douze ou quinze lieues et s'en éloignent bientôt. C'est tour à tour Blücher qui poursuit l'armée française, et Napoléon qui poursuit Blücher. Troyes, Reims, Château-Thierry, Soissons, Césanne et Arcis-sur-Aube sont pris et repris deux ou trois fois. L'acharnement des combattants faisait craindre pour ces villes les horreurs de l'assaut, celles de l'incendie, du pillage et du viol. Peu d'excès furent commis; la guerre perdait ce caractère d'atrocité qu'elle avait eu trop souvent dans les guerres précédentes, et surtout en Espagne et en Russie. Il arrivait quelquefois que, par une sorte de convention tacite, une armée qui voulait rentrer dans une de ces villes, attendait avec une patience pleine d'humanité que l'ennemi en délogeât pendant la nuit, ce qui faisait le salut des habitants. Les campagnes, plus malheureuses, étaient cruellement dévastées; souvent les villageois s'étaient armés de faux et de fusils pour tomber sur des groupes d'ennemis dispersés, et souvent ils en étaient punis par l'incendie de leurs villages. Leur patriotisme les portait à tous les genres de secours pour leurs concitoyens blessés ou exténués par la faim. Comme

la guerre de partisans n'était point organisée, on ne tirait qu'un faible parti de leur désespoir. Au milieu de ces poursuites alternatives, les Français et leurs ennemis coupaient les ponts, des torrents se répandaient sur les routes et sur d'affreux chemins de traverse. Les verglas qui leur succédaient multipliaient les chutes et les blessures. L'armée de Schwartzenberg ne prend pas d'abord une part très-vive à ces combats, et même elle reste immobile pendant dix jours en vertu d'un armistice conclu à Lusigny près de Châtillon. Napoléon en avait espéré un résultat fort important et s'était flatté de détacher son beau-père de la coalition; mais Schwartzenberg n'avait voulu que réparer les pertes du combat de Montereau. Les liens de la coalition allaient toujours se resserrant dans le fatal congrès de Châtillon. La haine contre Napoléon y reprenait toujours de nouvelles forces; l'Angleterre était là. Si le ministre français, Caulaincourt, se prévalant des succès de la grande semaine, essayait encore de conserver la Belgique, lord Castelreagh fulminait. Il semblait que la possession d'Anvers mît en péril l'Angleterre et sa puissance navale. Les Anglais conservaient peu l'espoir de réduire par les armes cette ville et cette citadelle puissamment

fortifiées par Napoléon. Carnot, cet habile organisateur des quatorze armées de la République, étouffant les sujets de ressentiment que dans son zèle républicain il gardait contre Napoléon, lui avait demandé le gouvernement d'Anvers, et y déployait les ressources de son art et la vigueur de sa résolution.

Bientôt il fut démontré que l'armistice de Lusigny tournait uniquement à l'avantage de l'armée autrichienne qui réparait ses pertes et son désordre. Durant cet intervalle, une troisième armée, la grande armée russe, tombait sur notre flanc et appelait Napoléon sur la rivière de l'Aisne. L'extrême infériorité de ses forces restait toujours apparente, même pendant la courte inaction de l'armée autrichienne. Blücher affectait de signaler son audace et se rapprochait toujours de Meaux; il poussait même des partis jusqu'à sept ou huit lieues de Paris pour y répandre une épouvante momentanée. Il est vrai que Napoléon ne tarda pas à le faire repentir de cette bravade; il le fit replier brusquement et en désordre, et le général prussien était menacé d'un revers accablant si la ville de Soissons ne lui eût ouvert ses portes, soit par la faiblesse du commandant, soit par la terreur des habitants.

Quelques jours sont employés à ces mouvements de troupes qui préparent une grande bataille. Napoléon l'attendait avec son impatience ordinaire. Les coups devaient se porter sur l'armée russe de Wintzingerode, derrière laquelle Blücher en désordre était venu se rallier. Ce n'était pas assez pour les ennemis de la supériorité du nombre, ils occupaient à deux lieues de la ville de Laon et sur la montagne de Craonne, couronnée d'une puissante artillerie, une position qui semblait inexpugnable; et cependant nos Français montrent la même ardeur que leur indomptable général à s'emparer de cette hauteur. Le 7 mars, à la pointe du jour, la bataille de Craonne commence; vous diriez qu'on est encore au champ d'Eylau ou de la Moskowa : même impétuosité chez les Français, même immobilité chez les Russes. C'est encore le héros de la Moskowa qui dirige cette attaque; il est secondé par le maréchal Victor, qui tient à se venger noblement des reproches amers qu'il a essuyés de Napoléon et qui tombe blessés sous ses yeux. On est enfin parvenu à s'emparer du plateau et le combat continue encore. Chaque pouce de terrain est une conquête péniblement achetée. Les généraux Nansouty et Grouchy jettent leur cavalerie dans les

rangs de l'armée russe, la font replier un peu, mais n'y peuvent jeter du désordre. L'un et l'autre sont blessés. Enfin le général Drouot par sa puissante artillerie, détermine le succès de cette sanglante journée. C'est encore une victoire, mais semblable ou même inférieure à celles qu'on a coutume de remporter sur les Russes. Un champ couvert de morts en est l'unique gage; point de prisonniers, point de canons, point de drapeaux enlevés, et bientôt il faudra recommencer cette épreuve, cette boucherie, sur les hauteurs non moins imposantes de la ville de Laon.

Déjà Napoléon a conçu son plan de bataille, et son armée ne fait qu'une âme avec lui. Il allait monter à cheval lorsque deux dragons se présentent à lui tout effarés. Ce sont des soldats de l'armée de Marmont. Ils lui apportent une nouvelle qui renverse le dessein dont il est tout rempli. Ce maréchal, qui a pris une part si glorieuse aux exploits de la grande semaine, vient d'éprouver un sanglant échec. Attaqué à l'improviste dans son bivouac par une armée fort supérieure en nombre, il a perdu deux mille hommes et une partie de son artillerie. A cette nouvelle en succède une autre non moins fâcheuse. Un corps d'armée russe, sous le

commandement du général Saint-Priest, Français depuis longtemps au service de la Russie, s'est emparé de la ville de Reims, ce qui établit ses communications avec Schwartzenberg. Napoléon ne perd pas de temps pour l'en chasser. Dans sa marche, il rallie le corps d'armée de Marmont qui brûle de prendre sa revanche. Les Russes sont surpris à leur tour; le général Saint-Priest se défend avec vigueur aux portes de la ville. Le combat est obstiné, comme il arrive toujours devant de tels ennemis; mais Saint-Priest est tué, et les siens renoncent à une défense désespérée. Napoléon rentre dans Reims. Un avantage obtenu par le général Gourgaud, son aide-de-camp, ne le console que faiblement de l'impossibilité reconnue d'attaquer les alliés de front. Que faire donc pour couvrir Paris avec lequel il a perdu ses communications? Il tombera sur les derrières de cette armée gigantesque, se portera aux confins de la Champagne et de la Lorraine, interceptera ses dépôts, ses corps isolés, ses renforts, taillera en pièces les corps ennemis qui bloquent nos puissantes citadelles, et leur causera enfin de tels dommages, qu'ils seront forcés de renoncer à leur marche sur Paris. Mais d'où vient qu'il a conçu tant de sécurité pour

sa capitale? Nous verrons tout à l'heure dans quel déplorable état de défense il l'a laissée. A-t-il du moins détaché une partie assez forte de son armée, soit pour barrer aux alliés le chemin de Paris, soit pour en soutenir le siége? Ici l'on ne reconnaît plus ni la vigilance, ni les calculs exacts et rigoureux de ce grand homme de guerre. Dans son mouvement sur les derrières de l'armée ennemie, quatre corps restaient encore séparés de lui : c'étaient, d'un côté, ceux de Macdonald et d'Oudinot; et de l'autre, ceux de Marmont et de Mortier. Les deux premiers parvinrent à le rejoindre, soit qu'il les eût appelés ou non. Quant aux deux autres, il paraît certain qu'ils n'avaient point reçu d'ordres de l'Empereur, peut-être parce que les courriers avaient été interceptés. La direction qu'ils prirent dépendit de circonstances imprévues.

Ce nouveau plan de campagne, Napoléon l'avait appuyé par un fatal décret rendu à Fimes le 5 mars. C'est celui que j'ai indiqué plus haut, et qui appelle l'examen rigoureux de l'histoire.

En voici les dispositions :

« Tous les citoyens français étaient autorisés à courir aux armes; ils devaient sonner le toc-

sin au premier bruit du canon ennemi, se rassembler, fouiller les bois, couper les ponts, intercepter les routes, tomber sur les flancs et sur les derrières des coalisés. Tout citoyen français pris par l'ennemi et mis à mort devait être vengé sur-le-champ par des représailles, par la mort d'un prisonnier; enfin tous les maires, tous les fonctionnaires publics, tous *les habitants*, qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, refroidiraient l'ardeur des citoyens ou les dissuaderaient d'une légitime défense, seraient considérés comme traîtres et traités comme tels. »

Ce que Machiavel, le moins scrupuleux des publicistes sur la morale, condamne le plus sévèrement chez les despotes, ce sont les mesures qui produisent plus d'indignation que d'épouvante, et voilà le caractère de ce décret conçu dans un accès de désespoir. La Convention, quand elle rendait des décrets de cette sorte, était du moins investie de la plénitude de la puissance législative. Par les constitutions impériales, Napoléon la partageait tantôt avec le Sénat, tantôt avec le Corps législatif. Il usurpait leurs attributions pour créer de nouvelles peines, pour dicter de nouveaux articles du Code pénal, spécifier de nouveaux crimes et

pour étendre d'une manière indéfinie la peine de mort. Qu'est-ce, en effet, qu'un délit ainsi qualifié : « Les maires, tous les fonctionnaires « publics, tous les *habitants*, qui, au lieu d'ex- « citer l'élan patriotique du peuple, refroidi- « raient l'ardeur des citoyens ou les dissuade- « raient d'une légitime défense, seraient consi- « dérés comme traîtres et traités comme tels? » Était-il un citoyen français qui ne pût craindre d'être traduit devant un conseil de guerre et fusillé pour avoir refroidi l'élan patriotique? terme qui sans doute n'avait jamais été employé dans aucun Code pénal, fût-il dicté par la Convention même. Quant à la mesure de condamner à mort tout prisonnier parmi les soldats étrangers, en représaille des actes de violence de leurs compatriotes, n'est-il pas évident que les étrangers pouvaient en user à leur tour contre les prisonniers laissés en leur pouvoir, et combien n'étaient-ils pas plus nombreux après la retraite de Moscou et les trois fatales journées de Leipsick? Puisque Napoléon ne donna aucune exécution à une mesure si violente, il est à présumer qu'il n'avait voulu en faire qu'une menace diplomatique; mais les alliés ne s'en épouvantèrent pas, et les Français en conçurent un juste effroi.

Napoléon était rentré plusieurs fois dans des villes qui avaient été occupées, et il ne sévit qu'une seule fois contre des Français qui avaient eu des intelligences ouvertes avec l'ennemi. Ce fut dans la ville de Troyes. Deux émigrés avaient provoqué hautement le retour des Bourbons. L'un d'eux, M. de Vidranges, échappa par la fuite à sa condamnation ; le second, M. Gouant, fut fusillé. Aucune levée en masse n'eut lieu ni au nord, ni au midi ; on ne peut donner ce nom à quelques partisans qui se présentèrent, principalement dans la Bourgogne. On peut donc y voir, comme je l'ai dit, une menace faite pour intimider les diplomates réunis à Châtillon.

Mais si les souverains alliés se sentirent assez forts pour braver cette mesure, ils ne virent pas sans trouble et sans crainte le nouveau plan de l'Empereur, qui consistait à marcher sur leurs derrières pour couper en tous points leur ligne d'opération. Paris dut encore à ce plan une délivrance momentanée. Tous les partis que les alliés lançaient sur les environs de Meaux, de Melun et de Fontainebleau, se replièrent avec promptitude mais en bon ordre. Il résulta de leurs craintes réciproques une rectification fort habile du plan qu'ils avaient

suivi jusque-là. Ils prirent, sur les conseils et par l'autorité de l'empereur Alexandre, la résolution de concentrer leurs forces en une masse formidable qui marcherait en rompant tout obstacle vers Paris. Ainsi, pour renverser Napoléon, ils parurent animés du génie de Napoléon même qui, pour marcher deux fois sur Vienne et une fois sur Berlin et sur Moscou, avait dédaigné tous les sujets d'alarmes qu'il pouvait laisser sur ses derrières et même sur ses flancs. Le plan nouveau de Napoléon les délivrait de maint obstacle qui les avait arrêtés jusque-là pour la jonction de leurs grands corps. La masse compacte se forma, et c'est ce qui fit avorter la grande opération conçue trop tard par Napoléon. Il en résulta pour lui une défaite plus fatale encore que celle de la seconde journée de Brienne.

Le 20 mars dans la nuit, l'Empereur, après avoir remonté la rive droite de l'Aube, se trouvait sur la hauteur d'Arcis. Ses éclaireurs lui annoncèrent qu'une masse assez considérable de troupes alliées semblaient hâter leur marche pour arriver à Arcis. L'Empereur saisit avec avidité et trop de confiance cette occasion de frapper un coup décisif. Déjà son avant-garde, en sortant de cette ville s'est jetée sur les dé-

tachements les plus avancés ; mais elle éprouve une résistance opiniâtre et qui commence à donner de sérieuses inquiétudes. A la puissance des renforts qui arrivent de tous côtés à l'ennemi, Napoléon reconnaît à sa grande surprise qu'il se trouve en présence non d'un corps isolé, comme il l'avait cru, mais de la grande armée autrichienne. Il est trop tard pour reculer, et c'est à quoi Napoléon peut difficilement se résoudre. Si ce n'est pas une occasion favorable pour vaincre, c'en est une du moins pour obtenir une belle mort qu'il a semblé chercher dès l'ouverture de cette campagne. Il combat maintenant à la Henri IV. Il faut le chercher dans la mêlée la plus épaisse et sous le feu des batteries. Plusieurs fois il est obligé de se faire jour avec son épée. Des officiers dévoués lui servent de remparts. Enfin on respire ou l'on croit respirer, lorsque la garde arrive et forme ses lignes ; l'ennemi redouble son feu. Au devant de l'un des carrés tombe un obus ; les grenadiers s'écartent un peu du terrible projectile ; Napoléon goûte la joie orgueilleuse de donner une leçon aux soldats les plus braves de l'univers. « Qu'est ceci ? s'écrie-t-il ; est-il bien vrai que mes vétérans aient pu reculer une fois devant un obus ? En lignes, et tenons ferme ! »

A peine a-t-il parlé que l'obus éclate; il disparaît aux yeux des siens sous le nuage épais de poussière que l'obus a formé, et pour la première fois un cri d'épouvante sort des rangs de la garde. Le nuage se dissipe, et Napoléon reparaît aux yeux ravis de tous les siens. Rien n'a changé dans sa contenance et dans ses traits : « Voyez, leur dit-il, ce n'est que cela! » Mais accablé par le nombre, il a fallu rentrer dans la ville. On s'y défend dans des maisons crénelées, contre la grêle des bombes et des obus et sous les éclats des maisons qui s'écroulent. La résistance est telle, que l'armée dans la nuit peut opérer sa retraite en bon ordre. C'est encore une armée, ou plutôt c'est encore la grande armée; elle a combattu un ennemi cinq fois supérieur en nombre.

J'interromps ici le récit de cette campagne; j'aurai trop tôt à le reprendre sous les murs de Paris. Il faut considérer maintenant les dispositions de cette capitale.

CHAPITRE XLVI.

TABLEAU DE L'ESPRIT PUBLIC A PARIS (1814).

SOMMAIRE.

L'armée alliée va marcher sur Paris. — Napoléon a mal pourvu à la défense de sa capitale. — L'esprit des habitants lui est devenu contraire. — Regrets de la liberté perdue. — Ascendant que prend Talleyrand sur le sénat. — Analyse des divers éléments dont se forme l'esprit public. — Tendance générale vers le retour de la monarchie constitutionnelle. — Rigueur avec laquelle sont jugés les actes militaires et politiques de Napoléon. — Les femmes prennent une part très-active à ce mouvement de l'opinion. — La cause des Bourbons gagne des partisans.

Si Paris n'est pas fortifié, montre-t-il du moins cette constance inébranlable et ces murailles vivantes que Sparte préférait aux plus solides remparts? Le patriotisme, dans ses efforts les plus énergiques, peut éclater jusque dans des États où le despotisme héréditaire est consacré par l'habitude passive qu'on appelle le droit divin. Nous venons d'en voir un terrible exemple à Moscou. Il n'en est pas ainsi dans les États où il s'est établi sur les ruines de la liberté. Sans doute, elle était fort mal constituée parmi nous et n'avait produit encore que des

fruits amers, empoisonnés; mais enfin elle était l'objet de la poursuite ardente de deux générations. Les factions étaient vaincues, terrassées, mais l'esprit public avait perdu sa séve et sa vigueur. Jusqu'à l'année 1812, y avait-il au monde un événement plus improbable que celui d'une invasion et d'une conquête de la France? Le courroux était à peu près universel contre celui qui avait amené une si déplorable extrémité par les fureurs de son ambition. A chaque lueur de paix qui avait paru s'offrir et que tout autre gouvernement aurait saisie, les reproches redoublaient contre celui qui laissait échapper cette dernière faveur du ciel. Le peuple français était dirigé par ses mœurs, par son génie primitif vers la gloire; mais il n'avait pas été constitué comme le peuple romain pour les conquêtes; leur continuité ne chatouillait qu'un moment notre orgueil, mais dans deux occasions surtout, elle blessait à la fois notre équité naturelle et notre droit sens. L'invasion de l'Espagne n'avait jamais été légitimée à nos yeux dès son principe, et ses déplorables résultats nous l'avaient fait encore plus sévèrement condamner. Quant à celle de la Russie, elle n'avait jamais pu être désirée ni approuvée que par de jeunes énergumènes

de gloire; pas un esprit réfléchi, pas un vieux capitaine, pas un vétéran de victoire qui n'en prédît les désastres, sitôt qu'elle serait poursuivie soit au delà du Niémen, soit surtout au delà du Borysthène. Nous frémissions de ne voir, dans nos institutions, rien qui pût modérer, rien qui pût enchaîner cette frénésie conquérante qui pesait si cruellement sur l'Europe et qui allait peser sur nous. Ah! pourquoi avions-nous fait, à Napoléon, le sacrifice d'institutions libérales, où la voix de toute une nation peut encore se faire entendre et prévenir des dangers évidents!

Je crois pouvoir assigner avec justesse les dispositions du peuple français et de la capitale, en disant que son vœu le plus direct, le plus permanent, était alors le désir de substituer une autorité limitée à celle d'un despotisme qui se précipitait vers sa chute et qui nous y entraînait. Le premier murmure contre Napoléon venait donc de fonctionnaires et de représentants fictifs destitués de pouvoir et qui brûlaient d'en acquérir, moins pour leur ambition rassasiée de biens et d'honneurs que pour le salut de la patrie. En un mot, l'opinion libérale, c'est-à-dire celle d'une liberté judicieuse et fermement constituée, était alors dominante.

C'était un arbre dont les branches, courbées par la tempête, tendaient à reprendre leur élasticité Les partisans des Bourbons et les républicains, malgré leur mortelle antipathie, coïncidaient dans ce vœu pour l'affaiblissement d'un pouvoir dont ils désiraient la destruction. Deux partis qui avaient représenté tour à tour l'opinion modérée après s'être fatalement combattus, les Feuillants et les Girondins, brûlaient de revenir chacun à leur point de départ, mais les anciens constitutionnels prévalaient évidemment. Chez eux il y avait défiance, mais point de haine prononcée contre l'ancienne dynastie. La mémoire de Louis XVI, consacrée par un des plus longs martyres qu'aucun homme ait endurés, leur restait aussi chère que douloureuse. Ils savaient que le prétendant, Louis XVIII, avait partagé les opinions d'abord libérales de son infortuné frère. Ce prince, même dans son exil, n'avait pas paru s'en détourner avec une profonde horreur, et depuis qu'en Europe tout pressentait la chute de Napoléon, il avait fait de secrètes avances à des survivants plus ou moins illustres de l'Assemblée constituante; il s'était bien gardé de négliger le prince de Talleyrand, auquel sa haute considération diplomatique et sa secrète influence sur le sénat prêtaient beau-

coup d'importance. L'abbé de Pradt, qui supportait avec un dépit fort peu dissimulé une disgrâce récente, n'avait pas été oublié; plusieurs autres n'attendaient qu'un signe et de légères avances pour revenir à un parti modérateur. C'était maintenant avec l'Europe qu'il fallait opérer cette réconciliation; Louis XVIII s'en présentait comme le médiateur. Il est bien vrai que les souverains alliés semblaient le voir encore, lui et sa cause, avec assez de froideur. Il ne faut pas s'étonner que l'empereur d'Autriche, préoccupé de l'intérêt, si ce n'était de son redoutable gendre, du moins de celui de sa fille et de son petit-fils, ne se portât point avec ardeur vers la cause des Bourbons; mais c'était beaucoup que de l'avoir amené à une sorte d'indifférence et de neutralité sur ce sujet. Le roi de Prusse attendait sa pensée et sa résolution de l'empereur Alexandre; celui-ci cherchait à se maintenir dans la position d'un arbitre impartial qui voulait s'éclairer; il désirait, non-seulement par des raisons d'État, mais avec un zèle philanthropique, le repos de l'Europe, qui ne pouvait s'affermir sans celui de la France. Il fallait donc la consulter, et c'était à Paris seulement qu'il pouvait la connaître.

Quant au cabinet britannique, il sortait de

son irrésolution et commençait à se déclarer pour une cause dont il avait été longtemps le suspect et froid protecteur : les tories occupaient le pouvoir. Quelque esprit chevaleresque, suggéré par les éloquentes philippiques de Burke contre la Révolution française, les avait par moment exaltés dans cette crise sociale. Plusieurs ministres, et particulièrement lord Castlereagh, sortaient un peu de cet égoïsme insulaire dont leur maître, William Pitt, avait été le type impassible. Chez eux, la raison d'État s'humanisait un peu; ils avaient communiqué avec d'illustres proscrits et soulagé noblement leurs malheurs. Des dames émigrées avaient pu leur inspirer un autre sentiment que celui de la pitié et réchauffer leur zèle pour la cause commune de l'aristocratie dont ils restaient les appuis les plus fermes et les plus superbes. Enfin, le cabinet britannique avait permis au duc d'Angoulême de s'avancer dans les provinces du midi, sous les enseignes du duc de Wellington; au comte d'Artois de se présenter dans les provinces de l'est déjà soumises aux alliés, et enfin au duc de Berry, d'organiser à l'île de Gersey, une expédition pour rallumer les feux de la Vendée.

L'événement surpassa les espérances du ca-

binet britannique. Nul ne se fût attendu que la ville de Bordeaux, patrie des éloquents Girondins, et devenue par eux le berceau de la République, fût la première à proclamer Louis XVIII. Cette ville avait été rudement froissée par le blocus continental qui mettait le comble aux pertes de tout genre qu'avait subies son commerce; elle comparait sa détresse actuelle avec l'état florissant dont elle jouissait aux derniers jours de la monarchie. Nous avons vu que le maréchal Soult avait été forcé d'abandonner ses fortes lignes sur l'Adour pour couvrir Toulouse. Wellington, suivi du duc d'Angoulême, avait marché sur Bordeaux où il était appelé par des royalistes et surtout par le maire de cette ville, le comte de Lynch, que Napoléon avait fait entrer dans le sénat conservateur. Ces royalistes étaient dirigés par M. de La Rochejaquelein, frère de l'Achille vendéen.

Un tel événement révélait à la fois l'appui que l'Angleterre prêtait à la cause des Bourbons, et tout ce qu'ils pouvaient espérer des dispositions actuelles du peuple français. Cette nouvelle fit dire au peuple de Paris: « Voilà donc les Bourbons possibles. — Non-seulement possibles, répondaient leurs partisans, mais encore désirables. »

Comme l'histoire aborde ici une grande révolution politique, il est bon de scruter de plus près l'état de l'opinion et de la considérer surtout dans Paris qui en était à la fois le centre et le sommet; dans Paris qui va tout entraîner par sa résolution ou du moins par ses vœux. Je tâcherai d'empreindre ce tableau d'un tel caractère de vérité, qu'il puisse être opposé aux tableaux plus ou moins fantastiques qu'en a tracés ou qu'en tracera l'histoire, soit par esprit de parti, soit par esprit de système. J'ai déjà parlé des dispositions des royalistes, parti peu nombreux et tant de fois décimé par l'émigration, par les massacres et les échafauds. Ils suivaient maintenant une politique adroite et circonspecte, ménageaient, dans ses craintes et ses espérances la classe intermédiaire, ce tiers état d'où était parti en 1789, le premier élan de la Révolution. Quant à la multitude qui avait dominé Paris depuis le 10 août jusqu'au 9 thermidor, elle ne présentait plus qu'une physionomie indécise et restait stupéfiée, sans chef, sans ralliement et presque sans voix; elle n'inondait point les places publiques à l'approche d'une si grande catastrophe; les chants guerriers et patriotiques ne retentissaient que dans des groupes isolés. La police, loin d'exciter l'action

populaire, semblait la comprimer; c'était Bonaparte qui avait brisé son pouvoir en lui rendant du travail, quelque aisance et des habitudes plus régulières. En effet, la classe des artisans ne se confondait plus comme aux jours orageux de la Révolution, avec cette multitude errante, sans asile et sans lois, qui les viole chaque jour par quelque vile et coupable industrie et les renverse avec rage dans une journée révolutionnaire. Les ouvriers, rendus à des mœurs plus paisibles, mêlaient un peu d'amour à leur admiration pour un général toujours victorieux. En le voyant renverser tant de trônes, ils le considéraient comme l'exécuteur testamentaire de la Révolution; aussi l'accueillaient-ils avec de vifs témoignages dans les visites qu'il faisait à leurs faubourgs, à leurs chantiers; mais quand les souffrances du commerce rejaillirent sur eux et tinrent trop souvent leurs bras inactifs et leur industrie paralysée, quand ils virent leurs fils, leurs compagnons et leurs apprentis enlevés à grands flots par la conscription, tués ou mutilés par la guerre, ils ne soupirèrent plus que pour la paix; leur âme était plus chagrine qu'irritée, ils devenaient en quelque sorte neutres entre Napoléon et ses ennemis.

Quant à la classe moyenne, elle était restée au fond du cœur, monarchique et constitutionnelle. C'était l'impulsion que lui avait donnée Lafayette, ou plutôt qu'elle devait à son bon sens. Cette opinion, elle l'avait encore manifestée après divers attentats où les crimes étaient entremêlés aux turpitudes. Il fallut aux révolutionnaires l'appui des brigands de Marseille, les canons du 10 août et l'atrocité des vengeances qu'ils exerçaient, soit dans cette journée, soit dans les journées encore plus exécrables sur les défenseurs du château; que dis-je? il leur fallut la permanence des échafauds pour contenir et enchaîner ce véritable et honnête peuple de Paris.

Ce sentiment monarchique, jamais je ne le vis plus profondément exprimé que le jour même du supplice de Louis XVI. Jamais il ne se fit vers le soir une telle solitude dans une ville si populeuse et si remuante. Il était aisé de juger combien de larmes coulaient dans ces maisons et ces boutiques étroitement fermées. La mort d'un seul homme semblait avoir fait de Paris la ville des morts. Effrayés de ce silence, les brigands révolutionnaires essayèrent en vain de le rompre par des chants atroces, et comme nul écho ne leur répondait, ils se sentirent en-

core plus glacés de la terreur qu'ils voulaient répandre. Il fallut bien recourir au crime pour s'étourdir.

Mais pourquoi, dira-t-on, cacher dans les ombres de la nuit, un sentiment qui aurait dû éclater dès les premières lueurs de ce jour funeste, et qui, en empêchant un grand meurtre, eût prévenu des meurtres innombrables? Ma réponse est simple : c'était par l'appui des lois et des législateurs que les partisans les plus effrénés de la Révolution s'étaient formés en armée régulière.

L'anarchie et la terreur marchaient sous la protection des lois, et les vrais amis de l'ordre devenaient des factieux. Les violences répugnaient à leurs mœurs paisibles. Rien n'était plus facile que d'éparpiller, de poursuivre et d'atteindre cette garde nationale de Lafayette, qui voyait le drapeau de la loi passer dans les mains de ses ennemis. Tout avait été perdu pour elle, quand des hommes perfides lui firent faire la funeste acquisition de canonniers, qui s'établirent les janissaires de la terreur, et le 10 août fut leur ouvrage. Dès qu'un premier murmure, dès qu'un cri d'horreur s'éleva dans la Convention et sur la Montagne même, dès que le poignard brilla dans les mains de Tallien,

les sections de Paris accoururent à son aide, et on leur dut la résurrection qu'on appelle le 9 thermidor. La tendance monarchique ne se montra qu'avec trop d'impétuosité au 13 vendémiaire, mais ce fut elle qui paralysa la victoire de la Convention. Prenez garde que je distingue ici Paris de ses faubourgs : c'étaient deux camps ennemis dans une même ville. Paris ne fut jamais républicain qu'à contre-cœur. Si cette forme inquiète et mobile de gouvernement peut plaire quelquefois à sa légèreté, c'est une fantaisie, une jactance, un souvenir de collége contre lesquels protestent bientôt ses besoins matériels, son bon sens et ses plaisirs. C'est la ville des arts, du luxe, de l'industrie et des créations intellectuelles. A ces différents titres elle veut de la liberté; or, une démocratie turbulente qui dégénère bientôt en tyrannie à une seule tête ou à plusieurs, détruit son luxe ou le rend grossier, déforme ses arts, et l'arrachant à toute méditation, trouble, corrompt, toutes les sources du savoir et du génie. Il faut à cette liberté un principe d'ordre et de stabilité. Ce principe, Paris, pour ne pas dire la France, dont il est la mappe-monde, a été conduit à le chercher dans la monarchie constitutionnelle. Tel a été son point de départ en 1789, tel est

encore aujourd'hui son point d'arrêt. La France n'était entrée que trop avant dans le mouvement royaliste, en nommant après le 13 vendémiaire des députés fort enclins à la cause des Bourbons, et qui bientôt se formèrent en majorité. Grand sujet de terreur pour le Directoire et pour les survivants de la Convention. Paris n'était pas aveuglément monarchique. Il voulait des garanties pour des libertés si péniblement conquises et ne voyait pas sans défiance une avant-garde d'émigrés qui semblaient devoir précéder le retour des Bourbons. Le Directoire fut vainqueur et usa tyranniquement de sa victoire. La force ou la volonté lui manqua pour une terreur complète; elle se convertit en anarchie, et c'est un genre de fléau plus vivace que la terreur. Nous étions menacés d'en être dévorés pour longtemps, quand le plus glorieux de nos généraux abandonna sa conquête de l'Égypte, pour nous sauver et pour se saisir d'un trône vacant. Il fut accueilli avec joie et bientôt salué comme dictateur. On consentait par l'excès des maux soufferts et des maux prévus à passer par l'autorité absolue, pourvu qu'elle fût temporaire. Bonaparte ne l'entendait pas ainsi; il abusa du principe de l'ordre comme on avait abusé du principe de la liberté. Jamais despo-

tisme ne fut illuminé de plus de gloire militaire, et jamais il ne fut précédé ou accompagné de plus d'actes d'une sagesse tutélaire et réparatrice.

Au milieu de triomphes accumulés, entremêlés pourtant du terrible revers de Trafalgar, la France se sentait enlevée comme par un pouvoir magique à ses souvenirs et à ses espérances. Ces sentiments n'étaient que suspendus; le malheur devait les révéler. La génération philosophique élevée dans l'horreur des conquêtes sentait que ce genre de prestige s'échappait avec son sang si largement répandu. Le chant de la victoire était entre-coupé par des sanglots profonds. A mesure que le char du conquérant s'avançait vers des régions nouvelles et que la nature a rendues formidables, les alarmes croissaient avec nos deuils. Nous étions tous importunés d'un funeste et stérile don de prophétie qui devançait l'époque de nos calamités et ne pouvait les prévenir. C'est alors que nous sentions plus cruellement la perte de nos libertés, et je ne sais quel sombre pressentiment nous disait que nous pourrions bientôt y joindre la perte de notre indépendance nationale. Paris, ce grand centre d'opinions, ce foyer de lumières qui, aux premiers jours de la Révolu-

tion semblait devoir répandre ses rayons sur l'univers entier, se dégageait par degrés du bâillon imposé par le despotisme aussi bien que du bandeau imposé par la gloire.

Les écrits et les discours étaient frappés de la même interdiction ; mais on conversait avec un intérêt sérieux et profond. Plus de guerre, plus de despotisme, c'était le mot de ralliement. Les femmes avaient leur voix dans ces entretiens où l'honneur protégeait la liberté ; et cette voix était forte et pénétrante, car c'était le cri des mères. La plupart d'entre elles appelaient les Bourbons en rêvant à des jours où prévalait leur influence. Des hommes plus réfléchis disaient : « Oui, les Bourbons ; mais avec des garanties. Il ne faut pas que la vieille cour, que les émigrés, que la France du dehors croient triompher de la France du dedans. Sortir de notre horrible position avec cette liberté objet de nos désirs constants, c'est là le voile, c'est là l'eau lustrale qu'il faut jeter sur une invasion qu'il ne nous a pas été donné de prévenir. »

Qu'on ne me parle pas ici de quelques intrigues de château, de quelques conspirations locales ; un mouvement général de l'opinion a des mobiles plus vastes, plus entraînants ; il part d'un point de concordance où toutes les opinions viennent

chercher un refuge. Le prince de Talleyrand, devenu le principal moteur de la Restauration, a vu et entendu ce que chacun de nous voyait et entendait; mais il lui a fallu un art extrême pour faire prévaloir nos vœux communs auprès des sénateurs dont il a fait des instruments de salut, auprès des souverains et sur la cohue de tant de peuples armés par la vengeance.

Ce fut sinon après la retraite de Moscou, du moins après le désastre de Leipsick que l'on pressentit généralement l'invasion de la France et la chute de Napoléon. La question de le remplacer préoccupa tous les esprits. Paris le revit fier, irrité, immuable dans ses pensées despotiques, dans ses préjugés impériaux, comme s'ils étaient arrivés directement et sans lacune de Charlemagne jusqu'à lui. Il paraissait plus brusque que violent; il faisait flamboyer un moment l'arme de la terreur, puis la laissait tomber par respect pour l'humanité et surtout par respect pour sa gloire. Plus il voulait prendre des mesures énergiques pour le salut de l'Empire, plus notre dépopulation guerrière devenait évidente à nos yeux comme aux siens. Cependant nos armées restaient plus que suffisantes encore pour couvrir nos frontières s'il ne les avait tenues avec une fatale obstination,

disséminées des bords de la Vistule jusqu'à ceux du Tibre et du Guadalquivir. Cette imprévoyance, suscitée par un immense orgueil et par sa confiance envers une fortune qui le châtiait impitoyablement, révoltait non-seulement les notions de l'art militaire, mais celles de la prudence. Ainsi en avait jugé chacun de nos généraux, et le grand guerrier était condamné par le tribunal de ses pairs. Leurs judicieux murmures pénétraient dans nos salons. « Eh quoi ! » disait-on jusque dans le comptoir du marchand, jusque dans les ateliers, jusque dans les marchés, jusque dans la cabane rustique, « nous avons nos fils l'un à Dantzick, l'autre à Hambourg, un troisième à Sarragosse, et ces braves ne sont pas là pour défendre le toit de leurs pères, nos femmes et nos filles. »

Napoléon avait plus d'une fois, et surtout après son couronnement et le procès de Moreau, ouvert ses campagnes au milieu de murmures assez profonds élevés contre lui ; mais ses victoires avaient été si soudaines, si foudroyantes qu'on devenait presque honteux d'avoir douté de sa fortune et de son génie. Dans l'intérêt de son orgueil, il avait habitué notre esprit et le sien même à des rapprochements superstitieux tels que l'anniversaire de Marengo et le soleil d'Aus-

terlitz, si souvent reproduits. Eh bien ! ces rapprochements tournaient maintenant contre lui. Brienne, l'école de sa gloire militaire, avait été le théâtre de sa seconde défaite, car Leipsick seule avait mérité ce nom. Les moyens de défense paraissaient tellement inégaux à ceux de l'attaque, que nous étions poursuivis des plus sombres pressentiments, et l'irritation croissait avec la crainte. Mais arrivèrent les sept jours de miracles : je donne ce nom à la semaine de Champaubert à Montereau, parce qu'ils nous parurent tels. Il est vrai que l'addition de ces petites victoires était loin de valoir une bataille de Marengo et d'Iéna, mais nous y retrouvions Bonaparte renouvelé par lui-même. Celui dont nous avions vu tout à l'heure le front sillonné de soucis les plus cuisants et dont la majesté sombre jetait la tristesse dans nos âmes, reparaissait à nos yeux dans tout le feu de la jeunesse et dans la joie de ses premières victoires. Il semblait avoir triomphé d'un tempérament tourné à l'obésité; et qui ne l'eût connu que par le récit de ces journées se fût fait l'image d'Achille aux pieds légers. Une si brillante espérance avorta bientôt. Le fardeau de l'impossible retomba sur notre esprit sans glacer le cœur de nos soldats. Quelques lueurs de paix avaient

encore brillé pour nous après ces exploits dont les résultats avaient été exagérés; car on avait parlé de quarante mille prisonniers, et ceux qu'on fit défiler sous nos yeux étaient à peine cinq ou six mille. En admettant, suivant le calcul de Bonaparte, quarante mille hommes manquant à l'armée des alliés, soit par la mort soit par la captivité, cette proportion était peu sensible sur un million de soldats ennemis. Car leur nombre devait s'élever jusque-là. Aussi la résolution de leurs chefs ne fut qu'un moment ébranlée, et nos hommes d'État eurent encore à subir aux conférences de Châtillon le désolant ultimatum de la France de 1789; et Bonaparte, en l'acceptant, perdait son trône et son nom. Ce dernier espoir de paix s'envolait et faisait place à une morne désolation.

Comment vous décrire ce flux et ce reflux d'accusations emportées auxquelles succédaient des mouvements de respect et de pitié pour une si grande chute soutenue avec un si ferme courage, et ces souffrances aiguës de l'orgueil national, prêt à subir l'affront que nos armées avaient promené de capitale en capitale sur le front de leurs habitants et sur celui des rois. Quelle mesure intérieure, l'homme à la vaste prévoyance avait-il prise pour prévenir cet ou-

trage imprimé à son nom, et le malheur de nos familles? Pourquoi avoir laissé si longtemps dormir cette garde nationale qui semblait n'avoir été réorganisée que pour recevoir les adieux d'un maître inquiet et jaloux. Ah! c'est qu'elle rappelait trop des souvenirs de liberté! La France n'aurait-elle pas été dix fois plus forte pour repousser l'invasion si on nous eût laissé conserver quelque étincelle de l'enthousiasme de 1789; et si nous eussions été encore dans ces beaux jours de la fédération de 1790, de cette fête qui donna à nos cœurs un si pur épanouissement.

Les exercices de la garde nationale se faisaient mollement et n'attiraient qu'un faible concours. Pendant les longues nuits du corps de garde, le silence de cette grande ville où le sommeil suspendait les angoisses du jour, la clarté des étoiles, le calme de la nature provoquaient des entretiens intimes et recueillis. Quelques survivants de nos assemblées politiques et même de la Constituante s'y trouvaient réunis aux anciens grenadiers de Lafayette, qui avaient ressaisi leurs armes au 13 vendémiaire, à des banquiers, à de riches capitalistes, à des hommes de lettres, à des magistrats, à des savants, à des artistes. La confiance naissait facilement. On s'était vu dans

des jours d'épreuves. La liberté y était souvent surexcitée par le vin et les bols de punch auxquels on avait eu recours pour tromper l'ennui de ces veilles monotones. J'ai dû conserver le souvenir de ces entretiens; j'y prenais moi-même quelque part; en voici l'aperçu : « Certes nous pouvons bien nous dire infortunés entre toutes les générations. Jamais les illusions de l'espérance n'avaient été poussées si loin; et jamais on ne s'y était abandonné avec un cœur plus naïf et plus confiant. C'est ce qui rend plus accablante la chaîne des malheurs que nous sommes destinés à parcourir. Nous ne sommes sortis de la Terreur que pour tomber sous le despotisme. Il est prêt à succomber, mais peut-être, pour faire place à cette tyrannie étrangère qui déchire et démembre la Pologne. C'est après vingt-deux ans de victoires continues que nous voyons l'ennemi à nos portes, non pas au nombre de soixante-dix ou quatre-vingt mille hommes, comme en 1792, mais au nombre de huit cent mille ou d'un million de combattants exercés. Où est notre armée? Dix ou douze jours se passent sans que nous en recevions de nouvelles, et maintenant, elles ne sont faites que pour redoubler nos alarmes. Qu'a-t-on fait pour défendre ces hauteurs de

Montmartre et de Ménilmontant qui, bien fortifiées, pourraient encore arrêter l'ennemi? Quoi! l'Empereur est absent depuis trois mois de sa capitale en danger, et lui, ce puissant officier d'artillerie, a fait à peine remuer quelques mottes de terre pour simuler des fortifications! Et par qui sommes-nous menacés? Par des soldats et des peuples altérés de vengeance; par des Prussiens à la ruine desquels Napoléon s'est acharné, et par des Russes qui reviennent des cendres de Moscou. N'était-ce pas le comble de l'imprudence humaine et son plus grand tour de force que d'aller chercher ces ours du Nord dans leurs déserts glacés? Pourquoi réunissait-il sous ses drapeaux cette foule de rois, de princes et de généraux étrangers, humiliés par ses armes et révoltés de sa hauteur? Ne voyait-il pas qu'il organisait lui-même cette ligue prête à éclater contre lui aux premiers sons de la cloche du malheur? Pauvre peuple que nous sommes! nous expions des fautes que nous n'avons pas commises et dont nous avons prévu, prophétisé les funestes résultats. »

A ces gémissements, à ces déplorations stériles, d'autres interlocuteurs répondaient dans des termes semblables à ceux-ci :

« Est-ce que nous ne pouvons plus rien pour

adoucir des malheurs que nous n'avons pu, ou que nous n'avons pas su détourner? Jugeons notre position, jugeons aussi celle des rois et des peuples alliés. Croyez-vous qu'ils approchent sans crainte de Paris, comme d'un volcan éteint? Leur position n'est-elle pas témérairement aventurée? N'est-ce pas humiliant pour eux d'avoir subi des défaites, d'avoir, en plusieurs rencontres, laissé prisonniers et canons à un ennemi qu'ils bravent avec des forces quintuples? Croyez-vous qu'ils ne craignent pas de réduire un pareil peuple à toutes les extrémités du désespoir, en laissant derrière eux l'armée qui les a vaincus, nos citadelles et nos fortes garnisons? Ils sont encore frappés de respect pour la France dont ils envahissent le territoire. Croyez qu'ils nous laisseront encore maîtres de nos destinées intérieures si nous cessons d'être pour eux des sujets d'alarme? Faut-il jouer, dans ce terrible jeu, toute la fortune de Paris, de sa grandeur et de ses monuments, et jouer toute celle de la France et de la civilisation européenne? On pourra facilement refaire Moscou; il faudrait plusieurs siècles pour refaire Paris et y recréer un nouveau centre de lumière pour le monde. Et pourquoi, après avoir subi des convulsions qui nous ont

remplis d'horreur, ne reviendrions-nous pas au point du départ, c'est-à-dire à la seule révolution qui nous ait paru digne du XVIIIe siècle? Interrogez vos souvenirs, gardes nationaux; les révolutions qui ont suivi celle-ci n'ont-elles pas été faites sans vous et contre vous? Nous ne savons pas encore si les alliés veulent des Bourbons; ce n'est pas du moins, une condition qu'ils imposent. Tant mieux! nous sommes plus libres de la choisir si elle s'accorde avec nos vœux, avec notre salut actuel. Nous savons ce qu'ils ne veulent pas : c'est un conquérant armé de toutes les forces du despotisme. Ce despotisme et ces conquêtes, n'est-ce pas là ce qui nous fatigue nous-mêmes? Point de gouvernement absolu, nous en faisons une trop rude épreuve. Nous ne le permettrions plus à Bonaparte, même s'il revenait victorieux; nous ne le permettrions pas à un Bourbon, même après avoir opéré notre réconciliation avec l'Europe. Il nous faut des garanties, non-seulement contre le despotisme de Louis XIV, mais contre un mouvement rétrograde qui nous ferait recommencer, en sens inverse, la chaîne de nos discordes et de nos déplorables excès. Avec le fils enfant de Bonaparte, c'est toujours Bonaparte que l'Europe et nous-mêmes nous au-

rions en perspective. Caché sous le plus épais rideau, un tel homme est toujours présent à la pensée, et l'univers attendrait en frémissant, par quel coup de tonnerre il lui annoncerait son retour. » La voix de la nécessité prêtait une grande force à des considérations de ce genre; les esprits s'ébranlaient.

Des murs de Paris portons maintenant nos regards sur le camp des alliés. Tout y respire la confiance et l'audace depuis la bataille d'Arcis. C'est par les armes de Napoléon qu'il faut maintenant le combattre lui-même. Le plan le plus hardi leur paraît maintenant le plus sûr; ils voyaient honte et danger dans la retraite, et le cri de Paris! n'avait jamais retenti avec plus de force et d'ensemble. Les démonstrations de Napoléon, sur les derrières de cette armée immense, étaient favorisées par quelques succès partiels. Déjà il se portait par Saint-Dizier sur la Lorraine, et se croyait poursuivi par le prince de Schwartzenberg, tandis que le général autrichien réuni à Blücher, et résolu de ne plus s'en séparer, présentait dans les plaines de la Champagne, le plus vaste rassemblement armé qui, depuis Attila, eût débordé sur les Gaules; et Napoléon n'avait plus à combattre que le corps d'armée de Wintzingerode qui, jusque-là,

avait peu attiré son attention. Ce corps avait réussi à le chasser de Saint-Dizier; mais la facilité avec laquelle il avait repris cette ville redoublait sa confiance et son erreur.

Un homme alors dominait sur ces grands événements et sur ce million de combattants, moins par la puissance de son génie que par celle de son caractère : c'était l'empereur Alexandre. Il n'avait plus rien à reprendre sur la France, et ce n'était pas de ce côté qu'il pût porter un désir de conquête. Depuis Leipsick et le passage du Rhin, il était désintéressé dans cette cause, et c'est ce qui contribuait à l'en rendre le suprême arbitre. Il n'offrait pas alors le plus grand ensemble de forces; il ne paraissait point à la tête d'une puissante armée de Moscovites, et ne cherchait pas l'éclat des grandes victoires. Il avait permis que plusieurs de ses corps marchassent sous les ordres, les uns du général Blücher, et les autres sous ceux de Schwartzenberg, nommé généralissime. Mais, dans les conseils de guerre, c'était lui qui se montrait le plus inébranlable, et qui s'opposait avec le plus de ténacité à tout mouvement rétrograde. « Prenons conseil du génie de Napoléon même, disait-il, et faisons ce qu'il ne manquerait pas de faire à notre place. Marchons sur Paris,

comme il a marché deux fois sur Vienne; je ne parle pas de son expédition sur Moscou, puisqu'il n'était plus alors que Napoléon enivré par la fortune, et pour tout dire, que Napoléon en démence. Ce n'est pas avec un tel ennemi qu'il faut songer à prendre toutes ses sûretés; il faut l'étourdir par des coups auxquels il nous croit mal préparés. Voilà maintenant nos forces réunies pour la troisième fois; gardons-nous bien de les séparer encore : nous avons vu comment il sait en profiter. J'ai des renseignements certains sur la situation morale de Paris; ils viennent de m'être communiqués par un Français, le baron de Vitrolles, que je crois agent des Bourbons, mais qui dans ce moment, paraît tenir ses renseignements et ses instructions du prince de Talleyrand, du duc d'Alberg et de l'abbé de Pradt, qui tous trois maintenant, paraissent conjurés contre Napoléon, et qui doivent connaître les dispositions des sénateurs et des principaux fonctionnaires. La modération de notre langage a porté ses fruits; on sait déjà et nous le prouverons, que ce n'est point aux Français, que c'est à Napoléon, à un homme insatiable de conquêtes, que nous faisons la guerre. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en marchant sur Paris, nous ne trouverons point une

capitale disposée à s'ensevelir sous ses ruines.»

Tel dut être le sens des considérations que l'empereur Alexandre fit prévaloir, dans le grand conseil de guerre des rois et des généraux alliés. Tous les témoignages et tous les événements postérieurs en constatent l'authenticité. Si je lui ai prêté un langage direct, et si j'ai pu substituer arbitrairement, des expressions à celles qu'on ne nous a point fait connaître, ce n'est point par un artifice de rhéteur, mais par le besoin de rapidité que commande une histoire si fertile en catastrophes. Que ceci me serve d'excuse pour les autres occasions où j'ai eu recours au même moyen historique.

Il reste ici un point à éclaircir. M. de Vitrolles était-il un agent direct de M. de Talleyrand auprès de l'empereur Alexandre? Était-il autorisé à dire aux alliés ; «Marchez sur Paris en toute sûreté? » J'admettrais ce fait avec peine, et je trouve au moins des probabilités pour le rejeter. On conçoit qu'il était bien différent de traiter avec les alliés, avant ou après l'occupation de Paris. Dans le premier cas, M. de Talleyrand, s'il n'eût pas été retenu par des scrupules, l'eût été par une qualité qu'il possédait éminemment, la réserve diplomatique. Pouvait-il répondre de l'événement d'une bataille, d'un siége, ou peut-

être d'un assaut? Si les alliés avaient été repoussés, n'eussent-ils pas divulgué, dans leur ressentiment, le conseil perfide qui leur aurait été donné ? N'en eussent-ils pas fait connaître l'auteur? Un fait certain, c'est que M. de Vitrolles s'étant présenté chez M. de Talleyrand pour lui demander quelques lignes qui donnassent crédit à sa mission, ne put les obtenir. Tout m'induit à croire qu'il n'y eut de conspiration que pour limiter le pouvoir de l'Empereur, et peut-être même pour le déposséder s'il succombait dans la lutte. C'était une révolution inverse de celle du 18 brumaire. Était-elle assez autorisée par les malheurs publics parvenus à leur terme le plus déplorable, par l'invasion perfide de l'Espagne, par l'invasion désastreuse de la Russie, par un refus constant d'adhérer à des propositions pacifiques qui nous conservaient les plus précieuses de nos conquêtes, par une série continue d'actes arbitraires qui ne respectaient plus la liberté civile et qui effaçaient de notre langue le mot de liberté de la presse, et enfin par un pouvoir dictatorial qui se substituait aux constitutions de l'Empire et qui ne lui avait été délégué ni par aucun corps de l'État ni par une volonté nationale? Enfin la France n'était-elle pas assez mûre pour le gouvernement représentatif ?

CHAPITRE XLVII.

PRISE DE PARIS (1814).

SOMMAIRE.

La défense de Paris très-mal assurée. — Arrivée de Marmont et Mortier. — Faibles renforts qu'ils trouvent dans la ville. — Prise de Meaux par les alliés. — Délibération du conseil de la régence. — L'impératrice et le roi de Rome, ainsi que les dignitaires et plusieurs ministres, se déterminent à quitter Paris. — Opposition de Talleyrand. — Ce dernier se laisse arrêter à la barrière quand le départ général pour Blois s'effectue. — Situation des esprits pendant la bataille. — Faibles dispositions de la garde nationale. — Tableau de la bataille soutenue par treize mille Français contre quarante mille et bientôt quatre-vingt mille assaillants. — Départ précipité du régent de l'empire. — Marmont soutient encore la bataille trois heures après ce départ. — Il est forcé de céder. — Il se retire à Essonne avec son corps d'armée. — Capitulation signée dans la nuit, mais qui n'offre encore aucune garantie.

Prise de Paris!... Voilà donc le titre d'un chapitre qui termine une histoire si remplie de triomphes. La défense de cette ville avait été fort mal organisée; d'abord elle ne consistait que dans cette milice bourgeoise, dans cette garde nationale, que l'Empereur lui seul eût pu remplir de son ardeur belliqueuse, si pendant trois mois il eût présidé lui-même à son éducation

militaire, s'il eût calmé ses ressentiments patriotiques, répondu quelque peu à ses espérances libérales, s'il eût commandé plus d'une fois ses exercices, et jeté dans ses rangs ces paroles de feu qui portaient son armée à tant de prodiges. Un tel travail, il eût dû l'accomplir deux mois avant son départ pour l'armée. Alors il aurait eu un motif de sécurité qui lui manqua pour rendre ses opérations militaires plus étendues, et ses victoires plus décisives. En son absence, ce n'était pas trop d'un Masséna, d'un Ney ou d'un Soult, pour former de la garde nationale de Paris une réserve de la grande armée. Mais au lieu de ces illustres maréchaux, à qui la défense de Paris avait-elle été confiée ? à l'ex-roi Joseph, frère de l'Empereur, mais non pas son frère d'armes. N'exagérons rien. De cette garde nationale, on n'aurait pu tirer qu'un corps de dix-huit à vingt mille hommes, propre à quelque discipline, à quelque manœuvre. Ce fut de la part du général Lafayette, une conception longtemps salutaire pour l'ordre public, que d'en avoir réduit de beaucoup le nombre effectif pour lui donner une vie et un aspect quelque peu militaires. C'était par une élite formée de grenadiers et de chasseurs, qu'il avait remplacé une multitude vainement armée de

piques, que l'on ne pouvait arracher, pour son instruction, à ses travaux journaliers, et qui n'était propre qu'à répandre la désolation et l'épouvante dans la capitale. Eh bien! ce corps d'élite lui-même eût été de peu de ressource contre des armées aguerries, et surtout effroyablement nombreuses, s'il n'eût été soutenu par un corps d'armée habitué aux victoires, et appuyé de fortifications imposantes. Où était-il, ce corps d'armée? Napoléon n'en avait d'abord laissé aucun pour la défense de Paris. Ce fut en quelque sorte le hasard et la nécessité qui amenèrent les corps des maréchaux Marmont et Mortier. Comme ils n'avaient pu opérer leur jonction avec l'armée de l'Empereur, avant la bataille d'Arcis, ils furent chargés d'arrêter dans sa marche la grande armée des Alliés, conduite par Schwartzenberg et Blücher, et par les souverains en personne. Lutte impossible, puisque Napoléon lui-même l'avait reconnue telle, lorsqu'il avait pris le parti de ne plus couvrir la défense de la capitale, et de se jeter sur les derrières d'une armée qu'il ne pouvait plus attaquer de front. Aussi fallut-il de grands efforts de constance et de courage à Marmont, à Mortier, et à leurs intrépides soldats, pour percer les lignes ennemies. Le combat de la

Fère champenoise en fut un mémorable exemple. Les deux maréchaux eurent à le soutenir le 25 mars, lorsqu'ils se dirigeaient l'un vers l'autre, pour opérer leur jonction contre des forces à peu près quintuples. Les ennemis ne pouvaient concevoir que ces braves tentassent encore de se défendre et de se réunir, après avoir perdu dans ce combat chacun à peu près le tiers de leur armée. Plusieurs fois, les généraux alliés et l'empereur Alexandre lui-même firent cesser le feu pour leur envoyer des parlementaires avec sommation de se rendre, et mille éloges de leur courage. Ils ne reçurent que des réponses à la Léonidas, et le feu recommençait avec une opiniâtreté nouvelle, comme si l'espoir était le même des deux côtés. Les plus vieux soldats se déclarèrent surpassés par trois mille conscrits vendéens, qui périrent presque tous pour la défense de ce drapeau tricolore, si longtemps objet de leur détestation. La nuit permit enfin aux deux maréchaux de se dégager, de sortir de leurs Thermopyles, et de se réunir pour voler à la défense de Paris, mais ils n'y pouvaient plus conduire que de glorieux débris. Marmont était réduit à moins de trois mille hommes, et Mortier à sept ou huit mille. Six généraux avaient été tués; aussi je ne puis m'habituer à ces ex-

pressions que répètent quelques historiens de cette époque : « Les *généraux français étaient amollis.* » Toujours poursuivis, les maréchaux arrivèrent enfin à Brie-Comte-Robert; ils respiraient, ils pouvaient encore défendre Paris, mais les ennemis s'étaient emparés de Meaux.

Sur cette nouvelle, le conseil des dignitaires et des ministres s'assemble, sous la présidence de la régente Marie-Louise. Ils étaient au nombre de seize. Le lieutenant-général de l'Empire, Joseph, posa cette question : « Ne convient-il pas que la Régente et le roi de Rome s'éloignent de Paris, pour éviter les chances d'un siége, et se retirent à Blois? » Les avis furent d'abord partagés en nombre égal. Le prudent Cambacérès se déclara pour la retraite, et son élocution ordinairement plus nette que chaleureuse, se monta cette fois au ton de la véhémence. Il frémissait à la pensée que, dans les chances d'un siége si difficile à soutenir, deux ôtages tels que l'Impératrice et le roi de Rome, pussent tomber aux mains des ennemis. Quels sacrifices ne faudrait-il pas faire pour les racheter? l'Empereur s'y déciderait-il aux dépens de sa gloire et de l'honneur de la France? Non sans doute, mais alors quels déchirements pour le cœur d'un époux et d'un père, et pour le créateur d'un

Empire, à qui l'espoir de perpétuer sa dynastie serait enlevé. Joseph abonda dans les sentiments de Cambacérès, et même les exprima d'une manière impérative, qui semblait terminer toute délibération. Le lecteur devinerait difficilement par qui cet avis fut énergiquement combattu. Ce fut par le prince de Talleyrand. « C'est renoncer, dit-il, à toute défense de Paris, que d'en éloigner deux personnes augustes, dont le salut doit rallier et enflammer tous les cœurs fidèles. « N'étiez-vous pas présents, comme moi, à cette séance noblement mélancolique, où l'Empereur, tenant son fils dans ses bras, le confia à la loyauté de la garde nationale de Paris? Comment pourrions-nous lui rappeler l'engagement qu'elle prit de répondre à cette haute confiance? N'est-ce pas là imprimer aux dangers que court Paris un caractère de fatalité irrésistible? Pourquoi les citoyens croiront-ils encore à la possibilité de défendre leurs murs, lorsque le plus grand homme de guerre paraît en désespérer lui-même? Et si Paris, après une résistance de quelques jours ou de quelques heures, venait à n'être pas secouru, combien ne regretterions-nous pas de nous être privés pour une capitulation de la voix puissante d'une fille intercédant auprès de son père, auprès de l'aïeul de son fils. » L'his-

torien se rend difficilement compte des sentiments qui animaient M. de Talleyrand, lorsqu'il exprima une telle résolution. Une seule chose paraît certaine, c'est que cet homme d'État penchait fort pour rester de sa personne à Paris, bien convaincu de l'influence qu'il devait exercer sur la catastrophe. Parmi ceux qui l'appuyèrent, on cite MM. Daru, Champagny, Bouley de la Meurthe, Mollien et de Fermont. On alla aux voix; huit se déclarèrent pour le départ et huit contre. Ces derniers firent de nouveaux efforts, et ramenèrent à leurs avis MM. Reignier, Sussy et Regnault de Saint-Jean-d'Angely. Ils avaient ainsi obtenu la majorité, lorsque le roi Joseph montra une lettre de l'Empereur, qui coupait court à toute délibération. La voici :

« Vous ne devez permettre, en aucun cas, que l'Impératrice et le roi de Rome tombent entre les mains de l'ennemi. Vous serez plusieurs jours sans avoir de mes nouvelles; si l'ennemi s'avance sur Paris avec des forces telles que toute résistance devienne inutile, faites partir dans la direction de la Loire la Régente, mon fils, les grands dignitaires, les ministres, les officiers du Sénat, les présidents du Conseil d'État, les grands officiers de la Couronne, le baron de la Bouillerie et le Trésor. Ne quittez

pas mon fils, et rappelez-vous que je préférerais le savoir dans la Seine, plutôt qu'entre les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire. »

Les derniers mots de cette lettre, ce rapprochement du sort du fils d'Hector avec celui de son fils, qui devait hériter du plus bel empire de l'univers, émeut profondément l'âme, et les angoisses d'un père ne pouvaient trouver une expression plus forte et plus pathétique. Cependant on ne retrouve plus dans un tel ordre, et surtout dans celui qui prescrit le départ simultané des grands dignitaires, des ministres, le caractère inflexible de Napoléon. L'histoire, en parlant du 10 août, s'arrête, en gémissant, à ce moment fatal où Louis XVI cède au funeste conseil de se retirer avec tous les siens, au sein de l'Assemblée législative. L'événement prouva bientôt que c'était abandonner le château et le trône à l'insurrection. Ici, Bonaparte, bien différent de Louis XVI, continuait de combattre; mais pourquoi laisser tous les dangers de la résistance à de paisibles citoyens, lorsqu'il mettait à l'abri ceux à qui leurs hautes dignités, leur fortune et la reconnaissance prescrivaient le plus absolu dévouement? Ne suffisait-il pas de pour-

voir à la sûreté de son fils? Quant à Marie-Louise, que pouvait-elle craindre, défendue par son père? mais le sentiment maternel lui eût commandé de s'attacher au sort de son fils, ne pouvant plus s'unir à celui de son époux.

Tout le conseil se rendit à l'ordre du maître. Quand ce départ fut connu de Paris, il y jeta une consternation à laquelle se mêlèrent d'assez profonds murmures. La police restait inactive, interdite. Paris, livré à lui-même, exhalait, avec une liberté et une chaleur toute nouvelle, des sentiments longtemps contenus. La confiance ne put être raffermie par une proclamation du lieutenant-général de l'Empereur conçue en ces termes :

« Citoyens de Paris, une colonne ennemie s'est portée sur Meaux; elle s'avance par la route d'Allemagne, mais l'Empereur la suit de près, à la tête d'une armée victorieuse. Le Conseil de Régence a pourvu à la sûreté de l'Impératrice et du roi de Rome. Je reste avec vous !

« Armons-nous pour défendre cette ville, ses monuments, ses richesses, nos femmes, nos enfants, tout ce qui nous est cher! Que cette vaste cité devienne un camp pour quelques in-

stants, et que l'ennemi trouve sa honte sous ces murs qu'il espère franchir en triomphe! L'Empereur marche à notre secours, secondez-le par une courte et vive résistance, et conservons l'honneur français!

JOSEPH. »

Paris, ce 29 mars 1814.

Ce cri, armons-nous! si faiblement poussé, ne trouva que peu d'échos. Les esprits étaient préoccupés d'un spectacle lamentable : c'était celui d'une multitude d'habitants de la campagne, qui venaient avec leurs familles, leurs charrettes et des bœufs qui conduisaient une partie de leur pauvre mobilier, pour chercher un salut incertain dans une ville qui allait être assiégée. Les rues et les places publiques en étaient encombrées. La bonté du cœur, naturelle aux Parisiens, se signalait ici par des soins hospitaliers, et là par des largesses. Pendant que la pauvreté venait confier à la grande cité ses chétives et dernières ressources, la richesse et l'aisance s'épuisaient en inventions pour cacher l'or, les diamants et les effets précieux. On profitait des ombres de la nuit pour leur trouver des cachettes, et pour les déposer dans les jardins, dans les caves ou derrière les cloisons; triste extrémité dont on avait fait l'épreuve, trop souvent

infructueuse, durant les longs jours de la Terreur. Les désolants tableaux de Moscou au pillage se reproduisaient à tous les esprits, et c'étaient des Moscovites, des Cosaques et des Baskirs qui s'avançaient en masses formidables pour exercer des représailles. On craignait encore plus les Prussiens, ruinés plus lentement, mais avec une avidité fiscale implacable. C'étaient eux qui, en traversant la France, avaient montré la plus grande ardeur de vengeance. Partout s'était exercée la brutalité allemande, et nos malheureux villageois avaient eu encore plus à souffrir des excès de nos derniers alliés, tels que les Wurtembergeois, que de ceux des peuplades barbares de l'Asie. Cependant, quelques hommes, d'un sens plus exercé, disaient : « On ne pillera point Paris, il sera sauvé par une capitulation, et à tout événement, il serait le tombeau des brigands qui tenteraient ces désordres. » Une autre partie de la foule se portait sur le convoi qui accompagnait l'Impératrice et le roi de Rome, et chacun y croyait voir un convoi funèbre. Les regards s'attachaient sur cet enfant qui n'avait pas atteint sa quatrième année. Sa figure attristée et mécontente, semblait annoncer que l'horreur de sa situation lui était révélée. Il avait montré la plus vive résistance à ce départ, et

s'écriait : « Je ne veux point aller à Rambouillet, c'est un vilain château. Pourquoi veut-on me forcer à quitter ce beau palais? on n'en a pas le droit. Quand mon père est absent, c'est moi qui suis le maître ici! » Il avait fallu l'enlever de force pour le porter dans la voiture.

L'archi-chancelier et l'archi-trésorier s'étaient hâtés d'accomplir l'ordre éventuel de l'Empereur. Ils accompagnaient l'Impératrice à Blois. Un troisième grand dignitaire, M. de Talleyrand, malgré sa résistance de la veille, avait fait ses préparatifs pour les suivre, et déjà il était arrivé à la barrière, lorsqu'à sa grande satisfaction et très-vraisemblablement avec sa connivence, il se vit arrêté par des gardes nationaux qui lui demandèrent ses passe-ports, et comme il n'avait pas eu le soin de s'en munir, il affecta de montrer son respect pour la loi et revint paisiblement à son hôtel pour assister à un événement auquel il devait prendre une grande part. Tous les ministres, à l'exception de ceux de la guerre et de la police, eurent le scrupule d'accompagner l'impératrice et le roi de Rome, et ne furent point arrêtés dans leurs desseins comme M. de Talleyrand. C'était déclarer en quelque sorte la translation du gouvernement à Blois. Revenus de leur

étourdissement, les gardes nationaux et le peuple se reprochaient de n'avoir pas opposé d'obstacles à ce départ, mais l'idée d'une résistance à un ordre de l'Empereur était encore une témérité qui épouvantait les esprits.

Tandis que ce convoi défilait par les barrières du Midi, celles du Nord prenaient un aspect guerrier par l'arrivée successive des corps de Mortier et de Marmont, qui s'établissaient sur cette belle chaîne de collines de Chaumont, de Ménil-Montant et de Montmartre, qui présentent la défense de Paris sous un aspect si favorable. On sortait en foule des barrières pour aller contempler ces libérateurs qui se présentaient inopinément, et les seuls auxquels on pût prendre confiance. On était enthousiasmé de leur contenance militaire, mais profondément attristé de leur petit nombre.

Leur calme était imposant, leur tristesse pleine de résolution. Après avoir tant de fois bravé la mort, il leur semblait beau de l'attendre sous les murs de Paris; heureux s'ils pouvaient encore sauver cette capitale et conserver à leur cher Napoléon son trône et son Empire. Ils parlaient du même ton de leurs victoires de Montmirail et de Montereau, et de leur défaite de la Fère champenoise parce qu'elles étaient

également glorieuses. A la veille d'un combat terrible, ils étaient encore dénués d'aliments; les ordres pour y pourvoir arrivaient tard, et Marmont en frémissait; le zèle patriotique y suppléa.

Ces braves avaient espéré trouver dans Paris un puissant corps de réserve; mais l'Empereur, pressé par l'urgence de ses périls et par les nouvelles victoires qu'il avait à poursuivre, n'avait laissé pour la défense de sa capitale que des corps isolés bien peu faits pour résister à l'armée gigantesque des peuples et à des troupes exercées. C'étaient quelques bataillons de conscrits encore assez neufs au maniement des armes; quinze cents invalides, dont les bras ne répondaient plus à leur âme héroïque; des cavaliers démontés ou mal montés qui arrivaient en toute hâte des dépôts voisins de Paris, quelques braves officiers en retraite ou en réforme, qui, en offrant leurs services, avaient été assez froidement accueillis par divers motifs de défiance, et dont l'organisation était encore excessivement confuse.

Les gardes nationaux de Paris présentaient un aspect plus satisfaisant, du moins par leur belle tenue, mais ils inclinaient avec respect les couleurs éclatantes de leurs drapeaux devant ces drapeaux si glorieusement déchirés.

Ils ne pouvaient d'ailleurs se présenter qu'en assez petit nombre, les uns parce que leur zèle n'était pas assez vif, et les autres parce qu'ils avaient à se plaindre d'un ordre brusque et inconsidéré du commandant de Paris, Hullin, qui les avait privés de fusils achetés de leurs propres deniers pour en armer des conscrits qui se rendaient à l'armée. Le Nestor des maréchaux de l'Empire, Moncey commandait à ces troupes qui ne pouvaient prendre forme d'une armée. C'étaient des compagnies, les unes de plus de cent hommes et les autres de quinze ou vingt, connaissant à peine des officiers très-jaloux de leur autorité discordante.

Cependant les âmes reprenaient confiance en voyant défiler dans un calme sombre et majestueux deux mille cinq cents hommes de la garde impériale, dont plusieurs avaient été laissés en dépôt comme blessés et convalescents. Ils n'avaient rien perdu de leur feu martial. Paris aurait cru posséder les plus solides murailles, s'il avait eu trente ou quarante mille défenseurs de cette sorte. Même après avoir contemplé ces nobles vétérans, les regards s'arrêtaient avec un intérêt puissant sur les jeunes élèves de l'École polytechnique au nombre de deux cent trente. Ils se présentaient pour manœuvrer les

canons établis sur la butte Montmartre, ce qu'ils firent avec autant d'intelligence que d'intrépidité.

L'effectif de toutes ces forces réunies n'allait pas à plus de seize à dix-sept mille hommes. Il est vrai que les corps des alliés venant de divers points, ne se présentaient que successivement, et d'abord on n'eut en présence que quarante à quarante-cinq mille hommes de l'armée de Schwartzenberg, parmi lesquels étaient des Russes. L'absence presque totale de fortifications faites pour ajouter à la défense naturelle des collines, était pour ces braves un sujet de murmures et non de consternation. Ici plusieurs historiens élèvent des reproches sanglants contre le ministre de la guerre Clarke, duc de Feltre, et ne peuvent s'abstenir malgré leur partialité pour l'Empire, de comprendre dans ces griefs le lieutenant-général et son frère Jérôme. Sans doute ils ne peuvent être exempts de tout reproche. Mais on se demande si l'Empereur, l'homme à qui nul soin n'échappait, leur avait soit avant son départ, soit dans le cours de ses opérations militaires, donné des ordres assez positifs, assez pressants pour organiser une défense aussi importante. Conçoit-on que le ministre de la guerre ne se fût nullement occupé

de remplir un soin auquel était attaché l'existence de l'Empire? n'eût-il pas payé de sa tête une coupable négligence qui devait avoir l'effet d'une trahison? Voici l'un des dangers que le despotisme fait courir au despote. Les ministres de l'Empereur étaient d'une ardeur, d'une vigilance sans égale pour exécuter ses ordres dans leur plus vaste étendue, mais ils n'osaient les deviner, ni suppléer à tout ce qui aurait échappé à sa prévoyance. L'ex-roi Joseph, homme d'état timide et guerrier inexpérimenté, craignait de rencontrer mal et d'outre-passer la volonté de son redoutable frère. L'ex-roi Jérôme n'avait à Paris, ni sur l'armée aucune sorte d'autorité. Nous avons vu que le commandant militaire de cette ville, Hullin, avait porté un coup fatal à sa défense, lorsqu'il avait enlevé à la garde nationale ses fusils pour les donner à de nouveaux soldats. N'était-ce pas outre l'iniquité de la mesure, infliger un affront à des volontaires dont l'amour-propre était susceptible et le zèle peu enflammé? Il me paraît vraisemblable que l'Empereur, dans cette courte campagne était toujours resté préoccupé, et presque exclusivement, du soin d'assurer l'effet de ses combinaisons stratégiques, effort brillant mais infructueux de son génie. Deux fois dans

le cours de cette campagne, il s'était approché de Paris à une distance de sept ou huit lieues, et l'on ne voit pas qu'il ait alors donné plus d'activité à des travaux, à des précautions, qu'un extrême péril commandait. Quand il prit le parti hasardeux de se jeter sur les derrières de l'armée ennemie, il s'était sans doute persuadé que cette manœuvre suffirait pour dissuader les alliés, de s'avancer sur la capitale, et qu'ils songeraient plus à leur sûreté qu'à une conquête si hasardeuse. Qu'arriva-t-il? C'est que les alliés, instruits par Napoléon lui-même, firent ce qu'il aurait fait à leur place et ce qui lui avait toujours réussi. Ils marchèrent sur la capitale pour frapper leur ennemi au cœur. La bataille d'Arcis-sur-Aube avait ajouté beaucoup à leur confiance, et le cri de Paris devint celui des souverains et des généraux, comme il avait été celui de leurs peuples et de leurs armées.

Dans la soirée même du 29, Marmont apprenant que les alliés s'étaient portés sur Romainville et en occupaient la hauteur, avait fait un puissant effort pour les chasser d'un point qui leur ouvrait une entrée facile dans Paris. Il avait d'abord réussi, mais il ne put s'y maintenir jusqu'à la nuit. Nous entendions le bruit de

ce combat, et l'on voulait persuader à la crédulité parisienne que le canon n'était qu'un exercice des artilleurs de Vincennes.

Mais le 30 mars, quel affreux réveil pour une ville à qui le bruit du canon n'était connu depuis tant d'années que comme la proclamation d'une nouvelle victoire et d'une grande conquête ! Ce canon tonne autour du sommet de ces collines où les Parisiens ont l'habitude d'aller respirer un air pur et des plaisirs qu'ils nomment champêtres; elles semblent maintenant transformées en volcans dont les laves bouillantes pourront bientôt retomber sur Paris. En attendant, elles inondent de gracieuses villas, ces guinguettes que les artisans remplissent de joies tumultueuses, ces prés Saint-Gervais où les bourgeois, le dimanche, viennent chercher l'illusion des scènes pastorales. Au bruit redoublé du canon et de la fusillade, on ne voit plus ces lieux chéris que jonchés de cadavres parmi lesquels on comptera un grand nombre de frères.

On s'assemble, on court, on s'informe; la curiosité domine tout chez le peuple le plus curieux de l'univers. On semble avoir laissé la terreur au logis : vous diriez qu'il s'agit de contempler un grand spectacle.

D'émotions en émotions, nous arrivions à la plus puissante de toutes : une bataille qui se livre sous nos yeux et presque sur nos têtes, une bataille qui est une révolution à laquelle est attaché le sort de la France, de l'Europe et du monde. Tous les souverains y sont présents, à l'exception de l'empereur d'Autriche, et, par une fatalité inouïe, Napoléon manque à sa capitale, à son trône en danger. Où est-il? Quel obstacle a pu l'arrêter? Quelle ruse de guerre a pu tromper un général qui a causé tant d'habiles surprises à l'ennemi et n'en a jamais essuyé aucune? Ne marche-t-il pas sur les derrières de cette armée pour la placer entre deux feux? Cette attaque ne serait-elle pas un coup de désespoir des alliés, à qui la retraite sur le Rhin pourrait être fermée? Peut-être n'a-t-on sous les yeux qu'un seul de leurs corps que Napoléon a coupé par l'une de ses grandes manœuvres? Ne seraient-ils pas des vaincus qui cherchent un refuge dont ils feraient leur triomphe? Ont-ils pu réunir l'ensemble de leurs forces? Est-ce que Napoléon ne les tient pas encore occupés et peut-être coupés sur plusieurs points? Voilà les considérations ou plutôt les hypothèses que présentent ceux qu'animent le plus leur dévouement à l'Empereur ou leur patriotisme.

Mais elles trouvent peu de créance dans les esprits. Est-ce que Napoléon aurait consenti sans les plus dures extrémités, à subir un affront si nouveau pour ses armes? S'il a voulu placer l'ennemi entre deux feux, d'où vient qu'il a si mal pourvu à la défense de Paris, dont le feu pourrait être éteint en quelques heures? D'où vient qu'il en a éloigné et sa femme et son fils, dont la présence et les dangers seraient faits pour enflammer ou pour rallumer le courage civique? D'où vient que ses hauts dignitaires et la plupart de ses ministres se sont empressés d'aller chercher le même abri derrière la Loire? Ce n'est point assez. D'où vient qu'il fait transporter son trésor, ou plutôt celui de la nation, loin de sa capitale? Aurait-il voulu transporter à Tours ou à Orléans le siége de l'Empire? Celui qui tout à l'heure, était maître de toute l'Europe, consent-il maintenant à n'être plus comme Charles VII, que le roi de Bourges? Que font ses frères? Se jettent-ils dans les rangs de l'armée ou de la garde nationale? La désertion a commencé par les chefs. Paris ne vaut-il pas la peine qu'on le sauve par une capitulation, des horreurs d'un siége, qu'on mette ses monuments, ses palais, à l'abri des bombes et des

obus, et nos maisons à l'abri d'un pillage si ardemment convoité par les Prussiens et les Cosaques, et enfin d'un incendie qui paraîtrait une représaille de Moscou ? Où est le gouvernement qui pourrait régler cette capitulation ou l'obtenir par des combats désespérés auxquels présiderait une volonté unique et forte? Puisqu'on nous a laissés sans gouvernement, soyons ce gouvernement à nous-mêmes, et que Paris sache faire sa destinée et son salut.

Voilà les considérations puissantes qui prévalaient dès le commencement de cette journée. Elles cédaient quelquefois à d'autres sentiments quand on voyait revenir du combat des soldats ou quelques gardes nationaux glorieusement blessés. Tous les genres de secours leur étaient prodigués. L'intérêt et l'admiration se portaient particulièrement sur les soldats de la vieille garde, et quelques voix, surtout dans les faubourgs, parlaient alors de créneler les maisons, de dépaver les rues, d'élever des barricades, de se munir dans chaque étage de matières enflammées, de vases d'eau bouillante pour les jeter sur les ennemis qui oseraient pénétrer. Ces sortes de résolutions n'ont d'effet que lorsqu'elles sont inspirées par le désespoir des mères et l'ardeur impétueuse des jeunes gens. Ici les jeunes

gens valides étaient rares, et les femmes lassées de porter le deuil de leurs enfants et de leurs maris.

Je ne veux point achever ce lamentable tableau sans parler d'un fait qui en augmente encore la profonde tristesse. Dans cette partie du boulevard où circulent les spéculateurs de la Bourse, on continuait le jeu de la hausse et de la baisse au bruit des détonations qui foudroyaient nos collines, et suivant qu'elles s'approchaient ou semblaient s'éloigner. Souvent ces joueurs avides sortaient des murs pour observer les chances du combat et en rapportaient ou fabriquaient les nouvelles qui pouvaient favoriser leurs spéculations. Jetons maintenant nos regards au dehors pour suivre les événements, non du siége, mais de la bataille. C'était la plus inégale qui se fût encore livrée dans le cours d'une campagne où les malheurs étaient rachetés par tant de gloire et de vertus militaires. Marmont commandait cette armée, dont les forces effectives ne se portaient d'abord qu'à douze ou treize mille soldats éprouvés, et qui, dans la journée, reçut à peine un renfort de quatre à cinq mille hommes. Un décret de Napoléon daté d'Épernay, l'avait investi de ce commandement, quoique le maréchal Mortier duc de

Trévise, eût obtenu ce grade avant lui. Il avait dès la veille, compris la nécessité de défendre Paris sur le point le plus accessible aux ennemis, c'est-à-dire près des villages de Romainville et de Pantin, et dans ce but, il avait pris avec lui les deux tiers de cette faible armée, laissant au maréchal Mortier le soin de défendre la chaîne des collines situées plus au nord, parmi lesquelles domine celle de Montmartre, regardée comme le boulevard de Paris. Ce qu'on a peine à concevoir, c'est que ce point culminant était le plus mal défendu; on n'y avait porté que des corps isolés, et entre autres, environ sept cents hommes de garde nationale rassemblés au hasard sous les ordres du maréchal Moncey, un bataillon de sapeurs-pompiers et six pièces de campagne servies avec adresse et intrépidité par les élèves de l'École polytechnique. Ce point, si faiblement défendu, fut aussi faiblement attaqué. Blücher s'était persuadé que le fort de la résistance était là et lui coûterait d'énormes sacrifices; il ne l'attaqua sérieusement que lorsque les postes de Belleville, de Ménilmontant, de Chaumont, du cimetière du Père La Chaise et de Romainville parurent plier sous l'effort des alliés.

Marmont et Mortier avaient à se défendre avec

leurs douze mille hommes contre quarante mille Autrichiens qui recevant de continuels renforts, devaient accabler nos Français par un nombre plus que décuple et cependant, depuis sept heures du matin jusqu'à une heure, les avantages restèrent balancés. Un fait constaté par les rapports des alliés eux-mêmes, c'est qu'ils perdirent plus d'hommes qu'ils n'avaient d'ennemis à combattre. Les deux maréchaux semblaient invincibles par la force indomptable de leur courage et la vivacité soutenue et toujours croissante de leur feu. Il y eut même un moment où Schwartzenberg, épouvanté de la grandeur de ses pertes et du découragement de ses troupes, parut prêt à renoncer à l'attaque lorsqu'il reçut de Blücher le renfort de douze mille hommes de la garde royale prussienne. Dans ce corps d'élite figuraient ces belliqueux étudiants des universités allemandes avec plusieurs de leurs professeurs, soit à leur tête, soit dans leurs rangs. On y reconnaissait surtout, à la couleur funèbre de leur drapeau, à leurs chants belliqueux, à leurs regards où flamboyait la vengeance, les guerriers qui, sous les ordres de Schill et du duc de Brunswick-Oëls, avaient survécu à l'écroulement de la monarchie prussienne et s'étaient battus avec rage sur le der-

rière de notre grande armée victorieuse; ils invoquaient avec ferveur le nom de leur reine Louise de Prusse, devenue pour eux la sainte du patriotisme, et celui du grand Frédéric. Ils arrivaient en grande hâte pour arrêter les progrès de Marmont qui, descendu des hauteurs de Romainville, venait après de grands efforts, de reprendre sur les alliés le village de Pantin. Mais un plus grand danger menace encore. Ces guerriers, altérés de vengeance, ne sont que l'avant-garde de l'armée prussienne, forte de cent mille hommes; elle forme de longues bandes noires à l'horizon et s'annonce par une canonnade à laquelle se mêlent d'horribles clameurs. Une cruelle certitude se manifeste à nos défenseurs : ils savent maintenant qu'ils n'ont point affaire à une seule armée, mais à tout l'ensemble des forces des alliés. Marmont évacue Pantin pour reprendre une position plus favorable sur le saillant de Romainville, et, par des décharges furieuses, il couche à terre une longue ligne des assaillants. Mais ceux-ci vont revenir à la charge aiguillonnés par la fureur et encouragés par leur nombre. C'est dans ce moment que le maréchal, forcé de juger l'urgence de sa position, écrit au roi Joseph qu'il ne peut plus se défendre qu'avec peine contre ce flot d'ennemis. Le maré-

chal Mortier est forcé bientôt de donner un avis semblable, et cependant les deux intrépides maréchaux se défendent encore pendant trois heures.

Où était ce roi Joseph dont on attendait la décision suprême? Logé avec son frère Jérôme et le ministre de la guerre Clarke dans une maison à mi-côte de la butte Montmartre, ils semblaient ne remplir qu'un office de curieux inquiets. Armés de leur longue-vue, ils attendaient l'événement, en calculaient les chances avec anxiété, et ne prenaient aucun soin pour raffermir le cœur des Parisiens. Ils ont vu par eux-mêmes s'avancer dans le lointain les longues colonnes de l'armée prussienne. Joseph conçoit un peu prématurément, que l'heure fatale est arrivée; il s'occupe de son salut en oubliant celui de la capitale. Il écrit quelques lignes pour autoriser les maréchaux à capituler, et part au grand galop avec Jérôme et le ministre de la guerre pour aller retrouver à Blois l'Impératrice régente et le roi de Rome.

Cette fuite fut bientôt connue dans Paris et y produisit une détonation de murmures auxquels se joignaient d'amères plaisanteries dont les Français ne peuvent perdre l'habitude, lors même que la gravité sinistre de l'événement les

repousse. Cependant, après le départ des deux rois, le général Dejean, envoyé par l'Empereur lui-même, est accouru sur la butte Montmartre, demandant à grands cris le roi Joseph pour lequel il a des instructions. On le lui montre fuyant dans la campagne. Il y court; il l'atteint. « L'empereur, lui dit-il, marche à la délivrance de Paris; il vous ordonne de tenir ferme jusqu'à son arrivée, qui peut avoir lieu dans vingt-quatre ou trente-six heures. — Il n'est plus temps, répond Joseph; l'ennemi est sur le point de s'emparer de toutes les hauteurs qui défendent Paris et peut l'accabler de ses feux. Je ne puis rester dans cette ville; les ennemis ne manqueraient pas de me prendre pour ôtage ainsi que mon frère, et l'Empereur ne pourrait me pardonner un tel affront fait à sa gloire. » Et cependant Marmont et Mortier continuent encore une défense désespérée. L'ordre du roi Joseph pour la capitulation éventuelle était daté de Montmartre, à onze heures et demie, et cependant les maréchaux n'entrèrent en pourparlers avec le prince de Schwartzenberg qu'à quatre heures. Ils remplirent, eux et leurs soldats, ce long et terrible intervalle par des prodiges de constance et de courage. Chassés des hauteurs, ils se défendaient encore dans les premières maisons des fau-

bourgs. Marmont venait de perdre le cinquième cheval tombé sous lui. Il avait mis l'épée à la main et se battait en grenadier. Il était superbe du désordre belliqueux de sa personne; ses habits et son chapeau étaient criblés de balles; il tenait en écharpe son bras fracassé par un biscaïen à la malheureuse bataille de Salamanque, et, à la bataille plus malheureuse encore de Leipsick, un boulet avait emporté l'index de sa main droite; sa longue barbe déclarait que depuis plusieurs jours il avait négligé tout soin de sa personne pour ceux de son commandement. Deux généraux, Ricard et Pelleport, avaient été blessés à ses côtés. Le maréchal Mortier n'était pas moins imposant par ces traces glorieuses du combat imprimées partout sur sa haute et noble taille. Par ce portrait des deux généraux, figurez-vous celui de chacun de leurs soldats, et surtout des grenadiers de la garde impériale. Le seul mot de plainte qu'on leur entendit proférer fut celui-ci : « Ils sont trop! » et ces braves étaient restés aussi fermes à leur poste que si les chances du combat avaient été égales. Non, je ne puis croire que ce dévouement héroïque n'ait été qu'un vain luxe de gloire pour une nation qui en était déjà comblée; elle produisit de salutaires effets pour le salut de Paris, même

alors que les alliés s'en rendirent maîtres. L'admiration arrêtait chez les Prussiens et les Russes ces transports de vengeance qui les avaient amenés de si loin et à travers tant d'obstacles à ce terme de leurs vœux. Tout disait à ces soldats, à leurs généraux et à leurs souverains : « Ne poussez pas au désespoir une armée qui produit de tels hommes. Ils n'étaient que douze mille, mais songez qu'une armée de cinquante mille héros marche derrière vous et à votre rencontre sous les ordres de Napoléon. »

Blücher venait d'assurer, pour les alliés, le succès de cette journée décisive, en s'emparant de Montmartre où un très-petit nombre de combattants lui avaient fait éprouver des pertes très-sensibles. C'étaient des sapeurs-pompiers, deux cent trente élèves de l'école polytechnique et environ trois cents gardes nationaux; d'autres pelotons de la même garde avaient été portés sur d'autres points; on estime à sept cents le nombre de ceux qui prirent part au combat. Cette armée héroïque perdit plus du tiers de ses combattants; elle avait eu à soutenir le choc de cent mille hommes!

Ce fut à quatre heures du soir qu'il y eut une suspension d'armes pour traiter de la capitulation; elle ne fut signée qu'à deux heures du

matin entre le colonel Orlof, aide de camp de l'empereur de Russie, et le colonel comte de Parre, aide de camp du prince de Schwartzenberg d'une part; et de l'autre, le colonel baron Fabvier, attaché à l'état-major du maréchal Marmont, aide de camp du duc de Raguse, à qui l'histoire doit les détails les plus exacts sur les opérations du sixième corps, et le colonel Denys de Danrémont qui depuis, nommé gouverneur de l'Algérie fut par une fatalité déplorable, tué sous les murs de Constantine, avant le brillant assaut qui nous en rendit maîtres. Voici cette douloureuse capitulation : Les corps des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse évacueront la ville de Paris le 31 mars, à sept heures du matin; ils emmèneront avec eux l'attirail de leur corps d'armée. Les hostilités ne pourront recommencer que deux heures après l'évacuation de la ville, c'est-à-dire le 31 mars à neuf heures du matin. Tous les arsenaux, ateliers, établissements et magasins militaires seront laissés dans le même état où ils se trouvaient avant qu'il fût question de la présente capitulation. La garde nationale ou urbaine est totalement séparée des troupes de ligne; elle sera conservée, désarmée ou licenciée, selon les dispositions des cours alliées.

Le corps de la gendarmerie municipale partagera entièrement le sort de la garde nationale. Les blessés et maraudeurs restés après sept heures à Paris, seront prisonniers de guerre. La ville de Paris est recommandée à la générosité des hautes puissances alliées.

Fait à Paris, le 31 mars 1814, à deux heures du matin.

CHAPITRE XLVIII.

CHUTE DE L'EMPIRE ET RESTAURATION (1814).

SOMMAIRE.

Nuit d'une sombre attente à Paris. — Lyon se rend à l'armée autrichienne. — Députation du corps municipal à Bondy, vers l'empereur Alexandre. — Paroles rassurantes. — Entrée des alliés à Paris, et d'abord incertitude et défiance réciproques. — La confiance renaît bientôt et se prononce avec force. — Les femmes en donnent le signal et distribuent des cocardes blanches. — Alexandre logé chez le prince de Talleyrand. — Conseil nocturne entre les souverains et plusieurs ministres. — Résolution prise contre Napoléon. — Rejet de la régence. — Louis XVIII reconnu par les alliés. — Sénatus-consulte proposé par Talleyrand au Sénat. — Garanties pour Paris et pour l'ordre constitutionnel. — Déchéance de Napoléon et de sa famille décrétée par le Sénat. — Effervescence générale de l'opinion manifestée au théâtre, par les journaux et par un écrit de Chateaubriand. — Enthousiasme pour l'empereur Alexandre, qui se rend protecteur du régime constitutionnel. — Adhésions de tous les corps au décret de déchéance. — Formation du gouvernement provisoire. — Trouble de Napoléon en apprenant la marche des alliés sur Paris. — Il fait en vain une extrême diligence. — Il arrive à Fontainebleau le 31 mars, et s'élance le lendemain jusqu'à Fromenteau, où il reçoit les nouvelles les plus accablantes. — Son désespoir. — Il déclare à son armée sa résolution de marcher sur Paris. — La vieille garde y applaudit ; les maréchaux s'y refusent. — Ils déterminent l'Empereur à une abdication en faveur de son fils. — Nuit agitée et mystérieuse de Fontainebleau. — Députation de Ney, Macdonald et Marmont vers Alexandre. — La principauté de l'île d'Elbe laissée à Napoléon. — Capitulation du corps d'armée

de Marmont avec le prince Schwartzenberg. — Glorieuse bataille de Toulouse ; mais cette ville est occupée par les Anglais. — Célèbres adieux de Napoléon à son armée. — Son départ.

Tout cœur français reste froissé au souvenir de notre capitale occupée par les armées de l'Europe. Le temps, loin d'effacer cette cicatrice, la fait saigner de nouveau. On ne voit plus, ou l'on voit sous un faux jour, les causes et le véritable auteur de ce désastre. Il faudrait pourtant se rappeler le secours que nous prêta la Providence dans une si cruelle extrémité et celui même que nous avons tiré de la commune sagesse. Comment peut-on oublier que notre liberté constitutionnelle date pourtant de ces jours de si triste mémoire ; que ce bienfait s'est successivement étendu sur plusieurs de ces peuples alors nos ennemis ; que d'autres y aspirent, et que la plus longue paix continentale dont l'histoire nous offre l'exemple, a été une source féconde de merveilles et de découvertes qui promettent de plus douces destinées à la société humaine? Heureux si nous gardons dans le cours de nos prospérités renaissantes, la prudence qui nous a fait sortir de nos désastres!

Les passions malveillantes et les illusions pernicieuses nous menacent aujourd'hui de leur réveil ; je ne leur payerai point dans ma vieil-

lesse, un tribut que je leur ai refusé dans un âge plus mobile et plus ouvert à des espérances fallacieuses. Un avertissement qui part des bords de la tombe, et que l'histoire justifie, peut avoir quelque autorité.

Vous figurez-vous les anxiétés d'une ville si longtemps dominatrice, dont toutes les portes sont ouvertes aux armées de l'Europe, qui se disent conjurées, sinon pour sa destruction, du moins pour sa ruine? Le maréchal Marmont n'a capitulé que pour son armée et ne pouvait aller au delà, puisqu'il n'exerçait aucun pouvoir politique, soit au nom de l'Empereur, soit au nom de l'Impératrice régente, soit à celui des ministres absents. Les maires de Paris frémirent d'une telle position. Du haut de ces collines occupées la veille et abandonnées par ses défenseurs, l'incendie pouvait se répandre, lancé par sept bouches de volcans. Un grand sentiment de confiance reposait cependant sur l'empereur Alexandre dont les proclamations annonçaient un caractère modéré et dont on avait vanté les vues et les actes philanthropiques. Il combattait les Français en les admirant et déclarait ne combattre que leur chef, agresseur injuste de ses États. Nos magistrats, le préfet de la Seine M. de Chabrolles, le préfet de po-

lice, M. Pasquier et huit maires de Paris parvinrent dans la nuit au village de Bondy, où il avait établi son quartier général; ils attendirent son réveil; son aspect serein et bienveillant dissipa ou atténua beaucoup de craintes. On rapportait qu'il avait été provoqué à une résolution barbare par cette question du comte de Müffling : « Faut-il éclairer, c'est-à-dire brûler Paris? » et qu'il s'était montré révolté d'une telle proposition. Il répéta devant les municipaux, la déclaration souvent faite par lui, qu'il n'avait dans cette guerre, nul tort d'agression et qu'il n'avait voulu que mettre ses États et l'Europe à l'abri de l'invasion. Le son de sa voix était loin de tout emportement, et rien ne respirait en lui ni la vengeance ni l'ivresse de la victoire; il s'informa si l'Impératrice et son fils étaient encore à Paris, et parut satisfait en apprenant que l'un et l'autre, et que les frères de l'Empereur en étaient partis. Il avait fait la même question sur M. de Talleyrand, d'un ton qui annonçait que c'était le seul négociateur avec lequel il voulût traiter.

L'entrée de l'armée alliée fut précédée d'une tentative faite par plusieurs jeunes royalistes, parmi lesquels on remarquait MM. Pelletier, de Morfontaine, Sosthène de La Rochefou-

cauld et César de Choiseul, pour décider les groupes de curieux à pousser le cri de Vive le Roi ! sur le passage des armées alliées. L'indécision que montrait l'empereur Alexandre, sur le retour des Bourbons, les avait portés à provoquer ces témoignages. L'effet de leurs discours fut faible; les spectateurs se montraient indécis plutôt qu'irrités, et dans les rangs de la garde nationale, plusieurs voix répétaient : « Les Bourbons, soit; mais avec des garanties. » Ces voix, quoique isolées, exprimaient le véritable sentiment de Paris et de la nation. Déjà cependant circulaient sur nos places un assez grand nombre de personnes portant des cocardes blanches que le peuple voyait avec plus de surprise que de colère.

M. de Talleyrand, informé du désir que l'empereur Alexandre avait témoigné de communiquer avec lui, s'était fait transporter rapidement à Bondy. Une courte entrevue entre ces deux personnages eut des résultats plus prompts, plus décisifs que n'en produisirent les longues négociations des traités de Westphalie et d'Utrecht. Alexandre stipulait pour l'Europe, Talleyrand pour la France. Leur mission à l'un et à l'autre naissait de la nécessité. Jamais on ne parvint plus rapidement à

s'entendre pour des données préliminaires. Alexandre en avait conféré depuis les grands succès des alliés avec son ministre des affaires étrangères, M. de Nesselrode, et M. de Talleyrand avec les principaux membres du Sénat. La déchéance de l'Empereur était la base principale de tout l'arrangement, et pour la forme de gouvernement qui devait lui succéder, Alexandre affectait de se montrer supérieur à tous les préjugés, à toutes les exigences d'un autocrate. « C'est à la nation française, disait-il, c'est du moins au corps qui la représente, de déterminer le gouvernement qui lui convient. » Plus cette concession semblait large, illimitée, plus la prudence exigeait de la restreindre au parti qui semblait le plus conforme aux besoins de la France et aux vœux des alliés, c'est-à-dire aux Bourbons. Le point important était de stipuler toutes les garanties qui pouvaient rendre leur retour acceptable pour la France après une révolution qui avait déplacé tous les modes d'existence. M. de Talleyrand les énonça dans des termes formels et positifs. 1° maintien du Sénat et du Corps législatif : 2° confirmation des grades, honneurs et pensions pour l'armée et les officiers et soldats en retraite; 3° garantie de la dette publique; 4° les ventes des domaines

nationaux déclarées irrévocables; 5° silence imposé pour la recherche des opinions et des actes politiques; 6° liberté des consciences et liberté de la presse avec la répression légale des délits commis par ce moyen.

Le czar accepta toutes ces conditions sommairement présentées. C'était une capitulation faite après la victoire, et la politique n'en avait jamais sanctionné de plus large. La Révolution, loin d'être entraînée par la chute de Napoléon, y reparaissait avec une vigueur qu'elle avait perdue sous l'Empire. On trouvait, dans ce court programme, réponse à tous les sujets d'alarmes dont on s'était préoccupé depuis plusieurs mois et qui paraissaient si prêtes à se réaliser. Tout semblait permis, soit à la vengeance, soit à la cupidité. M. de Talleyrand et ses amis avaient fait circuler, dans tous les rangs de la société, la nouvelle des dispositions libérales de l'empereur Alexandre. Les images d'une liberté renaissante tempéraient les amertumes du jour. Entre tous ces hommes alliés, nous pouvions lever le front haut, puisque nous redevenions le peuple libre et que l'autorité absolue des monarques du Nord n'osait plus nous disputer ce fruit de nos labeurs et de nos victoires. Les âmes fortes comprenaient que cette

liberté ressaisie saurait maintenant résister aux plus fortes attaques, dès qu'elle serait suffisamment armée contre l'anarchie qui seule l'avait diffamée et détruite parmi nous. Si la chute de Napoléon était un gage de sécurité pour l'Europe, elle était pour nous un gage de libération politique. Dès le matin, une proclamation du prince de Schwartzenberg apprenait que la ville de Lyon s'était rendue à l'armée autrichienne.

L'armée alliée défilait le long de nos spacieux boulevards, dans un bel ordre, dans un appareil imposant, au son éclatant des trompettes, et d'abord les vainqueurs et les vaincus s'examinaient avec un air de défiance réciproque. Le nombre des curieux était immense et manifestait d'abord la dignité sévère qui convient à un noble peuple, dans de telles circonstances. Ce n'était pas sans inquiétude que les étrangers contemplaient cette masse immense qui semblait les enceindre et les presser de tous côtés. Ces toits élevés, ces fenêtres d'où plusieurs sortes de projectiles meurtriers pouvaient être lancés sur leurs têtes, ces rues étroites d'où pouvaient débusquer des groupes ennemis et leur offrir un refuge. On ne les provoquait pas, on semblait attendre qu'un acte de violence

commis par eux excitât une commotion générale, signal d'une fureur aveugle et d'un combat désespéré; mais la figure de ces soldats était aussi calme que s'ils se fussent rendus à une revue de Pétersbourg ou de Postdam. Bientôt s'effacèrent des deux côtés, tous signes de défiance et de crainte. Les cris de Vive le Roi! devenaient plus fréquents, plus animés; ils étaient proférés avec enthousiasme par un grand nombre de dames que l'on voyait distribuer des cocardes blanches; ils retentissaient à des croisées et sur des balcons peuplés d'une société élégante. La sécurité eut ses progrès et devint une confiance expansive qui éclata et se renouvela de distance en distance à la vue du groupe magnifique où figurait l'empereur Alexandre à la tête des rois et des princes ses alliés. Les regards se portaient avec prédilection sur ce jeune souverain que Napoléon lui-même nous avait fait aimer dans le récit des conférences et des fêtes de Tilsitt et d'Erfurth. Sa figure noble, calme et surtout bienveillante répondait à toutes les espérances qu'on en avait conçues. Au-dessus de sa dignité impériale brillait en lui celle d'un caractère probe, ouvert, confiant et ferme, sans rudesse. Quoique parvenu à l'âge mûr, il conservait ce qui fait le plus grand

charme de la jeunesse. On voyait qu'il aimait la gloire et qu'il savait la comprendre comme un monarque chrétien sur qui avaient relui quelques rayons de la philosophie nouvelle. Personne n'osait ou ne pouvait se souvenir de la fatale catastrophe qui l'avait fait monter prématurément sur le trône, ou l'interpréter contre lui. Capable d'une exaltation religieuse, il semblait se considérer comme ayant reçu une mission céleste pour opérer la réconciliation des peuples entre eux après une si longue extermination. Eh bien! pourquoi nous en défendre? nos cœurs s'ouvraient au même sentiment, et jusque chez ces soldats étrangers, le besoin de la paix étouffait le cri de la vengeance. Le ciel était serein. Au premier souffle du printemps semblait répondre le premier souffle de la paix. Fatigués de la guerre, nous l'étions surtout des haines à la fois factices et meurtrières qu'elle inspire contre des hommes qui ne nous sont connus par aucune offense personnelle. C'est une rude violence faite au cœur que de le forcer à haïr sans motif et sans mesure, et chacun aimait à se dégager de ce fardeau. Notre part de gloire avait été tellement immense et tellement supérieure à celle des peuples anciens et modernes, que nous pouvions, sans être hu-

miliés, prononcer notre vœu pour la paix en face de ces baïonnettes ennemies, et en regardant ces buttes de Chaumont, de Belleville ou de Montmartre, où un débris épars de notre armée avait si vaillamment soutenu la veille, le choc de l'Europe, liguée moins contre nous que contre notre monarque absolu. Ce n'était point l'orgueil d'un triomphateur qui brillait sur les traits de l'empereur Alexandre; il était aussi calme, aussi simple que s'il avait visité Paris en voyageur comme le czar Pierre, le plus illustre de ses aïeux. Auprès de lui était Guillaume, roi de Prusse, qui se subordonnait à lui, non comme à l'autocrate, mais comme à un libérateur assez puissant, assez humain pour dicter cette réconciliation devenue le besoin commun des cœurs. L'empereur d'Autriche manquait à cette entrée. Quelques jours auparavant, le mouvement de Napoléon sur les derrières de l'armée alliée, lui avait causé un tel trouble, qu'il avait cherché précipitamment un refuge à Dijon, occupé par un grand corps de troupes autrichiennes. L'Angleterre était représentée dans cette marche non par le duc de Wellington que le maréchal Soult arrêtait aux pieds des Pyrénées, mais par son principal ministre, lord Castlereagh, qui lui-même paraissait animé

d'un grand désir de la paix européenne, et ne la compromettait point par l'arrogance anglaise.

A mesure que se prolongeait le défilé des cinquante mille hommes qui venaient occuper Paris, la confiance et l'enthousiasme même s'exaltaient sans doute jusqu'à l'excès. L'âme d'Alexandre s'épanouissait visiblement à ces témoignages d'une popularité inespérée et venant d'un peuple connaisseur en gloire. C'était un conquérant que nous avions conquis en un quart d'heure, et les femmes avaient la plus grande part à cette victoire d'une espèce nouvelle. Elles y apparaissaient comme mères, comme les anges de la famille ; leurs époux, leurs frères et leurs fils allaient leur être rendus ; elles jouissaient d'avance du bonheur qu'elles retrouveraient encore dans leur famille cruellement décimée. Je parle ici du sentiment le plus général et le plus respectable qui causait leur exaltation. Il faut songer aussi que plusieurs d'entre elles sortaient des angoisses profondes auxquelles les avait livrées le combat de la veille sous les murs de Paris. N'avaient-elles pas cru voir reluire sur nos magnifiques monuments, les flammes de Moscou, le pillage, la dévastation et le viol la plus grande horreur de la guerre, souiller leur foyer? D'une crainte excessive

elles passaient à une confiance sans borne, et tous les simulacres que la peur forge dans une nuit agitée se changeaient pour elles en douces illusions. De toutes les croisées, de tous les balcons elles agitaient des mouchoirs blancs en signe d'allégresse. Plusieurs de ces dames ajoutaient à ce mobile une exaltation royaliste vivement prononcée et qui se conformait peu aux précautions de la prudence. Aux cris de Vive le Roi! quelques-unes ajoutaient le cri inconvenant de Vive nos amis les alliés!

Ce fut sans doute, et nous avons pu le reconnaître après coup, une grave imprudence que la substitution instantanée de la cocarde blanche à la cocarde tricolore parée d'immortels souvenirs. C'était mal reconnaître les exploits de nos guerriers, et c'est à cette faute que l'on peut attribuer la fatale catastrophe des Cent-jours. Les femmes se plurent trop à cette distribution qui eut un rapide succès; elles croyaient renouveler les souvenirs chevaleresques. Que l'aveugle enthousiasme, que la vanité, que la mobilité du caractère français aient eu une part à cette proclamation populaire de la paix universelle, c'est ce que l'histoire ne peut nier.

Cette journée ne fut point une révolution, mais elle manifesta celle qui, depuis plusieurs

années, s'était opérée dans les âmes, c'est-à-dire la fatigue de la guerre jointe à celle du gouvernement absolu. On y voyait avec évidence que Napoléon, conquérant obstiné, avait cruellement amorti le souvenir des années bienfaisantes du Consulat. Tant de gémissements, tant de murmures étouffés, faisaient une explosion que chacun jugeait plus ou moins déplacée, mais ne pouvait contenir. On attendait qu'il eût perdu tout pouvoir de nous entraîner et de nous perdre dans ses frénésies de gloire, pour l'admirer et pour le plaindre.

Une manifestation énergique jusqu'à l'imprudence fut un trait de lumière pour l'empereur Alexandre. Il s'était réservé de consulter les vœux du peuple français. Les royalistes d'un côté, et de l'autre les amis de la liberté, s'unissaient pour le vœu de la déchéance de Napoléon. Ils ne craignaient pas de protester contre le despotisme, en présence d'un autocrate. N'était-ce pas lui rendre un hommage délicat que de le croire affranchi des préjugés de sa naissance, de sa nation et du trône qu'il occupait? Lui-même le comprit ainsi, et sa fierté n'en parut pas choquée un seul moment. Il fit bien plus, il mit sa gloire, il employa ses soins à faire refleurir parmi nous, et surtout à fonder

sur des bases plus solides le gouvernement représentatif, objet de terreur pour les souverains absolus.

Tous les partis lui surent gré de ne point venir occuper le palais des Tuileries, et de s'éloigner ainsi de l'exemple donné par l'empereur Napoléon à chacune des occupations des grandes capitales. Les royalistes y voyaient un égard pour Louis XVIII appelé à rentrer bientôt dans le palais de ses pères, et d'autres applaudissaient à un acte de modération qui supprimait un droit du vainqueur. Les amis de la paix et de l'ordre constitutionnel le virent avec plaisir prendre un logement plus modeste dans l'hôtel du prince de Talleyrand, suivant l'offre que celui-ci lui en avait faite. Cet homme d'État a fait des engagements trop sérieux avec la Révolution de 1789 pour se rendre l'organisateur d'un système contre-révolutionnaire. C'était acheter, avec autant d'imprudence que de bassesse, l'ignominie d'un pardon peu durable peut-être. Ses mesures étaient mieux prises, soit pour sa sûreté, soit pour l'honneur de sa patrie. Ses principes de liberté politique avaient été ceux de Mirabeau son ami, surtout depuis que le grand orateur, le puissant révolutionnaire, s'était fait le protecteur et mal-

heureusement le pensionnaire d'un roi qui s'avançait à grands pas vers sa chute, par sa faiblesse et son irrésolution. A juger par le résultat, on dirait que le génie de Mirabeau devint dans cette grande circonstance le guide du génie moins élevé, mais non moins habile de Talleyrand.

Alexandre sentait les difficultés de sa position, et la victoire qui lui avait valu l'occupation de Paris n'était pas de nature à les lui faire oublier. Une armée marchait derrière lui et à sa rencontre; elle était conduite par l'homme aux prodiges et comptait encore quarante ou quarante-cinq mille combattants de Champaubert, de Montmirail et des vétérans qui étaient entrés en vainqueurs dans toutes les capitales de l'Europe. Elle pouvait tirer de puissants renforts d'une population irritée par le pillage, et surtout d'une grande partie des forces qui restaient encore dans nos formidables et nombreuses places de guerre. Mais la plus puissante ressource qui se fût offerte au désespoir de Napoléon eût été dans Paris même occupé par l'ennemi, si la conquête avait suivi les procédés violents et tyranniques qui en marquent ordinairement le cours, si cette capitale avait été livrée aux rapines des Cosaques, aux

représailles prussiennes, telles qu'elles étaient annoncées dans des chants et des cris furieux, aux brutalités allemandes qui avaient paru intolérables aux départements conquis, et enfin à des prétentions et des mouvements contre-révolutionnaires qui eussent menacé des droits acquis et confirmés par les lois et par le temps. L'armée de Napoléon, se présentant pour la délivrance de Paris frémissant sous un joug odieux et dégradant, y eût excité des soulèvements qui peut-être eussent approché des Vêpres siciliennes. Nos grands maréchaux, nos ardents officiers, nos vétérans chargés de gloire, et nos jeunes soldats déjà leurs émules, eussent encore surpassé, s'il est possible, les plus beaux faits de leur héroïsme pour venger l'honneur de leurs foyers, pour affranchir leurs familles et leurs concitoyens, et enfin pour conserver au monde des monuments, des institutions qui sont les plus anciens et les plus glorieux fanaux de la civilisation européenne. De tels motifs de prudence et de modération n'agissaient pas seulement sur l'esprit des souverains et de leurs ministres, ils se faisaient encore sentir instinctivement à tous leurs soldats qui venaient la veille de se mesurer avec les nôtres. Chacun de nous a pu les voir, pendant plusieurs jours, em-

barrassés, indécis; ils redoutaient les chances d'un combat engagé sous les murs de Paris et d'une population qui réveillait de si terribles souvenirs. Napoléon vaincu, semblait encore les poursuivre.

C'était Alexandre qui avait décidé ce hardi mouvement sur Paris, auquel répugnait la circonspection et peut-être alors la politique de l'Autriche. Ce n'était point chez lui une inspiration de la fureur ni même de la haine. Certainement il avait reçu, par des voies diverses et les moins suspectes, des renseignements sur les dispositions politiques de cette ville. L'événement avait rempli et surpassé ses espérances. La direction suprême de cette ligue de peuples et de rois lui avait été tacitement déférée par le fait et non par le droit, puisque un autre empereur, l'un des successeurs de Charlemagne, siégeait à ses côtés, et puisqu'il ne fournissait pas le plus ample contingent de troupes à l'armée européenne; mais son ascendant avait prévalu parce qu'il se montrait à la fois le plus ferme dans ses résolutions, le plus modéré dans ses désirs et le plus exempt de passions. Le premier éloge que l'histoire lui doit est celui de la prudence; mais il l'accompagna d'un haute vigilance, de ces grâces augustes

qui gagnent le cœur, et de cette sincérité qui chez un ferme caractère, est la meilleure arme de la politique.

Le jour même de l'entrée des alliés, d'imprudents royalistes, conduits par M. de Maubreuil, avaient imaginé de renverser la statue de Napoléon pour en faire un trophée aux pieds de l'ennemi; détestable imitation des saturnales militaires des Romains lorsqu'ils brisaient les statues des empereurs qu'ils venaient d'égorger après les avoir adorés la veille. Ces turbulents amis des Bourbons attachèrent des cordes à l'imposante statue placée sur la colonne Vendôme, firent de vains efforts pour l'entraîner à force de bras, et ensuite par le mouvement de chevaux fortement lancés. Après avoir échoué dans cette tentative, ils allaient demander un renfort aux alliés, lorsque l'empereur Alexandre, instruit de ce désordre, le réprouva formellement en prononçant ces mots : « Il est juste que chaque nation jouisse des trophées de sa gloire. » Nous y vîmes le salut des monuments qui flattaient le plus notre orgueil. Ce même soir, en passant sur la place Vendôme, ses regards se portèrent sur cette statue placée à une hauteur qui permet mal d'en observer le caractère, et ce type romain, si remarquable

dans les traits de Bonaparte; l'autocrate prononça ce mot philosophique : « Si j'étais placé si haut je craindrais d'être étourdi. » Il fut plus heureux encore lorsque, dans un cercle où il était entouré des hommages empressés des royalistes, l'un d'eux lui dit : « Ah! pourquoi notre auguste libérateur n'a-t-il pu venir plus tôt! » Alexandre répliqua par ce mot plein de délicatesse et de véritable grandeur : « N'en accusez, messieurs, que la valeur française. »

La nuit qui suivit cette entrée des alliés, qu'on peut appeler un concert pacifique, fut une des plus notables de l'histoire de la Révolution, et l'on se plut à croire qu'elle en était la clôture. Alexandre convoqua, chez le prince de Talleyrand, dans la rue Saint-Florentin, un conseil composé de huit personnes seulement; les voici : l'empereur de Russie, le roi de Prusse, le prince de Schwartzenberg, le prince de Lichtenstein, le prince de Talleyrand, le duc de Dalberg, ami de ce dernier; les comtes de Nesselrode et Pozzo di Borgo. Nous n'en avons point de relation officielle, et quelques lueurs prises dans des récits rapides et tronqués ne peuvent en donner qu'une idée incomplète; mais le résultat parle. Il était prononcé d'avance par Alexandre sur les trois points de la délibé-

ration : la déchéance de Napoléon, le rétablissement des Bourbons et des garanties constitutionnelles pour la France. En sortant de la revue il avait dit à M. de Talleyrand : « Eh bien! il paraît que la France veut les Bourbons? — C'est ma persuasion, » avait répondu le conspirateur diplomate. Le premier point, la déchéance, ne trouva que des avis unanimes. La régence fut un peu plus débattue. Les deux ministres autrichiens semblaient devoir pencher pour le gouvernement de Marie-Louise; mais l'empereur leur maître était absent et retenu encore à Dijon. On peut même douter qu'il y prît un vif intérêt; il craignait encore et l'influence et le retour de celui qui était entré deux fois dans sa capitale. Les liens d'une auguste alliance pouvaient ne pas plus arrêter le gendre qu'ils n'avaient arrêté le beau-père. Le prince de Schwartzenberg, qui le représentait dans ce congrès improvisé, n'avait probablement pas reçu des instructions positives sur ce sujet, car il défendit très-mollement la cause de la régente et du roi de Rome, et céda facilement à l'avis du rétablissement de Louis XVIII, pour lequel penchaient son cœur et ses principes. Le prince de Lichtenstein, qui souvent avait négocié avec Napoléon et en avait reçu des té-

moignages d'une estime et d'une affection intéressées, soutint plus vivement la régence, comme plus conforme aux vœux de la France, qui avait si longtemps prospéré sous le régime impérial destructeur de l'anarchie. Il ne fut appuyé que par un seul membre de cette assemblée, le duc de Dalberg, neveu du prince primat de l'Allemagne, qui avait donné de grands gages de soumission à l'empereur Napoléon; il n'en était pas moins l'un de ses ennemis les plus prononcés. On ne sait pas quel motif d'intérêt général ou particulier le fit pencher pour la régence. Il soutint son avis avec chaleur; mais il fut vivement combattu par MM. de Talleyrand, de Nesselrode et Pozzo di Borgo. J'ai déjà rappelé de quelle haine héréditaire ce dernier était animé contre Napoléon et sa famille. Né Corse et sujet français, il n'avait fait qu'une apparition assez obscure dans la seconde de nos Assemblées, l'Assemblée législative; mais il y avait soutenu avec constance et loyauté le trône chancelant de Louis XVI. Quoiqu'il fût au service d'un autocrate, il gardait dans les intérêts de la France, sa première patrie, les principes de la liberté constitutionnelle. Presque ignoré à la tribune, il était puissant dans un conseil d'État par une improvisa-

tion familière, mais pleine de verve et forte de conceptions nettes et positives. Quant à M. de Nesselrode, ce fut auprès de lui que les royalistes trouvèrent l'accès le plus facile et le patronage le plus constant. M. de Talleyrand, l'homme le plus consommé dans la discrétion politique, avait paru flotter d'abord entre la régence et un prince de l'ancienne dynastie. Il ne voulait décourager personne parmi ceux qui voulaient comme lui le renversement de Napoléon; mais il est probable que son plan avait été tracé d'avance, et qu'il dirigeait en secret et de loin les conseils de Louis XVIII. L'empereur Alexandre venait à peu près de se déclarer; Talleyrand, qui se voyait arrivé à ses fins, rejeta cette fois les voiles d'une circonspection qui eût tout arrêté, tout compromis. La régence n'était à ses yeux qu'un déguisement dérisoire de l'Empire. « Est-ce un tel homme qui pourrait laisser son sceptre aux mains d'une femme et d'un enfant aux prises avec une révolution que seul il avait pu contenir et calmer? Quand il parviendrait (ce qu'on peut regarder comme impossible et comme hors de sa nature), quand il parviendrait à s'enfermer dans un calme philosophique, à se glacer d'indifférence et d'incurie, la trop juste défiance des rois,

des peuples et de la France elle-même, le verrait toujours dictant des actes qui annonceraient une vigueur renaissante. A la première lueur d'un danger, d'une discorde entre les souverains, d'un trouble domestique ou d'une guerre étrangère, on verrait bientôt ce Jupiter déchirer avec fureur le rideau, le nuage qui l'avait mal caché aux yeux. Ce ne serait point l'ombre de Napoléon, ce serait Napoléon tout entier, reparaissant avec son système d'absolutisme et son vaste plan de conquête. Il recommencerait sa carrière d'Empereur, comme il vient de recommencer sa carrière de général dans les plaines de la Champagne. Nulle force humaine ne peut dompter celui que n'a pu dompter l'hiver de Russie. Plus sa résurrection paraîtrait miraculeuse, plus elle redoublerait le fanatisme de ses soldats qui l'adorent toujours, même en tombant sous les coups de son ambition et de sa volonté de fer; et le peuple, qui suit volontiers le mouvement des soldats, parce qu'il est aveugle et passionné comme eux, ne verrait plus en lui que le vengeur de ses affronts, et serait animé plus que jamais dans sa haine fanatique contre l'étranger.

« Comment prendre ses sûretés avec un tel homme? On ne les obtiendrait que par des

moyens odieux qui répugnent aux grands cœurs des souverains. L'enchaîner, l'enfermer dans quelque île déserte, voilà donc quelles seraient les garanties d'une régence, soit pour la sûreté des nations, soit pour celle des Français éclairés qui veulent à la fois se réconcilier avec l'Europe, avec la monarchie, avec la liberté! »

Cette discussion sur la régence avait tranché d'avance la troisième question qui devait être proposée, c'est-à-dire le rétablissement des Bourbons; mais il y en avait une quatrième qui paraît n'avoir été que légèrement effleurée dans cette séance nocturne, c'était celle de savoir à quel titre Louis XVIII serait reconnu par les Français. Recouvrerait-il dans sa plénitude l'autorité absolue de ses ancêtres, démesurément agrandie par le cardinal de Richelieu et par Louis XIV? ou bien succéderait-il à Napoléon en héritant d'un pouvoir plus redoutable encore? Tel était l'avis de quelques royalistes outrés qui voulaient bien se contenter d'un tel absolutisme, sans songer qu'un seul homme au monde avait pu supporter ce fardeau, et qu'enfin il y succombait. Un troisième parti restait à prendre. Le Roi, pour se faire accepter des Français de 1789, donnerait-il des garanties pour les résultats les plus judicieux de la Révo-

lution, pour les droits et les intérêts qu'elle avait cimentés? C'était à cette dernière condition que Talleyrand avait promis son appui, celui de ses amis, du Sénat, et le concours d'une volonté nationale sans laquelle le trône de Louis XVIII ne pouvait être rétabli que sur le sable mouvant des révolutions. On connaît peu la manière dont il s'exprima, mais les résultats démontrent que ce fut sa principale occupation, et qu'il eut l'art et le bonheur de la faire prédominer dans le conseil des monarques absolus.

L'empereur Alexandre, déterminé plus facilement qu'on ne l'avait cru d'abord au rétablissement de Louis XVIII, répugnait sagement à l'opérer par un acte de la volonté des souverains alliés. C'était manifester trop ouvertement et pousser trop loin un droit de conquête dont une nation fière et belliqueuse se dégagerait bientôt par un soulèvement terrible qui ébranlerait encore l'Europe sur ses fondements. A quelle autorité fallait-il donc recourir pour arriver à ce grand résultat? M. de Talleyrand répondit, sans hésiter, au Sénat et au Corps législatif. L'adhésion de ce dernier Corps n'était pas douteuse, puisqu'il avait élevé un courageux murmure contre le despotisme et la fureur belliqueuse

de Napoléon, et qu'il s'agissait de le tirer du néant dans lequel il avait été replongé par un acte fougueux du despote. Quant à l'acquiescement du Sénat, le problème était fait pour étonner l'imagination. N'était-ce pas ce Corps salarié et richement doté qui avait successivement investi Napoléon de pouvoirs à peu près illimités? Mais j'ai déjà dit que l'esprit d'opposition fermentait sourdement dans ce Corps même, et avait donné quelque signe de vie avant l'ouverture de la campagne; que le vœu pour la paix y avait été manifeste et à peu près général; que M. de Talleyrand y comptait des hommes dévoués prêts à répondre à son premier signal. La peur et l'intérêt personnel agissaient sur plusieurs, et il y avait des dévouements qui ne s'appuyaient guère que sur ces deux mobiles dont l'effet est variable au gré de la fortune. L'esprit de liberté, représenté d'abord par deux membres dont l'opposition était constante, y gagnait de nouveaux prosélytes. Il était beau de le déclarer sous les baïonnettes étrangères, et l'on était émerveillé d'en voir provoquer le retour par des souverains alliés, à la tête desquels marchait un autocrate. M. de Talleyrand était parvenu à rallier soixante-quatre membres de ce Corps, composé seule-

ment de cent quarante titulaires. Plusieurs dans les alarmes publiques, ou même dans leurs craintes personnelles, étaient venus se ranger d'eux-mêmes sous son patronage et sa direction. Il avait pu faire une convocation solennelle du Sénat d'après son titre de vice-grand électeur. Les souverains avaient déclaré, par l'organe d'Alexandre, qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon, et avaient demandé que le Sénat s'assemblât pour donner à la France une Constitution nouvelle. Talleyrand en profita pour régler en quelque sorte la capitulation de Paris après l'occupation de cette ville. Voici les propositions qu'il énonça et qui obtinrent un assentiment unanime. Il fut décrété en principe :

1° Que le Sénat et le Corps législatif seraient partie intégrante de la Constitution projetée, sauf les modifications nécessaires pour assurer la liberté des suffrages et des opinions ;

2° Que l'armée, les officiers et soldats en retraite, les veuves, conserveraient leurs grades, honneurs et pensions ;

3° Qu'il ne serait porté aucune atteinte à la dette publique ;

4° Que les ventes des domaines nationaux seraient irrévocablement maintenues ;

5° Qu'aucun Français ne serait recherché

pour les opinions politiques qu'il aurait pu émettre;

6° Que la liberté des cultes et des consciences serait maintenue et proclamée, ainsi que la liberté de la presse, sauf la répression légale des abus de cette liberté.

Ces articles n'étaient autre chose que des concessions demandées à l'empereur Alexandre par M. de Talleyrand, et auxquelles il avait donné un plein assentiment.

Cependant l'esprit public, étouffé depuis si longtemps, s'exhalait avec véhémence contre celui qui lui avait fait subir l'oppression de sa gloire conquérante et de ses volontés despotiques. Le corps municipal s'assemblait, et par l'organe d'un homme éloquent et sincère, mais passionné quelquefois jusqu'à l'emportement, l'avocat Bellard, énumérait les griefs de la nation contre un homme dont le pouvoir s'était annoncé sous de bienfaisants auspices. On prononçait, dans l'arrêté de ce Corps, le vœu de la nation pour le rappel de ses *maîtres légitimes*.

La presse périodique ouvrait d'elle-même sa propre restauration, et préludait avec chaleur à celle de l'ancienne monarchie plus ou moins limitée. L'Empereur ne s'était pas contenté du silence politique qu'il avait imposé aux jour-

naux dès les temps plus heureux de son Consulat; il en avait confisqué la propriété, et avait réduit à l'état de privilége ceux auxquels il permettait encore d'exprimer une opinion sur tout ce qui était étranger à l'exercice direct de son autorité. Les deux frères Bertin, qui, pendant la Révolution, avaient couru de nobles périls, donnèrent le signal de cette renaissance et rentrèrent dans leur propriété du *Journal des Débats* qui cessa d'être celui de l'Empire. Tous les journaux suivirent cet exemple.

M. de Chateaubriand imprima un mouvement plus énergique aux esprits par une brochure intitulée : *Bonaparte et les Bourbons*, écrite au bruit des canons de Montmartre. La rapidité d'une telle improvisation en augmentait la verve. Le souffle de sa colère semblait un ouragan. Les esprits se montèrent sur ce ton. Le moment d'une équité calme et sévère n'était pas encore venu. Son zèle pour la dynastie proscrite, qu'il avait suivie dans l'exil, éclatait en beaux mouvements et en images vives et passionnées. Cet esprit se manifestait dans toutes les représentations dramatiques. L'Opéra étalait ses pompes devant ces étrangers, et les puritains de la ligue, qui dans leurs ordres du jour avaient tonné contre les plaisirs de la

nouvelle Babylone, y cédaient avec le plus vif entraînement. Ils épuisaient avec avidité les recherches de la gastronomie dans de somptueux restaurants. Paris héritait des dépouilles des provinces, et la prostitution des filles publiques n'avait jamais prélevé de tels tributs. Les maisons de jeu surtout n'avaient jamais vu couler plus d'or. Les généraux de l'armée alliée se livraient maintenant à un autre genre d'assaut; c'était celui des banques, des maisons de jeu; et Blücher n'y montrait pas moins d'ardeur que sur le champ de bataille, mais il n'y obtenait pas toujours le même succès.

De tous ces sentiments confus comme notre position même, celui qui prédominait était une affection enthousiaste pour l'empereur Alexandre. Dès le matin une foule élégante remplissait la rue Saint-Florentin, guettant les moments de le voir passer et le saluant de mille acclamations. Ses traits n'avaient pas l'élévation de ceux de Bonaparte; mais ils étaient nobles, gracieux et beaux surtout de sérénité. Il y avait, dans chacune de ses paroles, à-propos, justesse et convenance. Elles partaient d'un cœur ravi de ce nouveau genre de popularité. Il se sentait lié par ses bienfaits, par ses promesses. J'ai prononcé sans rougir le mot de bienfait, car il

n'est personne, même parmi les partisans d'une liberté immodérée, qui ne convienne que nul n'a plus fait que cet autocrate pour l'établissement du régime représentatif parmi nous. Ce n'étaient pas seulement les dames titrées qui concouraient à cette espèce de triomphe renouvelé chaque jour; c'étaient des mères de famille de la classe moyenne, et même de la classe ouvrière. Tout se levait comme d'un mouvement spontané dès qu'il paraissait dans sa loge au spectacle. On l'y saluait par de mauvais vers et par des allusions forcées. La prose lui payait des tributs plus délicats et plus heureux.

Je reviens au cours des événements; ils se précipitent. Un gouvernement provisoire et pentarchique s'était déjà formé. M. de Talleyrand s'était donné quatre collègues : l'un, l'abbé de Montesquiou, avait figuré avec beaucoup d'honneur à l'Assemblée constituante qui l'avait élu trois fois son président, quoiqu'il n'adhérât que de très-loin aux opinions de la majorité. Sa voix argentine, son élocution agréable et facile et l'heureux don qu'il possédait de l'à-propos, lui avaient souvent servi à calmer les orages. L'Assemblée montrait toujours plus de dignité sous son accorte discipline. Quoiqu'il ne fût point un contre-révolutionnaire fougueux, ni même

décidé, il entretenait une fidèle correspondance avec Louis XVIII; et s'il ne le dirigeait, il l'engageait du moins dans des voies plus modérées que celles où le comte d'Artois se laissait entraîner. S'il arriva que Talleyrand eut de secrètes intelligences avec ce prince, il est à présumer que l'abbé de Montesquiou en fut l'agent intermédiaire. Le second était le marquis de Jaucourt, membre de cette minorité de la noblesse pour laquelle la Révolution fut si cruellement ingrate, esprit délicat, pénétrant et juste, cœur loyal et chaleureux. Le troisième était le général Beurnonville, qui avait paru avec éclat dans la première campagne de la Révolution, et que Dumouriez nommait son Ajax. La longue captivité qu'il avait subie lorsqu'il fut chargé par la Convention d'arrêter ce même général, l'avait détourné de sa carrière militaire. Nommé ambassadeur auprès du roi de Prusse, il s'était fait aimer de ce monarque; et ce fut là peut-être ce qui le fit entrer dans le gouvernement provisoire. L'Empereur ne l'avait point employé dans ses campagnes; il était depuis quelque temps un allié intime de M. de Talleyrand au Sénat. Enfin le duc de Dalberg dont j'ai parlé tout à l'heure; il plaisait à l'Autriche.

Le 3 avril, la déchéance de Napoléon fut

prononcée par ce même corps qui l'avait élevé au faîte de la puissance. L'opposition seule avait le droit d'articuler contre lui des griefs qu'elle avait constamment manifestés par ses votes. Lanjuinais était le principal honneur de cette petite fraction. La liberté et la modération trouvaient en lui un zélateur aussi fidèle qu'intrépide. Son courage l'éleva jusqu'à l'éloquence et jusqu'à l'héroïsme, dans cette journée du 31 mai, berceau de l'anarchie et de la terreur. L'abbé Grégoire avait un renom moins pur; son horreur pour la royauté, exaltée par son jansénisme et par la vengeance de Port-Royal, avait éclaté par des paroles révoltantes le jour où il partagea avec le sanguinaire comédien Collot-d'Herbois le triste honneur d'avoir proclamé la République. Il était cependant un chrétien et un ecclésiastique d'une vie exemplaire, et sa charité évangélique faisait alliance avec la philosophie du jour. M. Garat, membre de l'Assemblée constituante avait eu le malheur de succéder à Danton dans le ministère de la justice, et il avait reçu la fatale mission de lire à Louis XVI son arrêt de mort. C'était un esprit très-orné et brillant, mais dont la souplesse affaiblissait le caractère. Cependant appelé au Sénat, il tint ferme dans les principes qu'il avait

professés. M. Destutt de Tracy, autre membre de l'Assemblée constituante, resta fidèle à ses doctrines libérales, et ne le fut que trop, dans ses ouvrages agréablement écrits, à la doctrine glacée de Condillac. C'était surtout lui que désignait Napoléon dans ses diatribes contre les idéologues. M. Lambrecht né belge, entra en concurrence avec l'abbé Grégoire pour formuler l'acte de déchéance de Napoléon. Tous deux en avaient occupé leurs loisirs ; on eût dit vraiment que le conspirateur Malet avait eu quelque connaissance au moins de leurs intentions. Ce fut le travail de M. Lambrecht qui prévalut. Après une morne et courte discussion, il fut adopté dans les termes que voici :

« Le Sénat conservateur, considérant que dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution ou du pacte social ;

« Que Napoléon Bonaparte, pendant quelque temps d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné à la nation des sujets de compter pour l'avenir sur des actes de sagesse et de justice ; mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français, notamment en levant des impôts, en établissant des taxes autrement qu'en vertu de la loi, contre la teneur

expresse du serment qu'il avait prêté à son avénement au trône, conformément à l'article 53 de l'acte des constitutions du 28 floréal an XII ;

« Qu'il a commis cet attentat aux droits du peuple, lors même qu'il venait d'ajourner, sans nécessité, le Corps législatif, et de faire supprimer comme criminel un rapport de ce corps, auquel il contestait son titre et sa part à la représentation nationale ;

« Qu'il a entrepris une suite de guerres en violation de l'article 50 de l'acte des constitutions du 22 frimaire an VIII, qui veut que la déclaration de guerre soit proposée, discutée, décrétée et promulguée comme la loi ;

« Qu'il a inconstitutionnellement rendu plusieurs décrets portant la peine de mort, notamment les deux décrets du 5 mars dernier, tendant à faire considérer comme nationale une guerre qui n'avait lieu que dans l'intérêt de son ambition démesurée ;

« Qu'il a violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons d'État ;

« Qu'il a anéanti la responsabilité des ministres, confondu tous les pouvoirs et détruit l'indépendance des corps judiciaires ;

« Considérant que la liberté de la presse, établie et consacrée comme un des droits de la

nation, a été constamment soumise à la censure arbitraire de sa police, et qu'en même temps il s'est toujours servi de la presse pour remplir la France et l'Europe de faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme et d'outrages contre les gouvernements étrangers;

« Que des actes et rapports entendus par le Sénat ont subi des altérations dans la publication qui en a été faite;

« Considérant qu'au lieu de régner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français, aux termes de son serment, Napoléon a mis le comble aux malheurs de la patrie:

« Par son refus de traiter à des conditions que l'intérêt national l'obligeait d'accepter, et qui ne compromettaient pas l'honneur français;

« Par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lui a confiés, en hommes et en argent;

« Par l'abandon des blessés sans pansement, sans secours, sans subsistances;

« Par différentes mesures dont les suites étaient la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses;

« Considérant que, par toutes ces causes, le

gouvernement impérial, établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII, a cessé d'exister, et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit l'établissement de la paix générale et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les États de la grande famille européenne;

« Le Sénat déclare et décrète ce qui suit :

« Napoléon Bonaparte est déchu du trône et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli ;

« Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte. »

Le même jour, 3 avril, quatre-vingts membres du Corps législatif, réunis sous la présidence de M. Falcon, adoptèrent en termes laconiques, la résolution suivante :

« Considérant que Napoléon Bonaparte a violé le pacte constitutionnel; le Corps législatif, adhérant à l'acte du Sénat, reconnaît et déclare la déchéance de Napoléon Bonaparte et des membres de sa famille.

« Tous les corps constitués, tous les tribunaux, à l'exemple de la Cour de cassation firent la même déclaration. Un flot d'adhésions par-

ticulières s'y joignit. On put reconnaître dans ce mouvement un cri de sauve qui peut! Les inspirations de la peur et de l'égoïsme étaient trop manifestes chez plusieurs dignitaires dont l'Empereur avait payé les services et surtout la docilité par de grands biens et des honneurs éminents. Il vint des adhésions même de Blois, où la famille impériale s'était trop hâtivement réfugiée. La plus remarquable fut celle de l'archichancelier Cambacérès. Le général Dessoles ami de Moreau, nommé commandant de la garde nationale de Paris, fut l'organe de ce corps pour la déchéance et les garanties constitutionnelles.

Le Sénat venait de faire un pas immense qui accélérait le dénouement et le rendait presque infaillible en faveur du prétendant Louis XVIII. Par l'exclusion des membres de la famille de Napoléon, la régence se trouvait écartée, de manière à ne pouvoir plus être mise en question. Il fallait maintenant opter entre ce prince et la République qui ne comptait plus que des partisans faibles, divisés, peu nombreux.

Je viens de rappeler que, dans la partie la plus violente de son règne, elle avait toujours été odieuse à Paris et à la France; et que le Directoire l'avait laissée tomber dans un mépris mêlé de haine. L'armée, qui en avait fait le lus-

tre, lui était moins contraire, parce qu'elle n'avait pas assisté à des scènes d'horreur et de désordre. Mais c'est surtout aux souverains alliés qu'elle rappelait des souvenirs aussi déchirants qu'humiliants pour leurs couronnes. La tolérance politique dont ils semblaient faire profession aujourd'hui, ne pouvait s'étendre jusqu'à la République. La monarchie constitutionnelle serait-elle acceptée avec un changement de dynastie qui répugnait aux principes et aux intérêts des souverains? Cette question avait pu être agitée avant les succès de l'invasion, mais elle ne pouvait l'être après leur entrée à Paris. En vain madame de Staël et Benjamin Constant avaient voulu porter leurs regards sur Bernadotte, prince royal de Suède. En prenant les armes contre les Français et en remportant quelques avantages sur nos généraux, il avait excité la juste animadversion de l'armée et de la patrie. On croit qu'il y eut un temps où Sieyès avait songé à mettre à la tête de sa bizarre monarchie terminée en pyramide, un prince prussien. Il ne pouvait plus en être question aujourd'hui. Le parti libéral pouvait plus facilement admettre l'héritier des Bourbons d'Orléans, imbu dès sa jeunesse des principes de la Révolution et qui lui avait donné des gages

en combattant avec gloire et vaillance à Valmy et à Jemmapes. On lui avait su gré du calme avec lequel il avait supporté les plus cruelles disgrâces de la fortune et de n'avoir pas dédaigné, comme un judicieux disciple de l'auteur d'*Émile,* la profession de maître de mathématiques dans une ville des Grisons. Son exil en Angleterre et dans les États-Unis d'Amérique avait paru un heureux complément de son éducation libérale; les souvenirs de son père pesaient encore trop cruellement sur lui.

Louis XVIII paraissait représenter la partie la plus sage et la moins violente du parti royaliste dans lequel on reconnaissait d'honorables sentiments. Il y avait beaucoup de dignité dans ses lettres à Napoléon. La déclaration qu'il avait faite à Calmar l'avait rapproché du parti constitutionnel. Enfin il avait montré une adroite prévoyance, en parlant avec éloge du Sénat, qui n'était guère habitué à recevoir un tel genre de tribut. Ce prince, quoiqu'il ne fût pas encore arrivé en France, fut appelé à entrer en tiers et bientôt comme l'acteur principal dans la grande transaction qui se suivait entre l'empereur Alexandre et le prince de Talleyrand. Le Sénat avait été chargé de rédiger une constitution nouvelle.

Louis XVIII, favorisé par sa position, par l'intérêt commun des souverains, et enfin par le courant de l'opinion monarchique que M. de Talleyrand lui-même cherchait en vain à modérer, résolut de dispenser le Sénat de ce soin, en *octroyant une Charte,* et en présentant comme des bienfaits des conditions et des garanties que la France lui demandait avec fermeté. En voulant décorer le trône d'un reste de sa splendeur antique, on fit planer sur lui de nouveaux nuages d'où sortirent en 1815, les terribles éclats d'une foudre éphémère. Tout était perdu si Louis XVIII se fût abandonné longtemps aux fureurs et aux préjugés contre-révolutionnaires, qui depuis Waterloo grondaient autour de lui. Son frère et son successeur n'eut point et n'eut jamais la même prudence, et il se précipita vers le sort de Jacques II, roi d'Angleterre.

L'histoire du Consulat et de l'Empire est un continuel tableau de la force, de la sagesse, et bientôt des excès désastreux de la volonté d'un grand homme. L'histoire de la Restauration est un tableau plus calme et plus consolant de la volonté d'un grand peuple mûri par les leçons du malheur !

Ainsi nos nouvelles destinées se trouvaient

réglées à Paris, non sans notre concours, tandis que celui qui en avait été pendant quinze ans le suprême arbitre, recevait à dix-huit lieues de sa capitale, et dans son palais de Fontainebleau, son arrêt de déchéance. Nous avons laissé Napoléon à Saint-Dizier sur les confins de la Lorraine. Il s'applaudissait de n'avoir pas été ardemment poursuivi par l'ennemi, après le grave et glorieux échec qu'il avait reçu à Arcis-sur-Aube, et déjà il méditait de savantes manœuvres pour mettre à exécution son plan d'attaque sur les derrières de l'armée alliée. Conception fatale qui lui coûta son trône! Bientôt cette inaction lui paraît suspecte, le silence l'épouvante; plus de doute, l'armée des alliés marche tout entière sur Paris, ses différents corps se sont réunis pour voler à ce grand rendez-vous. Les généraux alliés ont osé imiter le grand coup d'audace qu'il a tant de fois frappé en négligeant tout ce qu'il laissait sur ses derrières et sur ses flancs pour aller assaillir et surprendre les diverses capitales d'où il dictait ses impérieux traités de paix. Alexandre s'est formé à ses leçons dans le nouvel art de la guerre, comme le czar Pierre s'était formé à celles de Charles XII, son vainqueur. Il faut donc revenir sur ses pas, mais par quels efforts de dili-

gence pourra-t-il réparer l'effet de trois ou quatre marches que l'ennemi a gagnées sur lui? Ses angoisses redoublent lorsqu'il songe dans quel faible état de défense il a laissé Paris. Pour comble de tourment, il ne sait encore ce que sont devenus les corps de Marmont et de Mortier qui devaient venir le rejoindre. Se sont-ils portés sur Paris assez à temps pour le défendre et suppléer aux faibles efforts d'une garde nationale mal organisée et de quelques dépôts? Ses généraux accourent autour de lui avec ce qui leur reste de troupes; ce sont les maréchaux Lefebvre, Ney, Macdonald, Oudinot, Berthier. Ils sont navrés de tristesse, et l'excès du malheur où est tombé leur chef peut à peine contenir les reproches qu'au fond du cœur ils lui adressent. Avoir laissé Paris à découvert est une faute qu'ils ne peuvent comprendre dans un si grand homme de guerre. « C'était sur ce point, se disent-ils, qu'il fallait concentrer tous ses moyens de défense et qu'il fallait surtout les organiser d'avance avec cette vigueur que Napoléon imprimait à tous ses actes. »

Toute fatigue est oubliée; une partie de l'armée fait jusqu'à dix-huit lieues par jour et l'Empereur, que nul obstacle n'arrête sur sa route, vient coucher à Fontainebleau le 31 mars, le

même jour où Alexandre victorieux couchait à Bondy pour faire le lendemain son entrée à Paris. L'impatience consume Napoléon. Il s'aventure sur la route de Paris avec une faible escorte, mais bientôt il s'en sépare parce que sa marche ne répond pas à sa dévorante impatience. Comme il a trouvé la route libre, il se jette dans une carriole de poste.

Le 1er avril il arrive à Fromenteau, cherchant, aspirant des nouvelles; des bruits vagues et sinistres redoublent son effroi. Bataille perdue, Paris occupé, retraite de Marmont sur Essonne, voilà ce qui surnage, ce qui se confirme. Au relai de poste il voit venir à lui le général Belliard qui vient de combattre pour la défense de Paris. Son air consterné est plus triste encore que les nouvelles dont l'Empereur a été successivement percé. En effet il ajoute aux événements connus un fait plus accablant encore, c'est l'accueil plein d'enthousiasme qu'a reçu l'empereur Alexandre. La fureur est entrée dans son âme, il brûle de la faire partager à son armée; il retourne à Fontainebleau avec précipitation. Arrivé dans cette ville, il y reçoit une dépêche de Caulincourt qui a quitté le congrès de Châtillon et dans le zèle de son attachement pour Napoléon, a espéré obtenir

encore quelque résultat utile pour son maître de l'amitié que n'a cessé de lui montrer l'empereur Alexandre. Il l'a vu à Bondy le premier avril, au moment où ce monarque faisait ses dispositions pour entrer à Paris. Le peu de paroles qu'il en a reçues dans un moment peu favorable pour une conférence importante, lui laissent quelque espoir qu'il s'exagère dans son dévouement. Napoléon en est frappé et il lui accorde de pleins pouvoirs pour accéder aux rudes conditions de la paix traitée à Châtillon. Dès ce moment, il n'y avait plus d'Empereur, puisque Napoléon avait baissé la tête sous un tel affront. Mais ces offres tardives, il les révoqua bientôt et d'ailleurs elles n'eussent point été acceptées puisque les souverains avaient pris la résolution unanime de ne plus traiter avec Napoléon.

Les âmes généreuses, et quelquefois même les âmes vulgaires sont frappées d'un respect douloureux au spectacle des grandeurs déchues. Ici, ce n'était point une grandeur créée par la fortune, mais par la gloire et le génie et confirmée d'abord par la sagesse. Nul étranger, nul de ces fiers Anglais si ardents à presser la chute de Napoléon et si opiniâtres à resserrer ses chaînes dans son dernier asile, qu'ils ont dû hâter sa mort; nul de ses amis ou de ses

ennemis ne peut passer devant le palais de Fontainebleau sans payer à Napoléon, le tribut d'une douleur respectueuse et d'un sombre recueillement. On se le peint gardant encore une fierté menaçante sous les coups dont il est accablé, et dans la main qui signa l'acte d'abdication, on croit reconnaître encore la main qui lança tant de foudres sur tous les trônes. L'historien ne peut suivre le flux et le reflux des sentiments divers dont cette âme superbe fut agitée dans ce palais déserté de minute en minute.

Son premier mouvement fut de marcher sur Paris, et l'on pouvait dire contre Paris même avec une armée qui se montait à peine à trente-cinq mille hommes. Dans la nuit du 2 au 3 avril, il prononça dans un cercle formé de sa vieille garde, les paroles suivantes dont je laisse à peser les épouvantables conséquences si l'effet les eût suivies. Il me semble que ces conséquences n'ont pas frappé assez fortement les historiens qui applaudissent à une telle résolution.

« Soldats ! l'ennemi nous a dérobé trois marches et s'est rendu maître de Paris. Il faut l'en chasser ! D'indignes Français, des émigrés auxquels nous avons pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints aux ennemis.

Les lâches! ils recevront le prix de ce nouvel attentat! Jurons de vaincre ou de mourir! Jurons de faire respecter cette cocarde tricolore qui, depuis vingt ans, nous trouve sur le chemin de la gloire et de l'honneur! »

Marcher sur Paris! c'était présenter la bataille avec trente-cinq mille hommes au plus à deux cent mille hommes maîtres de cette ville où ils avaient reçu un accueil triomphant, maîtres de toutes ces collines dont la conquête leur avait coûté si cher, et qu'ils pouvaient garnir de batteries dix foix plus formidables que celles dont ils avaient essuyé le feu. Peut-être la vieille garde eût-elle réussi dans les efforts d'un courage désespéré, à s'emparer momentanément, de l'une des entrées de Paris, peut-être même eussent-ils été secondés par quelque mouvement de la population et surtout des faubourgs? Qui empêchait alors les étrangers de réaliser ces projets de vengeance et d'extermination; tant de fois jurés dans leurs bivouacs et de faire un double usage de leurs boulets, de leurs bombes et de leurs obus en tirant les uns contre de téméraires assaillants et les autres sur nos maisons, sur nos monuments, sur les plus vastes et les plus magnifiques dépôts de nos sciences, de nos lettres et de nos beaux-arts.

Perte incalculable ! je ne dirai pas seulement pour Paris, pour la France, mais pour la civilisation du monde entier. Et pendant ce combat que de sang eût pu couler dans nos murs, versé par la main de nos frères. Réunissez les images de la prise d'Alexandrie, de celle de Corinthe, de celle de Carthage et de Numance ; et à peine vous aurez le tableau des irréparables dommages qu'eût causés une telle destruction. Supposez maintenant la victoire de Napoléon ; quel terme et quel frein voyez-vous aux vengeances d'un despote irrité ? Sur quelles têtes seraient-elles tombées ? Sur celles des défenseurs les plus constants et les plus éclairés que la liberté eût conservés parmi nous, sur des hommes de 1789 échappés aux haches de Robespierre, sur une foule d'hommes longtemps dévoués à la fortune de Napoléon, sur les hommes les plus recommandables de la bourgeoisie, et enfin sur la garde nationale de Paris qui avait adhéré à la déchéance. Vous dont l'étrange partialité fait un monstrueux mélange d'attachement à la cause de la République et à celle de Napoléon, dites-nous si quelque ombre de liberté eût pu subsister en France après de telles vengeances exercées ! Dites-nous si après avoir subi un despotisme racheté du moins par beau-

coup de gloire, et tempéré par de sages et fortes institutions, elle ne fût pas devenue la proie d'une tyrannie sanguinaire pour subir enfin la désastreuse ignominie d'un démembrement?

Vous calomniez Napoléon, va-t-on me dire, en lui prêtant de tels projets. — C'est vous-mêmes qui le calomniez en lui prêtant le dessein d'exposer sa capitale et la France à un sort si épouvantable. Non, des pensées si furieuses ne pouvaient s'arrêter, se fixer dans le cœur de Napoléon. Sans doute il a parlé de marcher sur Paris, mais c'était une menace dont il voulait faire l'essai, soit pour rendre plus supportables les conditions d'un traité, soit pour en obtenir de moins dures pour lui-même, pour sa famille et pour les siens. Interrogez tous ceux qui ont eu des rapports fréquents avec l'Empereur, tous vous diront qu'ils n'ont jamais cru aux premiers emportements de sa colère, et surtout qu'ils se sont bien gardés d'y céder aveuglément. L'histoire que j'écris ne vous en a-t-elle pas offert maint exemple? Enfin, même après Waterloo, a-t-il cédé aux vœux d'une troupe furieuse pour se mettre à la tête d'un mouvement qui eût livré Paris à des chances de destruction moins formidables que celles dont je viens de présenter l'hypothèse.

Les soldats de la vieille garde avaient, dit-on, accueilli avec transport cette résolution de marcher sur Paris. Mais connaissaient-ils ce qui s'était passé dans cette capitale? Savaient-ils qu'ils auraient à soutenir la guerre, non-seulement contre des ennemis dix fois supérieurs à leur nombre et placés dans la situation la plus forte, mais contre des troupes civiques qui s'étaient ralliées au Sénat et qu'un intérêt de conservation attachait fermement à cette cause. Ces soldats ignoraient tout et croyaient trouver dans Paris des auxiliaires animés des sentiments dont ils étaient transportés. Grâces soient rendues à leurs chefs, à nos illustres maréchaux! Ils envisagèrent toutes les conséquences désastreuses d'une telle résolution et furent unanimes pour désobéir. Pouvaient-ils balancer entre un homme et la patrie? Vieux soldats de la liberté, pouvaient-ils n'être plus que ceux de la tyrannie? Depuis vingt-trois ans ils combattaient pour la défense de leurs foyers, devaient-ils y porter une dévastation dont s'étaient abstenus les ennemis eux-mêmes. Pères de leurs soldats, devaient-ils, dans un combat horriblement inégal, consommer le suicide de la grande armée?

Le maréchal Oudinot fut, dit-on, le premier

qui déclara à Napoléon la ferme résolution de ne point marcher sur Paris. « L'armée me suivra, répondit Napoléon. — Non, répondirent à la fois Oudinot, Ney et Lefebvre, elle n'abandonnera point ses vieux chefs criblés de blessures, qu'elle a vus toujours marcher en avant pour la victoire et qui conservent pour elle des sentiments de pères. » Une voix sortit des rangs de ces illustres chefs et porta un grand trouble dans l'âme de l'Empereur, c'était celle du maréchal Lefebvre, duc de Dantzick. Napoléon dut se souvenir que c'était ce guerrier qui, au 19 brumaire, avait déterminé la garde du Directoire à marcher sur le conseil des Cinq-cents, et que c'était à lui qu'il devait sa prodigieuse élévation. On prétend que le maréchal adressa à Napoléon ces fières paroles : « Oui, l'armée nous suivra; les grenadiers m'ont bien suivi au 19 brumaire ! »

De tels débats n'eurent point lieu en présence de l'armée, mais dans le palais de Fontainebleau. Napoléon, importuné des témoignages d'une grandeur qui allait bientôt le quitter, n'avait voulu occuper que les appartements les plus modestes d'un palais dont il avait, par de judicieuses magnificences, relevé la splendeur. Irrité, mais troublé, il chancela dans son dessein.

Les maréchaux avaient déjà pris une résolution qu'ils ne déclaraient point encore à Napoléon, c'était celle de le décider à une abdication. Ils croyaient encore pouvoir à ce prix, conserver la couronne à son fils, et M. de Caulincourt leur avait présenté cet espoir. Le décret de déchéance ne leur était pas encore connu; mais dans la nuit, il fut envoyé par un exprès au maréchal Macdonald; celui-ci en donna connaissance à ses amis : Napoléon voulut le lire et le déchira dans sa fureur. Les maréchaux insistèrent et l'Empereur, enfin vaincu, écrivit la déclaration suivante :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix, en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'impératrice et du maintien des lois de l'Empire.

« NAPOLÉON. »

Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 avril 1814.

Il remit cette déclaration aux maréchaux en leur disant d'un ton plein d'amertume : « Êtes-

vous contents, messieurs. » Lefebvre répondit : « Voilà ce qu'il vous en coûte pour n'avoir pas écouté vos véritables amis qui vous conseillaient la paix. » Ney et Macdonald, suivis de Caulincourt, partirent à l'instant pour Paris en conservant quelque espoir d'obtenir la régence et surtout de régler le sort de Napoléon, de manière à le mettre à l'abri d'une proscription. C'était au cœur de son ancien ami, l'empereur Alexandre, qu'ils voulaient s'adresser. Il était trop tard pour obtenir la régence abolie la veille par le décret du Sénat d'après la résolution bien arrêtée des souverains. Les souvenirs d'une illustre amitié se réveillèrent dans le cœur d'Alexandre, ou plutôt n'y avaient jamais été complétement éteints.

La mission de Macdonald, de Ney et de Caulincourt avait causé un trouble assez vif dans les salons du prince de Talleyrand. La crainte d'un retour furieux de Napoléon sur Paris, avait été un plus vif sujet d'alarmes. On ne croyait pas aux chances de son succès, mais on regardait comme possibles les désastres et les fureurs qui auraient suivi une telle entreprise. Cette préoccupation avait décidé les souverains alliés et le gouvernement provisoire à tenter des démarches auprès du maréchal Mar-

mont qui s'était retiré sur Essonne avec sa faible armée, et formait ainsi l'avant-garde de celle de Fontainebleau. Le prince de Schwartzenberg s'adressa à ce maréchal dans les termes les plus pressants. Les amis politiques et privés de Marmont contribuèrent beaucoup à le décider à une démarche qui calmait les inquiétudes de Paris; mais qui, n'ayant point été concertée ainsi qu'elle paraissait devoir l'être avec les maréchaux, fut de leur part l'objet de vifs reproches. On ne pourrait cependant s'empêcher de reconnaître qu'il avait montré le plus brillant et le plus ferme courage dans la défense de Paris. Voici cette transaction :

« Art. 1er. Moi, Charles, prince de Schwartzenberg, maréchal et commandant en chef les armées alliées, je garantis à toutes les troupes françaises qui, par suite du décret du Sénat du 2 avril, quitteront les drapeaux de Napoléon Bonaparte, qu'elles pourront se retirer librement en Normandie avec armes, bagages et munitions, et avec les mêmes égards et honneurs militaires que se doivent les troupes alliées.

« Art. 2. Que si, par suite de ce mouvement, les événements de la guerre faisaient tomber entre les mains des puissances alliées la

personne de Napoléon Bonaparte, sa vie et sa liberté lui seraient garanties dans un espace de terrain et dans un pays circonscrit, au choix des puissances alliées et du gouvernement français. »

Napoléon resta encore plusieurs jours dans le palais de Fontainebleau, rendu chaque jour plus morne par des départs qui se succédaient avec rapidité. Pour garantie du traité conclu par ses plénipotentiaires, il signa une abdication simple où il n'était plus question de l'impératrice et de son fils. Nous plaçons ici un récit qui se trouve dans les mémoires du baron Fain et qu'il ne présente que sous cette forme peu affirmative. Voici ce qu'on rapporte :

« Dans la nuit du 12 au 13 avril, le silence des longs corridors du palais est tout à coup troublé par des allées et des venues fréquentes. Les garçons du château montent et descendent; les bougies de l'appartement intérieur s'allument; les valets de chambre sont debout. On vient frapper à la porte du docteur Ivan; on va réveiller le général Bertrand, on appelle le duc de Vicence, on court chercher le duc de Bassano. Tous arrivent et sont successivement introduits dans la chambre à coucher. En vain la curiosité prête une oreille inquiète, elle ne peut

entendre que des gémissements et des sanglots qui s'échappent de l'antichambre et se prolongent sous la galerie voisine. Tout à coup le docteur Ivan sort, il descend précipitamment dans la cour, y trouve un cheval attaché aux grilles, monte dessus et s'éloigne au galop Voici ce qu'on raconte du mystère de cette nuit:

« A l'époque de la retraite de Moscou, Napoléon s'était procuré, en cas d'accident, le moyen de ne pas tomber vivant entre les mains de l'ennemi. Il s'était fait remettre, par son chirurgien Ivan, un sachet d'opium qu'il avait porté à son cou pendant tout le temps qu'avait duré le danger. Depuis, il avait conservé avec grand soin ce sachet dans un secret de son nécessaire. Cette nuit, le moment lui avait paru arrivé de recourir à cette dernière ressource; le valet de chambre, qui couchait derrière sa porte entr'ouverte, l'avait entendu se lever, l'avait vu délayer quelque chose dans un verre d'eau, boire et se recoucher. Bientôt les douleurs avaient arraché à Napoléon l'aveu de sa fin prochaine. C'était alors qu'il avait fait appeler ses serviteurs les plus intimes. Ivan avait été appelé aussi; mais apprenant ce qui venait de se passer et entendant Napoléon se plaindre de ce que l'action du poison n'était pas assez

prompte, il avait perdu la tête et s'était précipitamment sauvé de Fontainebleau. On ajoute qu'un long assoupissement était survenu, qu'après une sueur abondante les douleurs avaient cessé, et que les symptômes effrayants avaient fini par s'effacer, soit que la dose se fût trouvée insuffisante, soit que le temps en eût amorti le venin. On dit enfin que Napoléon, étonné de vivre, avait réfléchi quelques instants : Dieu ne le veut pas ! s'était-il écrié. »

Pendant ces funérailles de l'Empire, notre gloire militaire recevait encore, aux pieds des Pyrénées, un éclat inespéré, mais qui ne pouvait plus avoir d'effet sur nos destinées politiques. C'était au maréchal Soult qu'on le devait. Nous l'avons vu quitter Bayonne, dont il avait, pendant cinq mois, défendu les approches pour se porter sur Toulouse menacée par lord Wellington. Il avait couvert cette ville d'un camp retranché dont la circonvallation assez étendue annonçait qu'il comptait sur de puissants renforts de l'armée de Suchet, qui, après ses glorieux travaux, restait encore dans un état imposant. Ce secours ne vint pas, et on ne sait à quelle cause l'attribuer. Soult se vit donc obligé de se défendre seul contre les forces de l'Angleterre, de l'Espagne et du

Portugal. La disproportion du nombre des combattants permettait peu l'espérance de la victoire et semblait condamner jusqu'à la résolution de se défendre. Ce fut cependant une nouvelle bataille de trois jours, dont les avantages restèrent, presque jusqu'à la dernière heure, balancés entre les deux armées. Il est fort à présumer que le maréchal Soult se vit surtout arrêté par les nouvelles qu'il reçut de Paris et surtout par le décret de déchéance. Le 11 avril, il se vit obligé d'abandonner et son camp retranché et la ville de Toulouse qui tomba au pouvoir du vainqueur.

Les événements qui suivent feraient un double emploi dans l'histoire de l'Empire et dans celle de la Restauration. Je ne veux plus parler que de la scène pathétique où Bonaparte, faisant ses adieux à son armée, recouvra toute sa grandeur.

Le désert s'était fait autour de lui, dans son palais de Fontainebleau, où, suivant le témoignage du baron Fain, il restait à peine vingt personnes attachées à son malheur, et pour la plupart attachées à sa personne. Le dernier coup qui lui fut porté fut la disparition de son Mamelouck Roustan. C'était cet Africain dont la fidélité lui avait paru la plus inébranlable; il

le faisait coucher toutes les nuits auprès de sa personne. Mais ce Musulman n'était fidèle qu'à la fortune.

Le 20 avril, Napoléon se présenta pour la dernière fois à sa garde impériale. « Soldats! dit-il d'une voix émue et pénétrante, je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans je vous ai trouvés constamment sur le chemin de l'honneur et de la gloire; dans ces derniers temps, comme dans ceux de notre prospérité, vous n'avez cessé d'être des modèles de bravoure et de fidélité. Avec des hommes tels que vous, notre cause n'était pas perdue; mais la guerre était interminable : c'eût été la guerre civile, et la France n'en serait devenue que plus malheureuse. J'ai donc sacrifié tous nos intérêts à ceux de la patrie; je pars. Vous, mes amis, continuez de servir la France. Son bonheur était mon unique pensée; il sera toujours l'objet de mes vœux! Ne plaignez pas mon sort; si j'ai consenti à me survivre, c'est pour servir encore à votre gloire. Je veux écrire les grandes choses que nous avons faites ensemble. Adieu, mes enfants! Je voudrais vous presser tous sur mon cœur; que j'embrasse au moins votre drapeau!.... »

A ces mots le général Petit, saisissant l'ai-

gle, s'avance. Napoléon reçoit le général dans ses bras et baise le drapeau. Le silence d'admiration que cette grande scène inspire n'est interrompu que par les sanglots des soldats. Napoléon, dont l'émotion est visible, fait un effort et reprend d'une voix plus ferme : « Adieu encore une fois, mes vieux compagnons! que ce dernier baiser passe dans vos cœurs! » M. Fain continue ainsi : « Il dit, et s'arrachant au groupe qui l'entoure, il s'élance dans sa voiture au fond de laquelle est déjà le général Bertrand. »

Quel cœur ne serait ému de ces mots que j'aime à répéter : « Avec des hommes tels que « vous notre cause n'était pas perdue; mais la « guerre était interminable : c'eût été la guerre « civile, et la France n'en serait devenue que « plus malheureuse. » Ces paroles justifient une pensée que j'ai émise plus haut. Non! Napoléon ne se serait point décidé à commencer, sous les murs mêmes de Paris, cette guerre civile dont il montrait tant d'horreur. C'était avec une faible partie des siens qu'il aurait eu à combattre ceux qui avaient abandonné sa cause au nom même de la liberté et des souvenirs de 1789. De telles paroles soulagent un moment le cœur, et semblent indiquer dans Napoléon un homme qui saura, par la force de

son âme, se créer un refuge jusque dans l'abîme où il est tombé.

Que d'autres voient une amère dérision dans le traité particulier qui ne conserva à l'empereur Napoléon, de tant de couronnes, que la principauté de l'île d'Elbe, l'historien qui s'élève au-dessus des considérations du vulgaire doit l'envisager sous un autre aspect. La carrière du plus puissant monarque était terminée pour Napoléon. Était-ce à dire qu'il fût mort pour une gloire ultérieure ajoutée à sa gloire immense? N'avait-il plus de grands et touchants souvenirs à opposer à ceux qui devaient l'oppresser? Semblable aux volcans éteints de l'île d'Elbe où il était confiné, son âme pouvait briller d'une sérénité dont la plus superbe cour n'offre qu'une image trompeuse. Il peut y avoir déchéance pour un empereur, il n'y en a point pour le grand homme qui se montre supérieur aux coups de la fortune. Il garde les dons qui lui sont propres, et voit avec flegme ceux qui lui sont enlevés. Ce n'est point déroger que de faire le bonheur d'un petit nombre de sujets. Plus la tâche est facile, plus elle est délectable; c'est un repos pour un génie supérieur. On peut y transporter l'idéal d'un gouvernement paternel, familier, libéral, plein de quiétude et

de cette dignité où respire la sagesse. Le sort semblait lui offrir la Salente du Télémaque, mais il pouvait la régir sur des principes plus vastes, plus empreints de l'esprit du XVIIIe siècle. Son nom lui tenait lieu d'une armée. Combien ses partisans ne se fussent-ils pas extasiés sur les lois modestes qu'ils auraient proposées pour modèles à tous les souverains!

Il avait promis à ses soldats d'écrire ses commentaires; n'étaient-ils pas tout faits dans ses brillants bulletins des campagnes de l'Italie et de l'Égypte, écrits avec toute la verve de la jeunesse, du génie et de la victoire? Il est vrai qu'il leur donna une splendeur nouvelle par sa magnifique description de l'Italie politique et militaire, et surtout par le tableau de la bataille d'Arcole où il remplit les deux rôles d'Achille et d'Homère.

Mais ce que la France et la postérité lui demandaient le plus, c'était un exposé sincère de son gouvernement, dans lequel il aurait devancé la marche de l'historien qui établit une si grande et si affligeante différence entre son *Consulat* et son *Empire*. Il eût été beau à lui de donner pour épigraphe à ce tableau ces paroles de Louis XIV mourant: « J'ai trop aimé la guerre. »

Vous figurez-vous l'effet qu'eût produit sur le monde le ci-devant empereur élevé au rang

d'un sage? Quel empressement à le visiter! La faveur de l'entretenir y eût décerné de véritables lettres de noblesse. Et tandis que le congrès des souverains et surtout celui de Vienne devenaient des sujets de murmure et d'alarmes, tandis qu'on y trafiquait des milliers ou des millions d'*âmes*, il se fût formé à l'île d'Elbe un congrès de sages, et les puissances de la terre, rois, princes ou ministres auraient appris l'art de tomber avec grandeur ou plutôt de se survivre sous des titres nouveaux moins redoutables au monde.

Lequel préférez-vous d'un tableau qui était si facile à réaliser, ou du tableau des cent jours?

Je termine, dans la quatre-vingt-deuxième année de mon âge, dans une douce retraite et avec le sentiment d'une parfaite indépendance, un ouvrage dont les difficultés m'avaient effrayé dans un âge plus heureux. J'ai cédé au désir de donner une suite et un complément à des essais d'histoire contemporaine favorablement accueillis du public et dont le premier remonte à un demi-siècle.

J'ai suivi avec une douleur respectueuse le convoi funèbre de deux générations qui comptent si peu de survivants; l'une moissonnée dans la ferveur de ses bienveillantes espé-

rances, et l'autre dans le cours des plus admirables et des plus rudes épreuves de l'héroïsme. Je me suis incliné devant des colonnes qui rappellent soit des malheurs augustes, soit d'immortels services rendus à la patrie, et devant les cippes plus modestes élevés à de sublimes dévouements qui eurent mieux que la gloire pour objet. J'ai vu dès leur principe tous ces grands événements; j'ai communiqué avec ces héros martyrs de la tribune, de la liberté et de l'humanité; je me suis fait écouter d'une grande partie du cortége et surtout de ceux qui avaient des victimes à pleurer. De là est né ce que j'ai cru ma vocation historique. J'ai pensé que l'admiration pour les hautes vertus réclamait le feu sacré de l'indignation contre les grands coupables. Je me suis abandonné sans contrainte à ces deux sentiments.

La scène a beaucoup changé d'aspects, de héros, de personnages et même de catastrophes pendant que je me livrais à ce travail. De telles variations ont dû quelquefois jeter des nuances diverses sur mes couleurs, mais le fond du dessin est resté le même. Il y a dans la séve première des impressions, une force, une vérité que les plus brillantes couleurs de l'imagination ne peuvent pas remplacer toujours.

L'histoire fournit les pièces justificatives des préceptes de la morale; et celle-ci ne rend ses décisions praticables qu'en les soumettant au creuset de l'expérience des siècles.

Nous avons vu Napoléon échouer dans ses guerres devant l'impossible; c'est une barrière qu'on rencontre souvent dans les théories de félicité publique. Nos malheurs nous ont trop appris que les rêves de la raison qui exagère ses forces sont encore plus dangereux que ceux de l'ambition qui veut renverser tout obstacle. L'esprit s'irrite de son impuissance; le cœur s'aigrit et se déprave. On a voulu étendre sans mesure la puissance d'aimer, et l'on n'a fait qu'accroître à un degré inouï la puissance de haïr. Les enthousiastes créent des hypocrites qui les applaudissent et ne leur succèdent qu'en les égorgeant. Le despotisme est là qui sourit à cette œuvre perverse, bien sûr d'en recueillir les fruits; et telle nation peut être tellement épuisée de ses combats contre l'anarchie, et du sang qu'elle y a répandu, qu'elle pousse des cris de miséricorde vers un libérateur puissant qui d'arbitre deviendra dictateur, et de dictateur se constituera despote. Tel fut le destin de Bonaparte. Jamais on ne commença avec plus de sagesse et de génie une mission acquise par

plus de gloire; jamais on ne la termina d'une manière plus désastreuse. Le ciel punit son orgueil en l'accablant de prospérités décevantes. Sa raison succomba sous ce fardeau.

On me communique après l'impression de cet ouvrage, une lettre du général Moreau au prince royal de Suède; elle est écrite peu de jours après son fatal départ des États-Unis et en expose les motifs. La voici :

« Mon cher général,

« Ce n'est pas au prince royal de Suède que je m'adresse; je suis plein de respect pour lui, et je fais les vœux les plus sincères pour son bonheur particulier et la prospérité de la nation qu'il est destiné à gouverner.

« Comme soldat, j'admire les soldats de Gustave et de Charles XII; comme Français, je dois de la reconnaissance aux Suédois d'avoir choisi un successeur parmi nos compatriotes.

« C'est donc à cet ancien compagnon d'armes, à ce compatriote, que je crois devoir et pouvoir ouvrir ma pensée sur la situation présente de l'Europe.

« D'après la honteuse défaite de l'armée française en Russie, son chef n'échappera pas au double reproche de folie et de lâcheté, et restant ainsi exposé à la risée de l'Europe et à l'indignation des Français, je n'imagine pas qu'il puisse conserver une autorité à la fois monstrueuse et inquiétante pour l'Europe, avilissante et tyrannique pour la France.

« L'instant favorable dont nous avons souvent parlé pour débarrasser notre patrie de ce lâche et insolent usurpateur, paraît s'approcher, mais si on ne hâte pas la catastrophe et qu'on se borne à l'attendre, il peut encore faire bien du mal. Malgré ses folies, il sait la guerre mieux que les adversaires qui lui ont été opposés jusqu'à présent. En retirant presque toute son armée d'Espagne et y renvoyant Ferdinand VII, ce qui le dispenserait de laisser beaucoup de monde sur cette frontière, il peut rassembler au mois de juillet prochain deux cent cinquante à trois cent mille hommes, et opposer encore une terrible résistance, si surtout il est soutenu par la maison d'Autriche.

« L'espoir de l'opposition à la nouvelle conscription, qu'on devrait regarder comme certaine, sans une force disponible pour la faire exécuter, cesse si le mouvement de l'armée

d'Espagne, traversant la France dans presque toutes les directions, se combine avec les levées de cette conscription; alors les vieilles bandes aguerries par quatre ans de guerre civile, renforcées par les recrues dont elles auraient forcé la levée, se précipiteraient au devant de l'armée russe et des alliés qu'elle aurait pu se faire en Allemagne.

« Ne pensez-vous pas qu'il doit exister parmi les prisonniers français en Russie, une masse assez considérable d'officiers et soldats furieux d'avoir été sacrifiés nombre d'années à satisfaire l'ambition et l'avidité de leur chef? La dernière campagne doit avoir ajouté le mépris à la rage, et je crois que c'est parmi eux qu'on doit chercher le noyau qui doit servir d'appui à la révolution qu'on doit tenter le plus promptement possible.

« Je me rappelle l'affaire de Quiberon, entreprise avec des prisonniers, mais je crois que les circonstances sont bien différentes et infiniment plus favorables. Les premiers combattaient contre la liberté de leur pays, sous une bannière qu'ils détestaient; ceux-ci, au contraire, se battront pour arracher la France à la tyrannie la plus avilissante qui ait jamais pesé sur aucune nation moderne.

« Doit-on avoir confiance dans la manière dont ils combattraient s'il fallait en venir à cette extrémité?

« Je conçois tout l'avantage d'un gouvernement établi depuis six années et la répugnance que peuvent avoir ceux qui l'attaquent, à combattre les troupes de l'autorité reconnue, quelque monstrueuse et quelque illégale qu'elle puisse être.

« Mais si la haine qu'on porte à Bonaparte dans toutes les classes et dans toutes les parties de la France, est telle qu'on le rapporte, elle servira à entretenir l'animosité des prisonniers de Russie et à leur faire considérer les appuis du gouvernement impérial comme les ennemis de la nation.

« Cela établi, quels sont les moyens d'exécuter et peut-on se les procurer? Trouvera-t-on parmi les prisonniers français un nombre d'hommes de bonne volonté suffisant pour tenter cette entreprise? — L'empereur de Russie consentira-t-il à le donner? Devrait-on chercher à pénétrer en France sans l'appui de l'armée russe ou ne vaudrait-il pas mieux l'essayer par un débarquement sur les côtes de Picardie ou de Normandie? Je considère le dernier moyen comme le plus avantageux.

« Si par un malheur impossible à prévoir, ma femme n'avait pas été obligée d'aller en France pour rétablir une santé délabrée par la rigueur de ce climat, il y a longtemps que je serais parti pour aller près de vous chercher la solution de toutes ces questions, mais la crainte du traitement qu'elle pourrait éprouver m'a retenu. Je n'ai négligé aucune occasion de l'engager à hâter son retour, et comme il suffit qu'elle soit instruite de mes projets, du moment qu'une de mes lettres aura pu lui parvenir, je pars sans le moindre délai ; ainsi la réponse que je vous demandais dans le premier double de la presente vers la mi-avril, n'arriverait ici que longtemps après mon départ pour Gothenbourg. L'empereur de Russie m'a fait proposer par son ministre ici de me rendre à Saint-Pétersbourg ; il doit connaître maintenant les motifs qui ont retardé mon départ ; j'en ai également parlé à Rapatel en lui disant de prendre davance les ordres de l'empereur sur les moyens de lever un corps de prisonniers pour agir en France dans le cours de la campagne prochaine.

« Présumant que mon épouse aura reçu les avis que je lui ai envoyés dans le courant de juin, je compte partir d'ici vers la moitié du même mois, sur un navire qui se prépare à cet

effet pour Gothenbourg. Je suis prêt à pénétrer en France à la tête de troupes françaises, mais je ne vous dissimule pas ma répugnance d'y marcher à la tête de troupes étrangères.

« Supposez-vous une grande résistance de la part de tous ces militaires, maréchaux et autres, que Bonaparte a gorgés de richesses et enlacés de cordons? Vous avez sûrement conservé ou des relations dans l'armée française, ou le souvenir du degré de fidélité ou de mécontentement des différentes classes qui la composent. Les connaissances doivent influer sur l'opinion qu'on doit se former des obstacles qu'on rencontrera.

« Quel gouvernement devrait-on établir si on détruit celui qui existe? J'ignore quelles sont les opinions dominantes dans un pays royalisé depuis dix ans. Quant à moi, je suis parfaitement libre et sans préjugés; et si la nation désire les Bourbons, avec lesquels je n'ai jamais eu l'ombre de rapport, malgré la fameuse conspiration, je les verrais reprendre le gouvernement avec plaisir, sous des conditions qui assurassent la liberté personnelle des Français, garantie par quelques corps intermédiaires assez puissants pour arrêter l'ambition et l'avidité des courtisans; je crois même que c'est le seul moyen d'en

finir. J'apprends qu'ils ont envoyé un agent à Saint-Pétersbourg, peut-être avec l'espoir d'y enrôler quelques Français : je ne désirerais nullement combattre sous cette bannière, qui jusqu'à présent n'a pas été heureuse en révolutions ; et puis, je ne voudrais jamais me charger d'être l'instrument d'une vengeance particulière.

« J'ai vu avec beaucoup de plaisir par l'exposé des négociations entre la France et la Suède, qu'il y a quelque probabilité de vous voir en guerre contre Bonaparte. Je trouve cela bien avantageux pour la France qui, sans nul doute, trouvera en vous un appui dès qu'elle sera débarrassée du chef qui la déshonore.

« J'avais remis le premier double de la présente à un négociant américain se rendant pour affaire en Suède. Je vous priais de me faire envoyer un navire si vous jugiez ma présence nécessaire, et vous priais de me transmettre vos instructions sous le couvert de David Parish, à Philadelphie ; mais ayant jugé que je ne pourrais être rendu que vers la fin de septembre, ce qui serait trop long pour agir cette année, je me suis décidé à partir dans le courant de juin, vers l'époque où je prévoirai que ma femme pourra quitter la France.

« Le despotisme de M. Davoust, à Hambourg,

a empêché M. Parish d'aller à Stockholm vous complimenter sur votre avénement, et la lettre que Rapatel m'a écrite après avoir eu l'honneur de vous voir, ne m'est pas parvenue. Ce n'est que sur une lettre de Mme de Staël à ses correspondants ici qu'elle charge de me dire que vous désiriez me voir à Stockholm, que j'ai cru devoir prendre la liberté de vous écrire et de vous faire part de ce que je projette contre notre ennemi commun, mais je crois essentiel que les puissances belligérantes, d'accord sur les bases de la paix, consentissent à ce qu'on la proclamât en France, du moment où le gouvernement impérial de Bonaparte serait détruit.

« En assurant le prince royal de Suède de tout mon respect, j'espère que le général Bernadotte voudra bien agréer les sentiments de l'attachement le plus sincère avec lesquels je suis,

« *Signé* : V. MOREAU. »

Philadelphie, 6 mai 1813.

FIN DU SIXIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE XXXVI.

RETOUR DE L'EMPEREUR A PARIS (1813).

CHAPITRE XXXVII.

LIGUE DES PEUPLES (1813).

CHAPITRE XXXVIII.

GUERRE D'ESPAGNE (1809-1810).

CHAPITRE XXXIX.

BATAILLES DE LUTZEN ET DE BAUTZEN (1813).

CHAPITRE XL.

CONGRÈS DE PRAGUE (1813).

CHAPITRE XLI.

BATAILLE DE DRESDE ET SES SUITES FACHEUSES (1814).

CHAPITRE XLII.

BATAILLE DE LEIPSICK (1813).

CHAPITRE XLIII.

DISPOSITIONS DE L'ESPRIT PUBLIC (1813-1814).

CHAPITRE XLIV.

PROGRÈS DE L'OPPOSITION (1813).

CHAPITRE XLV.

LA GRANDE SEMAINE (1814).

CHAPITRE XLVI.

PRISE DE PARIS (1814).

CHAPITRE XLVII.

TABLEAU DE L'ESPRIT PUBLIC A PARIS (1814).

CHAPITRE XLVIII.

CHUTE DE L'EMPIRE ET RESTAURATION (1814).

FIN DE LA TABLE DU SIXIÈME ET DERNIER VOLUME.